
U d'/of OTTAWA
39003003295424



JULES SIMON

Le Soir de ma Journée



PARIS
ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR
RUE RACINE, 26, PRÈS L'ODÉON

Le Soir de ma Journée [1]

On a bien voulu me demander mes mémoires, tout comme si j'étais le capitaine Coignet. Ce ne sont pas des mémoires que j'écris ; ce ne sont pas non plus des réflexions mélancoliques sur les derniers événements de ma vie.

Je suis comme un ouvrier pour qui l'âge du repos est venu, et qui, s'arrêtant sur le seuil de l'atelier qu'il ne franchira plus, se rappelle toute sa vie de travail et ses joies mêlées de misères.

Ceux qui ont lu mes premiers livres liront aussi le dernier. Ils me feront un bout de conduite avant de quitter leur ami, et de l'oublier suivant les sages lois de la nature.

J'ai vu trois phases de la vie sociale : le retour offensif de l'aristocratie, la lutte et le triomphe de

(1) Le volume qui précède celui-ci a pour titre : *Premières Années.*

la bourgeoisie, les premières aspirations et les premiers mécomptes de la démocratie.

De ces trois mouvements, le premier n'est plus qu'un souvenir ; le second, quoiqu'il occupe encore la scène, est menacé de périr. On ne sait ce qu'apportera le troisième.

J'appartiens à chaque parti par quelque côté, car je suis un bourgeois, car j'ai certains goûts aristocratiques et beaucoup d'aspirations populaires. Mais je me hâte d'avertir qu'il ne s'agit pas de ce que je suis ni de ce que j'ai fait, mais seulement de ce que j'ai vu. Je ne comparais que comme témoin.

Jules SIMON.

LE COUP D'ÉTAT

Le Coup d'État

Il n'y a rien de plus lugubre que le lendemain d'un coup d'Etat quand on est parmi les vaincus. Le matin du 2 décembre, notre unique servante nous réveilla avant l'heure.

— Madame ! Madame ! on a arrêté tout le monde !

Tout le monde qu'elle connaissait : Charras, Caylus, Carnot...

— Qui vous a dit cela ? Où avez-vous appris cela ?

— C'est imprimé ; on vend des listes dans les rues. Il y a des discours affichés.

Je dégringolai mes cinq étages. Je courus d'abord chez Charras, puis chez M. Thiers, puis chez Rémusat. Personne : arrêtés, partis, disparus. Nous sûmes dans l'après-midi le détail des arrestations. Cela a été raconté partout. On juge de l'effet que produi-

saient ces nouvelles tombant sur nous toutes à la fois. On ajoutait, comme il arrive toujours, à la vérité. On parlait d'assassinats mystérieux. Nous nous étions retrouvés dans les rues, au nombre de deux ou trois : un député, M. Pierre Lefranc, un rédacteur du *National*, M. Gustave Héquet. Nous étions tout surpris de nous sentir en liberté. J'étais le plus menacé de la bande. Nous errions toute la journée, à la recherche des renseignements. Nous nous disions, le soir, en nous quittant : « C'est pour cette nuit, bien sûr ! »

Un jour que je traversais seul le pont Royal, en revenant de chez M. Héquet, qui demeurait rue de Verneuil, et à qui j'étais allé, tout courant, raconter les détails de l'évasion de Caylus, j'aperçus deux hommes qui flânaient sur le quai et avaient l'air de prendre les mesures du pavillon de Flore. Il était huit heures du matin; il n'y avait que nous dans les rues. Ce n'étaient pas des ouvriers. Je vis, en approchant, que c'était Louis-Napoléon, tout simplement, qui causait avec un de ses familiers des nouveaux aménagements à faire à la maison de nos rois, devenue sa maison. Je n'ai jamais été plus surpris que de cette rencontre. Je ne sais s'il donnait une grande importance à ces menus détails, ou s'ils lui servaient d'intermède et de soulagement entre deux occupations plus sérieuses. On sait qu'à peine installé aux Tuileries il donna l'ordre de combler les fossés de la place de la Concorde et d'en modifier la décoration. On aurait dit qu'il n'avait fait son coup que pour

faire ce remue-ménage au bout du jardin. Nous nous demandions si ce n'était pas la suite de quelque plan stratégique.

Je rencontrai, le même jour, sur cette place de la Concorde, au coin de la rue Royale, un de mes anciens maitres, dont j'étais, la veille, le collègue à la Sorbonne. On ne cherchait que des hommes sûrs pour épancher sa douleur et sa colère. Je me jetai presque sur lui :

— Que pensez-vous de tout cela, cher maître?

Il me regarda d'un air pensif.

— Il faut attendre la fin, dit-il.

Attendre la fin! Ce crime deviendrait une action glorieuse s'il réussissait! Et c'était un philosophe qui disait cela! Je m'enfuis comme si j'avais été piqué par un serpent. J'évitai pendant des années de revoir mon interlocuteur. Je fus bien forcé, après sa mort, de me dire que c'était pourtant un galant homme, dans toute la force du terme. O profondeur de la misère humaine! Même en fait de morale, nous avons grand peine à voir plus loin que le bout de notre nez.

Pendant que nous comptions nos exilés et que nous étions dévorés par une rage impuissante, le vainqueur donnait un bal aux dames de la halle. Il se souvenait des anciens Césars : *Panem et circenses*. Un bal! Elles n'iront pas! Elles y allèrent. Il y alla aussi, et nous apprîmes qu'il avait été tout surpris de trouver de jolies filles parmi ces marchandes de marée. Le teint était un peu bruni par la

pluie et le soleil ; mais une bonne santé et une vie active compensaient largement ces désavantages. Il fut acclamé par ses nouvelles sujettes et put rêver, ce soir-là, du duc de Beaufort.

Il donnait aussi des fêtes à ses affidés dans son nouveau palais. Il faut toujours que les larmes soient mêlées de rire. On raconte une conversation de Pie VII avec le premier Bonaparte où le pape ne prononça que deux mots. Le dictateur avait commencé par des menaces. *Tragediante,* dit le pape à demi-voix. Les menaces ne prenant pas, on eut recours aux promesses et aux belles paroles. *Comediante*, dit alors Pie VII. C'est toute la philosophie de l'histoire. Tragédie, comédie se ressemblent plus qu'on ne croit. Il ne tient souvent à rien qu'elles ne se changent l'une dans l'autre. Cela dépend quelquefois de l'œil qui regarde. Je demeurais, dans ce temps-là, comme aujourd'hui, place de la Madeleine, n° 10, au cinquième étage, et l'appartement placé au-dessous du mien était occupé par un des nouveaux grands seigneurs qui étaient sortis de terre depuis huit jours. Ma famille et mes amis me suppliaient de chercher asile quelque part et de ne pas rester ainsi dans la gueule du loup. Le fait est que mon voisin était sous-secrétaire d'Etat ou secrétaire général quelque part, et que notre escalier était continuellement sillonné par des agents officiels et par des agents volontaires, espèce autrement dangereuse, qui pullulent après les coups d'Etat. Ma femme vivait dans des appréhensions continuelles.

Elle passait les nuits à trembler, car les arrestations se faisaient la nuit. A trois heures, disait-on. C'était le moment fatal.

Une nuit que je dormais à poings fermés, nous entendîmes tout à coup une sonnette qui faisait un bruit effroyable. Elle sonnait, et puis elle resonnait, et elle sonnait encore, à casser tous les cordons. Est-ce bien chez nous ? C'est bien chez nous. La voilà, au bout de ma lumière, qui continue sa ronde infernale. Et les coups de poings pleuvent sur ma porte. « Attendez au moins que je m'habille! » Je passe à la hâte mon pantalon et, décidé au martyre, j'ouvre ma porte à deux battants, la même porte qui est là devant moi pendant que j'écris ceci, une bonne vieille porte que je franchis tous les jours depuis plus de quarante ans. Je l'ouvre... et je me trouve en présence d'une dame en toilette de bal, avec des plumes et des diamants dans les cheveux, qui pousse des cris d'effroi en m'apercevant et qui me prend pour un voleur.

C'était ma voisine qui revenait du bal des Tuileries, et qui, dans l'obscurité, avait monté un étage de trop pendant que son mari faisait le compte du cocher. J'eus l'honneur de la reconduire jusqu'à sa porte avec ma bougie. Je sus ensuite qu'elle avait été malade de saisissement pendant quelques jours.

Vous ne pouvez vous faire une idée de la colère dont nous avons été transportés pendant quatre ou cinq ans après le coup d'État. D'abord, nous avions été pris au piège, ce qui n'était pas flatteur pour

notre amour-propre; ensuite, nous avions été battus à plate couture; et enfin, nous étions traités, à tous les points de vue, avec une dureté sans pareille.

Nous aurions compris les révocations, cela va de source; les emprisonnements et les exils arbitraires (voyez jusqu'où je vais), pourvu qu'ils fûssent temporaires et qu'on n'y ajoutât pas de sévices. Mais on ne parla, pendant plusieurs mois, que de fusillades clandestines. Je crois qu'on se trompait. Mais la suppression absolue de la liberté de la presse a, pour conséquence nécessaire, la calomnie. Ce qui était certain, c'est que des personnes, même considérables, disparaissaient tout à coup sans qu'on pût savoir où elles étaient. Le *Moniteur* publiait des listes d'exilés temporaires et d'expulsés. Outre les citoyens dont la notoriété expliquait cette mention officielle, on en saisissait d'autres dans des razzias faites par l'armée ou par la police; on les enchaînait; on les menait à pied comme autrefois les chaînes de galériens entre deux rangs de soldats, jusqu'à l'embarcadère, et on les envoyait en Algérie ou à Cayenne. Il y avait l'*Algérie plus* et l'*Algérie moins*, comme il y a le bagne et la prison centrale. Les condamnés à l'*Algérie plus*, coupables seulement de paraître dangereux pour l'usurpateur, étaient en effet traités en forçats, comme les voleurs et les assassins. Après les razzias vinrent les commissions mixtes. On peut lire tous ces détails dans Schœlcher et dans Ténot. Les témoignages ne manquent pas! Nous avons vu tout cela. Que Dieu épar-

gne de pareils spectacles à nos enfants! La misère parmi les proscrits, à Londres, à Bruxelles, était horrible. En France, les proscrits de l'intérieur, comme nous nous appelions nous-mêmes, ne pouvaient ni parler, ni écrire. On nous ôtait nos emplois, on nous chassait des journaux : il fallait qu'un in-8 eût une certaine dimension pour échapper à la censure : les clients n'osaient pas prendre un de nous pour avocat. Nous vivions dans la crainte perpétuelle d'être arrêtés par la police ou expédiés à la frontière. Ce n'était pas le bon temps, mes enfants. Je suis né en 1814, j'ai vu 1852 et 1871. Je suis d'une génération trois fois maudite.

J'avais trente-sept ans à l'époque du coup d'Etat ; j'avais été député, conseiller d'état, je n'étais plus que professeur de philosophie à l'Ecole normale et suppléant de M. Cousin à la Sorbonne. *Mes places* me rapportaient ensemble trois cents francs par mois ; ma femme avait de sa famille une pension de la même somme. Nous vivions avec cela, et nous nous trouvions heureux. Mon fils aîné avait trois ans, mon second fils n'en avait pas deux.

Je tourne ces pages jaunies par le temps. Elles me troublent. Elles ne vous troubleraient pas. Vous savez tout cela, ou vous ne vous souciez pas de le savoir. Nous autres, nous ne l'oublierons jamais. Au plus fort de la bataille, j'étais sur le boulevard auprès des Panoramas : on nous chassait à chaque instant et à chaque instant nous revenions. On tirait le canon à côté de nous. J'étais avec Crépu, repré-

sentant de l'Isère, ou ancien représentant, car je crois qu'il était alors au Conseil d'Etat. Victor Hugo, qui descendait le boulevard en sens inverse, vint à moi.

— Si je me faisais tuer au quartier Latin, me dit-il, et qu'on portât mon cadavre par les rues, croyez-vous que cela soulèverait les étudiants ?

Je lui répondis ces seuls mots :

— Je n'en doute pas.

Il me serra la main, et partit par la rue Vivienne.

— Y pensez-vous ? me dit Crépu.

— Il est sincère, lui dis-je ; mais il y a loin d'ici le quartier Latin.

Trois minutes après, un homme fut tué rue Montmartre, à la porte d'un pharmacien. Il se trouva sur-le-champ quelques personnes pour le mettre sur un brancard et le porter vers les Halles. Nous suivîmes, Crépu et moi ; quatre ou cinq personnes, dont un représentant, s'unirent à nous. On regardait, on ne s'arrêtait pas. Un mort ! Il y en avait partout. On finit par le déposer sur le trottoir au coin de Saint-Eustache. Il est vrai que ce n'était pas un Victor Hugo. Les représentants étaient enragés, mais ils étaient seuls ou presque seuls. Le sentiment dominant chez les bourgeois était la peur. Les ouvriers étaient pour le coup d'Etat.

Il plut des décrets pendant les jours suivants. Décrets de proscription, loi des suspects, création de la commission consultative, interdiction de stationner dans les rues ou de circuler au nombre de

plus de trois. Je possède plusieurs liasses de ces affiches, qu'on arrachait au coin des rues en courant un grand péril. Elles m'ont été données par mon ami Régnier, de la Comédie-Française. Elles ont perdu de leur intérêt depuis la publication des *Murailles de Paris*. Enfin vint l'annonce du plébiscite pour le 10 décembre. La France, convoquée dans ses comices, devait déclarer par Oui ou par Non, si elle acceptait le coup d'Etat avec ses conséquences.

Tous les cours de la Sorbonne étaient commencés, suivant l'habitude, depuis le mois de novembre. Moi seul, j'étais en retard. J'allai voir le doyen, M. Victor Le Clerc, qui ne se mêlait jamais de nos affaires, car la Faculté des Lettres, sous le roi Louis-Philippe, jouissait d'une absolue liberté. Pour la première fois, il me pria de commencer mon cours.

— Vous le voulez ?

— Je vous le demande. Il faut que tout se passe régulièrement à la Faculté et que rien ne se ressente d'une révolution.

Je fis, en le quittant, afficher mon cours pour la date du 9, et j'annonçai que je le ferais dans la petite salle, au lieu de la grande, où je professais ordinairement.

Mais quand j'arrivai le 9, à trois heures de l'après midi, je trouvai que la petite salle avait été désertée, que la grande salle était envahie, qu'elle était comble, et que la foule refluait jusque dans la cour de la Sorbonne. Cela se comprend ; j'allais être le premier à ouvrir la bouche au milieu de tout ce grand peuple

réduit depuis huit jours au silence. Je ne parvins pas sans difficulté jusqu'à la chaire.

Je vais vous dire exactement ma première, ou plutôt mon unique phrase. Elle a été citée si souvent par moi-même et par d'autres, que je la sais à présent par cœur :

« Messieurs, je suis ici professeur de morale. Je vous dois la leçon et l'exemple. Le droit vient d'être publiquement violé par celui qui avait la charge de le défendre, et la France doit dire demain, dans ses comices, si elle approuve cette violation du droit, ou si elle la condamne. N'y eût-il dans les urnes qu'un seul bulletin pour prononcer la condamnation, je le revendique d'avance : il sera de moi ! »

Vous devinez sans peine comment cette phrase, prononcée d'une voix vibrante, fut reçue par mon auditoire. Je fus plusieurs minutes sans pouvoir parler. Chaque fois que j'ouvrais la bouche, les bravos et les applaudissements recommençaient de plus belle. J'étais ému de cet enthousiasme ! Vous vous rappelez le mot de Plotin, chef de l'école d'Alexandrie : « Les âmes s'allument l'une à l'autre comme des flambeaux » ; et quand je pus enfin reprendre la parole :

— Je reçois vos applaudissements comme des serments, m'écriai-je Si jamais vous vous laissez aller à de honteuses faiblesses, rappelez-vous cette séance, et dites-vous que vous êtes des parjures !

Les cris recommencèrent. Tous les jeunes gens montèrent sur les bancs, dans leur enthousiasme.

Les amis qui m'entouraient profitèrent de ce moment pour me faire disparaître. Ils me poussèrent dans un fiacre qu'ils avaient amené, et je me trouvai assis dans mon cabinet, une demi-heure plus tard, tandis que la police me cherchait dans tous les recoins de la Sorbonne pour me mener, disait-on, à Vincennes. Pourquoi Vincennes ? C'est ce que je n'ai jamais pu savoir. Je suppose que les faiseurs de nouvelles préférèrent ce nom à celui de Mazas, pour rehausser l'importance de ma manifestation. Le lendemain matin, la première ligne de la première colonne du *Moniteur* portait ces mots : « M. Jules Simon, professeur à l'Ecole normale et à la Faculté des lettres de Paris, est suspendu de ses fonctions ». Je me rappelle que mon ami Walferdin, qui m'apporta le journal, me dit en entrant dans mon cabinet : « Plus heureux que sage ». En effet, on aurait pu me révoquer ; je m'y attendais; mais on verra tout à l'heure que je ne perdis pas pour attendre.

J'appris qu'il avait été question de moi, la veille au soir, dans le conseil. Mon vieil ami Fortoul, devenu ministre par la grâce du coup d'Etat, avait raconté mon aventure, en ajoutant que la police m'avait vainement cherché à la Sorbonne. Il allait dire sans doute qu'on continuait à me chercher (on n'aurait pas eu de peine à me trouver, puisque j'étais tout bonnement chez moi); mais le prince mit fin à son zèle en disant : « On ne l'arrêtera pas. Vous pouvez le révoquer ». Etait-ce de la

bienveillance, ou n'était-ce que du bon sens ? Je lui ai toujours su gré de cette parole. Son indulgence m'a pourtant privé de mon avenir. Je devenais un héros, à peu de frais, s'il m'avait laissé arrêter.

Me voilà donc, comme on dit, sur le pavé. Je crus devoir aller chez M. Cousin dans la journée du lendemain. Il me reçut froidement, quoique poliment.

— J'ai entendu hier cet énorme tapage, et je me suis dit : Voilà mon suppléant qui fait fermer mon cours. Ce doit être fait ?

— On m'a seulement suspendu, répondis-je.

Il fut étonné ; je l'étais moi-même. Je lui passai le *Moniteur*, que j'avais à la main.

— Je vois, dit-il, en me le rendant, qu'on a mentionné l'Ecole normale. Fortoul aurait pu s'en dispenser. Comment êtes-vous avec lui ?

— Nous étions dans des termes d'amitié, jusqu'au coup d'Etat.

Je me rendis de là chez M. Victor Le Clerc, dont la réception fut très chaleureuse. Je le trouvai très irrité, non pas contre Fortoul, qu'il approuvait, tout en me plaignant. Il avait sur sa table une lettre de Cousin, qu'il me montra : « M. Jules Simon ayant jugé à propos de se faire révoquer, je vous avertis que je reprends la totalité de mon traitement à partir du 10 décembre ». C'est ce qui s'appelle ne pas perdre de temps. Il était d'ailleurs dans son droit, et cela se serait fait quand même il ne l'eût pas dit.

M. Michelle, directeur de l'Ecole Normale, vint me voir trois jours après, d'un air attristé.

— Je vous apporte la formule du serment.

— Je ne la signerai pas, lui dis-je.

— En ce cas, j'ai ordre de rayer votre nom sur la liste des professeurs.

— Je m'y attendais.

Il me serra la main. Je vis clairement sur sa figure qu'il avait envie de me dire : « Qu'allez-vous faire? » Mais il sortit sans ouvrir la bouche. Je me disais aussi : « Que vas-tu faire ? ». J'avais tout juste cent quarante francs dans mon tiroir, et nous n'avions pas d'autres ressources que le petit revenu de ma femme.

J'étais marié depuis huit ans.

Il fallait du jour au lendemain trouver du pain pour ma femme et mes deux enfants. J'avais encore une autre charge dont je ne parle pas. Ce n'était pas commode. Il ne fallait penser ni aux journaux ni au barreau. Goudchaux me donna cent francs par mois pour préparer son fils au baccalauréat. Au bout de quelques jours, M. Hachette, le fondateur de la grande librairie, m'offrit de l'aider à lire les manuscrits qu'on lui proposait, et à corriger ceux qu'il avait reçus.

Il m'avait acheté mon temps jusqu'à midi. L'après-midi m'appartenait : je pouvais donner des leçons ou écrire un livre. C'est ce que je fis. J'écrivis un livre que j'appelai le *Devoir*, qui eut quelque succès et me donna assez de notoriété pour que je

fusse sûr, à partir de ce moment, d'avoir un éditeur pour tous mes ouvrages. Je me trouvai donc, au bout de quelques années, dans une position modeste, mais convenable. J'écrivis assez souvent dans la *Revue des Deux Mondes*, et je fis des conférences dans les principales villes de France et de Belgique sur la situation des ouvrières et contre les habitations insalubres. Je continuai ou plutôt je renouvelai les campagnes autrefois commencées sur ce sujet par Villermé et Blanqui aîné....

Parmi nos amis qui avaient eu à subir les violences de l'Empire, M. Duvergier de Hauranne fut de ceux qu'on oublia quelque temps à Mazas. Il y était en compagnie de quelques amis et de quelques collègues qui étaient loin d'être ses amis. Le hasard le rapprocha de M. Greppo.

Parmi les ennemis du communisme, il y en avait d'indulgents, il y en avait de violents et d'intransigeants. Le plus intransigeant de tous était peut-être M. Duvergier de Hauranne, et il poussait la haine des doctrines jusqu'à la haine des personnes. Quand il vit M. Greppo si près de lui dans le préau de Mazas, il le regarda d'abord avec horreur, puis avec curiosité. Greppo, qui était bon homme, le saluait. Duvergier de Hauranne, qui était poli, lui rendait son salut. On échangea quelques mots, car les prisonniers s'attendaient toujours à apprendre quelque nouvelle même d'un prisonnier comme eux. Et puis, songez donc ! ni livres, ni interlocuteur. Duvergier de Hauranne, qui était l'activité en per-

sonne, se mangeait le cœur. Il en vint promptement à regarder sa demi-heure d'entretien avec Greppo comme le bon moment de sa journée.

Il apprit là que Greppo ne faisait pas à la propriété et à Dieu une guerre aussi cruelle qu'il l'avait imaginé. Il était sans doute fortement entiché de ce qu'on appelait déjà les revendications ouvrières ; mais il ne voulait que travailler d'un commun accord à des réformes pacifiques. Ce proudhonien, vu de près, n'était qu'un socialiste, et un socialiste expectant. Il était plein de douceur et de mansuétude pour les personnes, et, « ma foi, ajoutait en riant son camarade de chaîne, il n'avait pas toujours tort dans les reproches qu'il nous faisait ». Non, je voudrais pour un moment que vous eûssiez connu Duvergier de Hauranne, d'abord parce qu'il était bon à connaître à cause de son grand talent et de son grand caractère, et ensuite pour que vous puissiez jouir de cette pensée : Greppo opérant la conversion de Duvergier de Hauranne. Nous plaisantions M. Duvergier sur ce sujet quand il nous fut rendu. Nous lui disions que, s'il était resté un mois de plus dans cette compagnie, il serait devenu socialiste. Il riait avec nous, et il nous disait : « Je n'ai pas appris à moins dédaigner le socialisme, mais j'ai appris qu'il y a d'honnêtes gens parmi les socialistes, comme il y en a parmi nous ».

Je crois que nous gagnerions tous à faire la même expérience que M. Duvergier de Hauranne. Nous avons beau être Français ; il n'y a de fraternité

entre nous que si nous appartenons à la même secte et à la même nuance de la secte. Cela est très frappant dans les assemblées, où l'on ne sait pas respecter un adversaire, et dans les élections, où l'on se réjouit de voir un homme de génie remplacé par un imbécile.

Je m'étais mis un jour à rechercher des histoires de l'exil. Elles étaient de deux sortes : les histoires terribles et les histoires plaisantes. Comme il y a toujours une épine sous les fleurs, il arrive aussi qu'une fleur se cache parmi les épines. Partout où vous mettrez des Français, vous entendrez rire. Bien souvent, quand j'allais en Belgique ou en Suisse, voir nos amis exilés, on nous racontait des histoires à dormir debout, qui n'étaient pas toujours vraies, ou qui ne l'étaient qu'à moitié, et qui nous aidaient à supporter la vie. Personne ne s'y trompait entre gens d'esprit ; on voyait dès le premier mot si le narrateur parlait pour nous égayer ou pour nous éclairer.

Le premier souvenir que l'exil nous rappelle, c'est celui de l'homme de bien qui prit sur lui la tâche de donner du pain à ceux qui en manquaient. C'était une grosse famille à soutenir, puisque les déshérités et les désespérés se comptaient par milliers. Ils avaient formé des agences à Londres, à Bruxelles, à Genève ; il y venait des bienfaiteurs : il y venait, en bien plus grand nombre, des nécessiteux. L'homme dont je parle entreprit de centraliser tout ce que pourraient donner les républicains restés en

France. Il prit trois résolutions : la première, de faire la quête lui-même : la seconde, de ne plus faire autre chose : et la troisième, de faire le même accueil à l'obole et au billet de banque.

Il entra en fonctions dans le courant du mois de décembre. Sa famille ne le voyait plus qu'aux heures des repas. Il partait, dès le matin, avec sa liste, s'arrêtant ici dans un hôtel, là dans un galetas, montant au cinquième quand il le fallait, et n'essuyant presque jamais un refus.

Il eut après le premier mois ses abonnés, ce qui ne le dispensait pas, dès qu'on lui signalait une adresse nouvelle, d'y courir.

Sa grande préoccupation était de savoir s'il pouvait refuser un don à cause de l'indignité du donateur. Un jour, le préfet de la Seine lui porta mille francs. Dans ces cas difficiles, il consultait ses amis qui étaient fort partagés. C'était sa grande anxiété, sa seule peine.

Pour le risque d'être persécuté, il le bravait, et, pour la fatigue, il la supportait allègrement, jusqu'au moment où elle le tua ; car vous savez tous qu'il mourut victime de la fidélité et de la charité. C'était un des pères de la République. Il avait contribué à la fonder : il l'avait grandement honorée comme ministre des finances ; il a passé les derniers temps de sa vie à consoler et à secourir les républicains.

C'est Goudchaux, à qui l'on n'a pas encore élevé de statue.

Quand nous parlons de Goudchaux et de ceux qui lui ressemblent (d'un peu loin), nous parlons avec attendrissement et sur le ton de l'histoire; mais c'est aussi faire de l'histoire d'une autre façon que de rappeler les plaisanteries qui nous servaient alors à nous étourdir. Tantôt nous prêtions un mot à nos maîtres. Nous avions la crédulité facile. Il suffisait qu'il fût amusant pour être vrai.

Tantôt, c'était un exilé qu'on mettait en scène. Celui-là, bien entendu, avec bienveillance.

Ce qu'il y eut de plus sévère dans nos racontars, c'était la liste des exilés politiques qui n'étaient ni politiques, ni exilés et qui avaient profité de l'occasion pour fuir leurs créanciers jusqu'à Bruxelles.

On citait de véritables hommes politiques, qui étaient des chefs de parti l'année précédente et qui mouraient de faim, avec leur famille, dans quelque grenier au fond de la Belgique.

L'argent de Goudchaux allait les trouver; mais il y avait tant de copartageants! Je trouvai pour un de mes collègues de l'Assemblée une place de correcteur dans un journal, à 2 francs par jour; il l'accepta avec reconnaissance. Un autre député entra comme homme de peine au service d'une compagnie de chemin de fer. Il recevait les billets des voyageurs au sortir de la gare. Un autre acheta une petite voiture traînée par un chien et vendit des légumes dans les rues. Il avait été préfet dans le Midi, puis député. Nous nous racontions tout cela pour nous exciter à la pitié et à la colère; il se mêlait à

nos récits quelque chose de la gaieté française.

Ce qui excitait surtout notre curiosité, c'étaient les histoires de nos amis qui s'évadèrent et qui eurent recours au grand artiste Bocage pour se grimer et se déguiser.

L'un d'eux, je crois que c'était Mathieu, s'appliqua sur le visage une poignée de gros sel et la serra fortement avec une compresse. L'opération, paraît-il, fut douloureuse ; les résultats en furent surprenants. Il eut, comme on dit, la figure grêlée ; jamais la petite vérole n'avait rendu un homme plus méconnaissable. Il était obligé de se nommer à ses amis, à ses parents. Une fois en Belgique, il croyait qu'avec de bonnes ablutions il allait retrouver son ancien visage ; pas du tout, il resta horrible pendant des mois entiers. Il eut même un moment de terreur pendant lequel il pensa que la déformation était définitive.

On fit courir le bruit qu'un de nos amis, fort peu clérical, s'était enfui déguisé en prêtre. Je n'ai jamais pu vérifier si l'aventure était réelle, ou si ce n'était qu'un de ces mille racontars qui circulent aussitôt que la liberté de la presse est supprimée. C'était alors un très joli garçon à la figure sensée et fine, aux manières très distinguées, à la voix douce et musicale. Il devait être très séduisant dans son costume ecclésiastique. L'ami qui lui prêtait sa soutane, son petit collet et son tricorne (pour Dieu, n'oublions pas le bréviaire !) y joignait une lettre de recommandation pour le prieur d'un couvent de

bénédictins situé dans une de nos villes frontières. Étaient-ce bien des bénédictins ? En tout cas, c'étaient des savants et des moines, et des hommes polis et affectueux, car ils reçurent le voyageur avec toutes sortes d'égards et de petits soins.

On l'installa dans une bonne chambre, avec un bon feu, de l'eau chaude, un arsenal de toilette d'une recherche extrême. Il se serait cru dans le château d'un grand seigneur. A sept heures, la cloche tinta pour le dîner. Bonne affaire pour lui, qui mourait de faim, n'ayant pas osé dîner au buffet d'Amiens. On vient le chercher : « Par ici, monsieur l'abbé, le révérend père attend votre révérence ! » Il entre au réfectoire. Réfectoire, si vous voulez ; c'était une salle à manger des plus confortables. Du linge très blanc, de l'argenterie très soignée, des accessoires affriolants, et la soupière fumante d'où s'exhalait le parfum le plus délectable.

On s'empresse autour de l'hôte ; on s'enquête de sa santé, de son voyage. A-t-il bien trouvé tout ce qui lui était nécessaire ? On lui montre sa chaise à la place d'honneur. Le prieur ne veut pas entendre raison sur ce point. « Non, non ; nous savons trop ce que nous vous devons ». Il faut céder. Voilà, enfin, tout le monde placé et tout le monde debout.

On se regarde. Lui, surtout, regarde l'assistance avec effarement. Est-ce que nous allons monter la garde autour de la table ? Enfin, le prieur se décide. « Nous attendons, dit-il, monsieur l'abbé, que vous vouliez bien dire le *Benedicite* ». « Le *Benedicite !*

C'est juste. Je n'y pensais pas ». « Moi, mon révérend père ? Je n'ai garde. C'est à vous... — Je n'en ferai rien ». Insistance de part et d'autre.

C'est que notre voyageur était vraiment bien embarrassé. Il ne connaissait le *Benedicite* que de réputation. L'idée lui vint de dire que c'était un vœu fait par lui de ne pas prononcer le *Benedicite*. Mais quel vœu bizarre, invraisemblable ! Cherchons autre chose. Il prit le prieur à part :

— C'est, dit-il, qu'en voyage... Enfin, mon révérend père, je ne suis pas en état de grâce, et, pour ce soir au moins, je vous supplie de bénir notre repas.

Le prieur se rendit ; notre homme respira et soupa. Il édifia tout le monde pendant le dîner, et se retira chargé de compliments et de bénédictions. Il partit par le train de cinq heures du matin.

Un des moines avait justement affaire à Bruxelles ce jour-là : et il avança son voyage pour jouir d'une si charmante compagnie.

Ils passèrent ensemble la frontière où tous les douaniers français et belges leur souhaitèrent la bienvenue.

— Où descendez-vous à Bruxelles, monsieur l'abbé ?

— Je n'y descends pas. Je vais droit jusqu'à Malines.

— Chez Son Eminence ? Veuillez lui présenter mes très humbles respects.

— Oui, mon père.

On raconta cette histoire à Paris, pendant un mois, dans tous les salons mal pensants.

A trois ans de là, je venais de visiter la maison de force de Gand, avec le bourgmestre et quelques autres amis.

Le gouverneur, en me reconduisant, me fit cette question qui, adressée à un républicain français, paraissait toute simple :

— Combien de temps, cher monsieur, avez-vous été en prison ?

Et je me souviens que je sentis une certaine confusion d'être obligé d'avouer que je n'avais été ni exilé ni arrêté. Le bourgmestre, qui était M. de Kerchove, dont je vous ai déjà parlé, dit obligeamment que ce n'était pas ma faute.

Nos amis étaient très malheureux en exil, et surtout ceux d'entre eux qui n'avaient pas de fortune. On ne trouve pas du matin au soir les moyens de vivre en pays étranger. Nous avions sur eux cet avantage inestimable de respirer l'air de la patrie ; mais nos prérogatives n'allaient pas plus loin ; nous étions devenus tout à coup des étrangers, et des étrangers mal notés. D'abord, ceux qui avaient des places les avaient perdues, cela va sans dire. Les places inamovibles n'avaient pas résisté plus que les autres.

— Prêtez-vous serment ?

— Non.

— Allez-vous en.

Tous les gens de cœur furent ainsi jetés sur le

pavé. Un fonctionnaire sans fortune vit tout juste sur son mois; bien peu, parmi les petits et les jeunes, trouvent le moyen de se faire une réserve; de sorte qu'une révocation survenue aussi brusquement, les met hors d'état de faire vivre leur famille. Les heureux et les sages avaient des provisions pour huit ou quinze jours. Il fallait se retourner sur-le-champ.

Nous nous mîmes à vivre entre nous, comme nos exilés vivaient à Bruxelles, à Londres. Nous faisions comme eux une petite colonie, avec cette différence qu'ils étaient des hôtes, là où ils étaient, et qu'ici nous étions des ilotes. Nous avions la claire compréhension que, si jamais nous avions besoin d'invoquer l'autorité de la loi ou de l'administration, elle se tournerait contre nous.

Nous vivions dans la perspective de Cayenne. Les bourgeois les plus calmes, ceux mêmes qui, au fond, désapprouvaient le coup d'Etat, nous traitaient un peu comme des pestiférés.

Je le leur pardonne à présent; j'aurais dû leur pardonner alors : il faut être indulgent pour ceux qui ont peur. Mais nous étions ulcérés. Nous rendions en mépris et en dédain pour nos adversaires, et même pour les indifférents, la persécution qui pesait sur nous.

Ce qui rend surtout douloureux le souvenir de ces trois ou quatre années, c'est que, pendant toute leur durée, nous avons été en colère.

Quatre ans de colère, c'est bien plus dur que

quatre ans de misère. Nous cumulions pour la plupart. Et nous avions l'ennui de ne pas être plaints, parce qu'on réservait sa compassion pour nos amis exilés.

C'est qu'ils étaient très malheureux. Des hommes, qui étaient la gloire du pays, comme Thiers, Rémusat. Carnot, Schœlcher, Lamoricière, Changarnier, Charras, étaient expulsés. On les poursuivait jusque dans leur exil.

La diplomatie et la police impériales poursuivirent Charras avec un acharnement particulier. Elles avaient raison, si elles mesuraient leur acharnement à sa haine. Il s'était réfugié à Bruxelles ; on força la Belgique, pourtant si hospitalière, à lui refuser son hospitalité. Il recula jusqu'à la Haye ; on le pourchassa jusque-là. Il s'établit à Bâle ; mais on fit comprendre à la Suisse que Bâle était trop près de la France. Il trouva enfin un asile à Zurich.

J'allais le voir partout, car je l'aimais tendrement, à la Haye, à Bâle, à Zurich. Je fis mon voyage à la Haye avec Lamoricière. Charras venait de finir son beau livre de *Waterloo*. Il désirait le contrôle du général pour les cartes de l'ouvrage, et le mien pour son style.

Nous partîmes immédiatement ; je pris le général à Bruxelles. Nous nous arrêtâmes un jour à Malines pour voir le général Changarnier et, le lendemain nous dînions au *Vieux Doole*, à la Haye, avec notre ami.

Je n'ai jamais su pourquoi cet hôtel s'appelle le

Vieux Doole. Doole est un mot hollandais qui, je crois veut dire archer. Cet accouplement d'un mot hollandais et d'un mot français a-t-il pour but d'avertir qu'on trouve dans la maison le bon accueil d'un hôte hollandais et la bonne cuisine d'un artiste français ? C'est possible ; et la cuisine de l'hôtel ne dément pas cette explication. Mais voilà que je parle comme si je savais ce que le *Vieux Doole* est à présent, ou même s'il existe encore.

J'y suis retourné plusieurs fois après le départ de Charras, mais il ne s'est pas écoulé moins de dix-huit ans depuis mon dernier voyage.

Nous dinâmes tous les trois en petit comité, dans un bon petit salon tout vieillot et d'une propreté exquise. Charras nous demanda si nous voulions de la cuisine française ou de la cuisine hollandaise. « Hollandaise, mon cher, tout ce qu'il y a de plus hollandais ».

J'étais accoutumé de longue date à la Hollande, mais c'était le début du général. On nous servit, en conséquence, un consommé, un turbot avec une sauce blanche, du bœuf braisé avec de la chicorée et un poulet rôti.

Comme nous finissions d'avaler ces mets exotiques, qui d'ailleurs étaient excellents, on vint dire à Charras que le chef demandait si nous étions satisfaits, — nous étions on ne peut plus satisfaits, — et si nous voulions permettre qu'il reçut en personne nos félicitations, — c'était le plus cher de nos désirs.

Il parut tout aussitôt en costume blanc comme la neige, et Lamoricière l'accabla de louanges. J'en demande pardon à la mémoire de mon ami, le chef paraissait surtout tenir aux miennes. Je ne les lui marchandai pas.

— Je vois avec grand plaisir, me dit-il, que vous vous portez à merveille. Et comment se portent M. Gustave et M. Charles ?

M. Gustave et M. Charles sont mes deux fils qui, à cette date-là, n'avaient jamais mis les pieds en Hollande.

— C'est, dit-il en voyant mon étonnement, que je vous ai servi longtemps. Avant de venir ici, j'étais cuisinier chez Durand, au restaurant de la Madeleine.

Nous eûmes ainsi l'explication du dîner hollandais que nous venions de faire.

Mais vous pensez bien que ce n'est pas pour vous raconter cette aventure que j'ai pris la plume. Nous restions à causer de notre pays et de nos amis, en regardant Charras fumer ses cigares, quand on vint mystérieusement lui dire que quelqu'un le demandait en particulier.

Il sortit et rentra presque aussitôt. Il me mena dans l'embrasure de la fenêtre :

— C'est Barbès, me dit-il ; il voudrait bien te serrer la main ; mais il dit que, si tu as une raison quelconque pour ne pas le voir, il sait d'avance qu'elle ne peut être que bonne et loyale, et qu'il ne s'en formalisera pas.

Je dis aussitôt qui c'était au général, et nous

allâmes tous les trois chercher Barbès dans la salle d'attente où il se tenait.

Ceux qui le jugent par les actes publics de sa vie ne peuvent pas savoir combien il était doux et tendre, et à quel point il était toujours préoccupé de l'intérêt des autres. C'était comme une de ces mers paisibles où il n'éclate presque jamais d'orages et où les orages, quand par hasard ils se produisent, dépassent en horreur tout ce que peut rêver l'imagination. J'allai lui rendre sa visite le lendemain dans la petite chambre qu'il occupait au-dessus d'un boulanger, et je constatai sans étonnement qu'il était adoré de ses hôtes.

Si vous visitez le Mont Saint-Michel, et si vous n'êtes pas sujet au vertige, penchez-vous à la fenêtre de sa prison.

C'est de cette hauteur effrayante qu'il partit, en se fiant à des lambeaux de draps de lit attachés les uns aux autres. Arrivé au bout de la corde, il reconnut qu'elle était trop courte de deux ou trois mètres. Il ne voyait rien au-dessous de lui, dans la nuit noire. Il essaya de sauter et fut assez heureux pour ne se casser que la jambe. On le mit sur une charrette et on le rapporta dans son cachot, ce qui était un long voyage.

Il me plait de rappeler que les républicains de 48 ont été d'un désintéressement exemplaire et que leurs traditions ont été fidèlement suivies par ceux qui ont représenté la République sous l'Empire, et qui l'ont fondée sous M. Thiers.

On sait l'histoire des dernières années de Lamartine. C'est un scandale selon les uns; selon moi, c'est une gloire.

Lamartine s'était ruiné, non pas pour jouir, mais pour donner. C'est un point sur lequel la lumière est faite. Et il s'est épuisé pour payer, travaillant comme un manœuvre jusqu'à la mort. Où est le scandale?

Le nom de Lamartine appelle immédiatement celui de Victor Hugo, qui était riche. On ne peut nous reprocher cette richesse, dont pas une obole ne venait des caisses de l'Etat.

Le grand, l'immortel Arago n'a laissé que son nom à ses enfants. A l'heure de l'exil, tous les républicains qui n'avaient pas une fortune personnelle héréditaire se sont trouvés dans le besoin.

Louis Blanc, Esquiros ont trouvé des ressources dans leur talent littéraire; Flocon est mort de faim; la famille de Marrast avait à peine de quoi payer son enterrement.

En remontant beaucoup plus haut, rappelez-vous que Lakanal, après avoir fondé et gouverné l'Instruction publique, accepta comme retraite la place de professeur de seconde au lycée Charlemagne.

On me racontait un trait de Recurt qui fut un instant ministre de l'intérieur en 1848. On lui apporta son traitement d'un mois le jour même de son départ; son ministère n'avait pas duré davantage.

C'était 4.000 francs.

— Je n'ai fait, dit-il, que ma dépense ordinaire. Mettez cela dans le tiroir.

Le tiroir, c'était une caisse ouverte, où l'on puisait pour les besoins du parti.

Nous avions une comptabilité absolument fantaisiste. Dans les élections personne ne souscrivait. Il y avait sur la table, dans le salon de Garnier-Pagès, une sébille de bois.

Quand on voulait contribuer aux frais du culte, on mettait là une pièce de 5 francs, ou de 20 francs, ou un billet de banque. Personne ne remerciait, personne n'inscrivait, personne ne comptait. Un secrétaire disait :

— Voilà une note qu'on apporte.

Garnier-Pagès répondait :

— Prenez dans la sébille.

Quelquefois le secrétaire disait :

— Il n'y a pas assez.

Alors, Garnier-Pagès :

— Fouillons-nous, messieurs.

C'était pour la propagande générale, car les frais des candidatures restaient à la charge de nos candidats. Aucun de nos grands hommes ne s'est enrichi.

Nous reproduisons ici la lettre que Carnot, le ministre de la République de 1848, le père de l'ancien président de la République Sadi Carnot, écrivit à Jules Simon le 15 Janvier 1852, alors qu'il était réfugié en Belgique.

Près Gand, 15 Janvier 1852.

Merci, mon ami, de votre bonne lettre bien triste pourtant, bien découragée; on sent qu'elle est écrite sous les brouillards de la Seine. Le même jour, j'en recevais une autre de mon ami D... resplendissante d'espoir comme le soleil de Nice qui l'avait dorée de ses rayons. Quant à moi, je vis comme vous, sous les brouillards, et sous les brouillards étrangers, mais je ne vois pas de près, comme vous, la laideur de certains hommes et les douleurs de la patrie. Je tiens le milieu entre vous et D... Rien n'ébranle ma confiance dans l'avenir, mais je souffre cruellement du présent.

Or, comme le présent est ce qui pèse le plus sur les situations individuelles, je songe à régulariser la mienne entre des amis. C'est la première question ; c'est donc la première dont je vous parlerai en vous exposant, comme vous me le demandez, l'état de mon âme.

Et d'abord, j'ai besoin de rassurer votre sollicitude sur ce qui me touche personnellement. Quand le triomphe du coup d'état ne fut plus douteux, quand les derniers bruits de la résistance légale eurent cessé, l'excellent et brave Dutrône, le plus dévoué des amis, m'enleva aux poursuites et aux brutalités de la police pour me conduire hors frontières, dans la campagne où je vis paisible, me promenant entre les haies flamandes de buis, d'ifs, de houx et de charmilles, ou bien philoso-

phant auprès du poêle entre le verre de bière et le cigare. L'étudiant allemand ressuscite après trente ans de singulières interruptions. Sous ce rapport donc, salut du corps et de l'âme.

A l'apparition des décrets de proscriptions qui viennent de frapper tant d'honorables citoyens, j'ai dû être surpris de n'y pas voir figurer mon nom, puisque, moi aussi, j'ai accompli mon devoir jusqu'au bout.

Quels que soient les motifs de cet oubli, je m'empresse de le réparer en m'inscrivant sur les listes d'exil par une expatriation volontaire. Je vais m'établir avec ma famille dans une université allemande pour y continuer l'éducation de mes enfants. Ces pauvres enfants commenceront leur apprentissage de la vie par l'exil, comme je l'ai fait auprès de mon père. Cela mûrit de bonne heure, de trop bonne heure, sans doute ; c'est à cela que je dois de n'avoir eu pour ainsi dire pas de jeunesse et de ne pas avoir encore de vieillesse aujourd'hui. Pour exister en Allemagne, je tâcherai d'améliorer ma position par quelques travaux, quelques publications. Si cela ne se peut, je la resserrerai dans les plus étroites limites.

Dès qu'il sera possible, nous irons planter notre tente au bord de la Méditerranée pour nous réchauffer au soleil du Midi bien utile à la santé de ma femme. Quant à elle, si pleine de noblesse et de courage, je n'ai pas même besoin de la préparer à la nécessité de cette nouvelle existence, nous nous entendons à demi-mot.

Voilà, mon cher ami, comment j'attendrai probablement le jour de la justice, prêt sans cesse, d'ailleurs, à servir mon pays, s'il croit que je puisse encore lui être utile. Quand et comment viendra le jour de la justice ? Nul ne le sait. Notre ami J.... ne voit pas sans satisfac-

tion l'effacement soudain de tous les partis extrêmes qui faisaient obstacle au progrès. A travers sa généreuse indignation, il y a chez lui une sympathie pour l'initiative et l'unité du pouvoir ; j'ai conservé davantage, je l'avoue, le vieux levain du libéralisme et je crois que son rôle n'est pas fini. Louis Bonaparte a trouvé tout facile jusqu'ici parce qu'il a flatté le vice de notre peuple, admirateur de la force et peu préoccupé du droit, et parce qu'en même temps il a débarrassé les classes privilégiées de leur cauchemar et servi les rancunes de la réaction. Mais il dépasse déjà le but ; détruire jusqu'au symbole de la liberté, effacer la devise trinitaire qui exprime l'idéal du peuple, proscrire les hommes qu'il regarde comme des vrais amis, tout cela c'est trop. La blessure morale qu'il fait saigner ne peut pas guérir par les emplâtres socialistes qu'il prépare certainement. Il fera du socialisme matérialiste ; ses écrits et ses actes n'en annoncent pas d'autres ; mais malgré l'éducation corruptrice de ces dernières années, il y a au fond des cœurs un sentiment de la dignité humaine qui protestera.

Félicitons-nous, mon ami, d'avoir été du petit nombre de ceux qui avaient plus noblement compris l'émancipation du peuple. Le Dictateur cherchera donc à se maintenir dans la faveur populaire, non pas en appelant le peuple à la vie morale et politique, mais en jetant du lard dans son pot. Les satisfactions données aux intérêts matériels de la classe pauvre correspondront nécessairement à des sacrifices exigés de la classe riche sans que le sentiment de fraternité en adoucisse l'amertume : première cause d'irritation. La bourgeoisie, qui depuis 89 est habituée à partager les honneurs du gouvernement, se sentira blessée dans son orgueil par la Charte

léonine à laquelle elle peut s'attendre ; et, à côté de son orgueil, il faudra compter avec ses vieux instincts libéraux dont je parlais tout à l'heure.

Voilà les éléments d'une redoutable opposition. De nouvelles idées, de nouveaux hommes surgiront ; une lutte morale et littéraire, analogue à celle de la Restauration, s'engagera. Si la compression, de plus en plus violente, ne lui permet pas le grand jour, elle se poursuivra par la publicité plus mortelle encore de la presse étrangère ou clandestine, ou du colportage à huis-clos ; elle se poursuivra par les sociétés sécrètes, d'autant plus actives qu'on les persécute davantage, et auxquelles je crains de voir prendre une extension déplorable, en ce sens qu'elles faussent et dénaturent, selon moi, le caractère expansif de notre nation.

Les hommes rendent le français conspirateur à leur propre image. La bourgeoisie républicaine, au fond, quoiqu'elle ait bien murmuré contre la République, la désirera pour tout de bon en face du despotisme. Celui-ci, malgré ses cadeaux matérialistes, n'obtiendra pas la reconnaissance du peuple parce qu'il lui aura refusé la part de l'âme.

Cette coalition perdra Bonaparte, et cependant, tout ce que, dans l'intérêt de son pouvoir, il aura pris aux riches pour donner aux pauvres, demeurera le domaine de ces derniers et, soyez en certain, il prendra aux riches beaucoup plus que n'eût fait un gouvernement républicain, retenu par le laminoir parlementaire et par l'esprit de transaction qui est le caractère essentiel du régime représentatif.

Voilà, direz-vous, un bien long chemin pour arriver au but, et nous ne sommes plus jeunes... Qu'importe à la France d'ailleurs ! Le grand bienfait que Dieu accorde

aux hommes de foi, c'est qu'ils savent jouir du terme qu'ils prévoient comme s'ils l'avaient atteint. La Restauration et le règne de Louis-Philippe ont duré chacun plus de quinze ans, c'est vrai ; mais les périodes politiques tendent à s'abréger, et puis il y a le chapitre de l'imprévu, le chapitre des accidents. Le dernier chapitre toutefois ne me laisse pas sans inquiétude.

Je crains qu'à force de semer l'irritation, le dictateur n'aiguise contre lui la lame d'un poignard ou ne fonde la balle d'un fusil. J'en suis inquiet pour l'honneur de la France. Je le suis aussi parce que nous ne pouvons deviner les conséquences d'une nouvelle crise violente. J'en serais affligé pour une autre cause encore : Hamlet ne veut pas tuer le meurtrier de son père pendant qu'il est en prière, de peur de lui ouvrir les portes du paradis. Une telle mort pourrait mettre Monsieur Louis Bonaparte au rang des grands hommes parce qu'on lui tiendrait compte de ce qu'il aurait pu faire, s'il avait vécu. Doit-il faire du mal, qu'il soit jugé. Doit-il faire du bien, que le peuple en profite ; car, enfin, supposons qu'à la honte de notre intelligence, à l'encontre de toutes nos prévisions, ce dictateur de la France devienne un homme comme Pierre et Frédéric-le-Grand, comme Joseph IV et Pombal, les praticiens du despotisme éclairé qui voulaient, dit-on, faire le bonheur des peuples malgré eux ; supposons que son règne soit une ère de bonheur et de prospérité, nous n'aurons plus, nous autres, adorateurs fétichistes de la justice et du serment, qu'à rentrer en nous-mêmes, afin de comprendre par quelles voies mystérieuses Dieu fait sortir le bien du mal et le droit de sa violation. Alors, peut-être, nous le remercierons encore de nous avoir mis du nombre de ceux qui se résignent difficilement à ces choses-là.

Mais nous ne cesserons de croire et d'espérer en lui.

Voici une bien longue épître, mon cher ami, par laquelle j'ai voulu répondre à vos cordiales provocations; communiquez ce bavardage à ceux de vos amis, qui désirent, comme vous, lire dans mon cœur et dans mon esprit: dites-leur qu'on rêve ainsi sous le ciel brumeux de Flandre devant un pot de bière et en regardant tourbillonner la fumée d'une pipe hollandaise: dites-leur que la plus douce consolation d'un exilé politique, c'est de songer qu'il y a, dans la patrie, beaucoup de cœurs qui battent à l'unisson du sien, quelques-uns qui l'aiment parce qu'ils le connaissent, d'autres, en plus grand nombre, qui l'estiment sans le connaître, tout simplement parce qu'il s'est montré fidèle à ses devoirs.

Adieu, mon cher ami, au revoir, un peu plus tôt, un peu plus tard, ici ou là-bas.

H. Carnot.

L'EMPIRE

4.

L'Empire

Les fondateurs de la seconde République ne sont pas sans reproches. Il y a au moins un mérite qu'on ne leur ôtera jamais, le mérite de la probité.

C'est peut-être quelque chose.

Depuis ma leçon de Sorbonne, la veille du plébiscite, et le refus de serment qui en avait été la conséquence immédiate, j'étais devenu un personnage politique, autant, du moins, qu'on pouvait l'être à cette époque où les journaux nous étaient fermés, les conférences impossibles et les carrières publiques interdites.

J'appartenais au petit groupe des républicains qui reconnaissait pour chef le général Cavaignac, et dont les membres les plus autorisés étaient Goudchaux, Garnier-Pagès, Carnot. Landrin, Du-

clerc, Laurent-Pichat. Nous avions un dîner mensuel qu'on appelait : « Le dîner des morts », présidé le plus souvent par Cavaignac, et après lui par Marrast, où venait aussi le général Lamoricière dont la verve nous réchauffait.

Nous étions les premiers irréconciliables. Notre politique, une fort mauvaise politique, consistait à pratiquer l'abstention, à faire le vide autour du gouvernement. Nous étions persuadés qu'il s'écroulerait en quelque sorte de lui-même, qu'il n'avait ni les vues, ni les personnes nécessaires pour se maintenir. Nous ne savions pas la force extraordinaire que lui donnaient la légende napoléonienne et surtout la peur du socialisme qui paraissait annoncer le retour de la terreur.

Il reste bien peu de membres de ce dîner, s'il en reste. Le principal incident que je me rappelle est un éloge de Lamoricière par le général Cavaignac. J'ai rarement entendu un récit plus cordial, plus émouvant, et sentant son Plutarque de plus près.

Ce dîner, qui eut un nom si funèbre, avait eu une origine assez plaisante. J'avais été pris par une averse dans la rue des Petits-Champs et, n'ayant pas de parapluie, je m'étais réfugié dans le passage Choiseul. La pluie s'éternisait, le passage m'ennuyait ; je fus bien heureux d'y rencontrer, au bout d'un quart d'heure, M. Victor Lefranc, que la pluie y avait poussé comme moi. Je l'ai intimement connu depuis ; nous avons même été ministres dans le même cabinet ; je le connaissais alors fort peu

quoique nous eussions été collègues à l'Assemblée constituante. Mais il était républicain, c'était donc un ami. Je le savais, d'ailleurs, gai et spirituel. Enfin, il valait toujours mieux qu'un parapluie. Nous nous mîmes à causer, et il paraît que la conversation lui plût comme à moi, puisqu'elle se prolongea pendant près d'une heure. Aux approches de huit heures, Lefranc, qui me voyait embarqué dans je ne sais quel sujet interminable de conversation, sembla prendre une résolution, et me dit qu'il allait être obligé de me quitter, parce qu'il dînait tout près de là, dans la rue des Bourdonnais.

— Mais, savez-vous, me dit-il, de l'air du monde le plus cordial, ce que vous devriez faire ? L'ami chez qui je dîne est un ancien constituant, comme vous et moi : c'est Le Blond, un homme très aimable. Venez sans façon dîner avec nous. Je prends sur moi de vous inviter, et je suis sûr qu'il en sera ravi.

— Je vous remercie, lui dis-je avec le plus grand sang-froid. J'accepte.

— Vous acceptez ?

Je vis bien qu'il était un peu étonné et même effrayé de son succès.

— Il sera très content, dit-il, je vous assure. C'est un excellent garçon ; nous dînons souvent l'un chez l'autre, je suis chez lui comme chez moi.

Je le laissai parler tant qu'il voulut, voyant bien qu'il cherchait à se donner du courage. Il regarda sa montre.

— Il est l'heure, dit-il. Conduisez-moi au moins jusqu'à sa porte.

Je l'y conduisis sans mot dire.

— Mais pourquoi, dit-il, ne monteriez-vous pas ? Il demeure à l'entresol et il y a du monde, car je vois que tout est allumé chez lui. Venez-vous ?

Il disait : « Venez-vous ? » d'un air qui signifiait clairement : « Allez-vous en ! »

Il monte, il sonne ; il me donne la main.

— Ma foi, dit-il, vous m'avez fait passer un bon après-midi ; au revoir.

On avait ouvert la porte ; il ôta lentement son pardessus et ne vit pas sans quelque mortification que j'en faisais autant. « Pauvre diable, pensait-il, il ne sait peut-être pas où aller dîner ».

Il était probablement en retard, car Le Blond entra lui-même dans l'antichambre en disant :

— Arrivez donc, paresseux, on n'attend plus que vous.

— Ecoutez, lui dit Lefranc fort inquiet en le prenant à part, je vais peut-être vous gêner dans vos arrangements ; j'ai fait l'indiscrétion d'inviter Jules Simon que j'ai trouvé au passage Choiseul.

— Jules Simon, dit Le Blond ! Mais il est invité depuis quinze jours ; il a accepté ; c'est lui qu'on attend ; car vous, vous êtes de la maison, et on se serait mis à table sans vous attendre.

Lefranc, qui était tout en dehors, ne pouvait pas en revenir du silence que j'avais gardé. C'est dans ce dîner-là, que Sénard proposa un dîner mensuel, et

que je proposai de l'appeler le « Dîner des morts.»

Nous nous réunissions le plus souvent chez Landrin ou chez Goudchaux. Plus tard, nos réunions eurent lieu chez Garnier-Pagès, chez Carnot, et finalement chez Marie. Chacune de ces stations représente une phase nouvelle de notre agonie. Au lendemain du coup d'Etat, notre quartier-général était chez Landrin. C'est là que nous choisîmes nos candidats pour la première élection de Paris.

Il fallait, pour aller à ces assemblées, plusieurs sortes de courages. D'abord nous pouvions être arrêtés, poursuivis, jetés au-delà de la frontière ou expédiés pour Cayenne sans forme de procès. Le fait même de notre réunion était un délit d'après la jurisprudence nouvelle. Je crois qu'on la tolérait, parce que la police était présente et qu'elle y trouvait son profit. Il n'y avait pas de traîtres parmi nos confédérés, mais il y avait des inconnus à toutes nos séances. Landrin lui-même savait à peine leurs noms. Il disait à Garnier-Pagès :

« Si on ne risquait rien, on ne ferait rien ».

L'autre riait et secouait les épaules.

Nous disions toutes les folies possibles. L'idée dominante était « que cela ne pouvait durer ». La France était victime d'une surprise. Elle allait se réveiller, se ressaisir. Les orléanistes, qui avaient fait un pacte, rue de Poitiers, avec Louis-Napoléon, étaient maintenant séparés de lui. Plus ils l'avaient prôné et servi, plus ils le détestaient. Que lui restait-il ? Une poignée de bonapartistes décriés et

ridicules. Nous n'avions qu'à les laisser dans leur isolement pour en être bientôt débarrassés. Le coup d'Etat n'était qu'une troisième échauffourée, après Boulogne et Strasbourg.

L'affaire était plus sérieuse cette fois-ci, à cause de la situation officielle du prétendant ; mais les fonctionnaires qui le servaient n'étaient que ses premières victimes ; ils ne rêvaient que de l'abandonner, de se tourner contre lui. A la première occasion, il serait seul.

C'était le même refrain au dehors parmi ceux de nos amis qui avaient eu l'honneur de la proscription. Plusieurs exilés n'avaient pas débouclé leurs malles. Ils s'attendaient à revenir triomphants au premier jour, et à siéger dans quelque haute-cour de justice.

« Pour cette fois, disaient-ils, ce n'est pas au roi Louis-Philippe qu'il a affaire. On ne le laissera pas filer en Amériqué ».

Carnot seul, ou à peu près seul, ne partageait pas ces espérances. Il m'écrivait de Gand :

« Prenez garde! il va jouer le rôle du marquis de Pombal ».

Qnand il fut question de la première élection, les avis furent très partagés.

Quelques-uns disaient : « Il faut voter et entrer. Quand on est vaincu, ne fût-ce que pour une heure, il faut saisir toutes les armes qu'on trouve à sa portée ».

C'était l'avis de Pelletan. D'autres, au contraire, ne voulaient ni candidats ni votes.

— A quoi bon? disaient-ils. Laissons-les dans leur
isolement. On sera confondu de leur petit nombre.

La grande majorité décida qu'il fallait avoir des
candidats dans les arrondissements où le succès
paraissait possible malgré la pression adminis-
trative, et que nos candidats, une fois élus, refu-
seraient le serment.

Je fus chargé d'écrire à Carnot, qui accepta la
candidature dans les conditions où elle était offerte.
« Il lui aurait été impossible de prêter serment
au lendemain d'une révolution faite contre le droit.
Mais il ne savait pas si on n'aurait pas mieux fait
de choisir des candidats nouveaux et obscurs qui
seraient entrés à la Chambre, et y seraient devenus
e noyau d'une opposition future ».

Je supprime le détail des élections et des événe-
ments qui suivirent. Carnot fut élu, et envoya de
Bruxelles une très noble lettre par laquelle il refu-
sait le serment. Hénon, élu à Lyon, vint à Paris, et
rédigea sa lettre de refus sur ma table. Nous étions
très résolus à suivre cette politique. Nous tournions
e dos à ceux qui prêtaient serment comme fonction-
naires et même comme députés. Notre maxime était
que l'inaction, dans la circonstance, était de l'action,
et de l'action très efficace.

On sait comment les Cinq firent, en quelque sorte,
irruption dans le Corps législatif. Ils y entrèrent un
peu malgré nous, et la plupart d'entre nous leur
firent grise mine, même après leurs premiers succès.
Nous affections de n'en pas parler, ou de n'en parler

que du bout des lèvres. Les nouveaux venus dans le parti, ceux qui, en 1848, étaient encore à l'École de droit, commencèrent à soutenir les jeunes contre les vieux, et à dire :

« C'est notre tour ».

Je me demandais assez mélancoliquement quand donc ç'avait été mon tour, et quand donc j'avais été jeune? Je me trouvais classé parmi les vieillards, parmi ceux dont la carrière était achevée, et je n'avais pas encore quarante ans. Ces divisions intestines ne durèrent pas. Les Cinq déployèrent une telle énergie que tout le parti se rangea derrière eux, et que les vieux bonzes (on entendait par là les survivants de 1848) finirent par suivre le torrent.

On se rappelle les noms des Cinq. C'étaient : Jules Favre, Ernest Picard, Émile Ollivier, Hénon, Darimon.

La France entière applaudissait au courage de Jules Favre, d'Émile Ollivier, de Picard, et nous cédâmes tout à la fin quand il fut bien évident que le peuple les admirait et que l'Empire les craignait. Nous comprîmes enfin que si l'Empire, issu du coup d'État, n'était qu'une aventure en 1852, il avait pris une autre consistance en 1862 et ne pouvait plus être efficacement combattu par le dédain.

On en était là, au moment des élections générales en 1863. La question du serment était en quelque sorte réglée; on n'en parlait même plus, tout le monde était d'accord pour souhaiter que le suffrage universel donnât aux Cinq des auxiliaires. Il se for-

ma une sorte de grand comité électoral, où les Cinq partagèrent l'autorité avec Goudchaux, Marie, Garnier-Pagès, Carnot et les directeurs des grands journaux républicains, Havin, Émile de Girardin, Guéroult. J'avais été candidat aux élections précédentes, mais candidat pour refuser le serment.

Le parti était alors divisé en deux. Il était uni maintenant, et résolu. La question, d'ailleurs, avait changé de face, non seulement par les modifications survenues dans nos idées, mais par une nouvelle loi impériale qui exigeait le serment, non du député élu, mais du candidat. Il n'était plus possible, avec ce système, de poser des candidatures pour tâter l'opinion et faire le dénombrement du régiment. Il fallait sauter le pas dès le premier jour. Cette modification devait avoir raison des derniers scrupules.

S'abstenir de siéger, c'était déjà faire le jeu du gouvernement ; mais s'abstenir d'être candidat, c'était achever de lui livrer la politique. L'ennemi avait déjà l'armée et l'administration ; il recevrait en quelque sorte de nos mains le Corps législatif et le Corps électoral. Il ne nous resterait plus que les yeux pour pleurer.

Je comprenais parfaitement tout cela, et j'étais résolu à seconder de mon mieux les candidats qui seraient choisis ; mais l'idée d'être candidat moi-même, et de prêter le serment préalable, ne m'était pas venue à l'esprit, lorsque je fus averti à la fois par un petit mot de Jules Favre et par une lettre d'Havin, que la liste de candidature était formée,

et que j'avais été désigné pour la huitième circonscription.

Une réunion était indiquée pour le lendemain dans les bureaux d'un journal, rue du Croissant. La circonscription qu'on m'offrait comprenait, avec tout l'arrondissement de Saint-Denis, le quartier Saint-Antoine et Belleville.

On croyait généralement que le succès y était impossible. Belleville et Saint-Antoine étaient très avancés ; mais la banlieue, qui formait la majorité, était rétrograde. Elle s'est bien rattrapée depuis.

Non, jamais je n'oublierai la journée du lendemain. Ce fut chez moi une procession pour me féliciter et m'encourager. Ceux qui ne venaient pas écrivaient : les lettres s'entassaient par centaines sur mon bureau. Les amis personnels s'irritaient du choix qui avait été fait pour la circonscription : « On vous sacrifie », et ne me conseillaient pas moins d'accepter.

La vérité est qu'on ne me sacrifiait pas. J'étais le moins qualifié des candidats, et il était naturel qu'on m'offrît la circonscription la moins favorable.

Ma préoccupation ne venait pas de là. Elle venait du serment à prêter. Tout en approuvant ceux qui le prêteraient, et en jugeant que la politique de l'abstention était désormais impossible, je ne pouvais me résigner à subir moi-même cette épreuve.

Je ne suis pas un irrésolu. Je suis même obstiné dans mes résolutions une fois prises, mais je suis lent à me résoudre parce que je vois trop les divers

côtés de la question. Je pense que j'aurais gagné en politique à être moins intelligent; et parmi mes amis qui ont réussi. j'en compte qui ont dû leur succès à un certain aveuglement.

Prenez garde que c'est toute l'histoire de l'humanité et qu'à côté des inconscients qui réussissent, il y a toujours des spectateurs très perspicaces qui en sont encore à hésiter quand les autres touchent le but.

Je me disais bien qu'il n'y avait nulle analogie entre une aventure à peine achevée comme un coup d'Etat, qui paraissait menacé de ruine de tous côtés et un Empire ayant dix ans de durée.

Je pensais surtout qu'autre chose était de prêter serment pour garder sa place, autre chose de le prêter sur l'ordre de ses coréligionnaires pour exercer ses droits de citoyens, mais je me disais, en même temps, que je me devais à la philosophie et que je pouvais ébranler les consciences par une démarche inconsidérée.

J'hésitais donc.

A ceux qui me catéchisaient, je répondais :

« Rien ne m'y force ».

Je me rendis à une heure au lieu de la réunion, et je priai ces messieurs de choisir un autre candidat, en leur exposant l'état de mon esprit. Deux des membres présents proposèrent sur-le-champ un autre nom ; tous les autres insistèrent pour me déterminer à accepter. Pelletan, qui était mon ami, me rit au nez :

— N'est-ce que cela ? dit-il, nous mettrons ton nom malgré toi.

Emile de Girardin me dit :

— Je proposerais sur-le-champ de vous remplacer si votre nom n'avait déjà couru. Nous ne pouvons pas essuyer un refus.

Et Havin ajoutait :

— Puisque vous approuvez ceux qui prêteront serment, vous sacrifiez l'intérêt commun à des convenances personnelles.

On s'ajourna au lendemain pour dernier délai.

En rentrant chez moi, je trouvai de nouvelles lettres, venues celles-là par la poste, dans lesquelles des amis très personnels me félicitaient par avance de mon refus, qu'ils ne mettaient pas en doute. Ils étaient sept, bien comptés, mais trois d'entre eux étaient des compagnons de toutes mes luttes. Je ne pouvais pas souffrir la pensée d'être blâmé et abandonné par eux ; et toujours cette même réflexion : « Rien ne m'y force ».

Faut-il l'avouer pourtant ? Je me croyais au fond un habile candidat, et en me comparant à celui dont on avait parlé pour prendre ma place si je persistais dans mon abstention, je me disais que j'avais plus de chances que lui de réussir.

Il survint un incident singulier. Je reçus la visite de quatre jeunes gens dont le plus âgé pouvait avoir vingt-cinq ans. Je les aimais beaucoup, et pour cause. Trois d'entre eux ont acquis depuis une grande célébrité ; un seul est survivant. J'aime mieux ne

pas dire ici son nom, pour ne pas écrire perpétuellement les mémoires des autres.

Ils entrèrent d'un air grave et affairé, qui contrastait avec les relations amicales que nous avions ensemble. Je n'y comprenais rien, les sachant résolus à l'action.

L'orateur. — il y avait un orateur désigné d'avance, — prit la parole après les premières banalités, et me tint, en substance, ce langage :

« Nous sommes très heureux qu'on vous ait porté sur la liste. Nous savons que vous ne pouvez accepter, mais nous savons aussi que ces messieurs accepteront de votre main le successeur que vous leur désignerez. Ne dites pas que non ! Avec votre habileté, cher maître (ici force compliments pour moi) et le zèle que vous y mettrez, vous ne pouvez manquer de réussir. D'ailleurs le candidat n'est pas de ceux qu'il soit permis de refuser. On ne s'est pas adressé à lui d'abord ; nous le comprenons à la rigueur, à cause des bizarreries de la politique, mais son nom prononcé fera taire tous les scrupules et rendra les hésitations impossibles ».

Il s'agissait de Prévost-Paradol.

Je l'aimais beaucoup. Il avait été mon élève à l'Ecole normale, et était devenu un de mes meilleurs amis. J'admirais autant que personne la lucidité de son esprit, auquel je ne trouvais à reprocher qu'une maturité un peu trop précoce. C'était, sans contredit, un de nos meilleurs écrivains et le premier de nos journalistes. Je ne dirai pas qu'il était

dans tout l'épanouissement de son talent, parce que par une singularité unique, son talent n'a eu ni jeunesse, ni maturité, ni décadence. Il avait déjà, à l'Ecole normale, cette habileté dans la disposition des idées, cette gravité du style relevée par une grâce charmante, et ces expressions heureuses qui donnaient tant de relief à ses beaux sentiments, et rendaient ses épigrammes si redoutables.

Il faisait à l'Empire une guerre sans trêve, et le combattait, si j'ose le dire, même quand il avait raison. Si j'ose le dire aussi, on voyait bien ce qu'il combattait, on voyait moins ce qu'il proposait. Si, à toutes forces, il avait fallu le classer, l'orléanisme était celui des anciens partis auquel on l'aurait rattaché.

Je ne sais pas pourquoi j'avais comme une visée que cet infatigable combattant pouvait se lasser de combattre. Il ne se rallierait pas à l'Empire tel qu'il était, non! Mais il serait peut-être trop empressé d'ajouter foi à une promesse de désarmement. Je le savais ambitieux, ambitieux surtout de renommée, et très facile à prendre par des louanges exagérées.

Je me demandais aussi ce qu'il serait comme orateur.

Je n'aurais pas douté de son succès dans une Chambre où la lutte aurait été entre conservateurs et libéraux ; mais dans cette Chambre où l'opposition ne pouvait pas compter sur plus de huit ou dix voix, où chaque discours était une bataille, je me disais qu'il n'aurait ni l'éloquente fécondité de Jules Favre,

ni les élans incomparables et la vigueur dialectique d'Ollivier, ni la verve étincelante de Picard.

Il y avait place dans cette assemblée pour l'éloquence académique, mais dans les rangs de la majorité plutôt que dans ceux de l'opposition.

Enfin, je n'étais pas préparé à la proposition qu'on me faisait ; elle me prenait à l'improviste, et mes interlocuteurs témoignaient pour leur candidat une admiration si enthousiaste, que je désespérais de leur faire partager mes scrupules. Je me rejetai sur ma situation personnelle.

Je leur dis, ce qui était vrai, que ma candidature avait été contestée dans les conciliabules du parti ; que ceux mêmes qui m'avaient soutenu, croyaient me faire une grande grâce en me présentant ; que je n'avais aucune liaison avec la plupart d'entre eux ; que je connaissais à peine les trois journalistes, et que je connaissais encore moins les députés sortants. Hénon était mon ami, mais il n'était même pas là. Jules Favre avait pour moi de la bienveillance.

Je venais, par mes hésitations, de blesser la plupart des membres du comité. J'en avais le sentiment très vif, j'en avais la preuve, et j'étais le premier à penser que j'avais agi un peu comme un enfant.

Il fallait accepter ou refuser. Au lieu de cela, j'avais parlé de mes scrupules à des hommes résolus ; et aujourd'hui encore, quand j'y pense, je trouve qu'ils avaient été bien bons de ne pas m'envoyer promener.

Leur raison fut probablement la difficulté de trouver un candidat acceptant la huitième circonscription où le succès semblait impossible.

Les amis de Prévost-Paradol reçurent assez mal ces réflexions.

Ils m'écoutèrent avec avidité quand je leur dis que j'étais presque résolu, avant leur visite, à refuser la candidature. J'ajoutai que je persistais à me retirer, mais que je ne proposerais personne ; que je leur conseillais d'aller chez Jules Favre et chez Emile de Girardin ; qu'aucun obstacle ne viendrait de moi.

— Au moins, me dirent-ils, si nous réussissons, vous ferez campagne pour Prévost-Paradol ?

Je répondis que je défendrais, de concert avec la gauche, les candidats qu'elle aurait choisis.

Ils affectèrent de prendre cette réponse pour une promesse, ma renonciation pour un acquiescement à leur projet, et quoique j'insistasse beaucoup pour mettre les points sur les i, ils me quittèrent, après la froideur des commencements, sur des protestations de reconnaissance.

Il me parut qu'ils jouaient une petite comédie.

Je fermai ma porte le soir et le lendemain.

Cependant je reçus, vers midi, la visite de Paradol, qui entrait chez moi comme chez lui.

Il me demanda s'il était vrai que je lui cédais la place.

Je répondis que je me retirais, mais que je ne me permettrais pas de proposer une candidature ; que je n'en avais ni le droit, ni la possibilité.

Pouvait-il annoncer mon refus à ces messieurs?

Il le pouvait, je venais d'écrire moi-même à Jules Favre.

Et pouvait-il se présenter à la réunion qui allait avoir lieu?

Je l'ignorais absolument. Je pensais qu'il serait reçu sur la présentation de sa carte, mais je ne pouvais lui servir d'introducteur. Je lui dis que sa démarche serait inutile. Je lui dis même le nom de mon remplaçant.

Il haussa les épaules :

« Ceci est mon affaire », dit-il.

Il me demanda, comme les autres, si j'appuierais sa candidature.

Je répondis que j'appuierais de mon mieux tous les candidats acceptés par mes amis, et que je serais plus particulièrement heureux de lui être utile ainsi qu'à Pelletan, parce qu'ils étaient, l'un et l'autre, mes amis personnels.

— J'aurais espéré mieux, me dit-il; mais on doit se contenter de ce qu'on vous donne.

Il pouvait certainement espérer la neutralité ou même l'appui des républicains s'il était porté sur une autre liste; mais il était trop au courant de la politique pour penser que son nom pût figurer sur la liste républicaine. Sa démarche n'était qu'une protestation contre les injustices de l'esprit de parti.

Il me laissa dans ma solitude. J'étais assez déconfit. Une fois ma retraite consommée par ma lettre à Jules Favre, toutes les réflexions qui

auraient dû me faire accepter me revenaient à l'esprit. et je trouvais. non sans raison, je pense, que j'avais agi comme un sot. D'un autre côté, je sentais une telle répugnance pour le serment que je me disais :

« Je n'aurais pas pu ».

C'était ma seule excuse. Une heure environ se passa de la sorte. J'essayai de lire ou de travailler sans y parvenir. Vers deux heures on m'apporta un billet de Jules Favre :

« Venez à l'instant. Nous vous attendons depuis près d'une heure. C'est à n'y rien comprendre ».

Je me jetai dans un fiacre. En arrivant rue du Croissant, je ne vis que des figures renfrognées. Il y avait de quoi. Jules Favre, qui tenait à m'avoir, n'avait pas donné lecture de mon billet. Prévost-Paradol n'était pas venu. J'interrogeai le garçon de bureau. On ne l'avait pas vu.

— Mais pourquoi serait-il venu?... me dit Pelletan en me tirant à l'écart. Ce n'est pas ici une réunion ouverte. On ne reçoit que les candidats et les journaux qui les soutiennent.

— C'est, lui dis-je, qu'il voudrait être candidat à ma place.

— L'union libérale! s'écria Pelletan. Tu sais bien qu'il ne peut-être question de réunir toutes les oppositions sur une liste unique. Paradol le sait comme toi et moi. Il est allé chez toi, parce que les autres l'y ont poussé, et peut-être pour se bercer quelques instants de plus d'une illusion qui lui est chère. Il n'a pas pensé un moment à venir nous

proposer de rendre notre liste inintelligible pour le gros des électeurs en y introduisant un orléaniste. Et toi-même, me dit-il, tu cherches de mauvais prétextes pour échapper à une corvée. On a déjà dit ici que si on t'avait offert la cinquième circonscription, tu l'aurais acceptée sans scrupules.

Pendant que nous causions ainsi, on avait rédigé un bout de déclaration.

— Il n'y a plus à délibérer, dit Jules Favre en me regardant. Havin a fait imprimer la liste. Elle va paraitre dans les journaux du soir.

Les quelques amis que j'avais là m'entourèrent et me conduisirent jusqu'au bas de l'escalier. La voiture de Jules Favre y était. On m'y poussa.

— Où allons-nous ? lui dis-je.

— A l'Hôtel-de-Ville.

Je ne puis dire combien il fut, pendant le trajet, indulgent et convaincant. J'étais tout convaincu de la droiture de ce que nous faisions : il ne s'agissait que de la révolte de mon amour-propre.

Il m'a dit plus d'une fois en riant :

— J'avais l'air d'un confesseur qui mène un condamné à l'échafaud.

A l'Hôtel-de-Ville, on passait au serment au fond de la galerie comme on passe à la caisse. On vous faisait signer un registre, où l'on n'avait à inscrire que les noms, prénoms et profession :

« Jules Simon, rentier ».

Je ne voulus pas compromettre l'Institut. Bien petit rentier en vérité. On nous donna un reçu que

nous mêmes chacun dans notre poche. Et Jules Favre me déposa à ma porte. Je montai mes cinq étages, en pensant, pour toute consolation, que ma femme au moins m'approuverait.

J'étais donc candidat. Ce fut une indignation profonde parmi les amis de Prévost-Paradol, et parmi les intransigeants républicains ; je fus injurié dans leurs journaux : ils cessèrent de venir chez moi.

Quelques-uns m'écrivirent des lettres insultantes. Je ne sais trop ce qui serait arrivé, si je n'avais été saisi immédiatement par les fatigues et les émotions de la lutte.

La campagne contre moi continua longtemps après. La plupart de ceux qui m'anathématisaient en 1863 furent eux-mêmes candidats en 1869. Les tempêtes, quand on les voit de loin, ne sont plus que ridicules. Elles sont très pénibles pendant qu'on y est. J'ai passé par là deux fois dans ma vie.

On sait que notre liste passa tout entière à Paris. L'élection de Pelletan fut cassée, mais ce ne fut qu'un retard de quelques semaines. Les départements nous apportèrent quelques noms importants : Marie, Grévy, Magnin, Glais-Bizoin, Lanjuinais.

Quand nous fûmes bien organisés comme parti, nous pensâmes naturellement à tenir nos assemblées chez Jules Favre.

J'en parlai à Thiers qui refusa d'y assister avec régularité.

— Ce serait passer en apparence dans votre parti, et fausser les situations.

Il avait évidemment raison.

Il n'offrit pas son cabinet. Je crois qu'on lui aurait fait plaisir en le lui demandant.

Je proposai le cabinet de Marie qu'il accepta.

Je n'ai pas connu d'homme plus aimable que Marie, que nous appelions ordinairement Marie Provisoire, pour le distinguer de Marie Côtes-du-Nord et de Marie Calvados.

Marie Provisoire parce qu'il avait été membre du gouvernement provisoire en 1848. Il avait été aussi ministre de la justice et bâtonnier de l'ordre des avocats. Il était tout couvert de dignités, aimé, estimé et compté dans la politique et au barreau.

J'avais eu, pendant des années, une grande vénération pour lui, comme pour tous ceux qui étaient arrivés par leur talent à la célébrité et, par leur conduite, à l'estime publique. Je me trouvai son collègue en 1848 ; mais on était un peu perdu dans cette cohue de neuf cents représentants ; on ne connaissait que ceux dont le hasard ou des fonctions communes vous rapprochaient. Et puis il était sur le pinacle, tandis que j'étais au fin-fond de la salle parmi les plus nouveaux et les plus obscurs.

En 1863, ce fut bien différent. Nous n'étions que trois cents au Corps législatif ; mais, pour parler plus exactement, nous n'étions que douze. S'il m'était permis d'être impertinent envers un corps auquel j'ai appartenu, je dirais que nous étions douze députés et deux cent quatre-vingt-huit commissaires. La différence d'origine, de

doctrine et de but était si grande entre les candidats officiels et nous que ces deux mondes ne se mêlaient pas, et il en résultait dans la minorité une intimité et une camaraderie qui effaçait un peu les différences d'âge et de rang.

Tant que Marie vécut, il nous donna l'hospitalité dans son salon. Il était notre président et notre ami.

Je ne puis dire combien je me sentis fier et heureux quand je pus constater qu'il cherchait de préférence ma conversation et ma collaboration. Je devins un familier et un ami de sa maison, même en dehors des réunions de la gauche.

Il habitait au fond de la cour, dans un vieil hôtel de la rue Neuve-des-Petits-Champs. L'hôtel semblait un peu moisi ; les pièces avaient de l'ampleur et de la noblesse. Elles donnaient par devant sur une cour assez maussade et, par derrière, sur un embryon de jardin, bordé presque aussitôt par un mur très élevé qui le couvrait de son ombre. On en était quitte pour ne pas regarder par les fenêtres.

Berryer occupait, au rez-de-chaussée, dans la même maison, un appartement tout semblable.

C'étaient deux vieux amis du Palais et de la Chambre ; et c'est, je pense, grâce à leur intimité, que Berryer consentit à délibérer avec nous pendant les premières années de la législature. Il arrivait en robe de chambre. Marie, Berryer et Thiers étaient naturellement nos maîtres ; mais ils ne cherchaient pas à dominer ; ils acceptaient la

discussion avec les plus humbles et se comportaient en tout comme si nous avions été leurs égaux.

Cela n'empêchait pas Thiers de dire, en parlant de la session qui s'ouvrait :

« Ce sera un dialogue entre l'empereur et moi ».

Entre autres qualités nécessaires à un homme d'Etat, il avait celle de savoir ce qu'il valait.

Thiers, qui était venu assez longtemps à nos réunions, se lassa. Il trouva avec raison qu'on tenait plus à montrer les différences que les ressemblances. On pouvait compter sur lui dans toutes les grandes occasions. Berryer avait cessé assez vite de venir.

La mort de Marie fut pour nous une très grande perte, nous louâmes un local rue de la Sourdière et nous nous donnâmes Grévy pour président.

Nous étions fort affairés, en 1863, après les élections générales qui avaient donné la victoire à la liste de l'opposition tout entière. Je me souviens que le soir, quand nous sûmes chez Garnier-Pagès, que j'étais élu avec une majorité écrasante, M. Ollivier me dit :

— Je suis d'autant plus content de votre succès que, si vous aviez échoué, on aurait dit que nous vous avions envoyé à Saint-Denis tout exprès pour vous faire battre.

Les Cinq qui rentraient sur le théâtre de leurs exploits n'avaient guère qu'à continuer leur brillante campagne. Ils nous considéraient avec raison comme des recrues appelées à combattre sous leurs

ordres. C'était aussi notre pensée, la pensée surtout de ceux d'entre nous qui n'avaient pas grand passé politique. Garnier-Pagès pouvait se dire, et se disait certainement, qu'il allait rendre la besogne des financiers de l'Empire difficile ; mais, pour nous autres, nous ne songions qu'à renforcer le petit bataillon des Cinq et à nous charger des besognes que nos chefs dédaigneraient.

En parlant ainsi des Cinq et du dévouement qu'ils nous inspiraient, je suis sûr d'étonner un peu nos successeurs.

Ils connaissent les Cinq ; ils les admirent ; ils ne les admirent pas tant que cela. Ils ne peuvent guère se faire une idée de l'enthousiasme qu'excitait cette parole libre dans un pays qui était passé en un clin d'œil de la licence la plus effrénée au despotisme le plus rigoureux.

En 1848 on attaquait tout : la loi, la Constitution, les principes, les bases constitutives de l'ordre social, les personnes. Tout à coup, Louis-Napoléon s'était levé, et il avait déclaré que lui et ses amis parleraient seuls.

Il fallait, pour créer un journal, sa permission. Une fois créé, le journal savait que, s'il déplaisait au gouvernement, il serait confisqué purement et simplement, sans préjudice des peines que pourraient encourir les rédacteurs.

Nous ne savions quelque chose de ce qui se passait chez nous que par l'*Indépendance Belge* ; et ce journal même était lu et scruté à la frontière. Il

prenait des précautions avec la vérité : il usait de circonlocutions. Plus d'une fois il fut suspendu, et aussitôt nous ignorions ce qui se passait à notre porte. Quelle joie quand on entendait retentir dans ce silence la voix solennelle et magistrale de Jules Favre, les accents passionnés d'Ollivier ou les sarcasmes acérés d'Ernest Picard ! Il semblait que toute la vie du pays s'était retirée en eux.

Le gouvernement, qui était aussi puissant sur les élections que sur la presse, avait eu recours pour les écarter à tout son arsenal de violences et de ruses : et voilà que le groupe entier revenait ; et ce n'étaient plus seulement les Cinq, comme auparavant, c'étaient les Douze. Nous étions à la fois enivrés de cette victoire et effrayés de la responsabilité qu'elle imposait à chacun de nous.

Jules Favre, comme c'était son droit, nous réunit tous dans un dîner. Nous nous y trouvâmes avec la joie d'une première victoire, et la pensée qu'il faudrait livrer bataille dès le lendemain.

Un des convives avait préparé un toast en l'honneur du maître de la maison ; mais Jules Favre prit l'initiative de demander qu'il n'y en eût pas.

« C'est, dit-il, un repas de famille qui exclut toute solennité ». Cependant son amitié pour Ernest Picard le porta à enfreindre lui-même la règle qu'il venait d'établir. « Nous boirons seulement à la santé du plus actif, du plus utile, du plus éloquent de nos collègues ; de celui... ! » Je ne vous répète pas le

panégyrique qui fut complet et sans réserve. J'ajoute qu'il était bien mérité.

Picard n'était pas en humeur de plaisanter ce soir-là. Il se jeta dans les bras de Jules Favre, et ils confondirent leurs larmes, non sans causer autour d'eux quelque étonnement.

La France républicaine, qui avait applaudi à la victoire des Cinq, se réjouissait avec non moins d'enthousiasme de l'avènement de M. Thiers. Elle pensait que l'Empire allait se trouver entre deux armées.

Les royalistes de toutes nuances, qui avaient combattu côte à côte avec nous dans les élections, se tenaient pour certains que M. Thiers, une fois à la Chambre, serait de plein droit le chef de toutes les oppositions, et ils assignaient aux Cinq le rôle que les Cinq réservaient aux républicains nouvellement élus. C'était un peu l'opinion de toute la France. C'était celle du gouvernement.

Les journaux officieux disaient le lendemain : « L'opposition a voulu un dialogue entre M. Thiers et l'empereur ; elle l'aura. On verra si le représentant de la bourgeoisie l'emportera sur le représentant de la démocratie et du progrès ».

M. Thiers, après quelques hésitations, se décida à nous donner aussi un dîner. Les convives furent les mêmes que ceux de Jules Favre. On parla au dessert, de ce fameux dialogue qui faisait le sujet de toutes les conversations dans les salons orléanistes, et qui devait réduire les douze membres de l'opposi-

tion républicaine au rôle du chœur dans les tragédies anciennes.

— On croit, Monsieur Thiers, dit Jules Favre en souriant, que la session qui commence ne sera qu'une longue conversation entre vous et l'empereur.

Nous pensions tous que M. Thiers allait répondre quelques mots aimables pour les Cinq, c'est-à-dire pour Jules Favre, Picard et Ollivier. Mais il n'y pensa même pas. Il était tout entier au rôle qu'il allait jouer dès le lendemain.

— C'est évident, dit-il, mais j'espère lui montrer, et montrer à toute l'Europe...

Il partit de là pour tracer le plan de sa politique. La démocratie et la République y étaient un peu écornées de ci de là ; mais l'ensemble était d'un libéralisme, d'une élévation de sentiment et d'une sûreté de vue qui nous remplit tous d'admiration.

Nous étions, je crois, quinze convives.

La France et l'Europe avaient les yeux sur M. Thiers à partir de son entrée à la Chambre. On sait avec quelle habileté profonde, il choisit et traita le sujet de son premier discours « Les Libertés nécessaires ».

Tous les gouvernements fondés sur les principes libéraux furent obligés d'applaudir. En France, les républicains, les monarchistes, se trouvèrent d'accord. L'Empire ne put indiquer que les raisons de l'état de siège, c'est-à-dire qu'il s'inclina devant la théorie, et demanda, vu les circonstances, une dérogation momentanée aux principes. Il se trouva que

M. Thiers avait été, non le *leader* d'une opposition de douze membres, mais le *leader* du libéralisme tout entier.

En entrant au Corps législatif, nous n'y retrouvions même pas nos anciens meubles. Le plus important avait disparu. Louis Napoléon, en personne, avait donné l'ordre d'enlever la tribune.

M. Laurent, qui était bibliothécaire au Corps législatif, m'a raconté que le prince-président se donna le plaisir, quelques jours après le coup d'Etat, d'aller voir la démolition de la salle où la Constituante et la Législative avaient siégé :

Desertosque videre locos, littusque relictum...

Les marbres et les panneaux dorés qui avaient appartenu à la tribune étaient là, jetés en un monceau sur la place qu'elle avait occupée. Il monta sur ces débris et les piétina, se souvenant sans doute de tant d'injures parties de là, et dont il avait d'ailleurs tiré une vengeance plus effective.

Quand il établit, quelques semaines après, le Corps législatif, la tribune était supprimée.

Un Parlement sans tribune ! cela paraît une véritable horreur à ce peuple d'avocats. Il y avait, à la place de l'ancienne tribune, une plate-forme où se tenaient les cinq ou six orateurs chargés de représenter le gouvernement. Les députés, placés vis-à-vis d'eux, leur répondaient de leur place.

La Chambre ainsi organisée ressemblait un peu à une classe d'écoliers travaillant sous les yeux de cinq surveillants et d'un surveillant supérieur,

perché tout là-haut au-dessus du banc des commissaires,et qui était M. de Morny.

Ce fut une grande question de savoir si l'on porterait un verre d'eau à un député qui ferait mine de parler longuement. Le prince ne voulait pas, de peur d'encourager le bavardage. De Morny invoquait l'impossibilité de refuser un verre d'eau à un vieillard. Ce fut un grand émoi dans les salons parlementaires.

On en parla à la conférence Molé. A la fin, M. de Morny l'emporta. Il fallait lui demander d'avance l'autorisation de se faire porter un verre d'eau. Il ne le refusait jamais. Il se contentait de dire en souriant : « Ne soyez pas trop long ! »

Il était très bon prince. Il me montra de la bienveillance quand j'entrai au Corps législatif. Il me dit : « Prenez les questions d'enseignement, d'assistance, de mutualité, tout ce qui avoisine le socialisme. Il y a là une grande place à occuper ». C'était presque le langage d'un ami. Je lui en fus reconnaissant.

Il savait que M. Thiers avait l'habitude, quand il faisait à la Chambre des députés ces beaux discours du temps de la royauté, qui éclairaient et passionnaient les cabinets européens, de se faire apporter de chez lui du vin de Constance.

La première fois qu'il se leva, au Corps législatif, pour parler de sa place, un huissier posa devant lui un plateau sur lequel il y avait du vin de Constance sorti de la cave de notre président.

Ces menues faveurs étaient destinées à nous faire oublier le poids du despotisme.

La suppression de la tribune n'en était pas moins un de nos grands griefs. Prévost-Paradol était intarissable sur ce sujet. Plus d'un peuple cependant se passe de tribune. Il n'y en a pas, que je sache, en Angleterre. En Autriche, la salle est disposée précisément comme on avait disposé la nôtre ; les ministres adossés à la chaire du président et regardant en face la Chambre.

Je pense que cet arrangement était commode à M. Rouher pour surveiller et guider sa majorité. Le jour vint cependant où la tribune nous fut rendue. Nous en éprouvâmes une grande joie. Les avocats surtout se regardèrent comme émancipés.

Nous autres, qui ne tenions qu'à donner nos raisons sans les étaler avec une pompe étudiée, nous aimions autant, sans oser en convenir, la première manière.

On avait ses documents : on avait l'appui affectueux de ses voisins ; cet appui était précieux pour moi, qui siégeais entre M. Thiers et Jules Favre ; on était en quelque sorte dispensé d'être éloquent. Nous n'en fîmes pas moins grand bruit de la conquête de la tribune. Ce fut notre première victoire.

M. Thiers se rendit au Corps législatif entre deux séances pour voir si le devant de la tribune ne serait pas trop élevé. Il lui allait jusqu'au menton. Louis Blanc, dans un cas pareil, avait eu recours à un tabouret ; mais Louis Blanc ne pouvait pas

lemander qu'on lui fît une tribune à sa taille. D'abord, il n'était pas le maître de la tribune, et, ensuite, il était d'une telle petitesse que la tribune ainsi accommodée n'aurait pu servir qu'à lui seul. Notre président se hâta d'ordonner à notre architecte de se conformer à tous les désirs de M. Thiers. Ce fut une joie pour nous quand nous le vîmes bien installé sur son trépied, avec ses documents savamment disposés devant lui, et, sous la main, du vin de Constance apporté, cette fois, de la place Saint-Georges. Il nous sembla qu'il rentrait chez lui. Il parlait enfin à M. Rouher comme il convenait, du haut en bas.

La tribune n'était que le tremplin de nos vanités. Mais nous avions nos affidés dans la salle des Pas-Perdus. — « Vous répandrez ce bruit. — Vous attaquerez cet homme. — Vous résumerez ainsi ce discours ». C'était un perpétuel colloque entre députés et journalistes. L'opposition y avait le haut du pavé. M. Rouher la malmenait dans la Chambre ; mais dans l'antichambre, elle l'étranglait.

Il y avait là, vers 1864, un jeune homme qui, peu à peu, s'était habitué à venir tous les jours. Il était aussi exact que l'opposition, qui arrivait toujours la première et partait toujours la dernière. On ne lui demandait plus de carte ; il était plus connu que tous les députés. Il connaissait tous les garçons et tous les huissiers par leur nom. Quand il y avait de la presse à une porte, ils couraient se mettre devant lui pour lui frayer le chemin à travers la foule. Il

n'était pas fort ingambe, malgré sa jeunesse ; i avait un angle au bout de la salle, à droite, contr la dernière fenêtre sur le jardin de la présidence, oi il s'asseyait invariablement. Si quelque malappri s'asseyait là avant son arrivée, les huissiers trou vaient quelque moyen de le faire déguerpir.

On n'avait pas besoin de le voir pour savoir qu'i était là. Dès qu'il entrait dans la salle, sa voi: éclatait par dessus toutes les conversations. I riait, dès le seuil, à gorge déployée, et tout le mond riait de compagnie en se hâtant de lui serrer l main et de le conduire à son banc.

Une fois assis, il commençait ses histoires, et i en savait de salées. Il déchirait volontiers le pro chain et tous les voiles. D'ailleurs, il n'y avait pa de dames. Les dames ne recherchaient pas sa conver sation dans ce lieu-là : il les retrouvait ailleurs. Vous n'avez jamais entendu personne raconter une his toire avec tant de brio.

Il était mime, comme tout bon conteur. Vous n'aviez qu'à fermer les yeux pour croire que vous entendiez Jules Favre ou Ollivier. Il imitait la voix et le style. Il vous aurait improvisé un discours de Jules Favre aussi solennel et aussi éloquent que celui que Jules Favre prononçait en même temps de l'autre côté de la porte.

Il se donnait souvent ce plaisir.

— Ne vous dérangez pas, messieurs ; je vais vous dire ce qu'il dit.

Il le disait ; et si c'était Picard, il disait autant de

bons mots, et sinon les mêmes, du moins des mots de même qualité. Allez voir si ce n'est pas cela! On riait, on applaudissait, on était parfaitement heureux, tandis qu'aux vrais discours, faits pour tout de bon, par l'orateur lui-même, si l'on était parfois empoigné, on était le plus souvent assommé.

Qui lui aurait gardé rancune? Personne n'avait ni plus de verve, ni plus de bonne humeur, ni plus de saillies, ni plus d'idées.

Les ignorants ajoutaient que personne n'avait plus de science; et ils avaient raison! Il n'avait jamais étudié, mais il devinait. Il avait une mémoire étonnante et une faculté d'assimilation que je n'ai trouvée, au même degré, chez personne. Il parlait quelquefois si fort qu'on l'entendait dans la salle des séances. La même pensée nous venait à tous : quel député ce serait! Et nous ajoutions tous, en dedans : mais que deviendrait la salle des Pas-Perdus? Il est bien éloquent, mais il est bien amusant.

Il passait là cinq heures sans désemparer, et on disait que, la séance finie, il allait, tout courant, la raconter au café de Madrid.

Les journalistes prenaient des notes. Il leur fournissait à la fois des faits, des jugements et des idées. C'était un peu incohérent; mais c'était toujours éblouissant et puissant. Il parlait à peu près seul; sa vie était un monologue; cependant on ne lui reprochait pas sa loquacité, parce qu'elle était riante et amusante. D'ailleurs il était bon prince. Vous n'aviez qu'à dire un bon mot, il en riait à se tordre,

il le répétait, il l'amplifiait, il vous en glorifiait. Le
malins voyaient qu'il y avait toutes sortes de des
sous sous ces apparences joyeuses. Il avait son bu
personnel et sa passion politique. Il pourrait chan
ger de méthode, mais il ne changerait jamais de but
Il n'était insouciant que pour l'agrément de la gale
rie. Il jouait au fond une partie très serrée. Il n
faisait pas semblant d'avoir des scrupules, parc
qu'il sentait le besoin de passer pour très fort
sachant bien que l'apparence de la force est la moi
tié de la force.

Ce vaillant impitoyable savait flatter quand il l
voulait. C'était un maître courtisan et un maîtr
flagellant. Il vous prenait son homme par les deu
côtés. Ses amis ne parlaient de lui que par hyper
boles. Ses ennemis mêmes convenaient que c'étai
quelqu'un.

C'était Gambetta.

. . . .

Trois hommes devinrent rapidement trois poten
tats : Bertin, qui tenait les salons et le monde lettr
par les *Débats ;* Emile de Girardin, qui tenait le
financiers, les ingénieurs, les politiciens par l
Presse, et Havin, qui, par le *Siècle*, gouvernait l
bourgeoisie irréconciliable. La clientèle d'Havi
était la plus nombreuse et la plus docile.

Comme homme, Émile de Girardin lui était trè
supérieur en instruction, en ressources, en élo
quence ; mais, ce qui faisait la force d'Havin, c'éta

l'exacte appropriation de ses qualités et de ses défauts aux qualités et aux défauts de son public.

Il fut bien vite évident qu'ils seraient maîtres des candidats de l'opposition, parce que l'on ne pouvait espérer quelque succès que par leur appui collectif.

Havin, sans jamais se séparer de nous dans ses votes, ne fit pas, à proprement parler, partie de notre petit bataillon. Il vint assidûment à nos réunions tant qu'elles eurent lieu chez Marie avec le concours de Thiers et de Berryer. Quand nous louâmes, après la mort de Marie, un petit entresol, rue de la Sourdière, où Grévy nous présidait, il n'y vint pas.

Il ne monta que trois fois à la tribune en sept ans. Il y fit bonne figure. Il signait tous nos amendements et prenait part à leur rédaction. Il avait une expérience des usages parlementaires qui nous manquait à presque tous et qui nous était souvent utile.

Nous le considérions avec raison, comme un ami politique très sûr et comme un compagnon agréable et fidèle.

Il n'eut de démêlé qu'avec moi. L'incident fut vif, mais court, et, chose curieuse, quoique nous ayons été sur le point de nous couper la gorge, nous ne fûmes pas un seul instant ennemis. La bourrasque passée, nous redevînmes camarades comme auparavant.

Nous avions fait partie tous les deux de l'Assemblée de 1848. Nous avions été ensemble conseillers d'État. Il avait mis beaucoup d'obligeance à insérer

quelques articles de moi dans *le Siècle*, au commencement de l'Empire. Tout le grabuge vint d'une lettre qui m'était adressée, qui avait quatre pages et qui contenait à la queue un mot désobligeant pour lui : « Adieu, cher ami, disait en terminant l'auteur de la lettre, j'approuve votre conduite ». Je crois même qu'il disait : « j'admire ». Je crus au protocole ordinaire des fins de lettres et je n'allai pas plus loin. L'auteur avait écrit: « J'admire votre conduite autant que je blâme celle de M. Havin ». Havin n'était pas tant à blâmer; l'autre n'avait pas tant réfléchi à ce qu'il écrivait; et moi, si j'avais commis une faute en ne déchiffrant pas ces deux dernières lignes, il faut avouer qu'elle était vénielle.

Voici ce qui arriva. Je fus appelé dans une commission, et je laissai la lettre toute ouverte, avec mes autres papiers sur mon pupitre. Un de mes voisins s'amusa à la lire, et, comme elle était signée d'un nom illustre, il la lut jusqu'au bout.

Il n'eut rien de plus pressé que de montrer à Havin le passage qui le concernait, et Havin, qui avait la tête près du bonnet, écrivit aussitôt à mon correspondant pour lui demander réparation. Il lui faisait connaître en même temps le nom de ses témoins, dont le principal était M. Anatole de la Forge.

J'appris tous ces évènements à la fois en revenant à la séance, quand mes affaires à la commission furent terminées. Je n'avais pas deux partis à prendre.

— Vous ne pouvez pas demander raison d'une lettre confidentielle, dis-je à Havin : vous n'avez à vous plaindre que de la divulgation, dont je suis seul responsable. C'est donc moi seul qui vous dois une réparation, et je vous l'offre.

Il ne voulait pas.

— Je n'ai rien à vous reprocher, disait-il, tout au plus une étourderie. Pas même cela, puisque vous n'aviez pas lu la fin de la lettre.

J'y mis de l'entêtement.

— Vous ne vous battrez pas avec mon correspondant, lui dis-je ; ou, si vous vous battez avec lui, vous vous serez battu auparavant avec moi.

L'auteur de la lettre ne voulait pas retirer ce qu'il avait écrit ; il avait chargé le comte Daru de le représenter. La négociation fut longue et difficile. On finit cependant par déclarer qu'il n'y avait lieu à aucun combat. Je puis dire que toutes les parties intéressées, combattants et témoins, se conduisirent en hommes de cœur et d'honneur.

Je fis mon début à la Chambre pendant qu'on délibérait chez M. Daru sur cette grande querelle, à deux pas du Palais Bourbon. Il s'agissait de l'élection de M. Curé, à Bordeaux. Je la contestais au nom de M. Lavertujon. Mon discours eut quelque succès. Je ne sais quel rédacteur du *Siècle* crut faire sa cour à M. Havin en me maltraitant. Il ne pouvait pas se tromper davantage sur les sentiments de son Directeur.

C'est dans cet article-là qu'on publia pour la pre-

mière fois cette grande découverte que je me dandinais en parlant. Si vous m'avez jamais entendu parler, rendez-moi la justice de dire que je ne me dandine pas. Je ne pleure pas non plus.

Quand on fut fatigné de dire que je me dandinais, on assura que je pleurais. Même mes amis, trouvant la phrase toute faite, ne se défendaient pas d'en faire usage. C'était une chose convenue : je me dandinais. Puis, M. Delord, après un éloge assez pompeux de ce qu'il veut bien appeler mon éloquence, ajoute ces mots vraiment remarquables : « C'est dommage qu'il se dandine en parlant ». *Le Siècle* ne manquait pas une occasion de les répéter. Havin avait renoncé, de guerre lasse, à pourchasser ce fameux dandinement. Nous en avons ri plus d'une fois en déjeûnant chez lui avec des truites et du cidre de St-Lô, un cidre délicieux que lui donnait notre collègue au Corps législatif, M. Douesnel.

Je veux dire un mot de nos relations avec la cour. Je parle des députés républicains et de la cour impériale.

Vous pensez que nos relations avec la cour consistaient à ne pas y être invités et à n'y pas aller ? Vous avez à peu près raison. Pas tout à fait cependant.

L'Empire était un régime envahissant. Il vous forçait, coûte que coûte, à entrer dans la garde nationale ; il exigeait, de tous les fonctionnaires, un serment de fidélité. Il ne se contentait pas du serment

du député ; il lui fallait le serment du candidat à la députation : une fois député, on avait divers devoirs de cour à remplir : il fallait assister à la séance d'ouverture, dans la salle des États, où l'Empereur prononçait un discours : il fallait marcher avec la députation qui lui apportait certains messages, si l'on était désigné par le sort. Faisait-on partie du bureau ? On devenait aussitôt un habitué de la maison impériale.

M. Nisard raconte, dans ses mémoires, que c'était une sorte de tare pour un courtisan que d'avoir des accointances avec un de nous, ou de nous rendre quelque justice. La rancune de la cour se manifestait dans ces taquineries ; mais il ne convenait pas au maître de constater en quelque sorte la qualité d'opposant en nous excluant de ses invitations.

Nous étions invités régulièrement à ses dîners et à ses bals.

Quelques-uns répondaient par un refus, motivé sur leurs opinions politiques. Aussitôt les invitations cessaient pour ce farouche, ce malappris, un *irréconciliable*. Quand on se bornait à répondre qu'on regrettait de ne pouvoir accepter ce jour-là l'invitation, ce qui, au fond, était fort clair sans être impoli dans la forme, on continuait à être invité indéfiniment. Je ne crois pas qu'aucun de nous se soit jamais rendu à une fête des Tuileries. Nous étions tous d'accord pour refuser ; il n'y avait de différence que dans la façon de le faire.

Ces invitations se faisaient d'ailleurs par mesure

générale, et, en quelque sorte, par fournées. Je fus un jour engagé à me rendre individuellement chez l'Impératrice. C'était à l'occasion d'un discours que j'avais prononcé sur le sort des enfants détenus à La Petite-Roquette. Elle en fut émue ; elle en parla à l'Empereur qui la chargea de préparer un projet de loi et de former une commission extraparlementaire qu'elle présiderait. Mon collègue, M. Conneau, vint me demander si je serais disposé, en dehors de toute politique, à assister aux séances de cette commission.

Je n'étais pas libre d'accepter. Ma présence à cette commission aurait été regardée par mes électeurs comme un commencement d'apostasie. Peut-être avaient-ils raison de pousser à ce point la susceptibilité. Nous n'étions pas dans la situation d'opposants ordinaires. Nous subissions l'Empire, qui nous était imposé par la force ; nous ne pouvions avoir aucun rapport personnel avec la famille du souverain.

La façon dont le gouvernement avait combattu nos élections, en ne reculant pas même devant la calomnie, nous éloignait de lui pour jamais. Mais ce qui rendait la séparation plus profonde, c'était le souvenir des sanglantes journées de décembre et des proscriptions qui avaient suivi.

Vous n'y pensez seulement plus, vous autres. Ce sont des oublis fâcheux dont le caractère national se ressent. Relisez les histoires contemporaines ; elles valent la peine d'être lues. Les livres de Victor

Hugo sont des pamphlets de génie ; ceux de Ténot et de Schœlcher sont des procès-verbaux. Pour nous, qui avions été témoins ou victimes dans ces grandes et douloureuses tragédies, ces souvenirs nous emplissaient le cœur et dictaient notre conduite.

Nous n'étions pas embarrassés pour les invitations, nous l'étions pour les fonctions. On ne pouvait aller aux Tuileries qu'en uniforme. M. Thiers avait acheté un uniforme le lendemain de son élection, pour n'être pas arrêté par ce sot petit obstacle si une obligation inattendue se produisait.

Nous étions un jour réunis à dîner chez notre collègue Lanjuinais, un homme aimable et capable, aussi sûr dans ses amitiés que dans sa conduite politique. Il y avait là les principaux membres de l'Opposition : Marie, notre cher et vénéré président, Jules Favre, notre chef, Pelletan, Picard, Garnier-Pagès. Nous parlions de je ne sais quelle cérémonie officielle qui devait avoir lieu le lendemain. C'était peut-être une rentrée du Corps législatif inaugurée, comme toujours, par un discours de l'Empereur. Il fallait y aller en uniforme; mais, à l'exception de M. Darimon, qui était secrétaire de la Chambre et que ses fonctions astreignaient à certains devoirs, et de M. Thiers qui, par esprit de discipline, avait fait l'emplette du costume avec l'arrière-pensée de ne jamais le revêtir, nous nous étions tous dispensés de préparer ce déguisement, Nous étions très franchement irréconciliables, et il nous répugnait de porter un costume qui était

comme le signe visible d'une adhésion à l'Empire.

Nous avions cette année-là un nouveau venu, Bethmont, et je crois bien qu'il se trouvait être secrétaire d'âge, de sorte qu'il était deux fois obligé de se rendre à la salle des Etats, et comme député, et comme membre du bureau.

— Il est encore dans la Charente, nous dit notre hôte; car je l'avais invité, et il m'a écrit qu'il ne reviendrait que dans trois ou quatre jours. Il a pris le bon parti. Cela le dispensera de parader derrière M. de Morny.

Je me souviens que Picard nous raconta, à cette occasion, sa propre aventure. Il avait été désigné, pour faire partie de la députation chargée de porter le message à l'Empereur. Il ne crut pas devoir se refuser à cette corvée. Il était opposant, intransigeant, irréconciliable dans ses votes et dans ses discours; mais il lui eût paru de mauvais goût de ne pas remplir une formalité que ses collègues subissaient. Il alla donc.

Vous pensez que ce membre de l'opposition donnant à la majorité cette marque de déférence, fut reçu avec politesse? Détrompez-vous. Il ne rencontra que des sourires ironiques ou malveillants. On semblait lui dire qu'il n'était qu'un intrus parmi ces fidèles, un vil roturier parmi ces puissants seigneurs. Je suis sûr qu'il s'en vengea cruellement sur ceux qui lui tombèrent sous la main, car il ne faisait pas beau d'avoir maille à partir avec lui;

ıais il n'en conserva pas moins un amer et légitime
ɜssentiment.

— Je suis bien aise, nous dit-il, que Bethmont se
ɔse dès le premier jour en républicain convaincu.
ɜ n'ai jamais eu aucune inquiétude sur ses prin-
pes; mais je craignais quelque concession de pure
ɾrme qui aurait pu le mener loin si l'on avait
ıtrepris de le séduire.

Comme il disait ces mots, la porte s'ouvrit, et
ethmont entra sans être annoncé.

— Que personne ne bouge ou je m'en vais!
écria-t-il. Je ne viens pas dìner, et je descends de
agon au moment même.

Bethmont rejetait avec indignation la seule idée
aller parader à la cour; mais ici, ce n'était pas de
ɔur qu'il s'agissait; la réunion des deux Chambres
ans la salle des Etats était une assemblée politique;
y avait un rôle personnel en vertu du règlement;
'était-il pas de son devoir de s'y rendre? Dans tous
s cas, comme cela pouvait engager le parti, il
'avait pas voulu se déterminer sans avoir pris
mot d'ordre de ses chefs; et voilà pourquoi il
ait là.

Vous pensez bien que ses paroles furent accueillies
vec faveur. Cette hésitation, ce trouble, cette sou-
ission même étaient d'une âme ingénue. Les avis
artirent immédiatement de tous les coins de la
ble. Les sceptiques disaient : « Allez-y; ce sera
rieux ». Et les politiques : « N'y allez pas! Ne
ɜrdez pas une occasion de protester ». Il y avait

aussi les sages qui insistaient sur la différence entre une cérémonie de cour et une fonction de député. Ceux mêmes qui conseillaient d'aller ajoutaient : « Si c'était moi, je n'irais pas ». Ce qui était le plus clair, c'est que l'immense majorité des consultés, pour ne pas dire l'unanimité, ne donnait pas la moindre importance à l'affaire et que nous trouvions notre ami un peu bien bon de se préoccuper à ce point pour si peu de chose.

Nous fûmes donc très étonnés quand il termina tout à coup la « consultation » en disant : « Je suis très déterminé à aller ».

Nous partîmes tous d'un éclat de rire.

— Mais vous n'irez pas, dit Pelletan, car vous n'avez pas d'uniforme, et personne de nous n'en a un à vous prêter.

Quelqu'un objecta que M. Thiers avait, à tou événement, acheté un uniforme qui n'était pas sorti de sa boîte. Mais l'idée d'affubler Bethmont de l'uniforme de M. Thiers, ne fit que redoubler nos rires. Bethmont seul ne riait point.

— Je ne mets les habits de personne, dit-il. J'ai commandé un uniforme et je l'aurai demain matin.

Un uniforme en vingt-quatre heures ! Il avait dû y mettre le prix. On se rappela que M. de Salvandy, nommé ministre en 1840, avait fait le même tour de force. Bethmont avait disparu après sa dernière confidence, sans dire adieu à personne et en nous laissant de la gaieté pour toute la soirée.

Nous sûmes après qu'il y était allé et que ses

collègues l'avaient salué avec un étonnement de mauvais goût. Il vit clairement qu'on se serait bien passé de lui. Nous n'étions que des tondus et des pelés pour ces beaux seigneurs. On tolérait nos jérémiades à la Chambre, parce qu'il le fallait ; mais de quel droit allions-nous nous faufiler avec la fine fleur de l'aristocratie ? Bethmont fut le premier à rire avec nous de son aventure. J'ai l'honneur de vous dire pour moralité de mon histoire, qu'il faut se donner ou se refuser ; mais quand on ne fait que se prêter, on est toujours le mauvais marchand.

Je vous ai parlé de l'aventure de Bethmont, laissez-moi vous conter une histoire de Glais-Bizoin. Il avait fait une pièce : *Le vrai courage*.

C'est une comédie. Glais-Bizoin avait la faiblesse de se croire homme de lettres. C'est une faiblesse fort répandue parmi les hommes politiques. Ils ont un livre qu'ils cachent avec soin, et qui fait dire dans leur entourage : « S'il avait voulu ! ». Il y a aussi de grands écrivains qui ont fait de petits écrits, comme Thiers qui a son *Voyage aux Pyrénées* ; Rémusat, dont les chansons formeraient deux gros volumes ; Guizot, auteur de *l'Amour dans le mariage* ; Henri Martin, qui a fait des romans et des tragédies. Glais-Bizoin avait fait trois comédies : *Une vraie Bretonne* et *Une Fantaisie*, ces deux-là publiées à St-Brieuc seulement, et *Le vrai courage*, qu'il jugea digne de paraître sur la scène. C'était l'époque où l'on répétait partout ses bons mots. Il se dit que, si l'on faisait tant d'accueil aux moindres

bribes de son esprit, il ne pouvait manquer de réussir en concentrant dans une œuvre unique toutes ces gentillesses.

Il va sans dire qu'on ne partageait pas, dans le monde lettré, ses douces illusions. On comptait seulement sur quelque bon petit scandale. Et on était si friand de scandale dans ce temps là ! Le moindre quolibet nous semblait une revanche de la liberté perdue. Toute notre crainte était que la censure ne permît pas la représentation. Osera-t-elle traiter un député célèbre comme le premier écrivain venu ?

Elle l'osa. Nous n'en fûmes qu'à demi-fâchés, parce qu'à défaut du plaisir de la représentation, nous avions le plaisir du grief. Nous jouîmes largement de ce grief. Le gouvernement fut lapidé dans tous les salons pour avoir eu peur de Glais-Bizoin. Après quoi, Glais-Bizoin annonça *urbi et orbi* que nous allions avoir la pièce : tous les bonheurs ! Seulement, il faudrait aller l'entendre à Genève.

Et pourquoi non ? Genève était alors, avec Bruxelles, une des capitales de la liberté française. L'auteur du *Vrai Courage* partit avec ses juges, c'est-à-dire avec les *soiristes* des principaux journaux de Paris, pour assister à la première représentation. Ils étaient bien huit ou dix, tous esprits d'élite et joyeux compagnons, qui saisissaient cette occasion de faire fête à un brave homme et de faire la nique à la censure. Il y avait là M. Ranc, Hector Pessard qui a fait de ce voyage le récit le plus humoristique

et le plus charmant ; Guérin, que nous appelions Guérin-Colonies, pour le distinguer de son homonyme le grand chirurgien. Guérin représentait *l'Opinion Nationale.*

Que la ville de Genève accueillît avec plaisir une pièce refusée par la censure, cela n'avait rien de bien surprenant. Ce qui le fut davantage, c'est que la caravane, en entrant sur le territoire de la République, et, plus tard, en mettant le pied sur le débarcadère, rencontrât des délégués du conseil d'Etat, officiellement envoyés au-devant d'elle.

Glais-Bizoin fut harangué comme un souverain et conduit au palais fédéral, où le vin d'honneur lui fut offert. On courut de là au théâtre.

C'était une représentation de gala. Ces Genevois, qui ne doutent de rien, avaient réservé à l'auteur la place la plus en vue au milieu de la salle. Glais-Bizoin, qui croyait jouer une partie contre le gouvernement impérial, s'y était assis avec une gravité imperturbable, et assistait publiquement à son triomphe.

La pièce, il faut le dire, était loin d'être une pièce médiocre. C'était une pièce absolument détestable, que la censure avait été bien bonne de condamner, car aucune scène parisienne ne l'aurait admise, et celle qui, par erreur, ou dans l'espoir de quelque remue-ménage politique, aurait essayé de la jouer, ne serait jamais arrivée jusqu'au bout. La troupe de Genève tint bon ; le public aussi. Il est vrai que la comédie était dans la salle.

Au milieu de ses amis consternés, Glais-Bizoin

8.

rayonnait de joie. Cette prose lui paraissait excellente, ces plaisanteries ravissantes, et il croyait de bonne foi que tout le monde y prenait le même plaisir que lui. Pour résister à l'atmosphère de découragement et d'ennui dans lequel il se trouvait plongé, il fallait que sa foi fût bien robuste.

Elle l'était. De retour à l'hôtel, sa joie était si exubérante, qu'il ranima la gaieté de ses compagnons. Il fallut recourir à la ruse pour lui arracher une lettre où il déclarait que cette belle journée n'aurait pas de lendemain. On lui persuada que ce serait une gloire de plus pour sa pièce de n'avoir été représentée qu'une seule fois.

Il avait fait les choses royalement. Des députations s'étaient succédé à l'hôtel pour saluer les écrivains de la presse républicaine et l'un des principaux leaders de la gauche. Il les abreuva de champagne. Je sais par une indiscrétion qu'il paya 1.800 francs pour ce seul article. Mais la gloire est une denrée qu'on ne saurait payer trop cher.

Je ne peux pas parler de l'Empire sans dire un mot de M. Rouher qui fut un très gros personnage, puisqu'il représentait une moitié de l'Empire. Il fut l'homme de l'Empire militant.

Il sut se rendre agréable et nécessaire : agréable comme bon courtisan; nécessaire comme débrouillard. Nous avions eu, je vous l'ai dit, des relations assez intimes à l'Assemblée constituante. J'avais une sorte de réputation comme professeur et jour-

naliste ; il était l'espérance et la gloire du barreau de Riom ; en politique, nous étions aussi inconnus l'un que l'autre. Nous étions très exactement du même âge. Sans prévoir ses hautes destinées, je vis qu'il était un de ces hommes qui se tirent toujours d'affaire. Je disais un jour à M. Waldeck-Rousseau, le père du célèbre avocat :

— Vous pourriez jeter Rouher par la fenêtre, il retomberait toujours sur ses pieds.

Nous étions moins bien placés dans cette Assemblée de 1848 où, pourtant, les princes ne manquaient pas, pour deviner, chez nos collègues, les qualités d'un courtisan.

Il était de plusieurs commissions avec moi, notamment de celle qui préparait la loi organique sur l'enseignement. Il voulut être rapporteur et ne me pardonna pas de l'avoir battu. Il ne connaissait pas un mot de la question quand il entra dans la commission ; mais il comprenait tout, et se rappelait tout. J'ai connu peu d'hommes aussi prompts à s'assimiler les idées des autres.

Il va sans dire que l'Empire nous sépara absolument. Il était d'ailleurs trop grand personnage pour songer à un pauvre diable qui vivait en donnant des leçons au cachet. Quand je fus élu député de Paris, nous ne fûmes tentés, ni l'un ni l'autre, de recommencer à nous connaître. Une seule fois, quand il était ministre du Commerce, il me fit appeler comme témoin dans une enquête qu'il présidait sur les sociétés coopératives. Je fis une longue déposition ;

il se montra très poli. Nous échangions à peine quelques mots dans les couloirs. Je le regardais de loin, comme un chien regarde un évêque. Je ne le trouvais ni grand orateur, ni homme d'État; mais il était habile administrateur et *debater* d'affaires incomparable.

Je descendais un jour de la tribune, après avoir fait un discours assez vif. Il m'arrêta au passage.

— Vous ne parleriez pas ainsi, me dit-il sur le ton de nos anciennes relations, si vous saviez où nous en sommes. Ce n'est pas l'Empire que nous défendons, c'est la société. Venez chez moi un matin et je vous montrerai que nous n'avons pas deux centimètres d'eau sous la quille.

Je cite ses propres expressions.

Je pensai alors, et j'ai souvent pensé depuis, que les classifications des partis ne sont pas bien faites, et qu'il faut avoir l'âme assez haute pour voter au besoin contre ses amis.

Il existe à Londres une société qui a pris le nom de *Royale institution*, et dont les membres font chacun trois conférences publiques. J'ai eu l'honneur, sous l'Empire, de faire mes trois conférences.

J'avais pris pour sujet : *La condition des ouvrières en France.* Ce sujet comportait beaucoup de chiffres, ce qui était pour moi une grande difficulté, car je tenais à traduire les monnaies françaises en monnaies anglaises et à donner les formules adoptées dans les deux pays, toutes les fois qu'elles différaient.

Je vis, à quelques bienveillants sourires, que l'auditoire s'apercevait de mon embarras, et d'ailleurs, je ne cherchais pas à le cacher. A un moment où je tâtonnais un peu pour faire ma traduction, une voix jeune et claire me souffla les mots dont j'avais besoin. Il en fut de même un instant après. Je m'y accoutumais, et, au lieu de faire moi-même ce petit travail, je me tournais chaque fois vers mon interlocuteur, qui, chaque fois, avec la même obligeance, voulut bien me continuer le même office. Je me promis de m'approcher de lui, quand la conférence serait terminée, et de lui faire tous les remercîments que je lui devais.

Je fus un peu entouré dès que j'eus fini mes derniers mots. Je fis là la connaissance de plusieurs personnages célèbres. Tout le monde me félicitait sur le nombre d'hommes distingués que ma conférence avait attirés, et on insistait beaucoup sur la présence du Comte de Paris. Je m'écriai aussitôt que, puisqu'il était là, je demandais avant tout à lui être présenté.

— Comment, me dit-on de tous côtés, mais vous le connaissez, c'est lui qui, pendant toute la leçon, vous a donné la réplique.

Je le cherchai aussitôt avec un empressement facile à comprendre ; mais il était parti l'un des premiers pour se dérober à une entrevue publique. Je courus à la maison où je demeurais pour me procurer son adresse et me rendre chez lui en toute hâte. Mais, à peine avais-je fait quelques rangements

nécessaires, qu'on m'avertit que le Comte de Paris était à la porte dans un *hanson*. C'est ainsi que je fis sa connaissance.

Je fus reçu chez lui à plusieurs reprises, et je le rencontrai dans la plupart des maisons où j'avais accès.

J'avais fait une excursion du côté de Bristol pendant laquelle mon ignorance de la langue anglaise m'avait causé de nombreux ennuis. Je voulais aller dans le nord de l'Angleterre et en Ecosse et je confessais à tout le monde mes inquiétudes. Mes nouveaux amis me comblaient de lettres d'introduction, et j'étais à peu près sûr d'être guidé et patronné au moins dans les grandes villes; mais j'ai une telle conscience de ma gaucherie, que cela même ne me rassurait qu'à demi. J'eus occasion de rendre compte de mes préoccupations chez lady Augusta Stanley, la plus aimable et la plus respectable des maîtresses de maison, en présence du Comte de Paris.

— Je connais quelqu'un, me dit-il, qui se propose d'aller dans le Nord pour étudier la situation des ouvriers. Il sera charmé de faire le voyage avec vous: il vous prêtera son anglais et vous lui prêterez votre expérience. Voulez-vous accepter un compagnon de route de ma main?...

On devine ma réponse.

— Je ne vous le nomme pas, continua le prince, parce que je ne suis pas encore sûr qu'il puisse réaliser son projet. Quel jour partez-vous?

Je dis le jour.

— Non, dit-il, pas ce jour là, mais le surlendemain à midi précis, soyez prêt à partir et descendez avec votre paquet sans autre avertissement. Vous trouverez mon homme dans un cabriolet, et un quart d'heure après, vous serez tous les deux dans un wagon retenu d'avance, et en route pour Manchester.

Cela vous avait un petit air romanesque qui m'amusait singulièrement. J'entendis à midi les roues d'une voiture et je descendis aussitôt. Je trouvai mon compagnon, qui n'était autre que le Prince lui-même.

Tous les incidents du voyage ont, pour moi, un intérêt très vif; mais je ne puis ni ne veux entrer dans les détails. Je n'oublierai pas de dire combien les manières du Prince et son langage étaient bienveillants et affables. Je tiens surtout à noter que sa curiosité était sans bornes sur tout ce qui avait trait à la vie ouvrière. Il affectait de dire que je lui donnais des leçons, que je lui ouvrais des horizons. La vérité est qu'il était déjà très instruit, qu'il avait visité un grand nombre d'ateliers dans différents centres industriels et qu'il avait vu les ouvriers chez eux. Il me donna lieu de penser que peu d'hommes de son âge avaient autant étudié et si bien observé.

Ce qui me frappa surtout en lui, ce fut la mesure : il avait pour les ouvriers une sympathie profonde, sans aucune exaltation sentimentale, et il jugeait les questions en esprit indépendant de la routine, en même temps que très éloigné des utopies.

Dès que son arrivée fut connue à Manchester, il y

eut, à l'hôtel où il était descendu, affluence de visiteurs, quoique son voyage n'eût pas été annoncé.

Je remarquai qu'en lui parlant on ne disait ni mylord, ni monseigneur, mais, *sir*, tout simplement. Je lui demandai l'explication de ce qui me paraissait une singularité.

— C'est, dit-il, qu'on me traite comme le Prince de Galles. On n'emploie en lui parlant que le mot *sir*.

Je signale cette bagatelle, parce que c'est avec ces menus ingrédients que les chambellans composent ce qu'ils appellent la Majesté de leurs maîtres. Je m'aperçus bien vite qu'en parlant au Prince les visiteurs n'étaient pas surtout préoccupés de son rang ; il y avait dans leurs paroles et dans leurs manières des marques d'affection toutes personnelles. Je ne tardai pas à savoir que, dans une épidémie de choléra récente, le Comte de Paris était venu s'installer à Manchester et avait multiplié les preuves de dévouement. Les patrons de la Cité le regardaient comme un modèle et les ouvriers voyaient en lui un ami.

Nous visitâmes les ateliers, un assez grand nombre de logements anciens, des logements nouveaux construits par la *Land Society*, les cours publics faits le soir pour les ouvriers (Mécanic institution). Il ne connaissait pas Rochdale qui était alors dans toute la fleur de la nouveauté. Je n'y étais jamais allé, mais j'étais en relations épistolaires avec tous les chefs des *Equitables Pionniers*. Nous nous hâtâ-

mes de faire cette excursion et j'eus l'honneur de servir d'intermédiaire entre mon ami le Grand Prince et mes amis les grands ouvriers.

Je ne saurais dire maintenant si je présentai les Equitables Pionniers au Comte de Paris ou le Comte de Paris aux Equitables Pionniers. Je suppose que la Reine est obéie et vénérée à Rochdale comme dans toute la Grande-Bretagne; mais les mœurs y sont terriblement républicaines. On offrit plusieurs fois, pendant la journée, de la bière au Comte de Paris, qui s'y prêtait avec bonhomie et qui montrait par ses questions mêmes, qu'il était au courant de tout ce qui intéressait la coopération.

Nous avions formé de grands projets qui ne purent être exécutés. Nous nous trouvions à Sheffield où la *Land Society* nous offrait le sujet d'études le plus intéressant, quand nous apprîmes que le duc de Montpensier, beau-père du Comte de Paris, venait d'arriver en Angleterre. Le duc vint même chercher son gendre à Sheffield et le ramena avec lui à Londres, tandis que je poursuivais mon voyage par Liverpool.

J'emportais un souvenir matériel des quelques jours passés à Sheffield. Le Prince avait remarqué que je n'avais pas de couteau de poche. « Je ne fais jamais un pas sans mon couteau », me dit-il. Il en acheta un pour moi. C'est un bon couteau à cinq lames et de taille moyenne, avec un manche de corne et virole d'acier. Je ne l'ai plus. Il a été pris chez moi pendant la Commune par les commissaires

qui sont venus mettre les scellés dans mon appartement après ma condamnation à mort. Ils ne se sont guère doutés de l'origine de leur capture.

Je continuai à voir le comte de Paris pendant les derniers jours que je passai à Londres. Il se montrait fort préoccupé de la situation des membres les plus pauvres de la colonie française avec une grande élévation de sentiment ; il embrassait tous les proscrits dans la même sollicitude. Il croyait et il disait que, sur la terre d'exil, il n'y avait plus que des exilés. Il me demanda de le conduire chez Louis Blanc, ce que je fis. Louis Blanc n'y était pas ; il me dit quelques jours après qu'il était réellement sorti ; il porta poliment sa carte et ce fut tout.

Je sus, par diverses personnes, une anecdote assez curieuse. Madame La Comtesse de Paris avait organisé une loterie en faveur des Français exilés. On demanda un lot à Louis Blanc, et Louis Blanc envoya *l'Histoire de Dix ans*. Mon ami Guéneau de Mussy, en me contant cela, s'irritait beaucoup de ce qu'il appelait une impertinence. Moi, qui ai connu Louis Blanc à plusieurs époques de sa vie, je crois qu'il donna son livre comme on donne ce qu'on a de mieux, sans se rappeler qu'un tel cadeau pouvait être considéré comme une injure. Il faudrait quelques développements pour faire comprendre et approuver mon opinion. Ce n'est pas avec les règles ordinaires qu'il faut apprécier les actes de Louis Blanc.

Les hommes n'ont que deux façons de se juger

entre eux : ou ils s'admirent sans réserve, ou ils se condamnent sans pitié. Chaque grand homme traîne après lui deux immenses chariots, l'un rempli des plus abominables injures, l'autre d'apothéoses enthousiastes. Les injures dominent.

Je voudrais, pour l'honneur et le bonheur de l'humanité, que ce fût tout le contraire. Il faut découvrir le bien avec joie et chercher au mal toutes les atténuations possibles.

Pour terminer cette partie de mes souvenirs, je vous parlerai de mon salon, ce qui est d'autant plus nécessaire que personne n'en a jamais parlé. On parle des salons élégants ; mais comment voulez-vous qu'on s'intéresse à quinze ou vingt hommes de lettres, et autant d'hommes politiques qui se réunissent tous les jeudis à un cinquième étage pour causer tout simplement, sans accompagnement de musique ou de tableaux vivants ?

Ces sortes de réunions avaient un certain attrait sous l'Empire. Nous n'y traitions pas de nos grandes affaires, parce que c'étaient des lieux trop publics ; on les effleurait seulement ; on en disait tout ce qui pouvait servir à nous soulager, je n'ose pas dire : à nous consoler.

Il y avait des salons moitié mondains et moitié politiques chez Mme d'Haussonville et Mme de Montalembert, où quelques-uns d'entre nous étaient admis, car rien ne rapproche plus qu'une persécution soufferte en commun. Nous avions aussi le salon d'une étrangère, Mme Hollond, connue par la

publication d'un livre excellent sur Channing. Mais on allait dans ces grandes maisons en *soirées* et il fallait y subir une certaine étiquette. Nous étions plus à notre aise chez Mme d'Agoût, qui était une fort grande dame, mais résolue à s'humaniser. Il n'y avait pas foule chez elle. On y trouvait presque toujours Grévy, Freslon, Ponsard, de Ronchaud. L'assistance était plus nombreuse chez Mme Didier, où Alexandre Rey attirait les survivants du *National* et de l'Assemblée constituante. Mais les deux salons politiques proprement dits, où nous étions tout à fait chez nous, étaient ceux d'Hippolyte Carnot et le mien.

Carnot demeurait alors dans la maison qui fait le coin de la rue du Cirque et des Champs-Elysées. Il recevait le mercredi et moi le jeudi. On trouvait toujours chez lui Jean Reynaud, qui ne venait jamais chez moi, et Charton qui y venait rarement. Les autres visiteurs étaient à peu près les mêmes dans les deux maisons, avec cette nuance qu'il y avait, chez Carnot, plus d'anciens députés, et chez moi, plus de journalistes. On était encore un peu dans le monde chez Carnot; c'était une maison riche, une maison correcte. On venait chez moi comme dans les coulisses ou dans un atelier, sans aucune gêne, et j'allais presque dire sans préméditation. En général, on s'asseyait dans le salon, on restait debout dans les autres chambres. On riait, on criait beaucoup, on racontait des histoires qui n'étaient pas toujours d'une incontestable véracité.

Je ne puis nommer tous les habitués, je le regrette. Quelques-uns tels que Caylus, le colonel Charras, Carnot, Hetzel, disparurent avec le coup d'Etat. Nous perdîmes David d'Angers qui était un assidu ; Landrin, qui mourut jeune, un des amis les plus sûrs et des cœurs les plus tendres que j'aie jamais connus.

Nous avions aussi, dans les premières années, toute une colonie de proscrits italiens : Manin, le grand patriote, Montanelli, le général Ulloa. Je ne fermai pas la maison après le Coup d'Etat, mais on savait si bien que j'étais surveillé que c'était un acte de courage de venir chez moi.

Le courant parvint pourtant à se reformer. Garnier-Pagès, Goudchaux et Bastide étaient des assidus. Emmanuel Arago, dont l'esprit était intarissable, Taxile Delord, Deschanel, Despois et plusieurs autres hommes politiques connus maintenaient notre caractère et notre réputation d'irréconciliables. Nous avions des philosophes : Amédée Jacques, que le Coup d'Etat poursuivit, Emile Saisset, Paul Janet ; des artistes : Régnier, du Théâtre-Français, qui aurait été de l'Académie si on avait appliqué le règlement de 1797, et Bocage, qui enrageait de ne pas être exclusivement un homme politique. Il va sans dire que nous recevions aussi les Cinq. Jules Favre sortait très peu le soir, et je n'avais pas de liaison particulière avec M. Darimon ; mais nous avions Ollivier, Picard, Hénon. Après 1863, quand je fus député, nous

avions tous les membres de l'opposition, et quelquefois un membre ou deux de la droite libérale qui s'aventuraient au milieu de nous. Il était rare qu'un jeudi se passât sans nous amener la visite de Marie, et de Carnot et de Rémusat, quand ils furent revenus de l'exil. Je veux citer, au moins en courant, Joseph Magnin, l'ami de la maison, Bethmont, Glais-Bizoin, mon compatriote et mon ami. C'est une impression étrange que me fait cette nomenclature : il me semble que je passe une revue des morts : cinq ou six seulement parmi ceux qui viennent de passer sous mes yeux sont encore vivants.

Je ne serais pas plus heureux en parcourant la liste des journalistes. Le plus brillant était sans doute Prévost-Paradol, dont la fin a été si douloureuse. Rien n'était plus attachant que de l'entendre discuter avec Pelletan sur la politique. Ils étaient toujours du même sentiment et n'étaient jamais du même avis. D'Haussonville, qui faisait partie de leur coterie, était le plus passionné des trois : c'était le génie de l'opposition en personne. Ses attaches, sa grande fortune, son influence dans le Faubourg, ses ouvrages même ne le rendaient pas invulnérable ; mais il était également inaccessible au découragement et à la peur. Il était même inaccessible à la mauvaise humeur : il luttait gaîment, ce qui est la belle manière de lutter.

J'avais commis, dans le commencement, la faute de recevoir tous ceux qui se présentaient, ce qui devint très embarrassant quand je fus mêlé à beau-

coup d'affaires. On ne pouvait pas demander à Gambetta, à Ferry, à Floquet, de parler à demi-voix. Je me disais quelquefois, pendant que tout le monde les applaudissait, qu'ils étaient en train de confier nos secrets à la police. Je voyais quelquefois chez moi des visages qui m'étaient tout à fait inconnus.

J'aperçus un jour une figure tellement souriante, que je me reprochai de ne pas me rappeler le nom d'un visiteur si bienveillant. Je m'en excusai avec bonhomie à lui-même. « Comment ! me dit-il, vous dites que vous ne me reconnaissez pas ? Je le crois bien : vous ne m'avez jamais vu. Je suis Bertron, le candidat humain ! » Je le conduisis aussitôt à Garnier-Pagès, qui eut la bonté de s'en charger.

M. Bertron, sa folie à part, était un homme aimable et bien élevé. Je n'en pouvais dire autant de quelques déguenillés — le mot n'est pas trop fort — qui vinrent plusieurs jeudis de suite et qui rôdaient dans l'appartement à l'ébahissement général. Nous nous disions les uns aux autres : « Qui sont-ils ? » Un d'entre eux prit la peine de me renseigner. « Ces messieurs, me dit-il, sont très mécontents de l'accueil que vous leur faites. Vous ne les présentez à personne, vous ne les faites pas asseoir, vous ne leur offrez pas de rafraîchissements. Ce n'est pas ainsi qu'on reçoit ses électeurs ». Ils regardaient mon salon comme une sorte de club, et ils entendaient y être reçus sur le pied de l'égalité. Ils me montrèrent deux ouvriers qui étaient là,

mais ces ouvriers, je les connaissais : ils étaient mes amis et les amis de mes amis, tandis que, pour eux, je n'aurais pas voulu les rencontrer au coin d'un bois.

J'eus la clef du mystère à la fin de la soirée. Je demandai à André comment il avait reçu des gens à qui, sur leur mine, on aurait donné une pièce de deux sous. André, qui a été mon valet de chambre pendant plus de vingt ans, et que j'ai perdu il y a quelques années, quoiqu'il fût plus jeune que moi, avait été sergent de la garde. Il avait le goût des grandeurs. A l'époque de ses débuts dans ma maison, il avait voulu ouvrir les portes à deux battants et annoncer les visiteurs à haute voix. Je lui dis de n'en rien faire et de laisser entrer tous ceux qui se présentaient. Je crois qu'il en conçut quelque humeur, mais il se soumit, et il ajouta à mes paroles un commentaire fort inattendu : « C'est moi, dit-il, Monsieur, qui ai dit à ces gens là de venir. Ils sont venus avant-hier dans la matinée, et Monsieur leur a fait dire qu'il n'y était pas. Alors, je leur ai dit : « Venez le jeudi soir : il reçoit tout le monde ». Si vous connaissiez le nombre effroyable de mendiants qui assiègent ma porte tous les matins, vous seriez édifié sur l'élégante compagnie que mon valet de chambre préparait à mes amis. Le nombre de ces visiteurs incommodes fut enfin si grand qu'il me demanda un aide, sous prétexte qu'il ne pouvait plus suffire au service.

A la mort d'Eugène Flachat, qui était l'oncle de

ma femme, le *Nain jaune* ou un autre journal publia qu'il m'avait laissé un million, mais que je n'en voulais pas, et que j'avais fait vœu de le distribuer à bureau ouvert à tous ceux de mes anciens électeurs qui viendraient en réclamer leur part. M. Flachat n'avait laissé aucun million ; il avait laissé plusieurs enfants : il ne m'avait fait aucun legs, et je n'avais fait aucun vœu. La nouvelle n'en passa pas moins pour authentique à Belleville et dans les courettes du faubourg St-Antoine, et ce fut aussitôt chez moi une procession non interrompue. André et son adjoint y perdaient la tête. C'est M. Pierre Véron qui me sauva, en faisant cette note dans les journaux : « Le *Nain Jaune* a raconté, etc., tous ces renseignements sont de la dernière exactitude ; mais M. J. S..., ne pouvant suffire au travail de la distribution, a pris ce qui restait du million et l'a déposé aux bureaux du *Nain Jaune*, où les intéressés peuvent se présenter tous les jours de dix heures à midi ».

Quand je devins, avec le temps, une manière de personnage, ministre, académicien, en un mot un homme consulaire, *vir consularis*, ma femme eut la prétention de profiter de nos relations dans le monde des artistes pour agrémenter ses réceptions.

Gounod nous a chanté un soir tous les rôles d'un opéra ; Mlle Delaporte nous a fait entendre plusieurs artistes de premier ordre, et nous a joué elle-même quelques scènes avec son merveilleux talent. Mais je ne veux pas faire la liste des artistes qui ont joué

ou chanté chez moi. parce que cela n'a aucun rapport avec la politique ni avec l'histoire intime de Paris pendant les premiers temps de l'Empire. Je citerai seulement Mme Durand-Ulbach, que vous avez pu entendre à l'Opéra et à l'Opéra-Comique. Mme Durand-Ulbach porte un nom qui nous est cher. C'est la fille de Louis Ulbach, l'un de nos plus féconds et de nos plus fins romanciers, à qui Dieu avait donné beaucoup de talent et n'a jamais donné autre chose.

Le principal attrait de nos soirées, c'étaient les récits que chacun faisait des scandales du jour. Quelqu'un arrivait vers dix heures d'un air empressé : « Vous savez la nouvelle ? » On se pressait autour de lui. C'était un duel, ou une histoire d'alcôve ou quelque dilapidation énorme. Je ne sais pas quel peuple nous étions devenus, si la moitié, ou le quart ou le huitième de tout ce qu'on disait était vrai.

On n'était pas scrupuleux. Je le regrette. On frappait ferme sur tout le monde. Vous vous rappelez la fameuse histoire de Caussidière, devenu marchand de vin à Londres et annonçant du bordeaux provenant des caves du palais de St-Cloud. Le prospectus, disait-on, se terminait par ces mots : « Le citoyen Caussidière peut garantir l'authenticité de ces vins, les ayant pris lui-même dans les caves du château ». Et de rire. Pas un de ceux qui riaient tant ne regardait Caussidière comme un voleur.

Il y avait les récits de la misère de nos exilés, la voiture de Brives, par exemple. Un des nôtres avait

trouvé dans les rues de Bruxelles le représentant du peuple, Brives, conduisant une petite charrette chargée de légumes et traînée par un chien. Il s'arrêtait de temps en temps pour écouler sa marchandise ; et notre camarade disait qu'il effaçait tous ses nouveaux confrères par sa verve et sa belle humeur.

Avec un peu d'imagination on aurait pu dire que Victor Hugo vendait du tabac.

Il s'était installé dans une curieuse maison de la place de l'Hôtel-de-Ville, qu'il avait choisie pour sa belle façade du XVI[e] siècle et qui lui faisait payer sa beauté par des incommodités nombreuses. Elle n'avait pas de portier, ni d'entrée indépendante, et les locataires étaient obligés d'accéder à leurs logements en passant par la boutique de la propriétaire qui vendait du tabac au rez-de-chaussée. Charles Hugo rentrait à des heures indues, longtemps après l'heure ordinaire de la fermeture de la boutique.

La propriétaire se plaignit à Charles d'abord, puis au père.

Le père fut très poli, il fit de belles promesses, et les exécuta, c'est-à-dire qu'il enjoignit à son fils de rentrer à l'heure du couvre-feu. Il n'en tint compte. La propriétaire se fâcha. Et l'auteur de la *Légende des Siècles* s'engagea à garder la maison jusqu'à minuit. Mais qui fut penaud ? Ce fut Victor Hugo, quand un rôdeur de nuit, voyant une lumière dans la boutique, lui demanda pour deux sous de tabac à fumer.

Quand Charles Hugo se maria plus tard, il y eut à Bruxelles un grand congrès de proscrits français. Le mariage eût lieu dans une église des faubourgs. Un journal religieux qui rendit compte de la cérémonie dénigra les Français qui ne savaient même pas respecter le Saint-Lieu. Je me hâte de dire qu'il fit une exception pour Victor Hugo et pour moi. Il y avait là Louis Blanc, Schœlcher, Hetzel et plusieurs autres qui n'étaient pas hommes à se conduire avec indécence. Le sacristain avait certainement mal vu.

Goudchaux, qui remplissait parmi nous, les délicates et écrasantes fonctions de frère quêteur, faisait la navette entre Paris et Bruxelles. Il nous rapportait les nouvelles des exilés ; il leur donnait des nôtres. Nous sûmes par lui que Lamoricière qui était riche, avait offert à Charras, au général Le Flô et au général Changarnier de leur payer une pension. Ils avaient refusé tous les trois, parce qu'ils avaient des ressources suffisantes. Lamoricière avait un hôtel à Bruxelles. Changarnier vivait à Malines par économie. Il vivait dans un hôtel garni sur le pied d'un capitaine en demi-solde. Quand j'allai le voir avec Charras, nous trouvâmes Armand Barbès qui était logé chez un boulanger. Il était déjà fort malade. Mais je ne veux pas me laisser aller à parler de lui, ni de Madier de Montjau, ni de Buvignier ; c'est la vie des proscrits de l'intérieur que j'ai voulu vous raconter.

On faisait beaucoup de vers sous le Second Empire. D'abord il y avait les satires de Laprade, qu'il

lisait bien et qui nous inspiraient un vif enthousiasme. J'ai entendu la même satire chez Montalembert, chez Odilon Barrot et chez moi. Je ne m'en lassais pas ; personne ne s'en lassait. On avait cependant, sans l'avouer, une prédilection pour les vers plaisants. On apprenait les belles tirades ; mais ce qu'on répétait avec le plus d'entrain et d'enthousiasme, c'étaient des vers comme ceux-ci :

O Veuillot, plus immonde encore que sinistre,
Laid à faire avorter une ogresse, vraiment
Quand on te qualifie et qu'on t'appelle cuistre...
Istre est un ornement.

Nous faisions quelques imprudences. Je crois que la police le savait, et qu'elle fermait les yeux pour ne pas multiplier les affaires sans nécessité. Piétri vint une fois chez moi en personne pour rectifier un propos qui le concernait. Il fut très amical, mais je vis clairement qu'il entendait tout ce que nous disions. Je passai des heures avec mes plus intimes confidents à chercher quels pouvaient être ses employés. Quand Dufaure ou Jules Favre faisaient autographier un de leurs plaidoyers, on était sûr d'en trouver chez moi des exemplaires. Une pièce de vers, un pamphlet, toutes les nouveautés désagréables au gouvernement, celles mêmes qui étaient interdites à la frontière et ne passaient qu'en contre-

bande, affluaient sur mes tables. Deux ou trois de nos amis, qui étaient libraires ou prétendaient l'être, apportaient des *Napoléon le petit*, et des *Châtiments* qu'ils écoulaient sous le manteau de la cheminée.

Nous répandimes aussi en grande quantité la *Lettre sur l'Histoire de France*, violente satire du duc d'Aumale contre le Prince Jérôme. Nous lisions tout haut, ou tout bas, les lettres privées qui nous venaient de Londres ou de Bruxelles. Ce qui m'étonnait toujours, c'était la facilité avec laquelle ce pauvre pays s'était façonné à ce nouveau genre de vie, après tant d'années de liberté absolue.

Voilà cinquante ans que je demeure place de la Madeleine. J'ai vu passer du haut de mon balcon tous les gouvernements et tous les cortèges : Louis-Philippe passant en revue la garde nationale, Louis Blanc porté sur les épaules du peuple, Louis-Napoléon debout dans sa calèche, se faisant encenser par le clergé. Je suis ici un peu à l'étroit avec la famille de mon fils aîné. Ma bibliothèque y étouffe. Ce qui me retient, ce sont les souvenirs. Presque tout ce qu'il y a de célèbre en Europe a gravi mes cinq étages, depuis M. Thiers, Victor Hugo, Castelar, le cardinal Lavigerie, Gambetta, jusqu'aux... invités de mon ami André.

Ce n'est pas aux plus grands noms que je m'attache ; c'est aux plus aimés. Il me semble quelquefois que, si Dieu m'avait traité selon mes mérites, il m'aurait donné quelque part une maison paternelle,

où j'aurais collectionné mes amitiés. Je n'ai que ce coin, d'où la volonté d'un propriétaire peut me chasser à chaque instant. Avant le départ définitif qui ne peut tarder très longtemps, j'ai voulu au moins me donner le plaisir d'en faire le tour.

LE 4 SEPTEMBRE

LE SIÈGE DE PARIS

Le 4 Septembre. — Le Siège de Paris

Le 4 Septembre, la Chambre avait été chassée malgré nous, la République proclamée sans nous. Ceux qui nous entouraient nous avaient poussés vers l'Hôtel de Ville. Je ferais mieux de dire qu'ils y avaient poussé nos amis puisque je refusai de les suivre. En arrivant, escortés par un grand concours de peuple, ils trouvèrent la place prise. Il y eut une bousculade dans laquelle leurs partisans eurent le dessus. Voilà toute notre légitimité, la voilà. On nous prenait surtout pour ne pas subir les autres. L'idée de composer un gouvernement avec les députés de Paris réussit surtout parce qu'elle écartait les communistes et les socialistes. On ne pensa même pas sur le moment à Rochefort qui était en prison.

Jules Favre s'établit avec ses amis dans une petite chambre de service à côté du cabinet du préfet, et se mit à rédiger une proclamation. Tous les hommes de bonne volonté écrivirent des listes du gouvernement provisoire. On en fit autographier, puis imprimer des exemplaires qu'on jeta à profusion par les fenêtres. Le gouvernement, pendant ce temps-là, ne songeait qu'à l'armée. Que va-t-elle faire? Que va faire le général Trochu? Le général Trochu eut la même pensée que ceux qui chassèrent les communistes pour nous faire place. Il crut qu'il fallait tout sacrifier au devoir de ne pas prolonger l'incertitude, et à celui de ne pas mettre l'autorité entre les mains des ennemis naturels de l'autorité. Il se donna au gouvernement, à condition, dit-il, qu'on respecterait Dieu, la propriété et la famille. Personne n'avait d'autre pensée. On crut que, pour rallier l'armée, il fallait le mettre à la tête du Conseil. Jules Favre qui venait d'être acclamé président lui offrit la première place et accepta de n'être que le second.

Le gouvernement, pour bien marquer son origine et son but et pour marquer aussi les limites de son pouvoir, prit le titre de Gouvernement de la Défense Nationale.

Tout à coup, au milieu de la foule immense qui couvrait la place et les quais, une foule nouvelle déborda, poussant des cris qu'on entendait par dessus le tumulte effroyable. C'était Rochefort que le parti évincé une heure auparavant était allé

chercher à Sainte-Pélagie, pour avoir au moins un ami dans le Gouvernement.

Il arrivait au milieu des drapeaux, porté sur les épaules de ses sauveurs. Jules Favre, en le voyant venir, comptait sur ses doigts et n'était pas sûr de sa majorité. Il se trompait, même sur Rochefort, mais cette erreur, avec le spectacle qu'il avait sous les yeux, était bien naturelle. Il m'écrivait à chaque instant des billets à l'encre, au crayon, qu'on me portait au Palais-Bourbon, où j'étais : « Venez ! — Ne nous abandonnez pas ! — Cher ami, notre majorité dans le Conseil ne tient qu'à une voix ». Je partis. J'avais ce jour-là de grands chagrins comme homme (la mort de mon frère) et de grandes inquiétudes comme citoyen. J'entendais avec étonnement des hommes sérieux se féliciter de l'avènement de la République. Ils me disaient, en voyant ma tristesse : « Qu'avez-vous donc ? » Et je leur répondais : « Je ne pense qu'aux Prussiens ».

La première difficulté que nous eûmes à résoudre, le 4 septembre, quand nous nous trouvâmes assis autour d'une table avec la charge de maintenir l'ordre dans Paris et dans toute la France, et de soutenir une guerre terrible, fut de mettre la paix entre Gambetta et Picard, qui réclamaient tous les deux, avec la même violence, le portefeuille de l'intérieur. Gambetta l'emporta. Picard voulut se retirer du gouvernement. Ce fut moi qui eus l'idée de lui offrir les finances ; Jules Favre et moi, nous réussîmes à grand peine à les lui faire accepter. Il

les dirigea avec beaucoup de prudence et de fermeté dans des conditions particulièrement difficiles, ce qui ne l'empêcha pas de déployer une activité de tous les instants pour la production, la recherche et la manutention des subsistances.

Le gouvernement vécut cependant. Il administrait avec les fonctionnaires de l'Empire ; il s'appuyait sur l'armée de l'Empire. Il vivait comme il avait commencé, sur la peur qu'inspiraient ceux qui ne manqueraient pas de le remplacer, s'il venait à disparaître.

Les conservateurs, quand ils ont été tranquilles, grâce à lui, l'ont accablé de sarcasmes. Ils lui ont reproché son malheur comme une faute. Il ne parlait pas comme un gouvernement armé, parce qu'il n'avait pas d'arme. Il n'était même pas dans la situation d'un gouvernement faible, mais courageux, qui affronte l'éventualité de la défaite ou du martyre. Il sentait qu'il ne pouvait disparaître qu'au profit de la Commune, et que la Commune ne pouvait entrer au pouvoir sans amener les Allemands dans Paris. Je n'accepte pas tout ce qui a été fait ; comment le pourrais-je, puisqu'il y avait dans le gouvernement un gouvernement contre lequel je fus obligé de protester ? Mais, jugeant les faits dans leur ensemble, et tenant compte des énormes difficultés de la situation, je dis que le gouvernement de la Défense méritait des remerciements et des éloges et qu'il a été injustement traité par tous les partis.

Il faut vous dire que j'avais accepté d'être ministre de l'Instruction publique. Je m'étais un peu fait prier, parce que je regardais un ministre de l'Instruction publique dans une ville assiégée comme presque ridicule. Justement la première nouvelle qu'on me donna quand je pris possession de mon ministère, c'est que les étudiants ne viendraient pas étudier, et que les collégiens voulaient quitter les collèges.

Les enfants de quinze ans m'écrivaient de belles lettres où ils me déclaraient qu'ils voulaient se battre pour la patrie, et, ce qui était décisif, leurs maîtres m'écrivaient la même chose. Nous parvînmes cependant à retenir les maîtres à Paris. Ils faisaient leurs classes aux enfants qu'on leur laissait, et bien vite ils couraient aux remparts rejoindre leur compagnie ; moitié professeurs, moitié soldats ; très courageux comme soldats, toujours dévoués comme professeurs. Je pensais qu'on ne les récompenserait jamais assez de tant de zèle ; mais en attendant de les récompenser, il fallait les payer, et vous allez voir que cela n'était pas facile.

Dans ce temps-là, le traitement des professeurs se composait de deux parties : l'une fixe, payée par l'Etat ; l'autre, proportionnelle au nombre des élèves, et prélevée sur les versements qu'ils faisaient chez l'économe. M. Mourier, le directeur du service, vint me dire qu'il n'y avait presque plus d'élèves et que ceux mêmes qui restaient ne payaient plus. « Il faut avertir les professeurs qu'ils n'ont plus à

compter que sur leur traitement fixe ». Et il m'apportait la circulaire toute prête.

Mais ces professeurs étaient déjà très mal payés avec leur double traitement. Ils étaient presque tous pères de famille. Ils avaient été obligés de renoncer aux leçons, grâce auxquelles ils amélioraient leur situation. Je ne pouvais consentir à les frapper si cruellement et dans un moment pareil. Nous eûmes, sur ce sujet, de longues querelles intérieures. Mourier m'amena le chef de la comptabilité, qui me prouva, clair comme le jour, que toutes les caisses étaient vides et que personne ne peut donner ce qu'il n'a pas. Je fus bien obligé de capituler; mais j'insérai dans la circulaire que ce ne serait qu'un retard dans le payement et que l'arriéré leur serait payé sur les premiers fonds que les économes viendraient à recevoir.

Je vous dis ici sur-le-champ que je ne fus pas obligé d'attendre la fin du siège et que M. Picard, qui était ministre des finances, finit par céder à mes obsessions et me donna les fonds nécessaires pour acquitter cette dette que je considérais comme sacrée. J'avais commencé mes négociations avec lui et je les tenais secrètes parce que je ne pouvais en prévoir le terme, quand arriva cette horrible journée du 31 octobre.

Il va sans dire que j'étais maudit dans l'Université. Le professeur le moins ferré sur les finances savait ce que j'aurais pu faire, si j'avais eu un peu de cœur; et ceux qui ne trouvaient pas le moyen de

distribuer de l'argent sans en avoir, s'en tiraient en disant que c'était à moi de faire cette découverte, et qu'il ne fallait pas accepter une fonction quand on n'était pas capable de la remplir.

Je n'étais pas seulement chargé de l'Université, j'avais une autre charge sur les bras, celle de nourrir Paris, et le Comité des subsistances, que je présidais, se réunissait tous les matins, à dix heures, à l'Hôtel de Ville.

Je m'y rendis à dix heures, le 31 octobre, comme à l'ordinaire. A midi, on m'avertit que le Gouvernement se rassemblait. Je quittais les inquiétudes de l'approvisionnement pour les inquiétudes de la guerre, et je m'en allais entendre les informations que nous donnait chaque jour le général Trochu en commençant le Conseil, et dont, je vous l'atteste, il ne nous dissimulait pas les amertumes.

J'ai déjà raconté plusieurs fois la journée du 31 octobre. Chacun l'a racontée à sa manière. C'est une chose dont on ne saurait trop s'étonner, que tant d'honnêtes gens se contredisent entre eux, en racontant des faits dont ils ont été les témoins. Je retrouve à chaque pas ce spectacle effrayant. Ce dont l'homme est le moins sûr, c'est de son propre esprit. Il n'est pas sûr de ses yeux ; c'est que ses yeux et sa mémoire sont sans cesse en lutte avec son imagination. Il croit voir, il croit se souvenir, et il invente.

Je restai à l'Hôtel de Ville, sans boire ni manger, depuis le 31 octobre dix heures du matin, jusqu'au

1er novembre quatre heures du matin, ce qui fai
une faction de dix-huit heures, et quelles heures !

Pendant la séance de la Commission des subsis-
tances, on était venu m'avertir à plusieurs reprise
qu'il y avait de l'agitation dans les faubourgs
C'étaient de simples avertissements, car je n'avais
comme Ministre de l'Instruction publique, aucu
ordre à donner, ni aucun moyen d'intervenir. L
soin de maintenir l'ordre appartenait au Gouver-
neur de Paris, au Ministre de l'Intérieur, au Pré-
fet de police, au Préfet de la Seine. Nous vivion
dans de perpétuelles alarmes; nos ennemis les plu
redoutables n'étaient pas les Ennemis.

Le Conseil de Gouvernement se réunit à midi. I
avait lieu dans un immense salon qui faisait l'angl
du premier étage au-dessus de l'entresol, entre l
quai et la place de l'Hôtel-de-Ville. Nous enten-
dîmes le rapport du Préfet de police, qui n'était pa
très alarmant. Plusieurs heures après, quand l'insur-
rection fut déclarée et sur le point d'être victorieuse
il ne cessait de dire à ses voisins : « C'est un mou-
vement d'opinion, un simple mouvement d'opi-
nion ». Sans doute, mais ce mouvement d'opinion
pouvait lui coûter la vie, comme à nous tous, et en-
traîner la prise de la ville pour conséquence.

C'était un homme intrépide, mais je crois que
s'il avait eu à choisir entre la mort et l'obligation
de tirer sur le peuple, il aurait choisi la mort.

Les députations se succédaient dans la salle du
Conseil. Les clubs, les légions de la garde natio-

nale, les corporations, les journaux, envoyaient des délégués qui apportaient des conseils ou des menaces. Il fallut enfin fermer les portes et les grilles de l'Hôtel de Ville. La place et les quais étaient noirs de monde. Le Gouverneur avait envoyé au général Tamisier, qui commandait la Garde nationale, l'ordre de la rassembler et de nous l'amener.

On nous a reproché de nous être laissés prendre dans un traquenard. Je ne sais vraiment pas ce que nous aurions pu faire, à moins d'aller siéger chez le Gouverneur, rue de Rivoli ou place Beauvau, au Ministère de l'Intérieur. Je le demandais à grands cris. Le général Trochu et Picard étaient de cet avis, mais nous avions parmi nous trois ou quatre grands enfants pour qui l'Hôtel de Ville était le chef-lieu de la Révolution, comme les Tuileries étaient le chef-lieu de la Monarchie.

Et puis, il ne fallait pas reculer; et puis, le peuple était avec nous. Il le montra bien ce jour-là! Tant que nous étions à l'Hôtel de Ville, nous étions sans défense. Il est clair que nous ne pouvions ni soutenir un siège dans le Palais, ni tenir une armée en permanence sur la place et sur les quais.

Il y avait dans le peuple trois idées :

Il croyait que la fondation de la République, et d'une République démocratique et socialiste, était une affaire plus importante et plus pressante que la lutte contre l'armée allemande; première idée.

Il croyait que l'armée française culbuterait l'armée allemande dès qu'elle se trouverait contre elle

en bataille rangée : deuxième idée. A qui était dû le malheur de Sedan ? A la présence de l'Empereur, à cela seulement.

Et enfin, troisième idée, et plus surprenante encore que les autres, il croyait que si, par impossible, l'armée était battue, le peuple n'avait qu'à se lever en masse pour venir à bout d'un million ou deux de barbares.

Or, d'une part, le Gouvernement refusait de faire la guerre aux curés et aux propriétaires ; et, d'autre part, le bruit se répandait que notre armée venait d'être écrasée sous Metz. Cette défaite, qu'on ne pouvait imputer à l'Empereur, puisqu'il était prisonnier, avait nécessairement pour cause la trahison du Gouvernement. On en faisait la démonstration dans les journaux à un sou et dans d'innombrables affiches. Il ne restait plus à la nation qu'une ressource, mais infaillible, c'était la levée en masse, la descente torrentielle.

Félix Pyat résumait ainsi la situation : « Il est évident, disait-il, que si le peuple se lève en masse, il anéantira les Prussiens : et puisque le gouvernement n'ordonne pas la levée en masse, il est évident qu'il trahit ». Une nouvelle non moins étonnante que celle de la défaite commençait à circuler. On disait que le gouvernement proposait un armistice. Qu'était-ce qu'un armistice ? On ne le savait pas bien clairement, mais c'était, sans nul doute, un commencement de capitulation. La vérité est que les Prussiens proposaient un armistice, en mainte-

nant le blocus et que le gouvernement ne voulait l'accepter, au contraire, qu'avec faculté de ravitaillement. Mais le peuple ne savait pas de quoi il était question, et le gouvernement même n'était pas unanime dans ses résolutions. Les citoyens qui remplissaient l'Hôtel de Ville, la place et les quais dans la journée du 31 octobre ne cessaient de crier : « La levée en masse ! la levée en masse ! pas d'armistice ! »

Le général Trochu, qui avait tous les courages, s'était posté, sans prendre de confident ni de compagnon, au pied du grand escalier, et, de là, il s'efforçait d'expliquer à la foule que nous ne ferions pas d'armistice sans ravitaillement et que le ravitaillement allait être, sous peu de jours, de nécessité absolue. Sa voix était couverte par le bruit, et nous apprîmes tout à la fois, dans un groupe où je me trouvais, qu'il était descendu à ce poste périlleux et que sa personne était menacée.

Je me portai aussitôt à son aide.

— Vous faites comme les rois, me cria-t-on du sein de la foule, vous gouvernez à coups de décrets sans nous dire même pourquoi vous les faites.

— Mais, répondis-je, je suis ici pour vous le dire.

— Vous êtes au milieu de vos amis, des gardes nationaux qui vous défendent. Vous n'oseriez plus, comme autrefois, venir au milieu du peuple.

— J'y vais. Qu'on me fasse place.

On me fit place, en effet, avec une promptitude merveilleuse. En un clin d'œil, dans cette foule compacte, où l'on ne pouvait faire un mouvement,

je me trouvai poussé ou porté au centre de la place. Je demandai une chaise, elle ne tarda pas à arriver par dessus les têtes. J'y montai. Il y avait là plus de cinquante mille hommes. Partout où je jetais les yeux, je voyais des manifestants étroitement serrés les uns contre les autres. La terre disparaissait sous cette agglomération, et dans toutes les maisons, y compris l'Hôtel de Ville, toutes les fenêtres, à tous les étages, étaient encombrées.

Je sentais flotter dans les airs la haine de tout un peuple ; j'eus comme la vision rapide que j'allais être la victime expiatoire de la trahison de Bazaine. Je réclamai le silence de toute la force de mes poumons, mais il fut évident que tout ce monde me regardait et que personne ne voulait m'entendre. On se mit à crier en chœur autour de moi : « Pas d'armistice ! pas d'armistice ! » comme on crie : « Des lampions ! des lampions ! » Même, en ce moment assez critique, je remarquai que la plupart prononçaient : « Pas d'amnistie ! pas d'amnistie ! » Aucun de ces innombrables manifestants ne savait ce qu'il disait; mais ils savaient tous très bien ce qu'ils voulaient : ils voulaient renverser le gouvernement et nommer à sa place Blanqui, Delescluze ou Flourens.

Je ne sais trop comment cette scène aurait fini sans deux ou trois braves gens qui se mirent à me protéger. « Laissez-le parler ! Vous lui avez demandé de parler, laissez-le parler ! » Leur petit groupe s'augmenta d'une douzaine d'autres qui criaient : « Il a

travaillé pour les écoles ». Il me sembla qu'on s'adoucissait un peu ; mais quand je voulus de nouveau élever la voix, mes amis eux-mêmes me dirent : « Il ne faut pas penser à parler, il faut filer le plus vite possible, on vous fera un chemin; vous êtes aimé ; c'est au gouvernement qu'on en veut ». Et ils commençaient à s'avancer vers la rue de Rivoli. Je leur dis que je voulais retourner à l'Hôtel de Ville. « C'est de la folie. — Je ne quitterai pas mes camarades ». Cela fut compris et senti sur-le-champ. « Il ne veut pas quitter ses camarades ! » On me fit un chemin comme ils me l'avaient promis. Quand nous fûmes près de la porte, on fit du dedans quelques difficultés pour l'entr'ouvrir. On y consentit pourtant, et je fus jeté brusquement d'une foule dans une autre.

Mais, chose curieuse et inattendue, il se trouva que la foule assiégée était plus malveillante pour moi que la foule assaillante. Ceux qui étaient derrière cette porte massive n'avaient rien vu de ce qui se passait sur la place. Ils se figuraient que j'étais allé capituler avec la foule.

Un commandant de la garde nationale, dont il est inutile de dire le nom, criait à tue-tête qu'il fallait me mettre en état d'arrestation. Heureusement pour moi, ceux qui étaient tout à l'heure aux fenêtres et qui m'avaient vu rentrer, descendaient l'escalier pour me recevoir et me féliciter ; ce qui mit fin à cette petite émeute. Le Conseil s'était réuni de nouveau, et essayait de délibérer ; mais la foule qui

remplissait le palais était très mélangée, de sorte que, malgré la fermeture des portes, nous étions assaillis jusque dans notre salle de délibération.

Nous eûmes, presque coup sur coup, une grande joie et une grande déconvenue. Nous entendîmes crier dans la salle : « Tamisier ! Tamisier ! » Nous courûmes aussitôt aux fenêtres et nous vîmes, en effet, Tamisier marchant tout seul au milieu de la chaussée que la foule abandonnait en se rejetant sur les trottoirs pour le laisser en vedette.

Il marchait d'un pas ferme, son chapeau à claque enfoncé sur la tête et portant son pardessus plié sur son bras. Les gardes nationaux venaient derrière lui en bon ordre précédés de leurs tambours. Ils étaient assez nombreux. On criait : « Vive Tamisier ! Vive la garde nationale ! » Mais ces cris ne signifiaient rien parce qu'ils venaient des deux partis en présence, et qu'ils signifiaient : « Venez à nous ! »

Nous ne tardâmes pas, en effet, à apprendre que ces gardes nationaux suivaient Tamisier sans lui obéir ; qu'ils ne marchaient ni pour nous, ni contre nous ; qu'ils venaient à la découverte. La plupart se débandèrent en arrivant sur la place et se mêlèrent à la foule. Tamisier entra dans l'Hôtel de Ville avec quelques fidèles.

A ce moment, les membres du gouvernement et les ministres étaient encore assis à la table du conseil, mais entourés et cernés par la foule énorme qui, nécessairement poussée par d'autres foules

entrant par toutes les portes de la salle, menaçait de les étouffer et de les écraser sous son poids. Quelques officiers se firent jour jusqu'à la table en poussant des cris et en luttant en désespérés contre ceux qui obstruaient le passage.

« Général ! Général ! » C'étaient des officiers insurgés qui s'adressaient au général Trochu comme à leur chef suprême. On ne savait à qui on obéissait, ni à qui on commandait, dans cette journée funeste : « Général, les Vengeurs de Flourens et les mobiles bretons sont dans la salle du secrétariat et sur le point de s'entr'égorger ». Les manifestants, qui tous criaient à tue-tête, n'entendirent même pas ce qu'on disait ; mais les membres du gouvernement l'entendirent et virent sur-le-champ les conséquences d'un commencement de bataille. C'était notre crainte depuis plusieurs heures. On cria de divers côtés :

— Il faut envoyer un officier ! Un général !

— Non, non, dit Garnier-Pagès. Un membre du gouvernement ; j'y vais !

Il se levait déjà.

— C'est moi qui vais y aller, dit le général Le Flô. Ce sont des soldats. Cela me regarde.

Les insurgés qui l'entouraient, et qui comprirent ce qui se passait, lui firent un chemin, et il disparut à nos yeux comme par enchantement.

— On va le massacrer, dis-je au Gouverneur.

— C'est nous qui serons tous massacrés dans dix minutes, me répondit-il, s'il ne réussit pas.

Nous écoutions de toutes nos forces, ne sachant même pas si on entendrait une décharge à cette distance, dans cet encombrement et malgré ce tumulte effroyable.

Au bout de vingt minutes environ, nous comprîmes, à un grand mouvement qui se fit dans la foule, qu'une nouvelle étrange circulait, et ce qui nous étonna le plus, c'est qu'elle était accueillie par des éclats de rire. On nous en fit mille récits, chacun voulant parler à la fois, et raconter les faits à sa manière.

Nous en comprîmes une partie sur l'heure, le reste nous fut raconté le lendemain, mais avec de telles variantes que je ne puis rien affirmer, sinon le résultat final.

D'abord je sais très bien comment les Vengeurs de Flourens étaient là. Il les avait amenés lui-même vers deux heures de l'après-midi et était entré avec une centaine d'entre eux dans la salle du conseil. Il avait, comme de juste, prononcé une harangue où il nous menaçait des vengeances populaires si nous n'ordonnions pas pour le lendemain une sortie torrentielle destinée à anéantir l'armée prussienne ; après quoi, il avait disparu avec ses braves. Son régiment, ou son bataillon s'était répandu dans la foule en gardant ses fusils ; mais on ne voyait que des fusils de tous les côtés. Les gardes nationaux, amenés par Tamisier, et qui s'étaient débandés en arrivant, circulaient avec leurs fusils, quand ils n'avaient pas été désarmés amicalement par des hommes en blouse.

Quelques vengeurs s'étaient mis à parcourir le palais, précédés de leurs clairons sonnant la charge, et c'était ceux-là qui se trouvaient acculés dans la salle du secrétariat ; une salle très vaste, mais assez sombre de l'entresol, où ils avaient rencontré nos mobiles. Mais ces mobiles bretons, d'où venaient-ils? Et comment se trouvaient-ils là ?

C'est ce que je ne me suis jamais expliqué. Ils n'avaient été commandés pour aucun service à l'intérieur de l'Hôtel de Ville. D'autres mobiles bretons erraient de tous les côtés, au milieu de la foule ; mais en curieux qui, je pense, ne savaient pas même de quoi il s'agissait. Ceux qui se trouvaient dans la salle du secrétariat, en face des Vengeurs, et sur le point d'en venir aux mains avec eux, avaient leur fusil et leur sac, et étaient commandés par un sergent. Le général Le Flô vit d'un coup d'œil qu'ils étaient vingt contre quatre-vingts, et qu'on n'en sauverait pas un, si on laissait partir les balles.

Mais quel pouvait être le sujet de la querelle ? Le général qui arrivait là pour y mettre fin, n'en savait pas le premier mot. Les Bretons ne savaient pas ce qu'étaient les Vengeurs ; les Vengeurs ne savaient pas ce qu'étaient les Bretons. Il y avait un officier de Vengeurs avec force galons et force panaches.

— Lieutenant, alignez votre détachement.

— Mon général ?

— Me reconnaissez-vous ? Je suis le ministre de la guerre.

— Je vous reconnais, je vous obéis, mais je vous

fais savoir, en parlant bien bas, que si je donne l'ordre de sortir d'ici avant les Bretons, mes hommes ne sortiront pas.

— Commencez par les aligner, pour que nous puissions les voir et en être vus. Il y a ici une foule de gens étrangers à la querelle et qui seraient pris entre deux feux. Je vais les avertir du danger.

Les Vengeurs se laissèrent aligner d'autant plus volontiers que leur supériorité numérique apparut alors avec évidence.

Le ministre se mit alors à supplier les bavards de s'en aller.

— Ils ne tireront pas sur nous, nous n'avons pas d'armes !

— Ne vous y fiez pas !

— Ce sont ces sales Bretons qui sont cause de tout. Ils n'ont pas le droit d'être ici, qu'ils aillent avec leurs curés.

Les gavroches qui parlaient ainsi faisaient des signes de croix dérisoires en se tournant vers les Bretons.

Le général s'adressa au sergent de mobiles :

— Alignez vos hommes !

Le sergent ne bougea pas.

— De la mutinerie, dit le Flô !

Un aide de camp l'avait suivi :

— Tirez votre épée. Commandez le mouvement, faites défiler par la porte du fond, tandis que les Vengeurs défileront par la grande porte.

Puis, s'adressant aux hommes, il fit appel en quel-

ques mots à leur patriotisme et à leur sentiment du devoir ; mais ils conservèrent leur immobilité, et cet air d'insensibilité absolue que connaissent bien ceux qui ont eu l'occasion de s'adresser à des Bretons réfractaires.

— Je ne puis pas cependant sortir d'ici sans eux ; se disait le général ; ni les laisser s'entr'égorger.

Il regardait alternativement les Bretons et les Vengeurs, et sentait qu'un ordre ne serait pas obéi, et qu'une désobéissance formelle serait le signal du combat.

— Aucun de nous ne sortira vivant d'ici, dit-il à son aide de camp.

— A la grâce de Dieu, dit l'autre en tirant son épée.

Il allait prononcer les paroles du commandement, quand le général lui mit la main sur le bras :

— Attendez, dit-il ; et se tournant vers les Bretons, il leur répéta ce qu'il avait dit tout à l'heure, mais en breton, cette fois, en pur breton léonnais.

C'était un coup de génie. Les figures se détendirent dès le premier mot.

— Qui est-il ? Qui est-il ?

— C'est Le Flô.

— Oui, mes enfants, dit le général. Est-ce que vous ne voulez pas que je vous passe en revue ?

— Vive le général !

— A droite, alignement !

— Vive le général !

Et de s'aligner.

Lui de commencer immédiatement la revue. Il s'arrête au premier.

— D'où es-tu, toi ?

— De Langoat.

— Attends donc. Je t'ai vu à Perros ?

— C'est mon frère que vous avez vu ! Il est à Paris, avec nous. Il est caporal.

— Et toi ? passant à un autre.

— Moi, je suis Lanco, de Belle-Isle-en-Mer.

— Mais tu es le fils de mon fermier ?

— Oui, mon général.

— Général, nous vous suivrons où vous voudrez.

— Oui, mes enfants.

— Vive la religion !

— Oui, mes enfants. Vive la religion et vive la France !

— Vive le général !

Ils se seraient tous fait tuer pour lui, jusqu'au dernier.

— Où est votre quartier ?

— A Babylone !

— Nous allons y retourner ensemble. Vous serez mon escorte. Je veux serrer la main à vos officiers.

— C'est celui-ci ; c'est celui-là ! criant chacun le nom de leur officier.

— Allons, marchons !

L'aide de camp commanda la marche, et toute la bande défila, non pas en bon ordre, mais en grand enthousiasme, sans plus de souci des Vengeurs que s'ils n'avaient pas été là, et précédés de Le Flô, qui

sortit ainsi de l'Hôtel de Ville à la tête de son armée composée de vingt paysans, avec tous les honneurs de la guerre.

Nous apprîmes tout cela en gros dans la salle où nous étions prisonniers, et ce nous fut un grand soulagement. Nous étions ravis, entre autres choses, du départ du général Le Flô.

Nous pensions qu'il pourrait peut-être faire rentrer dans Paris quelque régiment de l'armée de Ducrot qui était aux avant-postes, ou rassembler des légions de la garde nationale, plus fidèles et mieux renseignées que celles qui étaient venues avec Tamisier. Je pensais surtout, comme ami personnel du général Le Flô, qu'il venait de courir un grand péril et qu'il y avait échappé tout en rendant un grand service.

Ma satisfaction sur ce dernier point ne fut pas de longue durée.

J'étais avec Jules Favre sous la garde des Vengeurs de Flourens, lorsque je vis tout à coup, avec un profond étonnement le général Le Flô à côté de moi :

— Vous ici, général ! Je vous croyais en sûreté.

— Oui, dit-il. Je suis sorti, je suis allé jusqu'au Ministère. J'ai envoyé des ordres de tous côtés. J'ai envoyé surtout des ordres pressants à Ducrot. J'espère qu'il sera ici demain matin. Les gardes nationaux ne viennent pas. Il s'en montre quelques-uns autour des mairies, mais on aura de la peine à former une légion. Picard et Ferry s'en occupent.

Voyez-vous, me dit-il, en parlant plus bas, il y a des généraux qui pensent que, si on nous perd, ce ne sera pas une grande perte ; vous m'entendez ? Et pour la garde nationale, elle est coupée en deux : la moitié ne croit pas à l'émeute, et l'autre moitié est avec elle. Ce n'est pas régalant. Voyant que personnellement je n'avais plus rien à faire, je n'ai pas pu me souffrir hors de danger pendant que vous êtes ici menacés de mort à chaque instant.

« Croiriez-vous, ajouta-t-il, que j'ai eu de la peine à venir ? De chez moi, on ne voulait pas me laisser partir, et ici on ne voulait pas me laisser entrer. Enfin, me voici. Je puis avoir encore l'occasion de donner un coup de main comme ce matin ».

Nous étions de nouveau en place autour de la table du Conseil, parce que le général Trochu qui était plein de souvenirs antiques, avait tenu à ce que nous fussions assis sur nos chaises curules en ce moment de péril.

Il avait tout doucement ôté ses épaulettes et les avait fourrées dans sa poche.

— Je suis bien plus tranquille à présent, me dit-il, parce que, si je suis l'objet de quelques violences, les insignes du commandement ne seront pas souillés.

Voilà bien une idée de soldat ! Il était fidèle à son fourniment comme à toutes choses.

Plusieurs de nos amis réussirent à s'en aller ; le général Trochu lui-même. Il sortit, dirent les journaux, sans être reconnu.

C'est impossible. Je crois plutôt que ceux qui le reconnurent ne voulurent pas s'opposer à sa retraite. La masse avait pénétré dans la place ; elle se croyait victorieuse et sûre du pouvoir ; elle ne se sentait pas portée à la violence. Le gouvernement, une fois dissous, aucun de nous n'avait une personnalité assez influente pour être redoutable. Les vainqueurs étaient d'ailleurs en compétition les uns contre les autres.

Des listes assez nombreuses circulaient. On nous en distribuait comme aux autres personnes présentes. Plusieurs inconnus vinrent me consulter amicalement : fallait-il prendre Blanqui ou Delescluze ?

La salle avait en ce moment l'aspect d'un club, mais d'un club violemment agité et sans président.

Plusieurs orateurs montés sur des chaises péroraient à la fois.

Chacun d'eux avait sa liste.

Un vieux faubourien en bourgeron, ayant un képi sur la tête, s'était emparé d'un tambour sur lequel il exécutait un roulement toutes les fois qu'un orateur favori prenait la parole, ou quand il entendait émettre une opinion qui avait l'honneur de lui plaire.

Cela me rappelait les drames de l'Ambigu, où le tyran ne parlait jamais sans un petit air de musique.

On m'a conté, qu'au moment où Flourens montait le grand escalier, un de ses « vengeurs » lui dit qu'on publiait des listes de gouvernement.

« En suis-je? » dit-il.

Il n'était pas de celle-là, mais il y en avait d'autres. S'agissait-il, pour conclusion, d'un poll à mains levées, ou, faudrait-il en venir aux coups. Personne ne pouvait le prévoir à ce moment-là ? Flourens entra avec violence dans la salle du Conseil, et fut aussitôt entouré de « vengeurs » de son régiment.

J'ai voulu écrire tout ce chapitre sans consulter ni une note, ni un livre, en faisant appel uniquement à ma mémoire. Je dis les faits tels qu'ils se présentent à moi, sans aucun effort, au bout de vingt-deux ans qui me paraissent vingt-deux siècles.

Flourens, au milieu des siens, gesticulait et vociférait. Je fus bien surpris de le voir tout à coup monter sur la table et s'y promener avec animation. Il était en bottes fortes avec des éperons, et chacun de ses pas faisait sauter les encriers. L'encre se répandait à flots sur le tapis et aspergeait les assistants. Il donnait des ordres qui peu à peu parurent écoutés et furent obéis; il eut, dans cette salle, ses cinq minutes de dictature...

C'est pendant ce règne si court qu'il nous fit arrêter, Jules Favre et moi, moins pour s'assurer de nous, si j'en crois mes impressions du moment, que pour nous mettre à l'abri. Il sauta à bas de la table, et nous conduisit lui-même dans l'embrasure d'une des fenêtres qui donnaient sur le quai. Ces embrasures étaient énormes et formaient une sorte de cabinet. Il donna l'ordre de nous faire asseoir et veilla

à ce qu'on nous apportât des fauteuils. Il nous entoura d'un cordon de ses hommes et leur donna cette consigne :

— Je vous recommande d'avoir le plus profond respect pour ces deux Messieurs. Si on essaye de les enlever, vous leur brûlerez la cervelle.

— Oui, commandant.

Mais son pouvoir touchait à son terme. Blanqui était arrivé, et, dès qu'il parut, il fut évident qu'il était le maître. Il n'en doutait pas lui-même. A la différence de Flourens qui était un chevalier et un agité, celui-ci donnait ses ordres avec calme et précision. On se taisait dès qu'il élevait la voix. Il me parut que Delescluze était plutôt un grand lieutenant qu'un concurrent ; mais mes souvenirs sur son rôle sont un peu confus.

Sur le soir, il se produisit un grand mouvement. Il y avait du nouveau. Nous demandâmes à nos gardiens ce que c'était, et ils nous apprirent que la Garde nationale entourait le Palais, ayant Ferry à sa tête. L'un d'eux me dit avec bonne humeur :

— Vous êtes nos prisonniers, et nous sommes les prisonniers de Ferry ; je ne sais pas comment nous allons tous sortir de là ?

Nous ne le savions pas non plus, et il nous semblait difficile que cela ne finît pas par quelque massacre.

— Si un ivrogne ou un fou, me dit Jules Favre, tirait un coup de fusil, il y aurait ici une boucherie.

L'Hôtel de Ville était bondé de monde jusque dans

les combles et jusque dans les sous-sols. Nous avions des amis; mais le parti de Blanqui était de beaucoup le plus fort au-dedans. Au-dehors, au contraire, nous avions une armée. La conclusion de tout cela était que Jules Favre et moi nous étions peut-être perdus; mais que Blanqui et les autres l'étaient certainement.

Un incident assez émouvant fut celui-ci : nos vainqueurs qui, depuis l'investissement du palais par la Garde nationale, étaient des vaincus, cherchaient tous les moyens de sortir d'affaire. Nous étions leur seule espérance. Ils pouvaient faire de nous des négociateurs, si nous y consentions, ou des otages. La question fut discutée en notre présence. Flourens voulait nous charger de négocier.

— Ils nous donneront parole de revenir, s'ils échouent.

Il parut à la majorité qu'il n'y avait pas d'autre parti à prendre. Un des chefs nous dit :

— Vous entendez, Messieurs. Nous avons votre parole de revenir en cas d'insuccès. Partez, le chemin est libre.

Nous nous levâmes aussitôt, et nous étions déjà au milieu de la salle quand Blanqui prit la parole :

— Je ne doute pas de la parole de ces Messieurs, dit-il. Ce sont d'honnêtes gens. S'ils échouent, ils reviendront auprès de nous pour partager notre sort. Mais vous avez oublié une chose, demandez-leur ce qu'ils vont dire à leurs amis? Ils vont leur dire de ne pas nous lâcher. Ni l'un ni l'autre ne me

démentira, ajouta-t-il en nous regardant. Et j'en conclus que, puisqu'ils sont nos otages après comme avant, il vaut mieux les garder pendant que nous les avons.

Nous ne répondîmes rien. Nous n'avions pas ouvert la bouche pendant toute cette scène, et nous retournâmes silencieusement à nos places.

Je n'ai pas besoin de vous dire que le temps passait lentement, malgré l'étrangeté et l'intérêt poignant du spectacle. Tant que le jour avait duré, des amis, apprenant que nous étions prisonniers dans la salle du Conseil, y montaient pour nous voir et pour nous témoigner leur sympathie. Ils le faisaient par gestes, car les hommes de Flourens leur apprenaient la consigne. Quelques-uns nous offrirent du vin et des sandwiches. Nos gardes nous exhortaient à les accepter.

— Prenez donc, citoyens, vous devez mourir de faim.

Jules Favre accepta et mangea de grand appétit. Je ne pus suivre son exemple. Je me rappelais Louis XVI mangeant un poulet dans la loge du logographe, d'où il assista à sa déchéance. Ses ennemis lui en firent un crime. Je le dis en riant à Jules Favre, qui me répondit en riant aussi qu'il était à présent plus préparé pour le martyre.

L'escorte d'honneur que nous avait donnée Flourens avait un chef, et ce chef se trouvait être de ma connaissance. Il ne manqua pas de me le rappeler avec beaucoup d'affabilité, en ajoutant qu'il était

tout à mon service, « sauf l'obéissance qu'il devait à son colonel ». Il s'assit à côté de moi, et commença une discussion philosophique. Je m'y prêtai d'abord, y trouvant quelque amusement à cause du temps et du lieu. Ensuite il m'ennuya, et je le lui laissai voir. Il en fut un peu blessé. J'avais fini vers le milieu de la nuit par tomber dans une sorte d'assoupissement, qui malheureusement n'était pas le sommeil, et qui me laissait la pleine conscience de la situation.

On sait que l'aventure finit comme un drame de Pixérécourt. Une porte invisible jusque là s'ouvrit dans la muraille. Ferry en sortit le premier. Des gardes nationaux marchaient sur ses talons; il fut clair, en moins de temps qu'il ne faut pour le lire, que nous étions délivrés, et que Blanqui et les siens étaient pris. On avait découvert un souterrain qui aboutissait à cet endroit en partant de la caserne voisine. Ferry s'était engagé le premier dans le souterrain, et il apparaissait là comme l'ange exterminateur.

— Allez, leur dit-il, je ne veux pas qu'il y ait de sang répandu. Vous pouvez vous retirer; mais ne vous croyez pas libres quand vous serez hors de l'Hôtel de Ville. Je vous tiens ; et je vous donne ma parole qu'à la première incartade, vous êtes perdus. Outre que la garde nationale, maintenant avertie, est vingt fois plus forte que vous, vous verrez ici, quand le jour sera levé, l'armée de Ducrot, qui est déjà en marche.

Je n'ai parlé que de Jules Favre, parce qu'il a été mon compagnon de captivité, et je puis même dire de prison, quoique cette prison fût une fenêtre. Nous n'étions pas les seuls captifs. Il m'est arrivé dans ma vie d'écrire les *Mémoires des autres* ; mais ici je n'écris que mes souvenirs.

Je ne puis cependant pas clore ce récit sans remercier une fois de plus Ferry, qui, entre autres services qu'il rendit ce jour-là, nous sauva très positivement la vie. Je sais aussi qu'Ernest Picard, aidé de son secrétaire général Camille Sée, avait déployé, non pas de l'activité, mais une sorte d'acharnement à rassembler la garde nationale. Si j'oublie les services de quelque autre, parmi ceux qui sont morts, j'en demande pardon à sa mémoire.

Après l'immense soulagement d'être délivrés, nous éprouvâmes aussi le soulagement d'éviter l'effroyable tuerie qui aurait pu se produire dans ces salles encombrées, où des flots de gens étaient entrés par toutes les issues. La population qui grouillait là était très mêlée; nous étions pourtant en majorité, et les communards le sentaient. Ferry parlait encore, qu'on les voyait fuir avec toute la rapidité que permettait une foule si compacte. Ils furent hors de la vue en un clin d'œil. Nous ne perdîmes pas le temps à nous féliciter. Ferry avait son armée à reconduire. Nous autres, qui nous étions crus pendant plusieurs heures sur le point d'être écharpés, nous ne pensions qu'à nos familles qui nous attendaient, ou qui peut-être ne nous atten-

daient plus. Pour moi, qui étais là depuis dix heures du matin, c'est-à-dire depuis dix-sept heures, je ne sais plus comment je me soutenais. Il était trois heures du matin. Je me mis à chercher mon paletot. Quelle enfance ! Le général Le Flô, mon ami, ne voulut pas m'abandonner dans mes recherches. Nous nous trouvâmes seuls, au bout de vingt minutes, dans cette salle dont je n'avais jusque-là jamais compris l'immensité. Enfin, nous renonçâmes à nos recherches, et nous prîmes le parti de partir à pied, sans vêtements, par un froid intense. Il n'y avait pas à espérer de trouver une voiture. En descendant l'escalier désert, quelqu'un se jeta sur moi et m'embrassa. C'était Fould.

— Que faites-vous là ?

— On m'a dit qu'on ne vous avait pas vu sortir. Je venais vous chercher.

Il me reconduisit jusqu'à la rue de Grenelle. Vous devinez les embrassades et les larmes. On m'avait cru perdu. J'essayai de manger sans y réussir. Je tombai dans mon lit plutôt que je me couchai. Cinq heures sonnaient. Le sommeil ne vint pas. J'étais comme en pleine mer ; il me semblait que mon lit était emporté sur les vagues. Le jour commençait à poindre quand je parvins à m'endormir. J'aurais dormi comme un plomb, suivant le mot consacré, et peut-être une partie de la journée ; mais il n'y avait pas dix minutes que je dormais quand ma porte s'ouvrit avec fracas ; on entra dans ma chambre avec des lumières, en disant : « Un délégué ! une affaire

urgente ! » Il faut qu'elle le soit bien, pensai-je, pour qu'on me traite avec cette dureté ! Est-ce que l'ennemi donne l'assaut ? Est-ce que les émeutiers ont repris l'offensive ? Je sautai à bas de mon lit et je vis le délégué devant moi.

C'était un charmant garçon, doux et aimable, avec lequel j'avais eu des relations peu nombreuses, mais très cordiales. Il s'appelait Aderer. Son fils est un journaliste distingué, très aimé de tous ses confrères. Il était professeur au lycée Charlemagne, et il était délégué par les professeurs pour réclamer le payement immédiat de l'indemnité.

Il le prit d'un ton assez haut :

— Pendant que vous et votre état-major vous touchez de gros traitements...

Mon Dieu, oui, on parlait comme cela aux ministres dans ce temps-là ; et on savait comme cela ce qui se faisait. Je l'interrompis.

— Pourquoi venez-vous à cette heure ?

— Parce que j'ai promis à ces messieurs de venir avant la classe du matin et de leur rendre compte de votre réponse.

— Et savez-vous ce qui s'est passé hier ?

— Je sais qu'il y a eu un commencement d'émeute et qu'elle a été réprimée.

Voilà ce qu'il savait. Tous ceux qui, dans Paris, n'appartenaient ni à la Commune, ni aux régiments qui nous avaient tirés de ses mains, n'en savaient pas plus long que lui.

Je n'essayai pas de me recoucher. D'ailleurs, on

vint me chercher une heure après pour un conseil de gouvernement. Il a dû bien regretter sa « délégation », le pauvre Aderer, s'il a su la moitié de ce que j'avais fait et de ce que j'avais souffert dans cette maudite journée.

Ces quatre mois du siège ont été comme une longue agonie. Je n'avais d'autre ressource contre une douleur accablante que le travail obstiné, acharné. Je puis dire que j'ai fait de la besogne ! J'espère qu'elle n'a pas été inutile.

Une seule fois, pendant cette longue captivité, nous eûmes quelque consolation. C'est à l'époque du jour de l'An. Ma femme avait imaginé, avec quelques-unes de ses amies, de faire une vente de charité pour secourir les familles les plus malheureuses. Je donnai les salons du ministère, et je permis aux attachés de mon cabinet et aux employés qui avaient un peu de loisirs de se mettre au service des patronesses. Pendant deux ou trois jours, on ne fit autre chose, au rez-de-chaussée de l'hôtel, que clouer des planches et recevoir les lots qui, je dois le dire à l'honneur de nos dames, affluèrent de tous côtés. Les unes apportaient des bijoux et des objets d'art ; elles n'avaient pas grand'peine à s'en séparer dans un pareil moment, et nous pensions que les acheteurs ne seraient pas bien nombreux. Les autres avaient confectionné des vêtements chauds. Celles qui avaient réussi, avec une peine infinie, à amasser quelques provisions pour leur famille, en apportaient une partie ; la part des pauvres, la part de

Dieu. Un morceau de fromage était une riche offrande. Mme Magnin eut un grand succès en apportant un dindon magnifique, tout vivant, qui causa de grands ravages dans le salon où il était attaché. Je crois me rappeler qu'il fut vendu aux enchères et qu'il atteignit près de deux cents francs. Il y avait des légumes frais, et un maître jardinier, dont je regrette de ne plus savoir le nom, qui présida à l'adjudication avec un entrain inimaginable. Je voudrais bien donner ici les noms de toutes nos patronesses et de tous ceux qui, après avoir donné des lots, apportèrent ensuite leur argent, mais la liste en serait si longue ! Les artistes, comme toujours, se signalèrent. Les vendeuses avaient toutes ajouté à leur étalage un petit lot de cigares, comme elles ont des fleurs dans des temps plus heureux. Ma femme offrit un cigare à notre ami M. Dorian, qui entra l'un des premiers dans les salons. Il lui mit un billet de mille francs dans la main.

— Mille francs, dit-elle ! La vente vient à peine de commencer ; je n'ai pas d'argent devant moi, je serai dans vos dettes jusqu'à ce soir.

— Non, ne vous en occupez pas, dit-il. C'est le prix de mon cigare.

Le résultat général fut très beau. J'allais dire par habitude qu'on put donner du pain à beaucoup de malheureux. Hélas ! non ; un morceau de pain, pareil à celui que nous mangeons tous les jours, se serait vendu au poids de l'or. Mais on eut quelques gouttes de lait pour les enfants, quelques couver-

tures pour les vieillards, une amélioration dans le régime des ambulances. Nous n'avons guère respiré que ces trois jours-là.

Je descendais le grand escalier le 31 décembre pour aller à l'Hôtel de Ville. J'avais quelques instants à moi, je regardai dans l'antichambre pour voir où l'on en était, et mes jeunes gens crièrent en m'apercevant : « Donnez-nous un coup de main ! Prenez un marteau ! ». Un de mes fils, Gustave ou Charles, m'en apporta un, et je passai un quart d'heure à planter des clous.

Pendant que j'étais là fort affairé, je vis arriver un homme d'une cinquantaine d'années, vêtu d'une blouse de travail, et portant sous le bras un petit paquet. Je ne pris pas garde à lui, parce que tout le monde entrait et qu'on apportait des paquets toute la journée ; mais il tournait autour de moi, comme quelqu'un qui voulait me parler.

— Qu'y a-t-il pour votre service, mon brave ? lui dis-je tout en continuant ma besogne.

— C'est, me répondit-il, que je voudrais savoir si on accepte des lots de tout le monde.

— Oui certes, lui dis-je, et ils sont tous les bien venus. Qu'est-ce que vous avez là ?

Il rougit.

— C'est bien peu de chose. J'ai bien peur d'être refusé.

Je tirai doucement le paquet, j'écartai le journal qui le couvrait, et je trouvai une paire de gros souliers, toute neuve.

— C'est moi qui les ai faits, dit-il, et ne pouvant donner autre chose...

— Vous donnez plus que nous tous, lui dis-je ; et fiez-vous à moi. Ils seront bien placés et bien vendus. Comment vous appelez-vous ?

— Oh ! citoyen, je ne veux pas dire mon nom. Mais j'aurais bien voulu apercevoir le ministre s'il avait été là.

— Et voulez-vous, lui dis-je en riant de bon cœur, lui serrer la main ?

Il s'obstina à ne pas se nommer. C'est ma femme qui vendit la paire de souliers. Quelque prix qu'on en ait donné, ils n'ont pas été payés ce qu'ils valaient.

A BORDEAUX -- LES NÉGOCIATIONS AVEC M. DE BISMARCK

A Bordeaux

Les Négociations avec M. de Bismarck

Après la reddition de Paris, j'avais été envoyé à Bordeaux pour m'opposer à la résolution de Gambetta qui voulait exclure de l'éligibilité les anciens candidats officiels. Nous pensions, nous, que le suffrage universel avec des restrictions donnerait une Assemblée qui ne représenterait pas la France.

Je trouvai Bordeaux très embarrassé. Je crois qu'il était de mon avis ; mais il était aussi d'avis que Gambetta ne céderait pas, qu'on en viendrait à la lutte, et que, dans cette lutte, je serais écrasé.

Vous pensez bien que je ne veux pas vous raconter les événements de cette époque qui sont connus, je ne parlerai que des découvertes que j'ai faites, pendant ces deux ou trois semaines dans le cœur humain. Nouveautés bien peu nouvelles, direz-

vous, après avoir lu... d'accord! Ce n'en est pas moins un petit chapitre de psychologie.

Gambetta avait enthousiasmé Bordeaux par son éloquence et par le spectacle d'une activité sans égale ; mais j'y avais de nombreux amis. J'étais connu bien avant lui dans le département. J'étais député de la Gironde. Je venais tout récemment d'être élu conseiller général par un des deux cantons de Bordeaux. Je ne crois pas exagérer en disant que j'avais exercé l'année précédente, dans le département et dans la ville, une grande influence. Je suis bien oublié maintenant à Bordeaux, comme partout, mais, en 1871, il n'y avait personne qui ne me connût. Les anciens chefs de l'opposition, devenus à divers degrés membres du pouvoir, étaient mes amis personnels.

Il s'agissait de choisir. Tous me comblèrent de marques d'amitié et me laissèrent voir qu'ils obéiraient à Gambetta en cas de conflit. Le maire fit un discours où, après avoir pesé les raisons de part et d'autre, il concluait à la neutralité. Il en a été fier toute sa vie comme d'un acte de grand courage, et peut-être avait-il raison de s'en glorifier. Je trouvai plus de décision dans des personnes que je voyais alors pour la première fois.

Pendant les élections, je ne voulais pas quitter un instant mon cabinet parce que je recevais à chaque instant des dépêches qui demandaient une réponse immédiate. A un moment où je voulais aller déjeuner et où je n'avais pas sous la main

mon remplaçant habituel, j'envoyai chercher un inspecteur général de l'instruction publique qui avait été mon élève, qui me devait toute sa carrière, qui le savait, qui le disait et qui, en toute occasion, s'était montré mon ami. Je le priai de monter la garde pendant une demi-heure. Il accepta avec empressement et bonne grâce. Je n'avais que la rue à traverser. Je n'avais pas déplié ma serviette que je reçus de lui le billet suivant :

« Mon cher maître, je m'en vais. Il est de mon devoir de vous en prévenir. Je veux garder la neutralité la plus absolue entre Gambetta et vous ; il m'est dès lors impossible de rester au poste de confiance où vous m'aviez mis ».

Celui-là, du moins, avouait hautement son drapeau. Je me demande encore en quoi sa neutralité aurait été compromise parce qu'il aurait décacheté mes lettres.

La démission de Gambetta avait amené un changement de front si soudain que plusieurs préfets, en adressant leurs dépèches au ministre de l'intérieur, croyaient écrire à Gambetta. L'un d'eux lui disait : « Tout va bien. La liste est acceptée partout. J'ai fait effacer avec soin le nom de Jules Simon ». Huit jours après, me voyant ministre de M. Thiers, le même préfet m'envoyait « les félicitations les plus sincères et les plus cordiales ».

Un autre fit appeler un jeune avocat qui avait reçu ma circulaire. « Vous la faites imprimer ? — Oui, monsieur. — Combien d'exemplaires ? — Cin-

quante mille. — Est-elle distribuée ? — Pas encore. Les ballots sont chez moi. — On va les chercher et les compter devant vous. S'il manque un seul exemplaire, je vous fais mettre à vingt pieds sous terre ». Trois jours après, ce préfet à poigne était dans mon cabinet et m'embrassait à m'étouffer. Il me félicitait de mon énergie.

Je restai à mon poste avec les mêmes pouvoirs, après l'avènement de M. Thiers. Thiers et Jules Favre étaient absorbés par les négociations avec M. de Bismarck. Picard, ministre de l'intérieur, avait Paris sur les bras, fardeau, hélas ! plus que suffisant. J'exerçais les fonctions de ministre de l'intérieur par intérim dans les départements. Il se forma dans mon cabinet deux courants de visiteurs : d'un côté, les candidats qui demandaient une préfecture, et de l'autre les députés nommés la veille qui demandaient la destitution de leur préfet. La première liste forme un gros cahier, avec lettres et documents à l'appui, que je conserve comme une pièce curieuse.

Un député vint chez moi me demander une préfecture pour son fils. C'était un ancien ami. Je ne lui donnai pas la place, mais je lui donnai à déjeuner. Il sortit comme on se levait de table, en disant qu'il avait une course à faire et qu'il allait revenir. Il n'alla que jusqu'au télégraphe, où il écrivit une dépêche pleine d'odieuses calomnies contre moi. Il ne savait pas qu'on donnait au ministre de l'intérieur un double des dépêches poli-

tiques. J'avais déjà la copie de la sienne quand il rentra. Je la lui donnai. Il la lut sans sourciller et la mit avec sang-froid dans sa poche.

Il est à présent sénateur ; je le vois tous les jours. Il est plein de condescendance pour moi, depuis qu'il sait qu'on peut me parler sans se compromettre.

Lors des élections de 1871, pendant la guerre, Jules Simon croyait qu'il n'était élu nulle part, et il écrivit le 10 février à Mme Jules Simon :

10 février.

Ma chère Amie,

Tu sais que je n'ai été nommé nulle part, c'est une rude corvée qui m'est épargnée. Je ne peux dire, cependant, que je me voie avec plaisir mis à l'écart de la vie politique quand tous ou presque tous mes amis restent à la Chambre. Il y aura bien une trentaine de doubles élections; mais j'incline beaucoup à me tenir à l'écart. Je suis obligé d'attendre l'Assemblée et même d'y entrer pour déposer mes pouvoirs. Mes collègues, qui sont députés, y resteront. Mais j'en sortirai aussitôt et je serai libre de mes actions. Je me demande encore si je devrai rentrer sur-le-champ à Paris ou attendre le 1er et garder Gustave jusque-là.

Il nous aurait été possible de faire nommer Charles officier d'ordonnance de Le Flô et d'attacher Gustave à l'hôpital militaire de Bordeaux, ce qui vous aurait permis de venir nous joindre. Mais, il n'y faut plus penser, car je t'avoue que, de tous les séjours du monde, celui

de Bordeaux sera le plus cher et le plus désagréable pour moi pendant l'Assemblée. D'un autre côté, si l'armistice est dénoncé, Paris sera pris le 19, c'est-à-dire dans neuf jours. Cela est fort embarrassant, comme tu vois, je serais bien aise d'avoir ton avis avant de me décider. Les Ministres sont partis ; Dorian m'apportera sans doute une lettre de toi. Dans tous les cas, il faut que Charles se remette à travailler son droit et à se faire une carrière. Il faut qu'il se dise que je sors de la vie politique presque complètement ruiné, très fatigué et n'ayant plus guère de chances de soutenir ma famille par mon travail ; il peut même arriver que je tombe à la charge de mes enfants. Je vais pourtant chercher si je trouve un emploi comme administrateur d'une compagnie, ou dans une librairie ou dans un journal. Donner des leçons me serait insupportable, accepter une place de l'administration qui va sortir de cette Chambre, je ne le veux à aucun prix. Je ne sais pas comment on a jugé à Paris ma conduite et ma situation à Bordeaux, probablement on n'en a rien su. Je puis vous dire que, dans ma pensée, elle me fait honneur. Mais elle pourra être méconnue. C'est un peu mon sort. Je suis bien pressé de vous revoir, mes chers amis. Nous devons nous estimer heureux, ma chère, d'avoir sauvé nos deux enfants. Je me dis cela vingt fois par jour et cent fois par nuit.

Gustave t'a écrit tous les jours, je t'ai envoyé tous les jours des dépêches, mais rien n'arrive.

S'il se présente quelque occasion d'utiliser ce qu'il me reste de force, ne la laisse pas échapper. Je pense que je suis encore ministre jusqu'au 14 ou au 15. Mais il faut être prêt à loger place de la Madeleine.

Mille tendresses à tous les deux.

Jules Simon.

Voici trois autres lettres écrites par Jules Simon à la suite de celle-là.

Bordeaux, le 11 février 1871.

Ma chère amie,

Les députés ne se pressent pas d'arriver et j'ose à peine espérer qu'ils se réunissent demain ; je serai obligé d'attendre qu'ils soient constitués et qu'ils aient nommé un gouvernement pour retourner à Paris. Cela ne peut durer au-delà de mercredi ou jeudi. Mais si je suis encore ici le 16, je ne rentrerai pas avant le 19. Ce n'est pas que je doute à présent de la paix, cependant il peut se présenter des complications.

J'apprends par une lettre affectueuse d'Hérold que Jules Favre me reproche durement d'avoir laissé prendre le portefeuille de l'Intérieur par Arago ; mais Crémieux et Glais-Bizoin menaçaient de se retirer. Pagès déclarait comme eux que le nom d'Arago rendrait la transition de Gambetta à nous moins dangereuse. Je le croyais moi-même et je le crois encore, et Pelletan a décidé qu'il votait pour Arago à condition que je le dirigerais. Que pouvais-je faire ? Moi seul y perdais en rentrant dans la coulisse. Je prévoyais même ce qui est arrivé que je ne serais pas élu, si on ne voyait pas le pouvoir dans mes mains. Je désire bien que Jules Favre revienne là-dessus, car je tiens à sa bonne opinion. Je ne le verrai ici que quelques moments.

Mon désir à Paris est de fermer ma porte d'une façon absolue et de ne voir que ma famille et mes livres. Je

crois même que je ne sortirai que le soir. J'ai l'air d'un proscrit et je crois avoir rendu de grands services à mon pays et à ma cause.

Jules Simon.

Bordeaux, février 1871.

Je suis nommé député de la Marne; il faut donc rester. Jules Favre part demain lundi à 7 heures de soir pour Paris, et reviendra promptement, il aura un sauf-conduit pour toi et Charles. Venez avec lui. Obtenez d'Hérold qu'il trouve un homme très sûr qui consente à demeurer dans notre maison et qui soit la sauvegarde de mes pauvres livres.

Jules Simon.

Bordeaux, février 1871.

La Chambre est très réactionnaire ; les élections de Paris vont l'exaspérer. Nous aurons des scènes violentes, mais seulement à l'intérieur de la Chambre. Car tout sera calme au dehors. Cette ville n'est pas une ville d'émeutes.

Il y a ici une assez grande quantité de députés républicains qui nous poussent à nous mêler du Gouvernement. Je refuse. Il faudrait des raisons grosses comme des montagnes, car ce serait une immolation après tant d'autres.

Jules.

Pendant que M. Thiers était à Paris, en 1871, avec les membres du ministère qu'il venait de former, il nous avait laissés à Bordeaux, M. Dufaure et moi, pour gouverner la France à nous deux. Cela ne me changeait pas beaucoup, après l'avoir gouvernée pendant plusieurs jours à moi tout seul.

C'est à moi que M. Thiers adressait ses communications, avec ordre de prendre l'avis de mon collègue, pour lequel il connaissait mon respect et mon dévouement. M. Dufaure opinait toujours du bonnet, pourvu qu'on ne touchât pas à ses affaires, c'est-à-dire à son ministère.

M. Thiers était parti pour Paris avec un cabinet tout organisé, auquel il manquait un ministre des finances. Il vit à Paris M. Pouyer-Quertier, et lui proposa le portefeuille, sous réserve du consentement de M. Dufaure et du mien.

Il me fit connaître sa démarche et l'acceptation conditionnelle de M. Pouyer par dépêche télégraphique, en me demandant une réponse immédiate pour publier un supplément au *Moniteur* le lendemain.

La dépêche m'arriva à dix heures du soir à la préfecture où je demeurais. Je courus aussitôt chez M. Dufaure. Mais M. Dufaure était couché : impossible de parvenir jusqu'à lui. J'eus beau me nommer, exciper de mon titre et des ordres formels du gouvernement, déclarer que je prenais tout sur moi : rien n'y fit. La vieille bonne se montra plus inflexible que la sentinelle légendaire qui menaçait Bonaparte de sa baïonnette.

Je fus obligé d'envoyer mon consentement personnel et la déclaration « que M. Dufaure était couché ». M. Thiers passa outre. Quand je revis M. Dufaure le lendemain, il approuva hautement la conduite de sa servante et celle du chef de l'Etat. « Mais une autre fois, dit-il, ne prenez pas la peine de vous déranger. J'approuve d'avance ce que vous aurez fait ».

Le même ministre, à Versailles, refusait à M. Thiers, appuyé par tous ses collègues, le renvoi ou le déplacement de deux de ses collaborateurs dont les attaches bonapartistes étaient connues.

Je le vois encore serrant d'un geste saccadé la courroie qui maintenait ses paperasses et répondant avec douceur aux plus instantes prières : « Non, monsieur le président ». L'assemblée entière aurait été là, qu'elle n'aurait rien obtenu.

La confiance excessive qu'il me témoigna à Bordeaux me surprit d'autant plus que je savais, ou croyais savoir, que je ne lui étais pas sympathique. Il avait, dans les dernières élections de Paris, dressé une liste sur laquelle il ne m'avait pas porté. Je lui en demandai la raison quand je fus, quelques jours après, son collègue.

« C'est, dit-il, dans votre intérêt. Le gouvernement de la Défense ne peut manquer d'être attaqué, et j'ai pensé qu'il vous serait plus facile de vous défendre si vous n'étiez pas député ». Je compris d'autant moins cette réponse que Jules Favre et Picard étaient portés sur sa liste. Au reste,

Paris ne nomma cette fois-là ni Picard, ni moi... ni Dufaure.

Je dois dire que, si cette malveillance a existé, il ne la poussa pas très loin. Quand je voulus lui demander sa voix pour l'Académie, il me la promit sans me laisser achever.

Ce fut lui qui proposa ma candidature pour la présidence du Sénat et qui insista pour me la faire accepter.

Il me désigna pour rapporteur de la loi sur les associations, qui était l'objet de ses préférences. Je reçus un jour de lui ce petit billet écrit pendant la séance sur la table du conseil et qui termine l'historiette de la liste électorale.

« Je regarde comme probable que M. Rouher voudra rejeter une bonne part des désastres de l'Empire sur l'opposition dont vous avez fait partie. Je désire bien que la réponse soit faite par vous et non par Jules Favre ni Picard, qui ont perdu beaucoup de leur influence sur l'assemblée ».

Je souhaitais l'interpellation de toute mon âme. On ne me fit pas ce plaisir. On n'a jamais que les interpellations dont on ne veut pas.

Il nous parait intéressant de reproduire ici les lettres intimes que Jules Favre adressa à Jules Simon en 1871.

Jules Favre, alors ministre des affaires étrangères, accompagnait à Versailles M. Thiers qui négociait la paix avec M. de Bismarck.

Jules Simon était retenu à Bordeaux auprès de l'Assem-

blée nationale où il était chargé, avec le ministère de l'instruction publique, de l'intérim du ministère de l'Intérieur.

Ces lettres ont été écrites moins au collègue qu'à l'ami, et elles traduisent dans une éloquente et poignante sincérité toutes les angoisses ressenties par les négociateurs.

Ministère des Affaires Étrangères

CABINET

Mardi, 7 février 1871,
minuit.

Vous aurez, mon cher ami, reçu mes dépêches en réponse aux vôtres. Nous attendions un message nous apportant directement des nouvelles, et nous avons été surpris et inquiets de n'en pas recevoir. Dans les circonstances graves et difficiles où nous sommes, il importe d'établir entre nous des relations aussi fréquentes et aussi sûres que possible. Or, nous en sommes à ignorer tout ce qui s'est passé depuis le départ de Liouville. Nous présumons que, grâce à votre courageuse attitude, Gambetta a vu son entourage faiblir et que, peu à peu, l'opinion l'a tout à fait abandonné. C'est dans cet état que l'auront trouvé nos amis et c'est ainsi qu'il aura été amené à donner sa démission. Nous vous félicitons de cette solution, qui nous parait mettre fin à cette crise et assure la liberté des élections; mais nous n'en sommes pas moins inquiets de n'avoir pas reçu de dépêches.

Avez-vous repris les télégraphes?

Cela est tout à fait essentiel. Peut-être avez-vous été absorbé par les détails et les travaux des élections? Il n'est arrivé au ministère que très peu de nouvelles du mouvement électoral. A Paris, la plus grande confusion

continue à régner. Il est absolument impossible de savoir ce qui en sortira. Nous nous ravitaillons avec mille difficultés de la part de l'ennemi. M. de Bismarck y met beaucoup de bonne volonté, mais les ordres ne sont pas exécutés. Malgré l'armistice, nos malheureuses populations sont réquisitionnées, pillées, rançonnées, les habitants emmenés en otages. Nous nous plaignons en vain. Nous sommes pris à la gorge.

Je m'épuise dans cette lutte humiliante et stérile et souvent je me sens pris de défaillance. Aussi n'ai-je pas d'autre préoccupation que d'arriver à l'Assemblée. Quelle qu'elle soit, elle vaudra mieux que ce qui est et pourra, sinon nous sauver, au moins nous protéger dans notre désastre.

Agissez donc en ce sens et faites-nous savoir de suite vos résultats.

Je vous écris au milieu des conversations de nos amis. Je m'en veux d'attendre toujours la dernière heure, mais vous savez combien il m'est impossible de disposer d'un seul moment dans la journée.

Je vous envoie à tous toutes nos amitiés.

Jules Favre.

Ministère des Affaires Étrangères — 10 février 1871.

CABINET

Mon cher ami, j'ai reçu aujourd'hui vos deux lettres. La première du 7 la seconde du 8. Celle-ci m'a été remise par M. Paul d'Hormoy, qui m'a donné des détails extrêmement intéressants, qui n'ont fait que confirmer

mes sentiments pour vous. C'est à votre fermeté qu'a été due l'heureuse fin de cette crise. Je ne vais pas jusqu'à dire que cette fin soit notre salut; nous sommes encore entourés de trop d'impossibilités pour nous arrêter à des espérances bien définies. Mais nous avons triomphé d'un obstacle grave et le pays est mis à même de faire connaître sa volonté.

Tout en regrettant que vous n'ayez pu conserver le ministère de l'Intérieur, j'ai compris les raisons qui vous l'ont fait donner à Emmanuel (1). Vous n'en restez pas moins la tète de la délégation et je pense que les bordelais le proclameront en vous nommant député.

Nous n'avons pas ici la même chance. La confusion des votes a été si extrême que le dépouillement n'est pas fini à l'heure où je vous écris, — onze heures du soir. Mais nous avons, dès à présent, la certitude d'une complète déroute. Garibaldi, Gambetta sont en tête, suivis de Delescluzes, de Pyat, de Tolain et de tous les hommes du 31 octobre. A côté d'eux, Henri Martin, Alfred André, Denormandie et Dorian, — pas un membre du gouvernement ne figure sur la liste des élus. Mais Rochefort y brille. Tout ceci nous crée une situation fort difficile; toutefois, nous tâcherons de nous en tirer. Nous resterons à notre poste, tant que cela sera nécessaire, en faisant tout ce qui sera possible pour précipiter la réunion et la mise en action de l'Assemblée. Ce qu'il y a de plus important, à l'heure où nous sommes, c'est d'obtenir une prolongation d'armistice. Je le (2) verrai demain et je ne suis pas sans inquiétude sur l'impression que lui causera le scrutin de Paris.

(1) Emmanuel Arago.
(2) M. de Bismarck.

Si je n'ai pas cette prorogation, j'irai à Bordeaux, pour m'appuyer sur l'Assemblée. Elle aura, pour réclamer cette prorogation, une autorité qui me manque.

Je vous ai télégraphié pour savoir quel jour l'Assemblée se réunit. Est-ce le 12 — est-ce le 15?

Paris commence à un peu mieux manger. Cependant les choses marchent lentement encore. Nous avons, ce soir, M. Loysel et le colonel Charron, représentant M. Faidherbe. J'espère bientôt vous parler de ces conférences. Aussitôt que je le pourrai et dès que j'aurai une prorogation, je partirai pour Bordeaux.

Je m'arrête, il est une heure et demie. Je vous envoie toutes mes amitiés.

Jules Favre.

Ministère des Affaires Étrangères — 22 février 1871.

CABINET

Mon cher ami,

Vous m'excuserez en voulant bien tenir compte des préoccupations et des travaux qui m'assiègent. J'aurais voulu vous écrire chaque jour et voici plus de quarante-huit heures que je suis à Paris, sans vous avoir envoyé autre chose qu'un télégramme.

Au surplus, dans la situation où nous sommes, notre silence ne peut avoir rien d'inquiétant; il signifie seulement que notre cruelle attente se continue.

M. Thiers est allé hier seul à Versailles; il y a eu un

long entretien avec M. de B. (1). L'un et l'autre se sont promis le secret le plus absolu. Je ne puis donc vous faire aucune communication, si ce n'est que, selon toute probabilité, les choses marcheront très vite. La brièveté du supplément d'armistice le prouve. Je vous ai télégraphié, hier soir, que ce supplément nous conduit à dimanche 26, à minuit; et comme nous sommes au 22, nous aurons quatre jours pour ces terribles solutions.

Je pense que, conformément à mon télégramme, le général Le Flô a fait notifier ce nouveau délai à tous les chefs de corps.

Aujourd'hui, M. Thiers retourne à Versailles; il doit voir le roi; — il fera de grands efforts. Il est toujours courageux, ardent, sincèrement dévoué. Je ne puis vous dire exactement ce que Paris pense de nous. Je crois que, malgré sa mauvaise humeur, il n'est pas trop mécontent. Il n'a pas maintenant d'autre pensée que la crainte de l'entrée des Prussiens et, sous ce rapport, je suis tout à fait avec lui. Personne n'est plus ému, plus irrité que moi. Je n'ai pas besoin de vous dire que je défendrai ma chère cité, aussi énergiquement que possible. J'ai assez souffert en luttant pendant trois mortelles journées en sa faveur, pour avoir le droit de la couvrir jusqu'à la dernière heure.

J'invoque encore votre indulgence, mon cher ami; cette lettre est écrite à bâtons rompus: à chaque instant, on me force à suspendre la ligne commencée, ce qui fait que je ne sais plus où j'en suis. Du reste, il est assez naturel que cette question de l'entrée dans Paris me trouble l'esprit. Je ne m'en défends point, je ne puis accepter une situation si cruelle.

(1). M. de Bismarck.

Je pense que Picard partira demain matin ; il le désire très fort, voulant remettre sur ses pieds l'administration intérieure, très disloquée certainement ; vous devez partager son sentiment ; car il n'est rien de plus pénible qu'un intérim, qui engage la responsabilité, sans donner l'autorité suffisante. Vous rentrerez avec bonheur dans les belles et grandes fonctions, dont vous pourrez faire les premières de l'État. Mais pour cela, il faut que nous soyons délivrés. Tant que l'ennemi nous foule aux pieds, nous ne pouvons rien commencer.

J'espère que la semaine prochaine nous serons à Bordeaux et que quelques jours après nous pourrons tous revenir.

Je n'ai point encore entendu parler de l'arrivée de la commission parlementaire. M. de Bismarck a fait, hier, à cette occasion, une scène assez imprévue à M. Thiers.

Il lui a annoncé, ce à quoi on ne devait guère s'attendre, que M. de Chaudordy avait eu la singulière idée de solliciter, pour cette commission, des sauf-conduits à Londres.

Là-dessus, le Chancelier s'est emporté, voyant se dresser devant lui le spectre des neutres, et notre cher président a eu beaucoup de peine à le calmer.

Cette solennité d'introduction est probablement la cause du retard de nos collègues.

Si, après Londres, on interroge Pétersbourg, ils arriveront lorsque nous serons retournés à Bordeaux.

M. de Broglie part aujourd'hui pour Londres. Nous croyons savoir que l'opinion publique nous y est très favorable, mais le ministère est peu ébranlé. Il s'est plus consolidé qu'affaibli dans la petite campagne de M. Disraeli et de Sir Herbert.

Je pense que Picard vous écrit. Nous avons organisé

le départ d'un courrier porteur de nos dépêches, qui, chaque jour, quittera Paris par le train de midi. Vous nous en enverrez un de votre côté. Six ou huit feront le service. Nous en aurons autant sur Londres.

Nous nous sommes arrêtés à Léon Say, pour la préfecture de la Seine; mais je ne veux pas usurper, ceci est donc de ma part une communication toute officieuse.

En attendant Ferry continue à très bien administrer. Il a montré, dans ces derniers jours, une simplicité, un désintéressement, un calme dont je suis profondément touché et qui le désignent comme un des plus utiles collaborateurs que le Gouvernement puisse se donner.

Je suis forcé de finir. Ci-joint une lettre pour nos amis; ayez la bonté de faire donner de mes nouvelles à mes enfants.

Mille et mille amitiés. Jules Favre.

Ministère des Affaires Étrangères 23 février 1871.

CABINET

Je voudrais bien, mon cher ami, vous écrire longuement et surtout vous donner de bonnes nouvelles; malheureusement, l'un et l'autre m'est interdit.

Je suis, comme je vous le disais, très absorbé par mille soins et notre situation est loin de s'améliorer.

M. Thiers a passé hier la journée à Versailles, il y a vu le roi et le prince royal, y a trouvé beaucoup de compliments, mais une abominable gloutonnerie. Leurs exigences d'argent sont telles qu'il n'y a pas de traité possible, si elles sont maintenues.

On nous envoie aujourd'hui des financiers qui vont débattre avec nous ces monstrueuses conditions. Quant

à la rectification des frontières, elle nous fait perdre l'Alsace et Metz. Mon cœur se brise à l'idée de tels sacrifices et je me demande comment j'aurai le courage d'y adhérer.

M. Thiers est toujours le même, intrépide, bon, nous soutenant tous. M. Buffet n'a point accepté (1). M. Thiers a pensé à M. Pouyer-Quertier. Nous allons lui en parler, car il est arrivé avec la commission, qui va se réunir à cinq heures, pour entendre nos explications.

La question de Paris est toujours vivement disputée. Le parti militaire ne veut pas l'abandonner et nous la défendons obstinément. Mais notre position est affreuse, puisque la résistance n'est plus possible.

Paris continue à être parfaitement calme, bien qu'anxieux et triste. Quant à moi, je me sens au bout. La somme de toutes mes souffrances morales s'aggrave et m'accable. Je me reproche ma faiblesse et j'ai peine à ne point laisser deviner à quel point elle est grande.

A chaque heure, pour ainsi dire, je reçois les plaintes des populations qu'on dépouille avec des procédés barbares. Je m'irrite, je me débats dans le vide, car mes réclamations ne produisent plus aucun effet ; nous sommes tout à fait à la merci de brigands, qui nous pillent, qui demain nous assassineront.

Adieu, mon cher ami, nous avons bien besoin de rester unis pour supporter ces épouvantables catastrophes ; mes amitiés sincères à mes collègues ; ayez la bonté de faire dire à mes enfants que je me porte bien. Je vous embrasse. Jules Favre.

M. de Broglie est parti ce matin pour Londres.

(1). Le ministère des finances.

Ministère des Affaires Étrangères — Paris, le 24 Février 1871.

CABINET

Je suis surpris, mon cher ami, de n'avoir pas eu de vos nouvelles. Je pense que vous n'avez aucun embarras à Bordeaux. Nous, nous vivons au milieu des inquiétudes et des chagrins. Nos questions capitales ont un peu avancé. Hier, nous avons vu deux commissaires de la Prusse, qui ont cherché à nous démontrer que la France supporterait avec la plus extrême facilité une indemnité de six milliards; ils avaient même sous la main des banquiers prêts à conclure l'affaire. Nous avons opposé l'impossibilité absolue d'accepter ces conditions écrasantes, et nous les avons congédiés en les priant de dire à M. de Bismarck que nous voulions la paix, mais que nous ne pouvions consentir à prendre un engagement d'une exécution absolument impossible. Le soir, nous avons conféré avec la commission, que nous avons trouvée sympathique et dévouée. Nous ne voulons agir que de concert avec elle, et nous sommes sûrs d'être d'accord; comment ne le serions-nous pas ! La réalité est malheureusement trop certaine, elle nous accable, et lutter contre elle par l'illusion serait un crime. Aujourd'hui, je vais à Versailles avec M. Thiers. Il faudra serrer de près les questions, notamment celle de Paris, toujours en suspens. Je suis d'avis d'être très ferme et de les mettre au pied du mur. S'ils veulent occuper la France et que, pour arriver à ce but, ils prennent des détours, qu'ils nous le disent. Ils nous anéantiront, mais ils pourront se faire à eux-mêmes un mal considérable. Il leur faudra d'abord renoncer à une paix immédiate, qui est leur désir ardent et courir de

nouveau les chances d'une lutte lente et sourde avec un peuple au désespoir; il faudra braver l'opinion publique, et froisser de plus en plus les Cabinets Européens, nous pèserons sur ces conditions. Vous dire que j'ai un grand espoir, ce serait vous tromper; je fais mon devoir jusqu'au bout, mais je suis bien malheureux.

M. Thiers écrit à M. Dufaure, il lui fait connaître ce qu'il a fait pour la Garde Nationale et pour les Finances. Nous insistons toujours pour que la situation de la ville de Paris se régularise. Du reste Ferry se comporte à merveille et je regrette vivement qu'on ne croie pas possible de le laisser à son poste, où, malgré les calomnies, il a rendu de si grands services et où il s'honore, plus que je ne saurais dire, par son attitude et son dévouement.

Je vous prie, mon cher ami, d'être l'interprète de mes bons sentiments près de nos amis et d'accepter pour vous l'expression de mon amitié bien sincère.

Jules FAVRE.

Ayez la bonté de faire remettre ce pli à ma fillette.

26 Février 1871.

Mon cher ami,

Nous sommes bien malheureux; nous avons passé hier une journée affreuse à Versailles et, vraiment, il nous a fallu le sentiment amer de la faiblesse absolue de notre malheureux pays, en même temps que l'ardent amour qu'il nous inspire et la nécessité de le protéger jusqu'au bout, pour ne pas rompre vingt fois avec cet insolent vainqueur qui s'est montré dur, arrogant, exigeant jusqu'aux dernières extrémités. Nous avons bu

le calice jusqu'à la lie, et la commission nous a approuvés à l'unanimité. Nous n'avons pu prendre sur nous la responsabilité d'une reprise d'hostilités qui aurait amené la ruine complète de la France et peut-être sa disparition politique. Nous subissons donc les horribles conditions qui nous sont faites. On nous prend Metz, la Lorraine allemande et un peu de l'autre. En réalité, moins Metz qui est une perte cruelle, la Lorraine française nous reste. Nous avons arraché Belfort qu'on ne voulait pas nous rendre, mais en échange on nous impose l'humiliation de l'entrée dans Paris. Cette entrée ne sera que partielle et courte. C'est le salut de la cité, peut-être la paix du monde, jouée par pur orgueil monarchique et féodal. Le roi veut déjeuner aux Tuileries et passer une heure au Champ de Mars. Je ne sais encore si cette fantaisie n'amènera pas les plus grands malheurs et je reste avec Paris pour subir son sort. M. Thiers ira seul à Bordeaux présenter nos préliminaires. J'oubliais le coup de grâce, l'acte sans nom par lequel on nous impose cinq milliards; on nous en demandait six, nous n'avons pu obtenir que cette réduction, qui nous laisse encore une charge écrasante. Nous ne sommes rentrés hier de Versailles qu'à 10 heures et demie, nous n'avions rien mangé depuis le matin. Vous dire le courage et la véritable grandeur d'âme de M. Thiers est impossible. Je l'admire et je l'aime chaque jour davantage. Il a supporté les insolences de M. de Bismarck avec un calme et une dignité incomparables. C'est à lui que nous devons Belfort, je ne l'aurais certes pas obtenu; il me soutient dans mes défaillances, car vous savez que j'y excelle.

Paris a été agité hier. Des bataillons de garde nationale veulent recommencer des mouvements. On n'est

pas sans inquiétude sur la journée d'aujourd'hui, et rien ne peut assurer qu'il n'y ait pas quelque acte de folie au moment de l'entrée des Prussiens. Ils occuperont les Champs-Elysées jusqu'aux Tuileries, ils resteront jusqu'à la ratification des préliminaires. Il faudra donc que cette ratification soit prompte. Du reste, à quoi bon discuter ? Etaler les malheurs de la Patrie, n'est-ce pas une impiété ! Y ajouter le spectacle des dissensions civiles, n'est-ce pas un crime ? L'Assemblée le comprendra. Le cœur de nos collègues saigne avec le nôtre; ils auront la même pensée que nous. Je ne sais, mon bien cher ami, si et quand je vous reverrai ; mes pauvres chers enfants seront bien tristes de ne pas me revoir. Je les rappellerai quand nous serons débarrassés de nos plus grands ennuis et périls. Pour le moment, quelque dur qu'il me soit d'en être séparé, j'aime mieux qu'ils n'aient pas leur part de mes douleurs.

Mes amitiés à nos amis. Vous verrez demain les membres de la commission et probablement M. Thiers.

Permettez-moi de vous embrasser.

Jules FAVRE.

Paris, ce 27 février, 4 heures de l'après-midi, 1871.

Vous êtes en droit de m'accuser, mon bien cher ami, je m'accuse moi-même, je manque tout à fait de courage et je sens que plus je vais, plus ma défaillance intérieure s'aggrave. Vous ne pouvez avoir aucune idée de ce que j'ai souffert et de ce que je souffre encore. Ces négociations ont été horribles.

Jamais vaincus n'ont été ainsi écrasés, humiliés, outragés dans leur impuissance. Eh bien ! ces tortures, se prolongeant des journées entières, n'étaient rien auprès de la dernière. Quand il a fallu mettre le sceau à cette exécution, j'ai cru que j'allais mourir. J'ai entendu avec un sentiment d'horreur la lecture de ce prolixe traité, — puis, la signature est venue. Ce n'est rien, et c'est tout. C'est la pelletée de terre jetée sur le cercueil de l'être chéri auquel on souriait la veille et qu'on descend dans la tombe glacée. Je me suis pris, à la fois, en pitié et en mépris. L'Alsace et la Lorraine étaient devant moi, il me semblait que je les vendais à la Prusse. C'était assurément fort absurde, et, néanmoins, je ne pouvais m'en défendre. Les allemands étaient rayonnants. Je souffrais tant que leur joie avait cessé d'être une insulte. M. Thiers a supporté cette épreuve héroïquement, mais, quand nous sommes remontés en voiture, il a fondu en larmes. Nous sommes venus ainsi jusqu'à Paris, lui pleurant toujours, moi étouffant et foudroyé. L'après-midi était superbe, la route couverte de gens qui nous saluaient. J'aurais voulu être au cercueil.

Le soir, Paris a été en pleine insurrection, des agents de police ont payé de leur vie l'impopularité que leur ont valu les sergents de ville. Nous avons veillé, toute la nuit, dans d'assez grandes transes.

A chaque instant, des dépêches nous annonçaient que des bataillons de gardes nationaux s'armaient et marchaient à la rencontre des Prussiens. C'est qu'on croyait qu'ils devaient entrer la nuit même. Nous avons essayé de dissiper cette erreur par nos avis envoyés aux mairies, nous n'y avons pas réussi. L'affolement et l'exaltation n'ont pas diminué. Ainsi s'est passée la nuit, et ce matin, nous nous attendions à de graves désordres.

Nous n'en avons pas eu de sérieux. Beaucoup d'agitation, des réunions violentes, des menaces, des rassemblements armés, mais le tout sans caractère bien défini.

M. Thiers ne s'est pas couché une minute et a pourvu à tout. Nous ne savons pas comment finira la journée, et ce que sera cette nuit, non plus que demain. C'est, qu'en effet, tout l'être se révolte, quand on pense que, par une vanité puérile, cet Etat-Major arrogant joue le sort de Paris et peut-être de la France.

J'avais dit que je ne verrais pas les Prussiens à Paris et ils y viennent, et j'ai signé leur carte d'introduction.

Mon cher ami, j'ai le cœur brisé, et je ne crois pas que je puisse porter longtemps la douleur qui l'étreint. Cependant, j'ai voulu rester : souffrir avec Paris est une sorte d'amère volupté que je ne puis pas ne pas goûter. C'est la réponse de mon for intérieur aux abominations dont on me couvre.

J'ai été interrompu dans ce triste récit et je ne sais plus comment le reprendre. Le trouble de mon âme est tel que je n'y vois plus clair, en y regardant au fond. D'ailleurs, je puis finir là, puisque le courrier m'attend. Vous allez voir M. Thiers qui vous parlera de nous, de nos angoisses. Si nous échappons à d'affreux malheurs, ce qui est douteux pour moi, nous subirons de cruelles tortures — et je m'indigne quand je pense que c'est sans nécessité politique et militaire, par pure gloriole, et pour nous infliger une immonde souillure, qu'on nous a exposés à ces périls et à ces chagrins. Tâchez de les abréger. J'ai supplié M. Thiers d'avoir égard à notre situation, je vous répète la même prière. Je ne voudrais pas que la discussion fût étouffée, il me semble qu'elle peut être écourtée ; cela sera horrible ; étaler à la face de l'Europe nos misères et nos impuissances, c'est un

crime. Pensez-y, abrégez, abrégez, ce sera un moyen de nous délivrer, si nous vivons encore.

Je vous recommande mes enfants, s'il m'arrive malheur; vous les protégerez et les aiderez à rentrer à Paris. Je vous écrirai demain.

J'ai reçu vos lettres et vous en remercie ; je crois le choix que vous avez fait pour la Corse fort bon. Mais, vous le savez, je n'ai plus le droit de m'en mêler directement, si ce n'est pour l'éventualité à laquelle vous faites allusion.

Sur ce, mon cher ami, je vous embrasse, le cœur bien malade, mais toujours plein d'affection pour vous.

Jules Favre.

LE 18 MARS

Le 18 Mars

Dieu sait que j'ai vu dans ma vie bien des révolutions et bien des émeutes. Aucune ne m'a laissé des souvenirs aussi lugubres que le 18 Mars. Qu'était-ce?

On ne savait. On ne sait pas encore. La révolution qui se préparait était inconsciente. Elle se disait vaguement que Versailles ramenait la France à la monarchie ; que Paris nous donnerait la Commune. Mais à quelle monarchie ? Il y en avait trois. Et qu'était-ce que la Commune ? Où étaient ses chefs ? Elle n'en eut pas dans tout le cours de l'insurrection. On ne savait par qui on était gouverné. Les quelques hommes de talent égarés dans cette foule devenaient suspects à mesure qu'ils montraient quelque force. La démagogie faisait tomber sur eux son niveau terrible.

Dans la journée du 18, où la tragédie commença, la population était à la fois languissante et irritée. Une population de malades, malades de corps, malades d'esprit, affolée par les provocations des monarchistes de l'assemblée.

Il s'agissait d'abord de canons que la population des faubourgs avait entre les mains et qu'elle voulait garder pour la très prochaine guerre civile. Le gouvernement, sous peine de s'annihiler, était obligé de les lui reprendre. Il lança la troupe.

Mais qu'est-ce que la troupe quand elle a l'ordre de ne pas tirer ? Le gouvernement ne voulait pas tirer un coup de fusil. S'il avait donné l'ordre de tirer aurait-il été obéi ? J'en doute.

On crut avoir réussi dans la matinée. Grande joie, aussitôt suivie d'un amer découragement. On recommença par divers côtés ; ce fut l'occupation de toute la journée.

Insuccès partout. On battait incessamment le rappel. Il vint, de Grenelle, quelques belles compagnies, mais hostiles. Dans les quartiers sur lesquels on croyait pouvoir compter, personne ne descendait. Les tambours parcouraient les rues, escortés chacun de deux fantassins.

Je fis deux ou trois visites vers trois heures chez des officiers de mon quartier, que je connaissais. Je les trouvai chez eux, en civils :

Vous n'entendez pas le rappel ?

— Je ne suis pas sourd.

— Et vous ne descendrez pas ? Vous ne vous bat-

trez pas ? Vous ? Vous qui étiez au Bourget ? à Champigny ?

— Me battre ? et pour qui ? Pourquoi me battrai-je ? Oh ! je sais que vous êtes d'honnêtes gens. Vous vous dévouez en ce moment pour fonder une République honnête. Mais vous êtes deux fois trompés, par l'Assemblée qui vous a nommés et qui n'attend que le moment de se démasquer et de vous briser, et par la population qui, vous voyant au service de la droite, vous regarde comme des renégats.

Je vous tiens quitte de lire la réponse que je faisais, vous le devinez, du reste. Je revins de cette expédition le cœur navré. Les tambours battaient toujours dans le vide. Il était près de six heures. Je trouvai encore Thiers aux affaires étrangères.

On le pressait de partir pour Versailles.

Versailles était alors la capitale provisoire. L'Assemblée qui venait de siéger quelques jours à Bordeaux avait choisi Versailles et commençait à s'y réunir.

Le danger grandissait avec la nuit. Thiers me prit à l'écart :

— J'ai peur que Jules Favre et Picard ne veuillent pas quitter Paris, me dit-il. Ils ne veulent pas comprendre qu'avec nos soldats mêlés aux habitants, nous ne pouvons pas disposer d'une compagnie. Je compte sur vous pour les déterminer à partir avec la troupe quand Vinoy donnera l'ordre.

Il partit presque seul.

Nous ne pouvions rester dans un ministère. Nous

convînmes avec Vinoy de nous rendre auprès de lui à l'école militaire, à onze heures du soir. Nous y viendrions individuellement. Dans la soirée, nous nous réunirions chez un ami étranger au gouvernement. Parole donnée par nous tous de ne pas dire le lieu du rendez-vous, même à notre plus proche famille.

C'était chez M. Calmon, rue de la Boétie.

J'arrivai un peu en retard, avec l'amiral Pothuau. J'avais tenu à prendre des mesures et à donner des ordres pour que les enfants pussent être reçus dans les collèges et les écoles. Comme je tirais le cordon de sonnette, je vis, dans la nuit, à côté de moi, un homme en blouse. On eut dit qu'il sortait de dessous terre :

— Citoyen, me dit-il, et m'appelant par mon nom, vous allez à la réunion chez Calmon ?

(Notre secret était éventé).

— Nous y serons dans quelques minutes. Ne montez pas. Allez chez un ami, et ne sortez pas demain.

— Qui êtes-vous ? lui dis-je.

— Je suis un ennemi. Mais je voudrais vous sauver parce que vous pouvez être utile encore à nos enfants.

On m'avait déjà dit cela le 31 octobre. Il disparut comme il était venu. Je trouvai mes collègues occupés à entendre un rapport terrifiant du colonel Langlois, qui venait de visiter courageusement plusieurs mairies. On ne pouvait pas rester-là.

Nous résolûmes de nous rendre sur-le-champ à

l'école militaire, par différents chemins. Dufaure, qui ne connaissait pas le quartier, vint avec moi. Nous trouvâmes l'armée bivouaquant sur l'esplanade par un froid intense. On brûlait de jeunes arbres tout entiers. Les soldats paraissaient sombres et agités. Ils se serraient à mesure que nous approchions d'un groupe comme pour éviter des intrus. On nous dit plus tard que nous étions reconnus et que plusieurs disaient déjà qu'on serait bien reçu à Montmartre, si on nous y menait pour servir d'otages.

Le général nous obligea de rentrer dans les salles, où on nous donna quelques couvertures. Il n'y avait plus de place, même sur le plancher, où l'on pût s'étendre.

Quelque temps après minuit, l'ordre fut donné verbalement, de proche en proche, par les officiers de prendre le chemin de Versailles. Pothuau me prit dans sa voiture qu'il avait amenée. On marchait lentement. Voilà donc ce que nous appelions notre armée ! Nous avions l'air de fuyards, et, au fond, nous n'étions pas autre chose.

Les soldats avançaient d'un air sombre. Quelques-uns s'asseyaient sur les talus ; les officiers accouraient, les forçaient de se remettre en marche; nous vîmes à plusieurs reprises le général Vinoy, à peine escorté de deux ou trois officiers, passer au galop, comme s'il retournait à Paris.

—Qu'y a-t-il? disions-nous, sans obtenir de réponse.

Nous sûmes enfin que quelques traînards avaient

fait volte-face et que le général les ramenait, comme du bétail, à grands coups de sabre.

« Il se fera tuer, disait-on de tous côtés ».

On fut enfin tranquille quand on eut franchi le pont de Sèvres.

Je me fis descendre devant la Préfecture qui était devenue l'hôtel de M. Thiers. Il y donnait l'hospitalité à Jules Favre et à Picard, pour avoir sous la main son ministre des affaires étrangères et son ministre de l'intérieur.

Il était environ six heures du matin. Je me fis annoncer à M. Thiers qui était en train de se faire la barbe. Il vint à moi presque en courant et m'embrassa. Je l'ai rarement vu plus joyeux, tant il est vrai qu'il y a encore des éclairs de joie au milieu des plus accablantes douleurs.

— Et les autres ? Tous les autres ? Dufaure ? Pothuau ? Jules Favre ?.

— Tous rapatriés ! Tous à Versailles !

— Eh bien, dit-il, nous allons pouvoir marcher... Et aussitôt, changeant de ton :

— Ce sera long, dit-il.

— Très long, répondis-je.

J'étais alors très pessimiste et j'avais le tort de le laisser voir.

— Vous ne voulez pas affamer Paris.

(Il fit un geste d'horreur).

— Vous ne voulez pas le bombarder. Vous ne voulez pas lui donner l'assaut. Alors, comment le prendrez-vous ?

— Ajoutez tout de suite, me dit-il presque avec colère, que les soldats vont passer à la Commune.

— Je ne répondrais pas du contraire.

Je voyais bien qu'il pensait comme moi et ne voulait pas le dire, même dans la solitude de sa chambre.

— Le Mont-Valérien n'est pas occupé par nos troupes, lui dis-je.

Il tressaillit.

— En êtes-vous sûr ?

Il appela à grands cris St-Hilaire, on l'envoya chez Cissey en toute hâte. Le fort ne tarda pas à être occupé par le général Noël :

— Je ne commençai à respirer, me dit-il le lendemain, que quand je sus qu'il était là.

Le soir du 19, nous passions la nuit sur des matelas étendus par terre dans des salles du Musée.

Versailles n'était plus Versailles. Tous les murs étaient couverts de placards en allemand et en français par lesquels la *Commandature* allemande faisait connaître ses volontés.

Tous les émigrés de Paris trouvèrent à se loger et à se nourrir, grâce aux arrangements pris par l'ennemi qui venait d'évacuer la ville. Nous errions comme des ombres dans cette ville amie, qui était peut-être une ville ennemie. Nous étions réduits à nous défier de tout et de tous.

Les députés de la Droite nous reprochaient de ne pas avoir pris les canons, de n'avoir pas désarmé les faubourgs, de n'avoir pas arrêté les chefs de l'émeute.

Ils nous reprochaient aussi d'avoir ramené le gouvernement à Versailles. Pourquoi n'avions-nous pas lancé l'armée sur Paris dès la première heure du jour ?

Ils pouvaient la voir notre armée. Elle campait toute entière sur la place d'armes, dans les grandes avenues de Versailles, et sur les hauteurs de Satory.

Les groupes de soldats, debout ou accroupis autour du foyer en plein vent, jetaient sur les passants des regards farouches.

Ils ne saluaient plus les officiers. Ils ne se dérangeaient pas pour un général.

Thiers, Cissey, Mac-Mahon rivalisaient d'énergie pour leur assurer des vivres, du bois, des couvertures. Ils séparaient, avec soin et sans crier gare, les bonnes troupes qui revenaient des prisons allemandes, et les troupes douteuses qui avaient vécu à Paris ces dernières semaines. Tout était à craindre.

La tribune de l'Assemblée retentissait tout le jour de menaces contre Paris, et contre le gouvernement qui combattait Paris.

Dès le 20 mars, les députations des départements affluèrent à la préfecture. Elles venaient demander à M. Thiers d'ouvrir des négociations avec la Commune et de conclure avec elle un traité de paix. Ces députations alternaient avec des députations de l'Assemblée qui venaient nous presser de donner l'assaut, sans armes, sans munitions, et peut-être sans soldats.

Thiers avait en outre une correspondance de tous les instants avec l'état-major allemand. C'était chaque jour et presque chaque heure, une nouvelle plainte, une nouvelle réquisition. Des vivres, des couvertures, de l'argent, surtout de l'argent.

Je ne veux pas même parler des nouvelles terribles qui venaient de Paris comme pour faire cortège à la terrible tragédie de la mort de Clément Thomas et de Lecomte, l'assassinat des otages, les dominicains chassés à courre dans les rues de Paris comme des bêtes fauves, les édifices publics incendiés, les maisons particulières saccagées.

Les gens de la Commune avaient, de leur côté, des légendes sur la cruauté de nos soldats. C'est surtout dans la guerre civile que l'homme est un loup pour l'homme. *Homo homini lupus*. Que Dieu apaise les violents, qu'il éclaire les inconscients, et qu'il apprenne aux faiseurs d'expériences socialistes que les guerres civiles ne commencent pas toujours par des coups de fusil.

Non, elles ne débutent pas toujours par des coups de fusil : et j'en ai l'expérience, car j'ai vu un grand nombre d'émeutes, d'abord du haut de mon balcon de la place de la Madeleine.

Elles commencent par une grande foule qui pousse de grands cris. Tout à coup les boutiques se ferment.

C'est le premier acte.

La foule casse quelques arbres, arrête quelques voitures, amoncelle quelques pavés.

C'est le second acte.

Des agents arrivent en ligne serrée, au pas de course. La foule s'ouvre devant eux, et quelques manifestants des plus compromis s'enfuient à toutes jambes, dans toutes les directions. La police court aussi vite qu'eux, elle fait une razzia, et on la voit revenir tranquillement en tenant par le collet les insurgés qu'elle a pu saisir.

C'est le troisième acte, qui a plusieurs tableaux.

Enfin, on entend à peu près un son de trompette, on entrevoit un bout d'écharpe, et, au même moment, une trentaine de cavaliers lancés au grand trot, dispersent la foule.

Dispersée, elle se reforme. Reformée, on la disperse de nouveau. Ce va-et-vient dure cinq minutes, un quart d'heure, suivant l'intensité du mouvement. S'il se prolonge, un régiment arrive et met fin au spectacle.

J'ai vu aussi des émeutes d'en bas, de plain-pied avec elles. Il était difficile, à de certaines heures de notre histoire, de faire de longues courses dans Paris, sans être rencontré par une émeute.

Je me disais toujours en voyant les agents et leur gibier prendre leur course qu'un honnête passant pouvait bien être appréhendé et mené au poste. Une fois au violon, c'est à la grâce de Dieu et à celle du commissaire. On peut en être quitte pour une heure ou deux, ou passer toute la nuit dans ce lieu de plaisance.

On m'assure que les commissaires, et même les

simples agents ont un flair particulier pour reconnaître leur clientèle. Je veux bien le croire ; cependant, en cas d'émeute, j'aime mieux être sur mon balcon, au cinquième étage, que dans la rue.

Une émeute ! Qu'est-ce qu'une émeute ?

Un jeu, un rien, un passe-temps. Supposez une guerre civile, comme les journées de Juin, ou comme la Commune. On ne se borne pas à arrêter les gens dans ces cas-là : on les fusille, on les assomme, on les jette à l'eau : procédés expéditifs qui ne permettent pas de distinguer le bon grain de l'ivraie.

J'étais à Versailles pendant la Commune. Il nous arrivait dans la dernière semaine de longs convois de prisonniers, hommes, femmes et enfants, les uns à pied, les autres en charrette, ayant, la plupart, la mine de gens qui viennent de se battre et qui ne demanderaient qu'à recommencer, parmi lesquels cependant on voyait de loin en loin des figures qui contrastaient avec ce milieu là.

La foule accourue se déchaînait de préférence contre les prisonniers de bonne mine, pensant que c'étaient des chefs. Ce n'étaient peut-être que les victimes d'une méprise.

On les entassait dans tous les recoins de Versailles qu'on avait transformés en prison. Il fallut créer de nombreuses commissions pour faire un triage de ces prisonniers.

On en relâcha plus de la moitié après un examen sommaire, on garda les autres pour les faire juger. Je n'épargnai rien pour hâter l'élargissement de

ceux contre lesquels il n'y avait pas même un commencement de preuves.

Je visitai les pontons avec l'amiral Krantz. Je pourrais écrire un voyage dans des pays bien connus, Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, et j'apprendrais à bien des gens des choses dont ils ont été les témoins, et dont ils ne se doutent pas.

J'ai souvent été tenté d'écrire ce paradoxe :

« L'histoire que l'on connait le moins est celle qu'on a vue ».

Il m'est arrivé de causer avec des amis de scènes que nous avions vues ensemble et dont nous avions été acteurs, sans réussir à me mettre d'accord avec eux. Nous étions de bonne foi, bien en possession de nos facultés, capables de réflexion et d'observation, et chacun de nous avait vu les faits à sa manière.

Je prends l'insurrection du 15 Mai. Elle s'est passée toute entière sous nos yeux, dans un étroit espace. L'Assemblée a été envahie, elle a été chassée, elle est allée dans la rue à cent pas de là ; les troupes sont arrivées au bout d'une demi-heure, elles ont ramené les députés sur leurs sièges et ont conduit en prison ceux des envahisseurs qui ont été assez maladroits pour se laisser prendre. Trois jours après on nous propose de mettre en accusation quelques députés comme auteurs principaux de l'attentat.

Le procureur général, député lui-même, lit son réquisitoire à la tribune. Il cite Louis Blanc.

Sur quelles preuves?

Nulle preuve extérieure, nul écrit, nulle parole constatée par témoins. On n'invoque que sa conduite dans l'Assemblée :

« Ce que vous avez vu de vos propres yeux, citoyens ».

Mais moi, qui n'ai pas quitté la salle un seul moment, je n'ai rien vu et rien entendu. J'ai entendu tel député faire cause commune avec les envahisseurs.

Au contraire, Louis Blanc résistait. Il s'efforçait d'obtenir d'eux qu'ils se retirassent. Ils l'ont porté en triomphe dans l'hémicycle; mais il résistait, il multipliait les efforts pour se dégager.

Il leur criait :

« Votre place n'est pas ici ».

Qu'importe! C'était Louis Blanc. Il fut livré. De tout le parti hostile aux manifestants, il n'y eut pour l'acquittement que Montalembert et moi.

Sans M. d'Aragon qui le fit évader, il passait devant la Haute-Cour.

Restez sur votre balcon, citoyens. C'est le plus sûr. Et vous feriez encore mieux de fermer la fenêtre.

Nous reproduisons ici une lettre adressée par le colonel Boulanger à Jules Simon, alors ministre de l'instruction publique, onze jours après que la Commune était devenue la maîtresse de Paris.

114e Régiment d'Infanterie — LE COLONEL — Nº

Versailles, le 29 Mars 1871.

Monsieur le Ministre,

Permettez à l'un des colonels, que vous avez appelés le 22 Janvier au Ministère de l'instruction publique, de vous prouver par l'adresse ci-jointe, qu'il y a encore dans l'armée des régiments esclaves de leur devoir et tout dévoués à la patrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

Le Colonel du 114e
G. BOULANGER.

Au Camp, Avenue de Trianon.

Le Colonel Boulanger fait allusion à la reunion que Jules Simon avait provoquée à son ministère dans les derniers jours du siège lorsqu'il avait voulu consulter les Colonels sur la possibilité de tenter un dernier effort.

Voici le texte de l'adresse signée du Colonel, du Lieutenant-Colonel, de 97 officiers et sous-officiers et de 646 soldats qui accompagnait la lettre du Colonel Boulanger.

Versailles, 23 Mars 1871.

Dans toute autre circonstance il serait inutile au régiment de protester de son dévouement au pays. Mais dans les circonstances si graves, si tristes que nous traversons, il croit devoir hautement affirmer ses réso-

lutions. Il obéira toujours et quand même à la voix de ses chefs et aux décisions de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire à la France.

Cette lettre et cette adresse tirent leur intérêt de la signature. Le colonel Boulanger devait devenir plus tard le Général Boulanger. Il s'est peut-être souvenu de cette lettre quand son entourage le poussait à faire un coup d'Etat et à marcher sur l'Elysée.

M. THIERS

M. Thiers

Je ne veux pas m'attarder à ces tristes souvenirs du 18 Mars.

J'avais du moins une consolation, c'était de regarder Thiers toujours agissant, toujours vaillant, faisant face à tout, surveillant tout, ne perdant pas courage un seul instant, et faisant des discours à la tribune comme s'il avait eu la libre disposition de son esprit. Je crois vraiment que toute la force comme toutes les espérances de la France étaient concentrées en lui.

Il était vraiment admirable.

Je veux vous dire, par le menu, une de ses journées. En décrire une, c'est les décrire toutes, car il roulait incessamment son rocher de Sisyphe. Entrez donc avec moi dans cette préfecture de Versailles

que l'empereur d'Allemagne venait de quitter, et où “ le petit bourgeois ” l'avait immédiatement remplacé. Voici quelle y était sa vie :

Il était debout tous les jours à quatre heures du matin. Il visitait ses chevaux, pour lesquels il avait des soins particuliers, ce qui était peut-être une sorte d'enfantillage. Il trouvait dans l'escalier, ou même à l'écurie, certains personnages suspects que nous ne voulions pas rencontrer, et dont il avait la manie de s'entourer. Il travaillait avec Barthélemy Saint-Hilaire et donnait des ordres pour sa correspondance et ses audiences. Il recevait quelques ministres principaux, et quelques chefs de service dont il préférait les avis à ceux de leurs ministres. De temps en temps, il faisait une course rapide aux avant-postes ou au camp de Satory, et là, il s'occupait de tout comme un intendant, ou un chef d'armée. A onze heures, il était au Conseil des Ministres, qui se tenait tous les jours, sauf le dimanche. Il n'y manqua pas une seule fois, excepté pour deux voyages très courts à Rouen et à Trouville. Le conseil durait deux heures, et toutes les affaires, grandes ou petites, y étaient traitées.

Quand Jules Favre le quitta, Rémusat, qui prit le ministère des affaires étrangères, devint aussitôt son confident le plus intime, comme il était son plus utile collaborateur. Il appelait Lambrecht le sage des sages. Il prisait très haut la capacité financière de Pouyer-Quertier, et, cela va sans dire, celle de Léon Say, qu'il lui donna pour successeur. Je ne

dirai pas qu'il eût de la confiance ou de l'amitié pour M. Dufaure, c'était le seul homme du Conseil avec lequel il ne se sentît pas à son aise. Mais il le traitait avec une grande déférence, le considérait comme étant, après lui, notre seul orateur.

Indépendamment de ses opinions sur la personne des ministres, il ne traitait pas de la même façon les départements ministériels. Il entrait dans tout avec les affaires étrangères, avec la guerre et les finances. Là, il était le vrai ministre. Rien ne s'y faisait sans lui ; il surveillait jusqu'aux détails. Il me disait souvent : « Quelle sécurité avec Rémusat ! » Cependant il ne laissait pas partir une dépêche sans qu'il l'eût inspirée et relue. Il me disait aussi : « Quel style ! il est bien important d'avoir à la tête de la Chancellerie un véritable écrivain ! » Ce qui ne l'empêchait pas de cribler les minutes de ses corrections. Il ne se mêlait pas de l'administration de M. Dufaure qui n'aurait pas souffert d'être contrôlé.

Il déjeunait à une heure avec table ouverte. Il y avait, à l'ordinaire, une vingtaine de couverts à déjeuner et à dîner, sans préjudice des dîners privés, qui étaient assez fréquents. Entre le Conseil des ministres et le déjeuner, entre le déjeuner et l'heure de la Chambre, il donnait des audiences.

Les visiteurs se succédaient sans intervalle. A certains jours, ils refluaient dans les salles d'attente et dans l'escalier. C'étaient des députés venus isolément ou en troupe, des membres du corps diploma-

tique, des délégués de corporations, des maires de province. Tout le monde avait quelque chose à lui demander ou à lui remontrer. Il n'échappait à cette corvée que pour venir à la Chambre, où il était rare qu'il ne fût pas retenu dans la salle des séances ou dans les commissions jusqu'à sept heures. Il recevait après son dîner. et causait de tout avec tous les visiteurs comme s'il n'avait pas eu derrière lui une journée d'énormes fatigues, et s'il n'avait pas eu l'esprit bourrelé d'inquiétudes et encombré d'affaires. Nous le plaignions, nous l'admirions. On ne pouvait le soulager, parce qu'il ne se reposait de rien sur personne.

Il y avait des moments où les exigences de l'Allemagne étaient si intolérables qu'il se sentait à bout de forces. Il dit un jour à M. de Manteuffel, qui était pourtant le plus raisonnable et le moins malveillant de nos ennemis :

— Puisque vous nous poussez à bout, nous ferons la guerre du désespoir !

Malgré ces cris que lui arrachaient ses angoisses patriotiques, il restait nuit et jour à sa besogne, conduisant d'une main sûre les affaires si compliquées du dedans et du dehors, trouvant le courage de sourire pour ne pas trop effrayer, et le courage plus difficile d'argumenter avec des ignorants et des imbéciles dont l'hostilité aurait pu être funeste.

A chaque instant, il avait des difficultés avec l'Allemagne, qui multipliait ses exigences, exagé-

rant à dessein ses réclamations pour rendre le fardeau de l'occupation supérieur à notre crédit et à notre puissance de production.

M. de Bismarck trouvait que nous renaissions trop vite ; il voyait avec colère notre armée se reformer. Il parlait de frapper les derniers coups pendant que nous étions encore convalescents, de consommer sur-le-champ notre ruine. « Il n'est pas sage d'attendre qu'ils soient redoutables ».

Il envoyait des sommations de restreindre le nombre de nos soldats, ce qui aurait rendu impuissants nos efforts contre la Commune ; et, en même temps, il déclarait à M. Thiers que, si les troupes françaises n'entraient pas à Paris dans le délai de quinze jours, la troisième armée (l'armée du prince impérial), y entrerait.

Un boulet, lancé par les insurgés — lancé contre nous naturellement, — tomba par hasard dans un avant-poste prussien. Le commandant en chef écrivit aussitôt, non aux insurgés, mais à M. Thiers :

— Si le fait se renouvelle, je vous en rends responsable et je reprends les hostilités.

Cette dépêche n'était pas une vaine menace ; c'était l'expression d'un désir persistant et violent. L'ennemi se sentait surveillé par l'opinion de l'Europe ; c'était toute notre sauvegarde, et nous savions combien elle était précaire en nous rappelant les événements des mois précédents. Je puis dire que les heures que nous passions au Conseil étaient horribles. Ceux qui n'ont pas vécu dans un

pareil enfer ne savent pas ce qu'un homme peut souffrir. Quand M. Thiers montait à la tribune, deux ou trois heures après, pour répondre à une interpellation ou pour discuter sur l'impôt des matières premières, il était tout entier à la besogne du moment; on eût dit qu'il n'avait pas à se préoccuper d'autre chose.

Je me souviens d'une matinée où nous avions été accablés d'une avalanche de mauvaises nouvelles. Des délégués de Bordeaux avaient tenu des propos menaçants à M. Thiers ; le midi s'agitait; la Commandature de Reims parlait de livrer la ville aux soldats si on ne lui fournissait pas dans les vingt-quatre heures une série de réquisitions invraisemblables, et M. de Bismarck écrivait une lettre qui sentait la poudre. Nous allions, M. de Rémusat et moi, du Conseil à l'Assemblée, en nous demandant si nous pourrions faire face à cette tempête, quand nous rencontrâmes Vitet, Saint-Marc Girardin et quelques autres moins connus, mais appartenant comme eux à la réunion des Réservoirs. Ils étaient très animés et nous accueillirent par des récriminations violentes à propos d'une lettre écrite par M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Charles Boysset, président du Conseil général de Saône-et-Loire. Il y était question de la République comme du seul gouvernement sous lequel la France pût s'abriter. M. Saint-Hilaire écrivait en son propre nom, et tout le monde le connaissait pour un vieux républicain; mais il était l'ami de M. Thiers, le secrétaire

général de la Présidence, le confident, peut-être le conseiller du chef du pouvoir exécutif, et, en cette occasion, son porte-paroles. Si M. Thiers avait inspiré la lettre, il ne fallait plus parler du pacte de Bordeaux ; la lutte était déclarée entre le Gouvernement et les Réservoirs. Si c'était une imprudence de Saint-Hilaire, M. Thiers devait le désavouer publiquement à la tribune et faire amende honorable. Point de pardon sans cette déclaration et cet agenouillement. Ils portaient tout courant ce réconfort à M. Thiers. Nous les suivîmes de loin, pensant qu'il aurait besoin, après ce rude assaut dans des circonstances si pénibles, des consolations de ses amis. Nous restâmes dans le premier salon, mais nous entendions le bruit de la discussion qui était orageuse. Nous le vîmes arriver à nous au bout d'un quart d'heure, tout remonté et tout transformé. Il était rare que la lutte, surtout quand elle était vive, ne lui produisît cet effet. Il les avait reçus en homme qui s'épuise à sauver son pays et qui ne veut pas souffrir plus longtemps qu'on le détourne de sa tâche par des querelles puériles. On avait répondu à sa colère et à ses dédains par de nouvelles injures. Mais il leur avait dit :

— Je vous attends à la tribune. Je vous somme de vous y expliquer avec moi devant la France et devant l'Histoire.

Ce qui est triste à penser, c'est que ceux qu'il était obligé de traiter ainsi étaient patriotes comme lui, intelligents, dévoués, capables. Mais ils ne

savaient que ce qu'ils voyaient, ce que M. Thiers pouvait leur laisser voir, et ils avaient le défaut commun à toutes les assemblées, qui n'aperçoivent jamais le pays qu'à travers leurs préoccupations et leurs passions parlementaires.

Je termine en racontant la scène qui se passa à la préfecture le jour où la délivrance du territoire fut signée. M. de Rémusat et M. Thiers se firent attendre au Conseil des Ministres, ce qui était sans exemple. Nous commencions à craindre quelque événement et M. Dufaure parlait de m'envoyer aux nouvelles, quand nous les vîmes arriver par le grand salon qui servait de bureau à Saint-Hilaire et à ses collaborateurs. Ils accouraient, ils volaient, la figure illuminée, et M. de Rémusat brandissait un papier qui était l'instrument du salut.

— Enfin ! dit M. Thiers.

On se précipita sur eux pour leur serrer les mains, pour les féliciter. Ce fut un moment de joie ineffable, un de ces jours heureux qui font oublier des années de désespoir.

— Allons, il faut travailler, dit M. Thiers.

On essaya. Mais comment penser à autre chose ?

— Et vous avez sauvé la Patrie ! Et vous nous rendez à nous-mêmes !

Et chacun disait des actions de grâce pour le département qui lui était cher et qui allait revoir le drapeau français, entendre nos airs nationaux, et jusqu'à nos tambours dont le bruit assourdissant ferait couler des larmes de bonheur. La nouvelle

courut aussitôt par toute la ville. Ce furent des rassemblements de tous côtés, des exclamations, une fête dans tous les cœurs. Le salon de M. Thiers était plein de ses ministres, de ses amis personnels, de quelques patriotes versaillais accourus pour prendre part à sa joie. Il regardait incessamment vers la porte, pensant que les membres de l'Assemblée viendraient saluer cette heureuse nouvelle. Ricard, Christophle et de Marcère apportèrent la proposition formulée par eux et votée dans la réunion du centre gauche à l'unanimité, pour déclarer que M. Thiers avait bien mérité de la Patrie ! On l'en félicita.

— Oui, dit-il, mais ils seront seuls.

Il regardait toujours la porte qui ne s'ouvrit plus. La droite ne vint pas. Les paroles de Rémusat, annonçant la bonne nouvelle du haut de la tribune, furent saluées avec enthousiasme ; car, enfin, on est français. La proposition du centre gauche fut d'abord acclamée. Et puis vint la réflexion. On ne pouvait pas la repousser, on ne pouvait pas la retirer ; on s'efforça d'en diminuer l'effet en associant à cette glorieuse récompense, d'autres bénéficiaires : Rémusat, c'était justice, l'armée, c'était justice encore ; l'Assemblée elle-même, qui voulut avoir sa part et se décerna un triomphe. Je dis encore : c'était justice ; car, après tout, elle s'était prêtée à d'héroïques sacrifices pour arriver à cette conséquence. Mais toutes ces justices avaient pour résultat, et probablement pour but, de rendre

moins éclatante la justice rendue à M. Thiers.

La France n'imita pas l'Assemblée. Son enthousiasme fut sans bornes ; et quelques jours après, quand la Droite eut renversé le libérateur, réalisant ainsi la prophétie de M. Thiers : Attendez quelques jours, et la tâche sera au niveau de vos courages, il s'éleva de tous les points du territoire comme une clameur formée de la voix de tout un peuple, et criant au monde et à la postérité que cet homme avait trouvé la France, blessée, mutilée, divisée contre elle-même ; qu'il avait vaincu la guerre civile, refait tous les services publics, ramené la prospérité, payé la rançon énorme sans amener de crise financière ; et que maintenant, il obtenait par anticipation, la libération du territoire.

Nous publions ici des lettres adressées par Louise Michel et par sa mère à Madame Jules Simon.

Madame Jules Simon,

Versailles, Salle des Séances.

Madame,

Ma mère a été arrêtée pour moi, il y a huit jours, parce qu'on a trouvé chez moi l'adresse de La Cécillia, dont vous le savez, je connaissais la femme. On a saisi en même temps des papiers de séances de clubs (et tout ce qui avait paru dans la *Patrie en danger*.) Je suis allée immédiatement reprendre la place de ma mère au bastion 37, mais je ne sais, ni si elle a pu rentrer chez elle (rue Oudot-Clignancourt, 24), ou si elle a été arrêtée de nouveau en me cherchant.

Pour moi, j'accepte de tout cœur ma situation ; j'ai cherché à donner du travail aux mères de mes élèves, j'ai soigné les pères sous les balles; si ce sont des crimes, qu'il m'en arrive ce qu'il pourra. Mais, ma pauvre mère, dont je n'ai pas de nouvelles, faites-lui savoir, je vous prie, que je suis ici, à la prison des femmes du camp de Satory ; si elle n'est pas morte dans quelque prison ou ensevelie sous les ruines de Montmartre, qu'elle aille chez sa sœur, à Lagny, et que je le sache.

Mme E., qui est avec moi et dont la mère, Mme A. arrêtée d'abord pour elle est restée, demande la liberté de cette pauvre femme, afin qu'elle puisse retourner de suite auprès de son père malade et âgé de 75 ans.

Il y a ici une foule d'honnêtes femmes, ma sous-maîtresse, une artiste, des femmes paisibles, pensez à celles-là.

Quant à moi, si vous vous souvenez de la *Société de travail*, je ne veux qu'un ordre d'exil, qui me permette d'aller de suite à l'étranger gagner la vie de ma mère que j'emmènerai avec moi (si elle vit encore). Je ne regrette rien, mais que ma mère ne soit pas victime.

Recevez mes respects. Signé : Louise Michel.

Ce matin encore camp de Satory, prison des femmes. Ce soir, je ne sais.

Paris, le 1er juin 1871.

Madame,

J'ai reçu votre lettre et je vous remercie mille fois de l'intérêt que vous me portez, ainsi qu'à ma fille, et vous serai bien obligée de lui remettre le mot d'écrit ci-joint.

Vos bontés m'encouragent à vous faire une prière madame, c'est une mère qui vous parle et si vous pouviez faire adoucir le sort de ma fille, je vous en serai éternellement reconnaissante. Je n'ai qu'elle, jugez de mon désespoir de ce qui lui arrive aujourd'hui. Je serais bien heureuse, madame, si vous pouviez faire quelque chose pour nous.

C'est à genoux que je vous fais cette prière, si je pouvais obtenir qu'on l'envoie à l'étranger, du moins là, je pourrais vivre avec elle et gagner ma vie ; nous serions encore heureuses.

J'espère, madame, en votre bonté et vous prie d'agréer mes sincères remerciements et l'expression de mes sentiments distingués. Marianne Michel.

10 juin 1871.

Madame,

Vous avez bien voulu donner de mes nouvelles à ma mère, c'est une chose que je n'oublierai jamais. Merci!

Un dernier service encore; des amis qui ne comprennent pas mon caractère, abusent de mon nom pour faire des démarches en ma faveur. Je n'ai jamais sollicité qu'une seule chose, que ma mère ait de mes nouvelles et c'est à vous que je l'ai demandé; toute autre démarche m'est étrangère, et comme la personne qui m'ait le plus comprise, je compte sur vous pour vouloir bien les démentir. Si le prisonnier conserve un droit, c'est celui de garder son honneur intact.

Si j'ai donné mon cœur tout entier à la Révolution, j'en ai accepté les conséquences. je ne crains ni l'exil, ni la mort, mais j'ai vécu de manière à ce qu'on ne m'impute pas des démarches lâches. Je vous supplie donc de dire que la seule démarche était de vous prier de vouloir bien donner de mes nouvelles à ma mère. J'ignore celles qu'on a faites et ne puis les accepter.

Le repos pour ma mère en lui laissant retrouver sa famille lorsque je serai jugée et pour moi la mort ou l'exil, afin que je puisse l'appeler près de moi, et oublier à jamais la France, c'est toute mon espérance.

Je m'adresse donc à vous, afin que des amis irréfléchis ne m'enlèvent pas la seule chose qu'on ne puisse ravir au prisonnier.

Recevez mes respects.

Louise Michel.

AU MINISTÈRE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Au Ministère de l'Instruction publique

Il faut bien que je vous dise un mot de mon ministère. Je sais bien qu'on est toujours porté à s'exagérer ses services. C'est peut-être en vertu de cette disposition assez commune que je me flatte d'avoir été utile à l'Université pendant les trois années que je l'ai gouvernée.

Je m'adresse à moi-même ce compliment, pour qu'il ne soit pas dit qu'on ne me l'a jamais fait. Le plus grand service que j'aie rendu à l'Université a été de la refaire de toutes pièces. Mes successeurs ont eu la tâche plus brillante de l'améliorer.

Les familles, dès les premiers bruits de guerre, avaient retiré leurs enfants de toutes les écoles. Les maîtres s'étaient enrôlés. L'empressement parmi eux fut très grand. Il ne resta pas un seul élève à l'Ecole

normale. Plusieurs de ces nouveaux soldats se distinguèrent par leur intrépidité. A la rentrée de l'école, j'eus des croix d'honneur à distribuer pour services militaires ; c'est de là que date la décoration de M. Burdeau. Les municipalités, voyant les collèges et les écoles vides, s'emparèrent des locaux pour en faire des ambulances, des casernes ou des magasins. Quand la paix fut signée, tout nous manquait pour rouvrir les classes ; le matériel était brûlé ou dilapidé, le personnel était mort, prisonnier, blessé, ou tout au moins caserné. Il fallut faire les réparations à la hâte, rapatrier les absents, remplacer les manquants, reconstituer l'esprit de discipline que ce grand mouvement, ajouté à la Révolution, avait fort endommagé. Je citerai quelques exemples. Un professeur de Faculté, dans un lieu public, souffleta le recteur de son académie. Mandé à Versailles, il refusa de s'y rendre, se prétendant justiciable uniquement du conseil de l'instruction publique. Dans un lycée, un jeune maître entra en lutte avec un inspecteur général. Dans un autre, un professeur, élu au Conseil municipal, y soutint des opinions qui, en d'autres temps, auraient fait bondir l'Université tout entière. Plusieurs professeurs fréquentaient les clubs ou écrivaient dans les journaux. On m'envoya un article, signé par un professeur, qui faisait suivre son nom de l'indication de sa qualité et qui se posait cette question : « On me demande si je suis pour Paris ou pour Versailles. Assassins là-bas, assassins ici, je crois

pourtant que, s'il fallait choisir, j'opterais pour Versailles ». En voilà assez pour qu'on devine une partie de mes misères. Je mis ordre à tout cela en moins d'une année. Les esprits reprirent leur calme et la hiérarchie sa force. Les traces matérielles de la guerre disparurent ; on rebâtit les murailles, on assainit les salles, on refit le mobilier. Le vaisseau était radoubé, et en état d'affronter la mer. J'eus aussitôt à lutter contre la commission du budget, une commission de droite, qui avait deux partis pris : diminuer partout les dépenses et faire le plus de mal possible à l'Université. Je dis à l'Université et non à l'Instruction publique, car il faut être juste, même envers ses adversaires.

Sous le Siège, j'avais été assailli par les radicaux ; à Versailles, j'étais traqué par les cléricaux. Je disais à Rémusat, qui avait grande pitié de mon sort, que j'étais comme un lièvre qui ne sait pas le matin en sortant de son gîte, de quel côté viendront les chasseurs. Aux attaques de toutes sortes, dans les commissions et à la tribune, se joignaient les calomnies dans les journaux. M. Dupanloup écrivait à M. Thiers :

— Si vous vous séparez de M. Jules Simon, nous pourrons nous entendre ; sinon, c'est la guerre.

Une chose qui m'irritait beaucoup et m'étonnait en même temps, c'était l'habitude invétérée d'attribuer tout ce qui était approuvé soit à M. Thiers, soit à mes chefs de service, et tout ce qui était blâmé, à moi seul. J'ai su depuis que c'était une

règle générale pour tous les ministres, mais j'étais, dans ces commencements, très inexpérimenté. M. Thiers, de parti-pris, ne se mêlait pas de mon administration. Il m'avait dit une fois pour toutes :

— J'ai confiance en vous. Je vous demande de ne pas me faire d'affaires avec l'Université, le clergé et les artistes.

Je lui promis de tenir ces trois mondes en paix, et j'ai été fidèle à ma parole. Pas une seule fois, il n'a eu à s'en occuper.

Je peux dire d'une façon générale qu'il m'a laissé la bride sur le cou. Cela tenait un peu à ce qu'il avait confiance en moi sur les matières de mon administration, et beaucoup à ce qu'elles ne touchaient qu'accessoirement à la politique. Il était très opposé à l'enseignement obligatoire. Il signa cependant, tout en faisant la grimace, le projet que je lui présentai.

Nous n'avons eu, en trois ans, que deux dissentiments : l'un pour des décorations, l'autre pour la fondation de l'école de Rome. Il céda dans les deux cas, après des contestations assez longues, et je note en passant qu'on lui fait toujours honneur de cette école de Rome, dont il ne voulait pas entendre parler.

Je peux bien vous parler de l'histoire de la décoration. Il s'agissait de Régnier, l'illustre comédien.

En mettant à part ses services au théâtre, il avait droit à être décoré comme auteur dramatique et professeur au Conservatoire. Ceux qui ne l'ont pas

connu se feraient difficilement une idée de la sûreté de son jugement et de la perfection de son jeu. Chaque fois qu'on le voyait dans une pièce du grand répertoire, on se disait qu'on la comprenait mieux maintenant et qu'on venait de recevoir une leçon d'histoire littéraire. Nous lui disions quelquefois : « Quel maître vous êtes ! Vous n'avez pas votre pareil en Sorbonne ». Et c'était vrai.

Il ne m'avait pas dit un mot de décoration, ni sa famille non plus, ni personne. Je cédai à un sentiment de justice. Il s'en fallut de bien peu que je ne fusse battu. Son nom fut d'abord effacé, puis rétabli sur mon insistance, mais on garda la liste, pour réfléchir encore ; enfin, je ne la reçus à Paris que quelques heures avant la séance annuelle qui a lieu dans la salle des concerts du Conservatoire.

Quand j'appelai Régnier, personne ne fut surpris dans l'immense auditoire excepté Régnier lui-même.

Je fus obligé de l'appeler par deux fois. Il était debout dans la foule, tout au fond de l'estrade ne pensant qu'au succès de ses élèves. Jamais il ne reçut, dans aucun de ses rôles, des applaudissements plus chaleureux et plus unanimes. J'en fis tout haut la remarque, et le dis aux élèves du Conservatoire.

— C'est qu'il n'est pas seulement votre maître, il est le nôtre. Il nous a appris à tous, dans sa longue et glorieuse carrière au Théâtre-Français, à mieux comprendre et à mieux aimer nos chefs-d'œuvre.

On a décoré plusieurs années après deux ou trois comédiens illustres, en prenant beaucoup de peine

pour établir « qu'il fallait prendre cette initiative, avoir ce courage, rendre cette justice ». Régnier et moi nous n'avons pas réclamé, pour une bonne raison : c'est qu'il était mort... et moi aussi.

Je ne parle pas d'un troisième conflit qu'il y eut entre Thiers et moi, et où je fus à mon tour obligé de céder, parce que c'était une grosse affaire soumise à un vote du conseil, et que toutes les voix furent contre moi, même celle de M. Dufaure. Il s'agissait de pourvoir à l'archevêché de Paris. Je proposai M. Dupanloup.

Je n'ignorais pas qu'à peine installé, il travaillerait à me renverser et qu'il y parviendrait aisément. Ce fut le premier argument de M. Thiers. Je n'avais pas grand mérite à braver un tel péril. Je n'étais ministre que depuis trois ans, mais des années comme celles-là comptent double. J'étais comme un vieillard de soixante-quinze ans, qui n'a rien à dire contre la vie, sinon qu'elle tarde bien à finir.

Je n'ai pas à faire l'histoire du 24 mai, qui est connue, M. Thiers avait vu clairement la situation. Il le disait à la Chambre :

— Quand j'aurai délivré le territoire, créé de toutes parts une armée, payé la rançon, rétabli les impôts et la perception des impôts, vaincu l'insurrection, rendu à la justice son action et sa force, alors, mais seulement alors, la tâche de gouverner sera à la hauteur de votre courage et de votre capacité.

Ils le firent comme il l'avait dit et à l'heure préci-

se qu'il avait prévue.. Dès que la France fut sauvée, ils mirent le sauveur par terre.

Ce jour, le plus cruel de sa vie, en sera aux yeux de l'histoire le plus beau.

Renversé par une poignée de députés, il fut acclamé par la France, l'Europe et le monde.

Les députations vinrent de tous les points de l'Europe, de l'Australie, de l'Amérique.

Partout où il y avait un gouvernement et une civilisation, on sentait le besoin de rendre hommage au libérateur du territoire.

Jules Simon était allé retrouver, pendant quelques jours, au Mont-Dore, un de ses fils en traitement, Jules Favre lui adressa le 2 septembre 1872 cette lettre intime que nous reproduisons.

Je vous suis fort reconnaissant, mon cher ami, de l'affectueuse pensée qui vous a fait, des merveilleuses montagnes du Mont-Dore, m'envoyer le souvenir qui m'est parvenu hier soir.

Vous avez deviné qu'il me serait précieux, au commencement du mois qui me rappelle de si lugubres événements. Cette date du 2 septembre, que je vais tracer en bas de ce billet, doit faire monter le rouge au front de tous les français ; elle pèse sur ma poitrine, comme un cauchemar. J'ai beau me dire que cette honteuse catastrophe a été la conséquence inévitable du coupable abandon que la France a fait d'elle-même, le châtiment me semble disproportionné à la faute, et, tant que je vivrai, je porterai dans mon cœur le trait empoisonné qui l'a frappé. Quant à nos actes, ma conscience les juge tellement nécessaires, ils étaient si bien dans la ligne de notre devoir, que tout en regrettant amèrement notre défaite, je n'ai pas le courage de m'émouvoir sérieusement des calomnies dont elle est devenue le prétexte.

Les metteurs en œuvre de ces indignités savent fort bien qu'ils mentent par la gorge, et quant à la tourbe des ignorants et des sots qui leur fait cortège, on la trouve toujours, dans l'histoire, ardente à insulter les vaincus.

Si quelque chose m'étonne, c'est que notre discrédit ne soit pas plus complet. Lorsque j'ai eu la douleur

d'aller à Versailles, pour y négocier avec l'ennemi, j'ai dit à mes proches : si je ne succombe pas avant la fin de tout ceci, je ne trouverai plus à poser ma tête, dans la ville de Paris, que je crois sauver de la mort par la famine. Il n'en a rien été cependant ; et malgré l'épouvantable nécessité qui nous a été imposée de combattre la commune et de rentrer chez nous au milieu des ruines et du sang, nous sommes à Paris ; vous, le représentant du 4 septembre, vous êtes ministre et votre humble serviteur est encore défendu, entre quatre yeux, il est vrai, par des amis généreux et dévoués.

Je vais plus loin, ce qui nous défend mieux encore, c'est la conscience publique, qui, malgré la rage des bonapartistes et des démagogues, n'est pas tout à fait pervertie. Vous voyez bien, mon cher ami, que nous n'avons pas trop à nous plaindre, et si nos chères provinces ne nous avaient pas été enlevées, je serais bien près de me consoler de ces horribles malheurs, parce que j'espère que de leur excès sortira la régénération de la France. C'est de votre portefeuille que doit surgir l'élément le plus puissant: aussi je voudrais que M. Thiers le dît nettement dans son message. Je voudrais qu'il se prononçât pour une vice-présidence. Il vaudrait mieux que cette indispensable modification vînt de lui.

Là-dessus, mon papier étant fini, je vous serre cordialement la main et vous envoie mes amitiés et celles de mes enfants.

Ne m'oubliez pas près des vôtres, non plus que près de Madame Simon, à laquelle j'offre mes respectueux hommages.

Jules Favre.

2 Septembre 1872.

LE 16 MAI

Le 16 Mai

Les souvenirs de Jules Simon reprennent avec la période du 16 mai.

Lorsque la majorité monarchique de l'Assemblée nationale remplaça M. Thiers par le maréchal de Mac-Mahon à la présidence de la République, le 24 mai 1873, les légitimistes et les orléanistes tentèrent aussitôt de réconcilier le comte de Chambord et le comte de Paris. Ces tentatives de fusion aboutirent à rapprocher deux personnes et non à concilier deux principes. Après le refus du comte de Chambord d'abandonner le drapeau blanc, les monarchistes de l'Assemblée, désespérant de restaurer, pour l'instant, la monarchie, réussirent, en 1873, à proroger les pouvoirs du Maréchal pour sept ans. C'est ce qu'on appelle le septennat.

Dans la séance du 18 novembre, Jules Simon prononça, à cette occasion, un discours tout vibrant d'éloquence et combattit l'établissement d'un pouvoir qui ne cherchait sa force que dans la durée, qui ne s'appuyait pas sur une Constitution, qui était absolument personnel, et il montra que

celui auquel on voulait donner ce pouvoir, n'aurait ni la force qu'avait Bonaparte au 18 brumaire, ni le prestige qu'aurait le comte de Chambord ou le comte de Paris qui représentaient tous deux le principe monarchique et qui, sans même le secours d'une Constitution, y auraient apporté l'autorité de la tradition et le passé de l'histoire.

Lorsque le 8 décembre 1876, M. de Marcère, alors ministre de l'intérieur, donna sa démission à la suite d'incidents relatifs aux honneurs militaires à rendre aux légionnaires décédés, le Maréchal songea à pourvoir simplement au remplacement du ministre démissionnaire tout en conservant, à la tête du cabinet, M. Dufaure dont il appréciait fort les services.

Mais la situation de M. Dufaure avait déjà été fort ébranlée par des votes du Sénat à propos de lois sur l'amnistie et sur l'enseignement, et il paraissait difficile de le conserver dans le cabinet reconstitué. M. le maréchal de Mac-Mahon crut devoir convoquer les ministres, à l'exception de M. Dufaure, retenu à la campagne par son état de santé, et de M. de Marcère, démissionnaire.

Nous reproduisons le procès-verbal inédit de cette séance rédigé par un des ministres présents, mort aujourd'hui; on verra, dans le discours du Maréchal, les allusions faites au discours de Jules Simon sur le septennat.

On sait quel fut le dénouement de cette crise. Jules Simon remplaça, à la présidence du conseil, M. Dufaure et au ministère de l'intérieur, M. de Marcère. M. Martel fut chargé du ministère de la justice à la place de M. Dufaure.

Voici le texte de ce procès-verbal :

Le 9 décembre 1876, à 9 heures 1/2 du soir, le Maréchal a convoqué un Conseil à l'Elysée; étaient présents :

MM. Decazes,
Fourichon,
Teisserenc de Bort,
Léon Say,
Christophle,
Waddington.

Le Maréchal a commencé par lire une lettre de M. Dufaure, dans laquelle il disait qu'il était très fatigué, qu'il ne pouvait pas venir à Paris, qu'il était disposé à abandonner le portefeuille des cultes à M. Bardoux, en conservant celui de la justice et à offrir le portefeuille de l'Intérieur à M. Jules Simon.

Après avoir donné lecture de cette lettre, le Maréchal a demandé aux ministres présents s'ils acceptaient la combinaison.

M. Decazes a proposé une conférence particulière entre les ministres, avant de donner réponse au Maréchal, et *M. Léon Say* a demandé que les explications les plus complètes eussent lieu entre les Ministres, devant le Président de la République.

Le Maréchal a exposé la situation qui lui était faite ; il a dit : « On me fait une situation très difficile. Si le pays se prononçait contre moi, je m'en irais. Je n'ai pas conspiré pour arriver au pouvoir, et je ne fais pas de question d'honneur en politique. Mais la majorité, dans une des Chambres, n'est pas le pays. Je fais tout ce que je peux pour gouverner avec le centre gauche. J'ai appelé aux affaires

l'homme le plus important. Il n'y en a qu'un de plus important, c'est M. Thiers, et je ne pouvais pas nommer M. Thiers ministre ; je ne pourrais que me retirer devant lui. Je veux bien pourtant aller plus loin. J'accepte qu'on fasse des propositions à M. Jules Simon. Si on m'avait dit, il y a six mois, que j'accepterais M. Jules Simon pour ministre, on m'aurait bien étonné. On pourrait croire que j'en veux à M. Jules Simon de ce qu'il a dit de moi. Cela est inexact. Je n'aurais pas parlé de moi-même autrement que M. Jules Simon l'a fait. Il a dit que je n'aurais pas le prestige du comte de Chambord qui représente la race royale. Cela est parfaitement vrai ; que je n'aurais pas le prestige du comte de Paris, qui, après le comte de Chambord, représente aussi la race royale ; que je n'aurais pas le prestige que son génie avait donné à Napoléon. Cela est parfaitement vrai : j'aurais parlé comme cela de moi-même. Je n'en veux pas à M. Jules Simon. Mais si vous ne voulez pas qu'on lui fasse des propositions, qu'est-ce que je pourrais faire ? Je serai bien obligé de faire un manifeste, de dire au pays que le centre gauche n'a pas voulu rester aux affaires et qu'il n'a pas été satisfait que j'aie concédé M. Jules Simon ; et alors, il sera tout naturel de faire des élections et ce ne sera pas comme avec M. Buffet, qui parlait beaucoup, mais qui, en fait, n'a pas agi sur les élections. Je crois qu'il faudra agir et agir vigoureusement. Je n'irai pas plus loin à gauche que M. Jules Simon. M. Gambetta m'a fait

passer une liste de ministère avec M. Duclerc pour président du conseil et pour ministres M. Lepére, M. Leroyer, M. de Freycinet. Il y avait aussi M. Waddington. Ils auraient bien voulu ôter M. Léon Say. Mais on s'était cru obligé de le conserver. C'est le général Borel qui m'a apporté cette liste. Le général Borel a connu Freycinet, pendant la guerre. Il a trouvé qu'on l'accusait injustement. Ce n'était pas un Napoléon, mais il avait fait beaucoup. Le général Borel l'a défendu devant la commission d'enquête. Plus tard, Freycinet, qui lui était reconnaissant, lui a proposé de le faire nommer dans les 75 inamovibles du Sénat. Mais Borel, qui appartient à la droite, n'avait pas voulu prendre d'engagement avec les gauches. Borel ne voulant pas être sur cette liste, on devait prendre un autre général comme Gresley que j'aime beaucoup et qui est un homme très distingué !

Vous comprenez que je ne peux pas faire faire mon ministère par M. Gambetta, et comme M. Gambetta m'a proposé M. Duclerc, je n'accepterai pas de combinaison Duclerc. Il y a d'ailleurs d'autres raisons : j'aime beaucoup M. Duclerc; il nous rend de très grands services, comme président du compte de liquidation. Il a toujours voulu rapprocher de moi M. Gambetta. Il m'a un jour proposé une entrevue, et, pour qu'on ne fasse pas courir de bruits, je devais me rencontrer comme par hasard au Bois de Boulogne avec M. Gambetta. Mais je n'ai pas voulu pas plus que je n'avais voulu d'une autre entrevue,

Le comte de Chambord est venu un jour à Versailles jusque dans mon antichambre. à vingt pas de mon cabinet. Il était avec un de mes amis qui est venu me dire que le comte de Chambord était là. Mais je lui ai répondu que je ne pouvais pas le voir, malgré mon grand respect pour lui. C'est son grand-père qui a accueilli ma famille originaire d'Irlande et qui a fait pairs de France mon père et mon frère. Mais, comme Président de la République, je ne pouvais pas le voir, et je n'ai pas voulu.

Le Prince Napoléon m'a aussi demandé une entrevue, je l'ai refusée. Je ne prendrai donc pas M. Duclerc, mais puisque j'accepte M. Jules Simon, qu'est-ce qu'on peut me demander de plus ?

M. Waddington fait remarquer que ce qui était important, c'était de savoir si on aurait de la force pour combattre M. Gambetta. Il est certain que M. Gambetta mène la Chambre. On peut essayer de lui en enlever la direction, et on se demande si M. Dufaure pourra reprendre de l'influence, et comme *le Maréchal* l'interrompait en disant : « Mais si vous ne voulez pas de M. Dufaure, qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? *M. Teisserenc* a répondu qu'il était l'ami particulier de M. Dufaure et que la question n'était pas de savoir si lui et ses amis voulaient être avec M. Dufaure, ce qui ne pouvait pas faire de doute, mais si M. Dufaure pouvait reparaître devant les Chambres avec un cabinet dans lequel M. de Marcère serait simplement remplacé par un autre Ministre de l'Intérieur. Dans l'opinion

on avait opposé M. Berthaut à M. de Marcère ; si M. de Marcère est évincé, M. Berthaut restant, il y aura tout de suite une interpellation.

Le Maréchal a répondu qu'il ne faisait pas de question d'honneur dans la politique comme il l'avait déjà dit, et qu'un de ses amis qui était un homme de très bon conseil, un ancien membre de l'Assemblée Nationale, avait toujours insisté là-dessus avec lui ; mais pour l'affaire du général Berthaut, c'est autre chose. C'est là une vraie question d'honneur.

Il n'est pas possible de l'abandonner. D'abord on ne peut pas changer un Ministre de la guerre tous les six mois : si les affaires extérieures se brouillaient, cela deviendrait très dangereux. Enfin le Maréchal a insisté beaucoup pour savoir si oui ou non on refusait qu'il fît faire des ouvertures à M. Jules Simon. *M. Christophle* pensait que c'était peut-être inutile, mais tous les autres ministres ont été d'avis que ces pourparlers ne pouvaient qu'être avantageux.

M. Teisserenc a fait remarquer qu'il avait été question de M. Bardoux et qu'il était très nécessaire de faire également une offre à M. Bardoux.

Le Maréchal a dit qu'il allait écrire dans ce sens tout de suite à M. Dufaure.

M. Léon Say a fait remarquer qu'il y avait une question qui lui était personnelle et qui n'avait pas été touchée. M. Le Maréchal a dit que le général Berthaut et M. de Marcère ne pouvaient pas rester

ensemble dans le même cabinet, à cause de ce qui s'était passé dans la séance du 2 Décembre. Il faut que M. le Maréchal sache bien ce qui a eu lieu à cette séance. Il n'y avait que trois ministres au banc des ministres. M. Christophle était à une extrémité, entouré de ses directeurs généraux, à l'autre extrémité se trouvaient MM. de Marcère et Léon Say. Quand M. Laussedat a présenté son ordre du jour, M. de Marcère s'est penché vers M. Léon Say pour lui demander son avis. M. Léon Say a été d'avis d'accepter. Si donc aujourd'hui M. de Marcère sortait du cabinet pour avoir adhéré à l'ordre du jour, il serait difficile de comprendre que M. Léon Say restât.

Le Maréchal a répondu qu'il n'y avait rien d'officiel là dedans, que personne n'était obligé de savoir s'il y avait eu entente ou non, et qu'après tout, M. Léon Say ne pouvait pas sortir du Cabinet, parceque M. Dufaure avait dit qu'il n'y resterait pas sans lui.

On s'est séparé à onze heures, et on s'est ajourné jusqu'au moment où on saurait le résultat des pourparlers de M. Dufaure et de M. Jules Simon.

Nous reprenons les souvenirs de Jules Simon sur le 16 Mai.

La troisième République, à ses commencements, a vécu de contradictions et d'inconséquences. La

France, consultée dans un moment d'extrême péril, nomme une assemblée composée en majorité d'hommes de la droite. Cette assemblée crée le gouvernement de M. Thiers, qui est un gouvernement de gauche. La droite, au bout de deux ans, trouve le moyen de se ressaisir ; elle met au pinacle un des siens, le maréchal de Mac-Mahon. Qu'arriva-t-il? Il voulut naturellement gouverner avec son parti, mais les élections mirent fin à cette tentative et condamnèrent un homme de droite à gouverner avec la gauche, comme M. Thiers, et avec un ministre de M. Thiers, M. Dufaure.

Les hommes ardents de son parti le lui reprochaient avec amertume. Ils ne cessaient de lui suggérer des moyens propres à entraver l'action de ses ministres, à les renverser et même à renverser la République. Il présidait le Conseil des ministres régnants, et passait, après la séance levée, dans la salle voisine où il présidait le Conseil des ministres expectants. Là, il entendait la critique amère, passionnée, aveugle de tous les actes qu'il avait signés et qu'on exécutait en son nom. On lui faisait un devoir de prendre enfin la résolution d'en finir avec ces ignares déguisés en hommes d'Etat, et ces ennemis publics qui se qualifiaient de grands patriotes.

Il croyait tout; il partageait ces sentiments et ces espérances: mais quand on allait jusqu'à parler de lutte ouverte et de coup d'Etat, sa conscience de chrétien et de soldat se révoltait. Il était comme

une sentinelle à son poste, obligé par la fonction qu'il avait acceptée, par le serment qu'il avait prêté. Son monde frémissait de colère, et attendait avec impatience le moment de le forcer ou de le tromper.

Il disait: le pays a donné la majorité aux républicains. Ils ont le droit de gouverner, s'ils peuvent gouverner. Je leur donne des ministres républicains, et j'attends les suites, sauf à les chasser s'ils en viennent à menacer la sécurité du pays, ou ses intérêts sociaux ou religieux. Situation difficile à tenir même pour un héros et un homme de génie.

En 1876, il leur avait donné, comme il disait, leur premier homme d'Etat, M. Dufaure. Ils n'en veulent pas, disait-il encore. C'était la vérité; ils n'en voulaient pas. M. Dufaure était chaque jour l'objet d'une nouvelle attaque. Il n'avait pas de plus grands ennemis que ses amis.

Le Maréchal pensa à M. Casimir-Périer. Des négociations eurent lieu. M. Casimir-Périer éprouva des refus, se dégoûta, renonça à l'entreprise.

M. Dufaure pensa un moment à introduire du sang nouveau dans son cabinet. Il faut bien que je le dise, malgré la grande estime et la grande amitié que j'avais pour M. Casimir-Périer, et le respect que je professais pour M. Dufaure, je refusai à l'un et à l'autre la place qu'ils m'offraient dans leur cabinet. M. Dufaure prit la peine de monter chez moi, et d'argumenter pendant plus d'une heure pour me faire accepter le ministère de l'intérieur, que quittait mon ami M. de Marcère.

Je lui dis que mes attaches avec M. Thiers et l'opposition ardente que j'avais faite à l'établissement du Septennat me mettaient dans l'impossibilité de servir sous le maréchal.

A ma grande surprise, ma conduite fut désapprouvée par mes amis politiques et même par M. Thiers. Il obtint de moi la promesse, que je fis sans hésiter, croyant ne m'engager à rien, que j'accepterais la présidence du conseil si elle m'était offerte.

Elle me fut donnée cinq jours après.

Je causais dans mon cabinet avec plusieurs de mes amis, quand un messager de l'Elysée vint me dire que le Maréchal désirait me voir.

Avant de me rendre chez lui, j'exposai à mes amis que, conformément à ce que j'avais déjà dit, je n'accepterais pas d'entrer dans un ministère dont je n'aurais pas la direction et que, même avec la présidence du Conseil, je n'étais guère tenté de prendre le pouvoir.

Ils insistèrent vivement pour que je ne rompisse pas les pourparlers. C'était déjà beaucoup que le maréchal se fût adressé à moi, qu'il ait consenti à me prendre comme ministre.

Si je refusais, me disaient-ils, j'assumerais une lourde responsabilité. On ne savait pas ce qui pouvait passer par la tête du Maréchal, et si je faisais échouer une combinaison républicaine, on m'accuserait d'avoir sacrifié l'intérêt de la République et du pays à mon intérêt personnel.

Je me rendis à l'Elysée. Le Maréchal m'offrit le ministère de l'intérieur en m'annonçant que le ministre de la justice serait choisi dans les groupes de gauche.

J'appris plus tard, quand je dînais en ville, que le Maréchal ne voulait pas me donner la présidence du Conseil. Je refusai donc d'entrer dans le cabinet. Mais, devant mon obstination, et l'insistance des ministres qu'il avait réunis le soir, le Maréchal céda.

J'avais en outre le droit de choisir moi-même le garde des sceaux.

Le lendemain, je proposai au Maréchal le choix entre Martel et Le Royer. Il choisit Martel sur-le-champ.

J'entrais dans un cabinet que je n'avais pas formé, mais dont j'avais la présidence. Cela mettait fin à une crise dont la prolongation pouvait être dangereuse en raison même de l'état où était la politique extérieure; je cédais aux sollicitations de mon parti.

D'ailleurs, à l'exception du duc Decazes, avec qui je n'avais que des relations du monde, et du général Berthaut, tous les autres ministres étaient mes amis politiques.

Je me rendis compte sur-le-champ de la position du Maréchal. Je vis clairement qu'il avait un conseil des ministres occulte, dont il prenait l'avis en toute occasion ; que tout son entourage non officiel était composé de gens imbus des idées et des sentiments de la droite, et décidés à aller jusqu'au bout dès

qu'ils le pourraient, même jusqu'au coup d'Etat.

Mais je vis aussi que le Maréchal, tout en partageant leurs désirs et leurs espérances, ne consentirait à les réaliser que par des moyens légaux.

La question difficile était de savoir quels étaient les conseillers, et ce qu'il appelait des moyens légaux.

Je crus assez promptement être au courant de la camarilla. Elle était peu nombreuse. J'eus le désappointement d'y trouver trois personnes sur lesquelles j'avais toujours compté, et que leurs fonctions m'obligeaient à recevoir dans une sorte d'intimité.

Je résolus de révoquer l'une d'elles ; j'en parlai au Maréchal qui me dit aussitôt : « C'est au mieux, je vais lui donner la succession de *** ». C'était un poste de la plus étroite confiance auprès de lui. J'aimai mieux garder mon collaborateur inquiétant que de le partager.

On comprend que je ne puisse nommer ces conseillers du Maréchal. Je n'ai d'ailleurs que des conjectures. Il est bien difficile d'avoir des certitudes en pareilles matières. J'en donnerai une preuve.

J'avais toujours cru que la lettre du Maréchal qui a mis fin à mon mandat le 16 mai était l'œuvre de Mgr Dupanloup. On m'avait raconté, dans une note écrite, qu'il s'était rendu à l'Elysée, le 15, avec un prêtre de ses amis. « Vous m'attendrez dans la voiture, avait-il dit, et vous me mènerez à la gare ». L'attente dans la voiture se prolongea pendant une

heure et demie. On partit pour la gare d'Orléans. L'ami, selon sa coutume, se dirigeait déjà vers le bureau des billets, quand l'évêque l'arrêta : « Non, remontez en voiture. Je ne vais pas à Orléans, je ne veux pas qu'on sache où je serai demain. Vous-même ne le saurez pas ».

Il était donc au courant de ce qui se passerait le lendemain. Il avait donné ses conseils, pensais-je, et comme il ne voulait pas être ministre, il tenait à rester en dehors de la petite scène qui allait se jouer, et dont il avait écrit les paroles. Pas du tout. Il faut renoncer à ce récit.

On m'a dit tout récemment que Mgr Dupanloup, consulté sur cette affaire, avait déclaré positivement que la lettre n'était pas de lui. J'ai toujours pensé que l'histoire contemporaine était plus difficile à écrire et même à connaître que l'histoire ancienne.

Il va sans dire que je ne suis pas arrivé à la certitude absolue sur le second point de mes investigations. Il n'est pas sûr que le Maréchal sût bien lui-même dans quel cercle de Popilius son serment l'avait enserré. Le coup d'Etat proprement dit, l'emploi de la force armée contre la forme de gouvernement qui lui avait conféré l'autorité, il était incapable d'y recourir.

Mais j'eus un jour un curieux échantillon de la façon dont il entendait les règles constitutionnelles.

C'était à propos de l'interpellation de M. Le Blond sur les affaires de Rome, et très peu de jours avant ma révocation. Il faut dire d'abord qu'à ma grande

surprise et à ma grande joie, je me trouvais presque complètement en communauté de vues avec le Maréchal sur les questions religieuses.

Quand il survenait quelque difficulté avec le clergé, ce qui n'était pas rare à cette époque, le Maréchal ne manquait jamais de conclure en disant : « Laissons faire le président. Le président arrangera cela ».

Je ne fus pas heureux à la Chambre le jour de l'interpellation. Le discours de M. Le Blond fut accueilli par des applaudissements : le mien fut reçu froidement par mes amis, et avec une vive hostilité par la gauche avancée. Il en fut de même dans la presse, les journaux qui me soutenaient ordinairement me lâchèrent. Mes amis intimes me disaient : « Vous avez raison ; mais ce n'était ni le lieu ni le moment de le dire ». J'avais tout simplement exposé les opinions que j'ai tant de fois développées dans mes livres, qu'on peut lire dans ma profession de foi de 1848, qui a été le début de ma vie politique, et qui a dicté en 1880 ma lutte contre le fameux article 7 de M. Ferry.

Je ne trouvais d'approbation sans réserve que chez trois personnes : M. Thiers, M. Martel et le Maréchal. Le Maréchal me fit appeler, ce qui ne lui arriva guère que cette fois là. Il me dit qu'il venait de lire mon discours d'un bout à l'autre avec un plaisir sans mélange. Il généralisa la conversation au moment où je me disposais à sortir, et me dit ces propres paroles :

— Je ne vous reproche qu'une seule chose, c'est de trop écouter ces *gens-là*. Nous pouvons nous passer d'eux, nous gouvernerons ensemble, et nous donnerons à ce pays-ci de la sécurité et de la prospérité.

Je lui répondis que j'étais un parlementaire entêté, et à mesure que je parlais, les nuages montèrent entre nous, comme ces nuages de carton que le machiniste amoncelle, et qui cachent complètement aux yeux du spectateur le fond de la scène. Quand la toile se releva le lendemain, j'avais accepté un de ces ordres du jour qui ne terminent rien, parce qu'on les rend· volontairement insignifiants. Il ne m'avait pas convenu, surtout après les paroles du Maréchal, de tomber sur cette question. Mais je dis à Martel :

— Il ne nous reste qu'à trouver une bonne porte de sortie !

Pendant que nous la cherchions tous les deux avec une égale ardeur, le Maréchal se chargea très inopinément de la besogne.

Il avait été fort irrité de l'acceptation de l'ordre du jour. La Chambre venait de fixer à une séance très prochaine la discussion d'une loi sur la presse extrêmement libérale, et à laquelle le cabinet tout entier consentait avec empressement. Nous ne faisions qu'une restriction, relative aux attaques contre les gouvernements étrangers.

Nous demandions que ces délits fussent jugés par les tribunaux correctionnels, ce qui, entre paren-

thèse, vient d'être voté tout récemment par le Sénat et par la Chambre. Je m'étais expliqué sur ce point avec la commission, où je comptais beaucoup d'amis. Ils m'avaient répondu que le rapport était déposé, les arrangements pris dans les différents groupes, que l'amendement des ministres serait infailliblement repoussé, qu'il valait mieux laisser passer la loi sans prendre part à la discussion, présenter un amendement au Sénat qui l'adopterait, et revenir ensuite à la Chambre avec cet appui. C'était aussi mon opinion. Mais le conseil secret du Maréchal profita habilement de la mauvaise humeur où il était depuis l'acceptation de l'ordre du jour, et de sa passion contre la presse, faite de convictions politiques et de violentes rancunes personnelles, et lui fit prendre la résolution de passer par dessus toutes les règles parlementaires et de congédier un ministère qui n'avait pas été mis en minorité par les Chambres. On vient de voir qu'il était sans scrupule à cet égard. On lui donna une lettre toute faite. Il la copia de sa main, sans une rature. Elle ne porte que trois mots en surcharge, trois mots nécessaires, et qui ne sont par conséquent qu'une erreur de copiste. Il la fit porter chez moi dans un moment de colère. C'était le soir. Je n'y étais pas. Je ne rentrai au ministère qu'après minuit.

La première chose qui frappa mes regards, quand je m'assis à mon bureau, le lendemain à six heures du matin, fut une petite lettre placée toute seule sur

l'appuie-main. Comment était-elle venue-là ? Cela me parut étrange. Elle ne portait la marque d'aucun bureau. L'écriture m'était inconnue. Je l'ouvris, et je lus la lettre qui a été publiée dans tous les journaux du monde.

C'était la chute du cabinet ; mais c'était bien plus que cela. C'était le retour agressif de la politique autoritaire ; l'Empire sans Empereur.

Je me rendis à l'instant chez le Maréchal, croyant qu'à cette heure matinale je ne serais pas reçu. Mais il me reçut ; j'aurais mieux aimé qu'il ne le fît pas. J'avais sa lettre à la main. Je lui dis que je n'avais aucune explication à lui donner et qu'en me présentant chez lui, j'avais voulu seulement garder les formes extérieures de la politesse ; que je devais cela à sa situation et à la mienne. Je lui demandai s'il comptait publier sa lettre. Il me dit que oui.

— Alors, lui dis-je, je publierai ma réponse.

De l'Elysée, je me rendis chez M. Thiers, place St-Georges. Je le trouvai fort affligé de la mort d'une amie qu'il venait d'apprendre. Il était loin de s'attendre à la nouvelle que je lui apportais. Lui qui ne se trompait jamais, se trompait alors complètement sur ma situation. Il se moquait depuis huit jours de ma résolution de retraite. Il me disait :

— Vous êtes plus puissant que jamais.

Je me souviens même d'un détail. Le Maréchal ne signait jamais séance tenante les décrets que je lui apportais ; il me disait :

— Laissez-moi le temps de les lire. Je vous les enverrai dans la soirée.

Il aurait parlé plus exactement en disant :

— Laissez-moi le temps de les faire lire à mes conseillers.

J'en riais, parce qu'il signait toujours, mais M. Thiers n'en riait pas. Il me poussait à exiger des signatures immédiates. Il me dit, dans les derniers jours, de profiter de ma grande autorité et de ma grande solidité, pour obliger le Maréchal à se départir de ces délais. L'erreur de M. Thiers sur les résultats de l'interpellation Le Blond était partagée par la Chambre. Mais je connaissais bien le tempérament politique du Maréchal. Je savais quel cas il faisait des règles parlementaires. Je savais aussi que, subissant, malgré lui, un ministère de gauche, il était décidé à l'abandonner dès que la gauche n'y tiendrait plus. Il avait jugé avec beaucoup de sagacité l'attitude de la gauche.

— Elle lui imposera ses caprices, et le premier jour où il résistera, elle le brisera.

C'était la vérité. Il aurait pu ajouter que le chef de la gauche était résolu à me renverser. Nous étions trois à désirer ardemment ma chute. Le Maréchal, la gauche et moi. Je me retirais entre deux dictatures, dont l'une s'était offerte à moi, et dont l'autre s'étonnait de m'avoir supporté si longtemps.

J'avais deux enterrements dans la matinée du 16 mai : celui d'Ernest Picard et celui de Taxile Delord,

deux amis. Je ne voulus manquer ni à l'un ni à l'autre. Je convoquai les ministres pour midi. M. Decazes qui, pourtant, devait être bien renseigné, puisqu'il était de l'intimité du Maréchal, voulut avoir des détails immédiats sur l'attitude que je prendrais. Il appela mon fils par le télégraphe et lui exprima son indignation du procédé dont j'étais l'objet.

Il était encore fort animé lorsque nous nous trouvâmes tous, à une heure, dans mon cabinet pour la dernière fois. J'étais peut-être le plus calme. M. Waddington déclarait qu'il ne pardonnerait jamais. M. Decazes ayant essayé de dire que le Maréchal se repentait peut-être à présent de l'envoi de sa lettre, et qu'il s'offrait pour tenter une négociation, tous les ministres présents furent unanimes pour protester, et M. Waddington avec plus d'animation que tous les autres, s'écriait qu'il ne s'asseoirait jamais avec le Maréchal à une table du Conseil. Je mis fin à la discussion en disant à mes collègues que j'avais envoyé ma démission au Maréchal, et que je les avais réunis pour leur communiquer ma lettre, et non pour en partager avec eux la responsabilité. Je leur en donnai lecture, et je puis dire que l'approbation fut unanime. M. Waddington rappela encore que le Président m'avait dit, pendant la discussion en Conseil :

— Je sais bien que vous êtes engagé de toutes les façons pour la liberté de la presse, par vos écrits, vos discours, vos paroles, et qu'on ne peut pas vous

demander de vous rétracter, mais vous n'êtes pas tout le Conseil.

Mes collègues ne me donnèrent pas le temps de lui répondre et affirmèrent spontanément que le cabinet était solidaire. Ils renouvelèrent cette déclaration à plusieurs reprises dans notre dernière entrevue.

C'était déjà beaucoup que le Président de la République eût traité avec tant de hauteur le chef du gouvernement; je ne voulus pas ajouter à ce scandale par mes récriminations. Je crus qu'on rendrait justice à la dignité de mon attitude. Je me trompai. L'opinion publique réclamait des protestations véhémentes et réitérées.

On m'a même reproché de ne pas avoir attendu au lendemain pour porter la question devant la Chambre entre le Maréchal et moi.

C'était probablement mon intérêt personnel ; ce n'était pas de ma dignité, ce n'était surtout pas de l'intérêt du pays. On oublie trop les sollicitations incessantes dont le Maréchal était l'objet. Ses amis le poussaient à un coup de force — pour sauver la société, lui disaient-ils. Ils représentaient le parti républicain comme un parti d'insurgés avec lequel il n'y avait pas de ménagements à garder. Ils n'attendaient qu'un prétexte pour le décider.

Le Président de la République nommant les ministres, il pouvait s'imaginer qu'il avait le droit de les révoquer. Une résistance aurait procuré à la camarilla l'occasion de dire qu'à une insurrection on pouvait répondre par un coup d'État et que les

premiers nous avions porté atteinte à la Constitution de 1875.

Cette idée de Coup d'Etat était dans l'esprit de tout le monde, et j'avoue que, sachant ce qui se passait à l'Elysée et voyant la désinvolture avec laquelle le Maréchal entrait en lutte avec la représentation nationale, elle me préoccupait vivement.

Quand les ministres que j'avais convoqués le 16 mai se retirèrent, le général Berthaut, ministre de la guerre, resta seul avec moi. Il était convaincu — et il ne se trompait pas — que le Maréchal lui demanderait de rentrer. A plusieurs reprises, il nous avait exposé que, suivant lui, les ministres des affaires étrangères et de la guerre devaient être presque inamovibles. Et le général Berthaut me demanda conseil pour savoir s'il pourrait honorablement conserver ses fonctions dans une combinaison nouvelle.

— Vous n'êtes pas un homme politique, lui répondis-je. D'ailleurs, dans les circonstances actuelles, la présence d'un honnête homme comme vous au ministère de la guerre est une garantie pour tout le monde.

— Je ne resterai, me répondit-il, que si vous me le conseillez. Je comprends ce que vous voulez dire. Vous pouvez être certain que, tant que je serai ministre de la guerre, l'armée restera en dehors de la politique.

Et il précisa en déclarant que jamais il ne prêterait la main à un coup de force.

Je lui demandai de rester. C'était le dernier service que je rendais à mon pays comme président du Conseil.

En me retirant ainsi, je laissais le Maréchal en face de la Constitution qu'il avait juré de respecter. Je le laissais en face du Parlement, en face du pays. Et je dis, après dix-sept ans écoulés, que j'ai eu raison.

LES STATUES - LA BRETAGNE

Les Statues. — La Bretagne

La politique m'avait laissé quelques loisirs, ou tout au moins elle me permettait de faire quelques tournées de statues, je ne vous en ai pas encore raconté une seule. J'ai bien envie de vous parler de celle que j'ai faite pour inaugurer les monuments de Guépin et de Brizeux. La voici telle que je l'ai écrite à Lorient.

Nous sommes arrivés à Pontivy à dix heures du soir, par un petit chemin de fer qui met plus de trois heures à faire 73 kilomètres. On nous a fait les honneurs d'une marche aux flambeaux. Toute la population était là, pleine de gaîté. Guépin est un enfant de la ville ; son père, Victor Guépin, a été député de Pontivy pendant les cent jours. Le père et le fils ont été des républicains, les propagateurs et les

défenseurs de l'idée républicaine dans l'Ouest; mais ce n'est pas le républicain que l'on fête, c'est l'homme qui a constamment pratiqué la charité, cette vertu bretonne par excellence. Renan disait l'autre jour à une vieille femme de Tréguier, qui ne sait pas lire :

— Je vais à la fête de Guépin. Savez-vous qui c'est?

— Oui, dit-elle. C'est un médecin qui faisait du bien aux pauvres gens.

Si Renan avait demandé à notre bonne compatriote ce que c'est que Brizeux, elle lui aurait répondu qu'elle n'en savait rien. Le croiriez-vous? Brizeux a été un moment presque oublié dans sa ville natale. Il n'y avait pas une fleur sur son tombeau; la grille qui l'entoure était toute délabrée; la croix elle-même, la croix de bois, n'était plus debout. Il a fallu que le hasard amenât dans le cimetière un autre poète, Eugène Manuel, qui nous a raconté sa visite en vers émus et touchants, restés dans toutes les mémoires. La statue de Brizeux, œuvre charmante d'un statuaire breton, M. Ogé, n'était donc pas inutile. Il fallait cette nouvelle consécration à un poète qui est une des gloires de la France, et une des gloires les plus pures de mon cher pays breton.

Nous passons notre temps depuis quelques années, à élever des statues à nos grands hommes de première et de seconde catégorie. Cela vaut mieux que de les oublier. Le général Trochu a dit un jour à la

tribune que la France ne s'est jamais tant décorée que depuis ses malheurs : on pourrait dire à présent qu'elle ne s'est jamais tant élevé de statues. C'est peut-être un petit ridicule, je conseille à mes concitoyens d'y persévérer puisqu'il nous sauve de l'ingratitude. Ces statues enseignent l'histoire, elles sont comme une leçon visible et tangible, elles nous apprennent à être fiers de notre pays, un bon sentiment qui nous porte à désirer que le pays, à son tour, puisse être fier de nous. Il est bon que la population de Lorient, composée en majorité de soldats et de marins, dise en voyant la statue de Bisson, mort en héros pendant la guerre de l'indépendance hellénique : Voilà l'homme qui a mieux aimé sauter avec son navire que de le livrer à la flotte ennemie. J'aime aussi qu'elle coudoie, tous les jours, la statue du grand musicien Victor Massé et celle du grand et doux poète. La statue de Brizeux ! c'est comme une statue élevée à la Bretagne, non pas à la Bretagne des druides, ni à celle des héros de la table ronde, ni à celle de Duguesclin, ni à celle des glorieux marins, qui ont créé et illustré nos colonies, mais à la Bretagne fidèle, patiente, héroïque de résignation et de courage, qui a conservé jusqu'à nous ses usages, son costume, ses mœurs, ses croyances, qui s'est battue pour ses idées et pour la France, qui nous donne nos meilleurs marins, et qui nous a donné, en 1870, nos meilleurs soldats. C'est cette Bretagne-là que Brizeux a chantée et qu'il personnifie. C'est elle que Renan et Manuel ont célébrée dans un beau

langage, à la cérémonie d'inauguration. Vous ne pouvez vous figurer, ayant le malheur de n'être pas Breton, l'émotion qui nous a saisis en voyant l'image rêveuse et mélancolique de notre doux poète. Nous avons aussitôt retrouvé dans nos souvenirs, *Marie, Les Bretons, La Fleur d'Or*, nos petites églises du quatorzième siècle, vrais bijoux semés au fond de nos déserts, nos calvaires avec leur peuplade de saints, nos clochers à jour, nos pélerinages célèbres, nos grèves désolées et majestueuses, nos grandes landes monotones, émaillées çà et là par la fleur d'or, nos champs de sarrazin, nos pommiers en fleurs, toute cette nature puissante qui nous attache par tant de liens, et que Brizeux regrettait à Paris, au milieu des merveilles de la civilisation et à Naples, dans le pays du soleil et sur les bords de la mer bleue. Nous retrouvions aussi, comme dans un rêve, les mystères de la forêt de Brocéliande, les longs combats contre les Anglais, les hauts faits de Duguesclin et de nos autres grands gagneurs de batailles ; nous nous rappelions, nous, les bleus, que la chouannerie a eu ses grands hommes, nous pensions avec orgueil aux mobiles de l'année terrible et aux zouaves de Charrette, et nous, les fils de Descartes, qui était aussi un breton, nous apercevions, comme dans un poétique mirage, les théories de jeunes filles suivies le long des côtes par les marins au teint cuivré, portant les bannières et les reliques, et chantant à tue-tête des cantiques bretons, dans une langue que nous ne comprenons plus, mais dans

un sentiment qu'un breton comprendra toujours. Il y avait là huit ou dix mille hommes. Croyez-vous qu'il ne reste rien d'une telle journée?

Il y a eu, n'en doutez pas, des jeux, des illuminations, des promenades aux flambeaux, des danses bretonnes, tout l'appareil officiel et insignifiant des fêtes publiques. La municipalité a bien fait les choses. Il faut toujours payer ses joies. Nous avons pris avec résignation ces magnificences, mais il nous reste de tout cela une belle statue, de beaux discours, et un grand sentiment.

Je pense avec plaisir que la statue de Bisson, celle de Victor Massé et celle de Brizeux, qui décorent ma ville natale, sont à peu près sûres de n'être pas renversées. Parmi les statues que nous élevons à présent avec une véritable furie française, il y a celles que j'appellerai des statues d'apaisement, et d'autres qui sont des statues de bataille. Je mets Brizeux et Victor Massé parmi les statues d'apaisement, cela va de soi, et j'y mets aussi la statue de Bisson, celle de l'amiral Courbet, les nombreuses statues de Duguesclin, que nous avons en Bretagne. Ce sont les gloires sur lesquelles tous les partis sont d'accord.

D'autres statues, qu'on se hâte d'élever aux grands hommes de la veille, ne sont souvent que la continuation de la bataille qu'ils livraient ou qui se livrait autour de leur nom pendant qu'ils vivaient. Paris a élevé une statue à Ledru-Rollin, qui n'était qu'un grand homme de coterie, il a autrefois porté au Panthéon les cendres de Marat, un autre grand

homme plus universellement connu, mais pour des mérites d'un tout autre genre. Il est vrai qu'un peu plus tard, il a jeté Marat à la voirie. La statue de Danton est décrétée, elle est faite. On ne savait où la mettre. On a choisi la place de l'Ecole de Médecine, d'où il verra au loin sur le boulevard Saint-Germain, et auprès de la vieille église de l'Abbaye, le théâtre des massacres de Septembre. Il y avait sur cette place de l'Ecole de Médecine une statue, celle de Broca tout nouvellement inaugurée, une statue d'apaisement, élevée au fondateur de la science anthropologique. Elle est encore là ! On la remisera peut-être un jour quelque part. N'est-ce pas Danton qui a dit : « Ce n'est pas seulement à la frontière qu'il faut combattre la coalition européenne, c'est sur la place de la Révolution ? » Ce mot-là, vaut à lui seul une statue ! Puisqu'on en vient à glorifier ouvertement la terreur, à quand la statue de Robespierre ?

Nous autres Français, ce qui nous manque en tout, excepté dans les arts, c'est la mesure. Prenez la liste des hommes que nous avons portés au Panthéon, et comparez-la à la liste de la Santa-Croce de Florence. On entre sans émotion dans ce Panthéon banal, où le génie et la vertu côtoient la médiocrité et la scélératesse. On est envahi, en pénétrant dans l'église de Santa-Croce, par une sorte de sentiment de l'éternité. Rien que les noms, sans la beauté des monuments, suffiraient pour nous remplir de respect et d'admiration. Les noms ne nous manque-

raient pas en France, si seulement nous savions choisir, si nous savions attendre !

Je suis moins inquiet pour les statues des places publiques. Je consens que chaque village ait son grand homme, et j'aime à voir les partis se souvenir de leurs chefs un an ou six mois après les avoir perdus. La justice finira par se faire jour dans cette mêlée de statues hâtives ou glorieuses.

Parmi ces chefs, élevés sur un socle comme sur un pavois et proposés à notre admiration dès le lendemain de leur mort, il y en a dont les statues sont attendues au dépôt des marbres où dont le bronze servira l'année prochaine à couler d'autres statues. Ils n'auront fait que traverser la gloire. Qu'ils disparaissent de nos rues comme ils y ont foisonné : je suis prêt à leur souhaiter bon voyage ! Il y en a d'autres, qui n'ont pas été seulement de grands républicains ou de grands royalistes, qui ont été de grands Français. On a beau renverser aujourd'hui leurs statues ; le jour viendra où on en recueillera les morceaux, comme nous l'avons fait, M. Thiers et moi, pour ceux de la colonne Vendôme.

Et puisque je vous parle de ma chère Bretagne, laissez-moi vous conter un de mes souvenirs d'une visite à Tréguier à la maison de mon pauvre ami Renan.

Tréguier est une jolie petite ville de la Basse-Bretagne, qui a été, au siècle passé, une assez grande ville épiscopale. Son port, à l'embouchure de la

rivière de Tréguier, est entouré de tous côtés par des collines verdoyantes, dont l'une cache presque entièrement l'aspect de la pleine mer. Un pont très hardi, sous lequel passent les voiliers, marque l'autre extrémité du port. Entre le pont et la passe s'élève la ville, construite sur une pente rapide. Les vieux remparts à demi-détruits, bordent le quai ; on monte par deux rues parallèles jusqu'à la cathédrale, qui est une merveille. Dans l'une de ces deux rues, à quelques pas de l'église et du cloître, est la maison où est né Ernest Renan.

Je suis allé plusieurs fois à Tréguier pendant les vacances, pour visiter mon ami Le Goaster. J'ai été député de cette ville-là il y a plus de trente ans. Comme le temps passe ! Dans une de mes dernières visites, j'ai voulu voir la maison où Renan est né et le petit séminaire où il a été élevé jusqu'à l'âge de seize ans. La maison est à lui et Le Goaster a eu d'autant plus de facilité pour m'y conduire qu'il en est le gérant.

Une gérance bien facile, qui consiste uniquement à faire les réparations les plus indispensables, car il n'était jamais question de loyer entre M. Renan et ses locataires. Mon pays est un pays tout particulier où les locataires regardent volontiers leur propriétaire comme un homme attaché à leur service. Mon ami Pollard, qui était médecin tout près de là, à Lannion, ne manquait jamais, quand on l'appelait au loin, de mettre de l'argent dans ses poches pour le laisser à ses malades. Ils ont bien fait leurs

affaires, Pollard et Renan, à ce métier-là, puisque l'un a gagné le ciel et l'autre le Panthéon.

La bonne femme qui nous montra, au second étage de la maison, la chambre où Renan est né ne manqua pas d'expliquer à Le Goaster qu'il fallait refaire la cheminée et l'escalier. Je dois dire que l'escalier était un casse-cou. La chambre devait abriter difficilement tout un ménage ; mais elle était assez vaste et bien éclairée par de larges fenêtres. La locataire, elle, était très misérable. Il y a bien des années de cela, et tout a pu changer depuis, choses et gens. Je lui demandai s'il ne venait pas des Anglais pour visiter la chambre de M. Renan.

— Oh ! oui, monsieur ; il en est venu encore hier.

— Eh bien, lui dis-je en riant, quand il en viendra d'autres, vendez-leur la plume qui a écrit la *Vie de Jésus* ; cela vous fera un joli revenu.

— Mais, dit-elle d'un air consterné, je ne l'ai pas.

Je fus reçu au petit séminaire avec la plus grande cordialité, malgré ma qualité de philosophe et d'ancien universitaire. Le Supérieur ne me laissa pas lui exposer le but de ma visite. « Vous venez au berceau de Renan », me dit-il. Et tout de suite : « Quel admirable esprit ! Quel grand écrivain ! Et quel malheur qu'il soit sorti du bon chemin ! Mais, monsieur, nous sommes tous ici persuadés qu'il y reviendra, et nous prions Dieu avec ardeur pour obtenir sa conversion ». Je me gardai d'insister sur ce sujet brûlant, et le bon Supérieur évita lui-même d'y revenir. Il ne parla que de Renan, de son

talent précoce qui avait fait l'admiration du diocèse, de sa piété, de son amour passionné pour sa mère, pour son frère Alain, et surtout pour sa sœur Henriette. « Il était ici l'ami de tout le monde ». Celui qui me parlait ainsi était lui-même un des condisciples de Renan, quoique plus âgé de quelques années. Il me montra la petite chambre qu'on avait donnée au premier élève de la maison. « Personne ne l'habite, me dit-il. Nous la lui gardons. Il pourrait venir l'occuper aujourd'hui sans qu'aucun de nous lui adresse un reproche. Nous le recevrions comme un ami, avec le respect que nous devons à sa gloire littéraire ».

Tout cela était dit avec une sincérité et une cordialité qui me touchaient profondément. Je me rappelais en même temps avec un certain plaisir qu'il n'y a nulle part dans les ouvrages de Renan, un mot agressif contre la religion catholique. Il l'a quittée, comme il le disait quelquefois, pour des raisons philologiques ; mais infidèle au dogme, il est resté fidèle à la morale. Je dirais presque qu'il est resté fidèle à la liturgie. S'il était devenu prêtre, comme il en avait le projet au commencement de sa vie, il n'aurait pas mené une vie plus exemplaire ; il n'aurait pas parlé avec plus d'émotion, de tendresse et d'éloquence de l'Eglise et de ses œuvres. Si le Supérieur du petit séminaire a assez vécu pour entendre parler de *l'Abbesse de Jouarre*, je suis sûr qu'il en aura beaucoup souffert, mais j'espère qu'il aura pardonné ce péché-là comme les autres.

C'est le rôle d'un prêtre de pardonner et d'aimer.

Les contemporains de Renan lui prodiguent aujourd'hui tous les honneurs. La postérité ne les démentira pas. Sa place reste marquée pour l'avenir au premier rang des érudits, des penseurs et des écrivains. Il me semble que ceux qui ne l'ont pas connu doivent comprendre, en le lisant, combien l'homme fut vaillant, aimable et bon. La bonté va bien avec le génie. Il est doux de pouvoir aimer ceux qu'on admire.

Voici une lettre que Jules Simon écrivait à Madame Jules Simon pendant son voyage de Bretagne.

En 1888, Lorient.

J'ai profité de ma présence à Lorient pour aller à Douarnenez. C'est un pays superbe. Malgré tout je serai bien aise de me retrouver jeudi dans mon grenier. Depuis que je suis vieux, je me suis tellement attaché à deux ou trois personnes que je ne puis plus me passer d'elles. C'est une très sotte idée de la nature. Elle a rendu les vieillards insupportables et par conséquent elle devrait leur donner le goût de la solitude. Voilà la belle philosophie que je me fais ici. Il y a aussi quelque chose de triste de se retrouver dans son pays après 60 ans, sans y connaître qui que ce soit, sans y être connu, sans y avoir ni un intérêt, ni un sentiment. Cela ne doit pas arriver à beaucoup de monde. Je ne dis pas que je n'aie pas eu des chances heureuses puisque je suis arrivé à des positions enviées, mais presque toujours dans des conditions exceptionnellement et singulièrement désagréables. Je suis bien aise d'avoir fait ce voyage comme une sorte d'adieu à ma vie. Je vais tâcher à présent d'aller au jour le jour, et de penser uniquement à l'avenir sans plus me préoccuper de mon passé, qui ne vaut pas grand chose, et de mon avenir qui n'existe plus, à l'âge où je suis.

Je voulais écrire à Gustave à qui je suis très reconnaissant pour la lettre qu'il m'a écrite. J'espère qu'il n'a pas d'idées tristes et que nous n'en aurons ni les

uns ni les autres pendant nos prochaines vacances. Ce sera parfait d'avoir trois mois de bons comme ceux de l'année passée. Je n'avais pendant ces trois mois d'autre souci que ta santé qui grâce à Dieu, est bien meilleure à présent.

A jeudi, mille amitiés à vous tous.

Jules.

L'ACADÉMIE

L'Académie

Jules Simon termine par ses souvenirs sur l'Académie Française, à laquelle il appartenait depuis 1876.

Je parle de l'Académie avec le plus grand respect. Il y a trois sortes d'académiciens : ceux qui honorent l'Académie en y entrant ; ceux qui sont de plain-pied avec elle, et ceux qu'elle honore beaucoup en les nommant. Je suis de la troisième espèce, je dois donc en toute occasion lui témoigner ma déférence et ma reconnaissance. Il n'y a rien qui puisse la blesser dans les historiettes que je vais dire sans ordre ni prétention, à mesure qu'elles se présenteront à mon esprit. Elles ne concernent que les candidats. Ce sont, à proprement parler, les bagatelles de la porte.

On demande quelquefois si l'Académie a perdu de son prestige. Mon Dieu, oui. Il n'y a qu'à lire la liste de cette année, en la comparant à celle de 1840. Elle avait à la fois Lamartine, Victor Hugo, Alfred de Musset; elle avait Guizot, Thiers et Mignet ; elle avait Cousin et Royer-Collard, sans compter ceux que j'oublie. Peut-être le public de ce temps-là était-il plus porté que le nôtre à admirer et à respecter. Nous autres, nous sommes des critiques et des frivoles. Nous nous moquons de nos grands hommes. Nous leur frappons amicalement sur l'épaule. Nous sommes prêts à jurer qu'ils ne sont pas si grands que cela.

Nous assistons aux élections académiques avec une certaine indifférence.

Je crois pourtant que cette impassibilité n'est qu'apparente. Si Victor Hugo était candidat, et s'il était obligé, comme il l'a été en effet, de se présenter quatre fois pour être élu, je crois que vous verriez un beau tapage. Un corps tel que l'Académie, est fait pour avoir des hauts et des bas. Un jour il a des Corneille, des Racine et des Bossuet, et le lendemain il a des Morellet. On ne peut pas avoir continûment du génie.

J'ai assisté aux luttes de Victor Hugo. Je crois bien que nos aînés pensaient à autre chose, à la politique, à leurs affaires ; mais ils pensaient beaucoup à cette élection. Nous autres jeunes gens, nous ne pensions pas à autre chose. Dupaty ! On lui pré-

férait Dupaty ! Nous ne savions pas si la France se relèverait jamais d'une pareille faute et d'une pareille humiliation.

Victor Hugo donna le grand exemple d'être un candidat persévérant. Ceux qui s'irritent pour un seul échec et quittent définitivement la partie, devraient bien prendre modèle sur lui. Il est vrai qu'il avait vingt académiciens contre lui, et pour lui des millions d'admirateurs.

Ce n'était pas le cas de Casimir Bonjour. Il était candidat perpétuel à l'Académie lorsque j'étais étudiant. Nous faisions bon accueil à sa candidature. Nous savions trois vers de lui, pas davantage, mais ils étaient beaux. C'était dans une comédie en vers, qui avait un certain nom, que vous n'avez pas besoin de savoir, et que je n'ai pas le temps de chercher. Les voici :

Elève distingué d'une célèbre école,
Charles est ingénieur, et dans tout ce qu'il dit
De la polytechnique on reconnaît l'esprit.

Je ne peux pas vous dire comment l'idée d'être candidat se forme dans les esprits, parce qu'il n'y a pas de règle générale. Je suppose que quelques-uns se disent : « J'ai autant de droits que celui-là, qui est académicien. Je vais essayer ». La plupart du temps c'est un ami qu'on voit dans les salons, et qui vous dit : « Vous devriez être des nôtres ». Le candidat à qui on a dit nonchalamment cette parole,

rentre chez lui tout enflammé. Il passe sa nuit à calculer ses chances, et le lendemain il se promène dans plusieurs maisons en disant : « On m'offre l'Académie. — Eh bien, présentez-vous. — Je ne sais pas. Je verrai. Il y a bien des nullités. Et puis il faut tirer son chapeau à des gens qu'on n'estime pas ».

Il tire son chapeau, huit jours après, à tous les secrétaires des académiciens.

— Ils me font pitié, disait Cousin. Ils nous guettent à la sortie de l'Académie : « Mettez vite votre fourrure. Le temps est aigre, je me suis procuré un fiacre pour vous ». J'aime à publier un livre en temps d'élection, disait-il, parce que les candidats font pour moi les démarches et les discours. Ils disent ce que je ne pourrais pas dire. Ils assiègent les journaux.

Il y a des abstentions ou des retraites qui font grand bruit. Je ne pense pas que Balzac ait été candidat. Pourquoi ? Il aurait fini par là, bien certainement. Il avait d'implacables ennemis. Je me rappelle toujours un déjeuner que nous fîmes chez Procope avec Sainte-Beuve et Brizeux. J'étais tout enflammé d'un roman de Balzac qui venait de paraître. J'en citai de belles parties. « Oui, dit Sainte-Beuve, dédaigneusement. Il peut avoir de loin en loin une rencontre heureuse. C'est comme une petite fleur qui pousse sur un fumier ».

Alexandre Dumas avait la faiblesse de soupirer

pour l'Académie. Je dis la faiblesse, parce qu'elle n'avait rien à lui donner. Il sollicitait Victor Hugo, qui faisait la sourde oreille. Nous étions un certain nombre de ses amis qui mettions son nom en avant chaque fois qu'il y avait une vacance, mais nous lui donnions en même temps le conseil de ne s'avancer qu'à coup sûr. Voilà un conseil digne de nos bonnes cervelles. On ne marche jamais à coup sûr dans une élection, quelle qu'elle soit. Et quand il aurait échoué, voyez la belle affaire ! C'eut été tant pis pour l'Académie. Je suppose que c'était une affaire de cœur; il voulait être poussé et présenté par Victor Hugo. Dieu sait avec quel entrain il se serait attelé à la candidature du grand poète s'il avait eu la chance de passer le premier. Il souffrait beaucoup, à sa manière, de cette exclusion inqualifiable. Un jour qu'il nous donnait un grand déjeuner préparé de ses propres mains, et qu'il n'avait cessé de parler de l'Académie, en poussant de grands éclats de rire : « Je n'en serai pas, dit-il, et Alexandre (1) en sera ». Cette plaisanterie lui parut si bonne qu'il la répéta à plusieurs reprises. Je ne sais ce qu'en pensait Alexandre, qui était là : mais pour nous autres, qui formions la galerie, nous pensions que l'Académie aurait dû le nommer depuis longtemps, et qu'elle n'aurait pas pu lui donner un plus brillant confrère.

(1) Alexandre Dumas fils.

Nous avons les écrivains qui se présentent aux suffrages de l'Académie sans avoir jamais écrit. On sent bien que je ne range pas les Berryer dans cette catégorie. L'éloquence oratoire est une des plus belles formes que puisse revêtir le génie. Mais les écrivains dont je parle, qui n'ont jamais écrit, n'ont jamais parlé, de sorte que leur présence sur les listes de l'Académie demeure une énigme. On donne pourtant une raison de leur présence. Voulez-vous, dit-on, que les académiciens, conservateurs des grâces et des délicatesses de la langue, vivent continuellement dans la société des petits bourgeois, des petits rentiers et des cuistres de collège? Les marquis leur apprendront les belles manières ; et, en retour, ils leur apprendront l'orthographe.

Il y a des œuvres d'écrivains que je cite avec plaisir, parce que leur procédé est plein de délicatesse. Ce sont les auteurs qui, suivant une mode très répandue aujourd'hui, ont travaillé avec un autre et lui doivent une large part de leur succès. Comme on ne peut pas faire entrer toute la Société dans l'Académie, on en recueille seulement le gérant, et il fait les honneurs de son succès à ses collaborateurs, soit dans son discours de réception, soit pendant sa candidature. On comprendrait difficilement qu'il n'eut pas été question de Mélesville pendant la candidature de Scribe. Quand M. Halévy fut membre de l'Académie française, tout le monde se disait : « Comment M. Meilhac

n'en est-il pas? » Et M. Halévy le disait plus haut et plus souvent que tout le monde. Ils y avaient tous les deux leur place marquée depuis longtemps.

Je me trouvais chez Cousin quand Michelet fit sa visite de candidature, non pas pour l'Académie française, dont il ne fut jamais, mais pour l'Académie des Sciences morales. Je me retirai par discrétion dans une pièce voisine; mais je n'y perdis rien, car Cousin le prit sur un ton si élevé qu'on l'entendait d'un bout de l'appartement à l'autre à travers les portes fermées. Michelet ne tarda pas à répondre sur le même ton, et la scène, si on osait la reproduire, serait, je vous en réponds, une excellente scène de comédie. Je me bornerai à dire que Cousin fit l'apologie d'un historien aujourd'hui fort oublié et dont l'Ecole Normale avait aussi retenu une phrase que vous serez bien aise de connaître. — La voici : — « Annibal, *dit Bossuet*, tailla les Romains en pièces à la bataille de Cannes ».

J'étais aussi dans le cabinet de M. Cousin quand il reçut la visite de M. Ancelot, mais il ne me permit pas de me retirer, et M. Ancelot insista poliment pour que je restâsse. Le candidat, en homme du monde, fit porter la conversation sur des propos de salon et sur les nouvelles politiques. — Cousin, au contraire, la ramenait sur les questions de théâtre : « Nous autres psychologues dit-il obligeamment, nous faisons des préfaces pour vos comédies ». Je

vis clairement que M. Ancelot ne comptait pas sur lui ; mais il lui fut reconnaissant du bon accueil.

« L'imbécile », dit Cousin, dès que l'auteur de Louis IX eut le dos tourné. Il aperçut un paquet assez volumineux que le visiteur avait déposé sur la table de l'antichambre. Il l'ouvrit. C'étaient les œuvres complètes de Mme Ancelot. « Ah ! Ah ! dit Cousin en se rassérénant, voilà le seul trait d'esprit que je connaisse de lui ».

L'Académie ne change jamais ses usages. C'est le corps le plus conservateur que nous ayons ; il faudrait peut-être dire que c'est le seul. Pourtant elle a changé quelque chose aux formes de la candidature. Autrefois, les candidats étaient tenus de faire une visite à chaque académicien, et de le trouver. Il fallait se présenter en tenue de soirée et, si l'académicien n'était pas là, recommencer indéfiniment. C'était plus ennuyeux pour le candidat que pour l'académicien, mais tellement ennuyeux pour l'un et pour l'autre, qu'on a laissé ces exigences disparaître l'une après l'autre.

Il est bon de savoir que tous les candidats ne sont pas du bois dont on fait les académiciens. Il y en a qui ont fait des ouvrages ignorés du monde entier ; il y a des écrivains obscènes, plats ou grossiers ; il y a les écrivains qui n'ont pas écrit ; il y a même des fous. Tout récemment, un candidat a fait ses visites en costume de carnaval, escorté des membres de son conseil. Ils allaient en troupe dans la rue ; il ne leur manquait qu'une musique.

On peut donc se contenter de déposer une carte dans les maisons où l'on est sûr de ne pas trouver un ami. On peut aussi se débarrasser de la cérémonie onéreuse du ballot. Les mauvais livres coûtent aussi chers que les bons livres ; et il s'agit ici de quarante exemplaires. Nous avons à l'heure qu'il est onze candidats, qui fourniraient chacun 39 ballots, soit en tout plus de 400 ballots en circulation. Il faut admettre pour chaque auteur une moyenne de dix volumes. Cela ne fait pas moins de 4,000 volumes à porter chez 39 académiciens, et de là sur les quais. Que de besogne inutile ! Libri, qui avait une librairie interlope, qu'il garnissait par tous les moyens, vendait à Joubert, qui demeurait rue des Grès, tout auprès de chez lui, les livres que lui apportaient les candidats à l'Académie des Sciences. Les candidats qui connaissaient le sort réservé à leurs bouquins, s'arrangeaient avec Joubert pour les reprendre. C'était pour leur prochaine candidature. Il y a tel candidat malheureux dont les œuvres se sont promenées quatre ou cinq fois dans le même ballot de leur domicile à celui de Libri, de chez Libri à la boutique de Joubert, et de la boutique de Joubert dans le grenier de l'auteur.

Une conséquence bien amusante de nos mœurs académiques, c'est qu'il est plus avantageux de n'avoir qu'un petit ballot. Les malheureux qui ont passé leur vie à écrire, ont écrit nécessairement de bien mauvaises pages. On en trouve dans les plus

grands auteurs ; mais l'auteur d'un seul livre, qui a passé sa vie à le revoir, à le travailler, à en expulser les moindres scories, peut présenter un ouvrage sans défaut. Il est peut-être aussi sans mérite, mais il est sans défauts, notez bien cela, c'est un grand point. On ne viendra pas crier contre lui : « Tarte à la crème ! » Il est bien commode d'avoir peu écrit. C'est le plus vilain tour qu'on puisse jouer à la critique.

On a beau se moquer, dans les journaux et dans l'*Immortel*, qui est un très beau roman, de l'Académie et des académiciens, chaque place attire des nuées de candidats, je dis des plus huppés, et chaque réception est courue comme une grande première. L'Académie a bien soin que la salle soit incommode et malsaine, que les couloirs soient insuffisants, qu'il faille faire la queue pour entrer et s'étouffer à la sortie ; plus elle est insupportable, et plus l'affluence qui se presse à ces cérémonies démontre la popularité persistante de la compagnie. Une réception est un évènement très parisien. Les membres de l'Institut y sont aussi entassés que le public. A la réception d'Octave Feuillet (où assistait l'Impératrice), Littré, Montalembert et moi, nous n'avions, pour nous trois, qu'une seule place ; j'avais un de ces deux grands hommes sur chacun de mes genoux.

La salle est intéressante pendant la demi-heure d'attente qui précède le lever du rideau, c'est-à-dire l'ouverture des deux portes placées derrière le

bureau et par où pénètrent les académiciens. On se connaît, on se compte. Il y a là les habitués, dont quelques-uns parviennent même, par je ne sais quel sortilège, à occuper toujours les mêmes places. Le général Changarnier était toujours au-dessous de la statue de Sully. M. Sarcey a son siège au-dessous de la tribune de l'est. Chaque récipiendaire amène sa séquelle. Toute la diplomatie européenne était là le jour de la réception de M. Molé et de M. Thiers. Toutes les mondaines étaient accourues pour Emile Augier et Alexandre Dumas. La séance de Victor Hugo a commencé par des scènes de pugilat. Si, de loin en loin, l'Académie ouvre ses portes à quelque vieux philosophe, M. Pingard se prélasse ce jour-là, les bancs sont clairsemés, on arrive par petits pelotons jusqu'à la fin du discours.

L'Institut entre processionnellement à deux heures sonnantes. Le « nouveau » paraît le premier, avec ses deux parrains, tous les trois en habit vert. Il choisit ses parrains. Les miens ont été M. Thiers et M. Legouvé. Permettez-moi de me vanter de ces amitiés illustres. J'ai été à mon tour le parrain de Renan, avec Victor Hugo pour collègue de parrainage. Victor Hugo était en habit de ville. Il écrivit le matin à M. Camille Doucet que son habit d'académicien était dans sa maison de Guernesey. Il ne pouvait pas affronter la mer pour aller le chercher si loin ! Renan ne l'aurait pas permis. Renan ne voulait pas répéter nuit et jour pendant toute une

semaine les vers d'Horace (un peu de pédantisme en passant).

O navis, referent in mare te novi
Fluctus ! O quid agis ? Fortiter occupa
Portum.

Nous apprîmes le lendemain, que le grand poète avait trouvé en rentrant chez lui, son habit d'académicien paisiblement suspendu dans son armoire. On se demandait ausi pourquoi diable, il l'aurait emporté à Guernesey !

Cette aventure d'habit me rappelle un autre académicien qui, ayant à faire une visite officielle, le lendemain même de son élection, la fit en costume. En voilà un qui avait confiance en son étoile.

Le costume a joué un grand rôle dans l'histoire de l'humanité. Rappelez-vous que Fénelon, dans la République de Salente, assigne un costume, et même un costume assez incommode, à chaque classe de citoyens. Presque tout le monde devait porter une robe longue, *vestis talaris*; il n'en voyait pas les inconvénients, en sa qualité d'archevêque. Ils sont très réels pour marcher, pour fendre du bois, pour tourner la terre avec une bêche. La Convention, le Directoire, l'Empire ne créaient pas une fonction, une dignité nouvelle, sans charger Louis David d'en dessiner le costume. Costume des directeurs, costume des Consuls, costume des commissaires de police, des prud'hommes. Il va sans dire qu'il y avait le costume des académiciens. Vous le connais-

sez, puisqu'on le porte encore, en modernisant et en enlaidissant la coupe de l'habit, qui était à la française. Mais le costume, quand est-ce qu'on le met à présent ? Aux réceptions, aux enterrements. Trois ou quatre fois dans l'année. Il fallait le mettre à toutes les séances, selon la Convention, et même le garder sur soi toute la vie, comme on garde l'uniforme. Il y avait pour cela deux costumes, le grand et le petit, tous les deux dessinés par David. Quand le citoyen Lakanal fut rétabli dans les cadres de l'Institut, en 1836, il n'eut rien de plus pressé, en arrivant d'Amérique, que d'endosser son costume, petite tenue, de 1797, et de se rendre rue d'Aumale chez le citoyen Mignet, pour lui donner et en recevoir l'accolade fraternelle.

Je suis en possession de deux anecdotes qui me sont personnelles, mais qui me semblent assez piquantes. Il y aurait de l'affectation à ne pas vous les raconter. Je suis membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, depuis plus de trente ans. Nous vivions, il y a trente ans, sous un prince dont je ne veux pas médire, mais qui n'aimait pas les succès de ses ennemis. Il fallait un peu de courage pour voter pour moi. Mon Dieu, oui. Quand je me rappelle cela à distance, je ne puis m'empêcher d'en rire.

Cousin ne voulait pas voter pour moi, et pourtant ne pouvait guère s'en dispenser. Il vint à la séance pour se montrer, mais comment faire pour ne pas voter, étant là ? Voter pour mon concurrent,

il n'y songeait pas. Il faut vous dire d'ailleurs, que nos scrutins ne sont secrets qu'en apparence. Il sortit tout doucement de la salle pendant qu'on votait, et eut la bonne chance de n'être pas remarqué. On ferme le scrutin, on compte les billets : Trente-quatre. Trente-quatre bulletins, et la feuille de présence qui ne peut se tromper, accuse la présence de trente cinq membres. Pour comble d'embarras, les voix se partagent par moitié. — Chaque concurrent en a dix-sept; il y a ballottage dans les pires conditions, puisque tout dépend d'une seule voix. Il est probable que personne ne voudra se déjuger, et qu'on va multiplier indéfiniment les tours de scrutin, ce qui est à la fois ennuyeux et scandaleux.

M. Thiers fut le premier à se douter de ce qui s'était passé. « Notre confrère Cousin était là il y a trois minutes. Il se sera trouvé absent au moment du vote. Il aurait fallu l'attendre. Huissier, allez le chercher ». Ce n'était pas l'avis de mes adversaires et ce n'était pas l'usage des académies, où les scrutins se suivent toujours sans interruptions. Il y eut une contestation assez longue, mais c'était M. Thiers. On osa d'autant moins insister qu'il offrait d'aller en personne, chercher le délinquant.

Il part, il visite la bibliothèque, le secrétariat, les bureaux, il met tous les commis en réquisition. Il fait comparaître les deux concierges, M. Cousin est entré, M. Cousin n'est pas sorti. On ne peut pourtant pas le chercher sous les tables. M. Thiers, très

déconfit, rentre dans la salle et raconte sa mésaventure. On se demandait en sortant où donc était passé ce pauvre Cousin; vous vous le demandez peut-être aussi. Il était dans un lieu où M. Thiers ne serait jamais allé le chercher, et où il ne s'attendait pas à rester si longtemps.

Mon autre aventure vaut-elle la peine d'être contée? Elle peut servir à montrer à quoi tiennent les destinées d'un académicien. Cette fois-ci, il s'agit de mon élection à l'Académie française. Cette élection était encore une affaire d'Etat. Voyez où la politique va se nicher. Tous les conservateurs votaient contre moi avec passion. J'avais beaucoup d'amis parmi eux; mais leur conscience ne leur permettait pas de voter pour un ennemi de la religion et de l'ordre social. Il y en avait un, ceci en passant, qui m'était très cher, et qui a été mon ami intime jusqu'à sa mort. Nous savions qu'il votait contre moi; il n'en disait pas la raison, que personne ne put deviner. Il me la dit un jour pour diminuer, disait-il, ses remords. C'est qu'étant ministre de l'instruction publique, je lui avais refusé la croix de commandeur de la Légion d'honneur. Je n'ai jamais été plus raisonnable. Il faillit m'en coûter mon élection.

Mes amis (permettez-moi de vous dire que c'étaient les membres les plus glorieux de la compagnie) étaient fort anxieux. Laprade et Autran, qui étaient, l'un à Lyon, l'autre à Marseille, avaient écrit le matin qu'ils ne viendraient pas, « parce que mon élection

était assurée ». Victor Hugo n'était venu qu'une seule fois depuis son retour. Il m'avait promis de venir, mais viendrait-il ? On se livrait en l'attendant à des pointages désespérés, et toujours on arrivait à constater que, s'il ne venait pas, il n'y aurait pas d'élection possible. Le bureau, qui était pour moi, épuisa tous les moyens dilatoires qu'il put imaginer. La salle à côté était bondée de spectateurs qui attendaient le résultat avec anxiété. L'un deux, M. Camille Sée, l'éminent conseiller d'Etat d'aujourd'hui, eut l'inspiration de sortir pour voir, comme la sœur Anne, s'il ne verrait rien venir. Il sortit en courant, et nu-tête, notez bien cela, un député de la Seine ! Son héroïsme eut sa récompense. La première personne qu'il aperçut sur le pont des Arts fut M. Victor Hugo, appuyé sur la balustrade pour admirer un bateau-mouche dont le pont était couvert de voyageurs. « Mais venez donc. Mais on vote ! Mais vous allez faire manquer l'élection ! » Je ne sais pas si, dans son ardeur généreuse, il n'alla pas jusqu'à le pousser un peu. Le fait est que l'on allait déclarer le scrutin fermé, quand la porte s'ouvrit pour M. Victor Hugo et ma fortune. J'étais à Versailles pendant ce temps-là, et on a beaucoup remarqué que je fus nommé à la même heure, membre de l'Académie française et sénateur inamovible.

Ce jour-là a été à peu près mon dernier beau jour. J'exerce à présent la profession de président d'honneur, la seule qui convienne à mon grand âge. Il ne se passe guère de semaine sans qu'on me prie

d'accepter la présidence d'honneur de quelque chose. Je refuse la plupart du temps, mais sans succès. « Cela. me dit-on, ne vous coûtera rien et ne vous causera pas beaucoup de plaisir, mais ce n'est pas la peine de s'en passer ».

CONFIDENCES INTIMES

PREMIÈRES LEÇONS
ET PREMIERS SCRUPULES
L'ORATEUR

Premières Leçons et Premiers Scrupules

L'Orateur

Nous avons reproduit fidèlement les souvenirs écrits par notre père ; nous les complèterons par ces pages pour combler certaines lacunes et réparer certaines omissions. C'est lui qu'on entendra le plus souvent parler. Car nous avons été des témoins éveillés et attentifs de sa vie ; et notre mémoire a pieusement couservé tout ce qu'il nous a dit, tout ce qu'il nous a raconté pendant près d'un demi-siècle. Nous l'avons accompagné dans sa campagne électorale de 1869, dans ses voyages à Bordeaux en 1871, et à Berlin en 1890. Nous avons reçu ses impressions et ses confidences et pénétré son cœur, aux heures où il pouvait se livrer sans contrainte et où il cherchait des compensations aux amertumes de la vie publique dans les encouragements et la tendresse des siens.

Nous ferons revivre ici l'homme dans l'intimité, l'homme du foyer, celui qui a été le plus ignoré parce qu'il dérobait à l'indiscrétion des foules les luttes intérieures de sa conscience, le bien qu'il faisait en secret, les craintes et les scrupules qui l'agitaient.

Nous montrerons ce qu'il y eut, dans cette nature sentimentale et tendre, de dévouement passionné pour ses amis, d'indulgence désintéressée pour ses adversaires, d'affection caressante pour les siens.

Ces souvenirs intimes qui nous sont dictés par notre amour filial, notre reconnaissance et notre respect jetteront peut-être quelque lumière nouvelle sur cette vie si noble et si mouvementée.

Ils montreront l'homme dans les libres épanchements de son cœur, en dehors de la scène, débarrassé des artifices et des mensonges des passions politiques, qui défigurent les actes et dénaturent les caractères, jugeant les événements et leurs acteurs principaux avec cette sérénité, cette droiture et cette loyauté qui ont fait de lui un philosophe et un sage.

Nos souvenirs remontent à l'époque où nous étions tout enfants, quand il écrivait son livre sur le *Devoir*, immédiatement après le Coup d'Etat.

Il travaillait, à cette époque, sur une petite table en acajou oblongue à deux battants, assis sur une chaise très basse et, quand il avait fini, il serrait ses feuillets dans un grand bureau à cylindre très mal commode, mais où ses papiers étaient en sûreté.

On nous envoyait aux Tuileries pour lui éviter d'être distrait par notre turbulence, et nous allions jouer avec quelques petites amies, l'une qui devait être la belle-fille de Victor Hugo et ensuite madame Lockroy, l'autre qui était la nièce du maréchal Magnan.

En revenant de notre promenade, il était toujours à son bureau, rempli alors de feuilles de papier couvertes de son écriture, qu'il s'empressait de ranger pour ne pas les exposer à notre indiscrétion ou plutôt à notre pillage, quoiqu'il nous eût appris, dès la première heure, à respecter son travail. Mais c'était sa joie de fermer son encrier et de pouvoir nous porter en faisant le tour de l'appartement ; ce qui n'était pas bien long, mais ce qui était néanmoins assez fatigant.

Il nous chantait quelque chanson pour nous égayer et, parfois, il nous emmenait pour entendre battre la retraite à la place Vendôme.

Il nous tenait par la main, nous suivions les tambours et les trompettes ; ce qui nous causait un ravissement, et ce qui ne lui déplaisait pas parce qu'il était chauvin. Et quand nous passions devant la colonne Vendôme, l'un de nous lui disait en regardant en l'air la statue de Napoléon Ier juchée sur le faîte : — « C'est Bonaparte, hein ! Ça t'embête ! » Il partait d'un grand éclat de rire, en entendant cette espièglerie qui n'avait de saveur que parce qu'elle était lancée sur un ton très sérieux.

Ce n'était pas celui-là qui « l'embêtait » surtout, c'était l'autre. Mais il nous parlait sans cesse de Bonaparte, comme il l'appelait, et nous ne faisions guère attention au numéro du souverain ; le premier ou le troisième, c'était toujours Bonaparte, un nom qu'il détestait. Il nous avait dit que c'était un homme qui s'était très mal conduit : nous n'en avions pas demandé davantage, et nous ne comprenions réellement à quel point Bonaparte méritait sa sévérité et la nôtre, que lorsqu'il nous expliquait que de très braves gens, dévoués au droit et à la loi, avaient été jetés en prison, chassés de leur pays et avaient dû briser leur carrière, comme il l'avait fait lui-même, pour ne pas servir « le tyran ».

C'est encore un mot que ses amis employaient souvent devant nous, ceux qui étaient plus jeunes. Car lui, il ne parlait que de Bonaparte ou du Sire ; et quand il allait à la librairie Hachette, au quartier latin, pour porter la copie de son livre, il nous racontait parfois qu'en passant sur la place de la Concorde il avait rencontré le Sire dans un attelage à la Daumont et qu'il s'était détourné.

Il y avait bien dans ce mouvement une sorte d'écœurement, mais aussi une gêne, car il se souvenait qu'il avait été le collègue du prince Louis en 1848, qu'il avait même siégé dans une commission à côté de lui, et il voulait éviter de le voir de trop près.

Il nous parlait sans cesse des proscrits, de Victor Hugo, de Carnot, de Louis Blanc, de Caylus, mais surtout de Charras. Le nom de Charras revenait

dans toutes ses conversations. Il l'aimait comme on aime un frère : — « Mon pauvre ami Charras ! comme je voudrais le revoir » ! Et en effet, il partait pour aller l'embrasser en exil et il revenait tout joyeux de l'avoir vu. « Je l'aime tendrement », et il rapportait de son voyage plus de haine encore contre l'empereur qui avait chassé de France tant de braves gens, tant de citoyens illustres.

Il nous avait communiqué toutes ses colères et toutes ses rancunes qui ne se précisèrent dans notre esprit qu'en grandissant ; et comme il fallait vivre et ne pas passer toute son existence à s'irriter, il cherchait une diversion à ses dégoûts pour la politique en s'occupant de nos devoirs de collège.

Il nous faisait décliner *Rosa la rose* et conjuguer le verbe *aimer*, s'interrompant de son travail pour nous faire expliquer le *Cornelius nepos*. Il nous parlait en latin, et quand il s'absentait, il nous écrivait en latin ; nous devions lui donner la traduction à son retour, ou bien il nous adressait des thèmes qu'il composait lui-même en y joignant le vocabulaire. Il corrigeait ces devoirs supplémentaires à son arrivée.

Il revenait de ses voyages à l'étranger presque toujours réconforté. Il lui semblait qu'il avait respiré un air plus libre, et il ressentait comme une sorte de jalousie en pensant qu'à peine la frontière franchie, des peuples jouissaient d'une liberté qui était refusée à son pays. Il se soulageait un peu de ne pas l'avoir en la célébrant dans ses écrits. Car

c'est pendant cette époque de 1853 à 1861 qu'il publia le *Devoir, la Religion naturelle, la Liberté de conscience, la Liberté, l'Ouvrière.*

Si l'amour de son pays n'avait pas été aussi profondément enraciné dans son cœur, si le souci de l'intérêt de ses enfants n'avait pas dominé toutes ses préférences et imposé silence à ses goûts, il aurait cherché sur quelque terre étrangère un coin où il pût parler et écrire librement en attendant la délivrance.

C'était pour lui une sorte d'apaisement réparateur quand il pouvait aller en Belgique ou en Angleterre pour se soustraire aux écœurements de la politique. Il éprouvait comme une détente, comme une sorte de rajeunissement, parce qu'il avait pu donner, dans des conférences, un libre essor à sa pensée tenue prisonnière.

Elle se développait alors sans fard et sans entraves devant un public qui le comprenait et qui partageait son amour pour la liberté.

C'est en 1862 qu'il commença à nous initier à ses travaux et à ses épreuves ; à partir de 1869 nous y fûmes très activement associés.

Son salon avait été ouvert à ses amis déjà depuis plusieurs années, à une époque où nous ne le fréquentions pas, parce qu'on nous envoyait dans notre chambre à coucher après le dîner. Il a parlé de ce salon-là que nous connaissions seulement de réputation. Nous parlerons ici de celui que nous avons connu vers 1863 et auquel il a fait seulement quelques allusions rapides.

On rencontrait surtout des intimes suivant les carrières les plus différentes, désireux d'échanger des poignées de main et des impressions. On parlait moins de politique parce que le Coup d'Etat était plus éloigné, mais on n'en détestait pas moins l'Empire. On cherchait à déguiser les tristesses de l'heure présente sous un masque de bonne humeur, en dépensant beaucoup d'esprit dans les controverses littéraires.

Il y avait cependant un petit réveil des idées libérales grâce au succès des Cinq qui, par leur énergie, leur courage et leur éloquence, montraient ce que peut la volonté tenace et en apparence bien faible contre une majorité domestiquée et puissante.

L'opposition suivait avec une sorte de curiosité bienveillante ces efforts, mais, dans sa très grande majorité, elle boudait, se demandant, non sans quelque inquiétude, si les Cinq ne donnaient pas, par leur présence, une apparence de réalité à cette parodie du régime parlementaire. Les libéraux, comme on les appelait alors, se confinaient dans leur retraite, mettant une sorte de fierté et de dignité à ne pas prêter serment à l'homme qui avait violé son serment et à ne pas vouloir franchir les portes du Corps législatif au prix d'une faiblesse.

Le geste était beau, comme on dirait aujourd'hui ; l'empereur devait le trouver sublime puisque cette attitude intransigeante lui garantissait le paisible exercice du pouvoir sans contrôle gênant. On paraissait croire à cette époque que pour abattre un

régime on devait se résigner à ne pas le combattre de front.

L'heureuse résistance des Cinq, en soulignant les atteintes portées à la toute-puissance impériale par la revendication des droits et des libertés de la nation, devait déterminer les maussades, les hautains ou les découragés à une action un peu plus vigoureuse et à une entrée en campagne pour les élections de 1863.

Le salon de Jules Simon devint, quelques mois avant les élections, le foyer de l'opposition militante.

On se réunissait tous les jeudis au cinquième, dans le petit appartement de la place de la Madeleine, le soir, de neuf heures à minuit, sans invitation.

Le salon était un peu étroit, éclairé par deux lampes et quelques bougies, et meublé d'un canapé, de quatre fauteuils et de cinq chaises. La seule ressource était d'ouvrir les chambres à coucher. Les visiteurs se tenaient debout, si pressés, qu'ils se sentaient les coudes, comme à la veille d'une bataille. Les conversations étaient bruyantes et, suivant le tempérament de chacun, résonnaient comme des appels de clairons, gémissaient comme des homélies de prêches ou cinglaient comme des satires de comédie.

Ces quatre petites chambres abritaient l'image de la France ardente, généreuse, éprise de nobles aspirations, amoureuse du droit, de la justice, de la liberté. C'était comme une fête en miniature de fraternité libérale et d'égalité républicaine.

Il y avait là une belle confusion d'habits, de jaquettes, de redingotes, de vestons, et parfois même il s'y mêlait une ou deux blouses, quand on avait été retenu un peu trop longtemps par le travail. Il y avait là tous les mondes, des comtes et des ouvriers, des hommes de lettres et des artisans, des négociants et des artistes, des boutiquiers et des journalistes, tous avec la même foi et les mêmes espoirs, la foi dans la liberté, l'espoir dans une chute prochaine de l'Empire. Ils venaient des points divers de la politique, républicains et orléanistes, légitimistes et anciens proscrits, vieux libéraux et jeunes combattants.

Une fièvre commune agitait tous ces compagnons d'une même cause : fièvre de colère, de rancune, mais fièvre bienfaisante, allumeuse d'espoir, berceuse de rêves qui pouvaient bien n'être que des chimères. Dans ces heures trop courtes, on respirait une atmosphère de liberté, on avait secoué l'apathie, éloigné les découragements, on vivait ; on s'abordait souvent sans se connaître, mais la communion des pensées devançait de peu le rapprochement des cœurs. C'était la cordialité dans la bataille, l'alliance de frères d'armes, appartenant peut-être à des régiments différents, mais animés d'une même passion, confondant leurs impressions, poursuivant le même but.

Prévost-Paradol coudoyait Emmanuel Arago, le comte d'Haussonville, le père de l'académicien actuel, s'entretenait avec Eugène Pelletan, Carnot,

le fils du grand Carnot, comme on l'appelait, le père de l'ancien Président de la République, se rencontrait avec Edouard Hervé, le futur directeur du *Soleil*; et le comte d'Haussonville n'était pas moins exalté que l'ouvrier corroyeur Rouillard qui agitait le faubourg St-Antoine; c'étaient Taxile Delord, du *Siècle*, le romancier Louis Ulbach, Edouard Charton, le directeur du *Tour du Monde*, Beulé, le futur ministre de la réaction, Jules Favre, Ernest Picard, deux des Cinq, Havin et Guéroult, les directeurs du *Siècle* et de *L'Opinion Nationale*, Bertall, le dessinateur qui crayonnait dans un petit salon des charges contre l'Empire sur un album de Mme Jules Simon. Nous nous arrêtons, il faudrait citer tous ceux qui avaient un nom ou une cocarde libérale.

Quand on avait bien discuté et cloué l'Empire plusieurs fois au pilori, avec la satisfaction d'avoir accompli une pieuse besogne, Ulbach entraînait quelques initiés dans une chambre du fond pour s'attabler autour d'un jeu d'oie, non pas d'un banal jeu d'oie, aux vignettes vulgaires, mais d'un jeu d'oie imaginé par quelques hommes d'esprit qui avaient exercé leur verve à composer un calembour pour chaque numéro et qui en avaient confié l'exécution à notre excellent artiste Lacoste. Car on était gai, bon enfant. La tradition ne s'était pas encore implantée que, pour paraître un homme grave, il fallait être guindé, morose, prétentieux et pessimiste. La lutte aurait été bien pénible, si elle

n'avait pas été interrompue par des haltes de fantaisie et de bonne humeur ; l'esprit s'accommodait de ces jeux innocents qui apportaient une diversion salutaire aux jeux plus austères de la politique, de la bataille pour la vie. Les hommes sérieux n'en ressentaient aucune humiliation et ne jugeaient pas que la distraction pût nuire à leur apprentissage d'hommes d'Etat.

Et après les belles phrases oratoires, les éloquentes flétrissures contre le tyran, on jouait à l'oie au milieu de fusées de traits, de saillies, de mots ; on payait les amendes conformément à la règle, et le produit constituait une petite cagnotte qu'on allait manger chez Maire dans un dîner fraternel, après avoir démoli l'Empire en parole : la comédie après le drame. On variait ses occupations.

On était venu offrir à Jules Simon, en 1863, la candidature dans la huitième circonscription de Paris. Cette proposition l'avait médiocrement séduit. La circonscription, en partie urbaine, et en partie rurale, était mauvaise ; ce n'est pas là ce qui l'aurait découragé. Il n'était pas homme à obéir à un intérêt personnel. Ce qui le troublait profondément, c'était la pensée de prêter serment. Nous étions bien jeunes quand il eut ce cruel et redoutable démêlé avec sa conscience, mais nous nous souviendrons toujours de son agitation et de ses angoisses.

Il était là, dans son fauteuil, sans mot dire, triste, abattu ; puis, il se levait, passait d'une chambre à

l'autre, cherchant à qui il pourrait confier ses scrupules. Il allait auprès de sa femme et lui disait tout ce qu'il avait sur le cœur ; le soir, quand nous rentrions après le collège, il nous parlait de nos thèmes et de nos versions, nous disait bien un mot d'Horace ou de Sophocle, on sentait néanmoins que sa pensée était ailleurs. Il revenait toujours auprès de sa femme et devant nous laissait échapper des paroles d'amertume :

— Non, je sens que je ne pourrai pas faire ce sacrifice. Sans doute, ce n'est pas la même chose que quand j'ai brisé ma carrière, lorsque j'étais professeur, mais je reçois des lettres d'amis, de vieux camarades, qui me disent : nous espérons au moins que vous ne ferez pas comme les autres, que vous ne prêterez pas le serment à l'empereur. Ils ont raison. Je suis sollicité, harcelé ; je risque d'un côté de passer pour un traître et de l'autre pour un déserteur. C'est une situation atroce.

Nous sentions bien qu'il souffrait, et nous comprenions que nous étions impuissants à le consoler ou à le rassurer ; nous manquions d'expérience, et si, par nos caresses, nous parvenions à lui arracher un sourire, le sourire s'envolait avec la caresse et le front s'assombrissait sous l'effort de la pensée qui l'obsédait.

Nul ne saura jamais toutes les phases de la lutte qui s'engagea dans cette conscience. Nous le vîmes un jour plus rasséréné :

— J'ai pris un parti, ce n'est pas le bon, mais

enfin on est soulagé quand on a pris un parti. On m'a violenté. J'ai cédé, j'ai accepté d'être porté sur la liste. Tous vos amis se présentent, m'a-t-on-dit, allez-vous vous séparer d'eux, les abandonner ? Les grincheux vous blâmeront, mais il y a un devoir à remplir, d'autres l'ont compris : n'y aura-t-il que vous pour ne pas le comprendre ? D'ailleurs, protestez si vous voulez, nous vous présentons.

Il avait pour concurrent M. Kœnigswarter, le député officiel sortant. Il ne doutait pas de son échec. Une autre préoccupation l'assiégeait. : « Un échec, c'est toujours ennuyeux, mais surtout il y a la dépense ». C'est la dépense qui l'inquiétait, car les livres de philosophie ne donnent que de maigres profits.

— Ce qui me désole, c'est que je ne pourrai plus travailler, et puis je n'ai pas d'argent à jeter dans des circulaires, dans des affiches.

Les comités n'apportaient guère à cette époque de concours pécuniaires ; le parti n'était pas riche ; les orléanistes avaient de la fortune, mais les républicains, malgré les encouragements et l'appui moral qu'ils rencontraient, n'auraient rien voulu accepter pour ne pas devenir les obligés des royalistes. Il y avait quelques souscriptions modestes, et l'élection devait coûter plusieurs billets de mille francs. Ce n'était pas gros, et c'était énorme. Jules Simon fut obligé d'emprunter à quelques amis une forte somme, à charge de la rembourser à des époques déterminées.

— Je serai battu par l'argent, disait-il, car je ne peux lutter avec un concurrent riche, et je me serai endetté. Voilà le plus clair résultat de ma campagne. Enfin, j'aurai une minorité honorable.

Même avec la somme qu'il avait dépensée, l'affichage était pauvre, la circonscription étant fort étendue. Il eut un jour une douce surprise lorsque, parcourant la banlieue, il vit de belles grandes affiches qu'il n'avait jamais commandées. Quel pouvait être le généreux anonyme qui avait fait cette somptueuse largesse? Quelques jours après, comme il en parlait à un ami, et comme il paraissait assez préoccupé de cette prodigalité :

— Ne vous mettez pas martel en tête, dit cet ami, c'est moi qui vous fais ce cadeau, je vous aurais donné un bibelot pour vos étrennes, j'ai préféré vous offrir trois mille affiches, et comme je vous connais, vous les auriez refusées. Vous n'allez pas au moins les faire décoller, ajouta-t-il en souriant.

L'activité que Jules Simon avait déployée, dès sa plus tendre enfance, n'était rien à côté de celle qu'il montra pendant la période électorale ; il allait de quartier en quartier, visitait les électeurs, les recevait chez lui, toujours convaincu que sa bonne volonté se briserait contre une machine aussi fortement organisée que la candidature officielle. Il était reçu en cachette par des électeurs timorés qui étaient surveillés, soupçonnés, qui craignaient d'être mal notés, d'encourir des vexations et des représailles. Il pénétrait dans la boutique ou dans le café

par des chemins détournés dans une chambre du fond, et on causait là à voix basse, comme des conspirateurs prêts à quelque mauvais coup. On ne conspirait pas, on se défendait.

Ce ne fut pas une mince surprise lorsque Jules Simon apprit qu'il était élu député de Paris.

Il ne pouvait le croire. Il s'était si bien résigné à un échec que la nouvelle lui parut invraisemblable; mais on avait additionné tous les résultats partiels, il avait une belle majorité. Tous les députés de l'opposition l'emportaient à Paris, triomphe retentissant, inespéré.

A dater de cette époque sa vie fut singulièrement mouvementée, mais c'est en 1869, quand nous eûmes vingt ans, que nous pûmes être associés plus directement à ses luttes et recevoir plus utilement ses impressions et ses confidences.

Toujours levé de bonne heure, le matin à six heures, il travaillait jusqu'à dix heures, déjeunait, recevait souvent pendant son déjeuner, reprenait son travail à midi, et à partir de deux heures, pendant la période électorale, faisait des courses dans sa circonscription. On avait pour la première fois le droit de réunion rigoureusement réglementé : il fallait visiter une innombrable quantité de communes grandes et petites, Saint-Denis, Saint-Ouen, le Bourget, Pantin, Puteaux, Suresnes, Courbevoie,

Romainville, et combien d'autres, et Belleville et le faubourg Saint-Antoine.

Un candidat n'était bon pour le service que s'il avait des jambes solides et un bon estomac ; l'éloquence venait ensuite, mais celle-là devait être répandue dans cinq ou six réunions à la suite desquelles on se transportait dans un café, total six cafés et où on trinquait au succès prochain, total six toasts. Le soir on organisait souvent des réunions dans le faubourg Saint-Antoine.

Nous l'accompagnions dans ces tournées avec quelques camarades de bonne volonté ; nous restions à la porte quand les réunions étaient publiques parce que nous n'étions pas électeurs, mais nous entrions dans les réunions privées ou même nous haranguions les petites communes, celles dans lesquelles Jules Simon n'aurait pu se rendre, étant déjà sollicité depuis plusieurs jours de venir en province pour sa campagne électorale, car il était candidat à Bordeaux, à Limoges, à Montpellier.

Il revenait de ces réunions où il s'était rencontré avec son concurrent M. Lachaud, le célèbre avocat de Cour d'Assises, et nous racontait ses impressions : « C'est très dûr de lutter contre ce diable d'homme, il a une grosse voix, de grands gestes et se frappe la poitrine, il a des moyens physiques dont je ne dispose pas ; ce n'est pas de la très grande éloquence, mais c'est de la très grosse éloquence : elle produit son effet. C'est un fameux metteur en scène. Si vous entendiez ces accents mélodrama-

tiques ! Je crois qu'il les a attendris, ils pleuraient presque et lui aussi. Il a toujours l'air de s'adresser à des jurés et d'implorer leur clémence. Ces grandes phrases doivent réussir. Il a été très applaudi ; moi aussi, il est vrai. On applaudit tout ».

Lachaud ne se hasardait guère qu'à Noisy-le-Sec ou à Bobigny, dans les petits coins favorables à sa candidature.

Au faubourg, Jules Simon avait le champ libre. Son concurrent ne l'y suivait pas. C'étaient des réunions populaires. On avait quelque peine à y pénétrer : les rues avoisinant le lieu de réunion étant noires d'une foule compacte. On ne pouvait pas bouger, on ne pouvait pas circuler à moins qu'on ne fût entraîné par ces remous qui tout d'un coup vous rejetaient au loin, serré, pressé, presque porté.

Les agents de police, les sergents de villé, comme on les appelait alors, avec leur bicorne et leur longue épée au côté ne pouvaient songer à mettre un peu d'ordre dans ce désordre à la fois bruyant et pacifique. Car il n'y avait ni cris, ni violences, ni troubles, et lorsque tout d'un coup s'élevait une rumeur annonçant l'arrivée du fiacre de Jules Simon, c'était alors une vive émotion se traduisant en un instant par des cris unanimes et frénétiques de Vive Jules Simon ! Vive la liberté ! On criait alors Vive la liberté ! Ce qui voulait dire Vive la République !

L'orateur saluait à la portière, et tous ceux qui ne

pouvaient pas entrer à la réunion le retenaient pour le garder, l'exhortaient à prendre la parole. C'était un bel enthousiasme qui enflammait les cœurs, car c'étaient les premiers cris de : vive la liberté ! qu'on pouvait pousser en pleine rue après dix-huit ans de silence.

Jules Simon apaisait d'un geste cette foule ardente, vibrante, généreuse, et le silence s'établissait subitement : « Ne donnons pas, disait-il, de prétexte à une répression, soyons calmes pour montrer que nous sommes un peuple digne de la liberté ». Et les vivats reprenaient plus sonores, plus retentissants ; la masse noire s'entrouvrait pour livrer passage à la voiture.

De cette multitude frémissante les mains se tendaient, Jules Simon serrait toutes celles qu'il pouvait saisir. Les chapeaux, les casquettes étaient levés en l'air, les bras s'agitaient, et des milliers de poitrines s'élevait comme un roulement de tonnerre le cri de : Vive Jules Simon !

Pendant que l'orateur parlait dans la réunion, la foule stationnait toujours devant la porte, entendant les applaudissements qui venaient du dedans, et escortait encore Jules Simon, à la sortie, enflammée, enthousiasmée, délirante, poussant les mêmes cris et entonnant *la Marseillaise* pendant que l'épée des sergents de ville tirée du fourreau luisait dans la nuit et frappait au hasard des citoyens inoffensifs qui ne songeaient guère à faire des barricades, mais qui chantaient.

Ces soirées étaient superbes ; et comme elles ressemblaient peu à celles que nos manifestants actuels dirigent presque toujours contre des hommes dans un sentiment de mesquine rancune ou de basse jalousie.

C'est la liberté qu'alors on fêtait. C'était pour elle qu'on se sentait vibrer, qu'on s'enflammait, qu'on combattait. Cette foule avait au cœur la passion des principes, des belles et nobles revendications, des grandes et saintes causes ; on était remué, ému quand on était au milieu d'elle.

Jules Simon rentrait chez lui tantôt accompagné par nous, tantôt seul : et de onze heures à minuit, on causait du résultat de la soirée.

— Ça s'est bien passé ?

— Oui, répondait-il, j'ai été très bien accueilli.

— Tu as bien parlé ?

— Je ne sais pas.

Et comme on souriait :

— Mais non, vraiment, je ne sais pas. Je ne fais pas le modeste, ce serait absurde surtout avec vous ; il y a des jours où je sens que j'ai bien parlé, mais aujourd'hui je ne le sais pas.

— Tu as eu du succès cependant ?

— Oh ! très grand, mais il me semble que je n'ai pas dit tout ce que j'avais à dire. En tout cas, il n'y a pas d'échec.

C'était son mot quand il voulait être bienveillant pour lui-même ; nous ne savions pas souvent quand il était content de lui ; nous n'ignorions jamais, par

contre, quand il s'adressait des reproches, des critiques ou des blâmes sévères ; son indulgence pour son adversaire se traduisait ainsi : « Je crois qu'il a mieux parlé que moi. Ah ! il a bien du talent. Il m'a semblé qu'il avait plus de succès ; mes amis m'ont dit le contraire, mais ce sont mes amis ».

Ce n'était pas de sa part de l'affectation mais plutôt de l'appréhension, une défiance de lui-même, peut-être bien parfois un peu de coquetterie. Il avait conscience de sa valeur, mais se jugeait volontiers au-dessous de ce qu'il valait; et puis il lui semblait qu'il aurait pu donner davantage et être supérieur à ce qu'il avait été. Il signalait tous ses oublis ou ses omissions, et faisait sa propre critique.

Il n'avait pas cet esprit de dénigrement aujourd'hui si familier, mais s'il reconnaissait volontiers qu'il y avait de nombreux talents dans ce pays-ci, il pensait aussi qu'on improvisait bien vite des réputations à peu de frais et qu'on démolissait encore plus rapidement des notoriétés conquises par vingt années de travail.

On était d'ailleurs bien plus parcimonieux autrefois de l'éloge, mais encore plus de la calomnie. Un jour où Jules Simon avait prononcé un grand discours au corps législatif, en 1868, un journal l'avait appelé « l'éminent orateur ».

— C'est un bien gros mot, disait-il en souriant.

On ne donnait guère alors ce qualificatif qu'à Jules Favre.

On ne prodiguait pas l'éminent comme aujourd'hui où tout le monde est éminent et où il y a tant d'illustres sans doute parce qu'il y a trop d'éminents.

L'appellation « vénéré maître » lui déplaisait, surtout quand il n'avait encore que cinquante-quatre ans ; elle avait pour lui un parfum de décrépitude.

— J'ai des élèves qui ont le même âge que moi, ils ont la rage de m'appeler vénéré maître. Je sais bien que je ne suis plus jeune, mais c'est la manie des jeunes gens, qui ont cependant mon âge, de me croire plus vieux qu'eux parce que j'ai été leur maître.

Quand il se rendait dans les réunions populaires, il ne préparait jamais ses discours ; il les improvisait toujours, et c'est en allant de chez lui à la réunion qu'il pensait à ce qu'il devait dire. Quand quelque importun l'arrêtait sur le boulevard et lui faisait la faveur de l'accompagner, il devait renoncer même à réfléchir, ce qui le contrariait.

— Je vous demande pardon, je vous quitte, je dois parler dans quelques instants, je ne sais même pas ce que je vais dire. Je crois que je suis en retard.

Et il se jetait dans un fiacre, le seul refuge où il pût se livrer un peu à ses méditations.

Car il n'avait pas un de ces discours qui servent dans toutes les occasions, qu'on promène devant tous les auditoires. Il était condamné à les varier, d'abord parce qu'il était suivi par un petit groupe d'amis, ensuite parce qu'il devait accommoder son éloquence à la nature et au goût de son public. Tantôt

c'était une causerie familière, tantôt c'était une harangue d'un grand souffle.

Au fur et à mesure qu'il parlait, il suivait les impressions ou même les épiait, s'emparant rapidement de son auditoire, il finissait par le conduire là où il désirait le mener.

Il ne se bornait pas à parler dans les réunions, il recevait encore chez lui, les rares instants où il se trouvait là, les amis, les électeurs et les solliciteurs.

Ce ne fut pas une médiocre surprise pour ceux qui vinrent le voir pendant cette période électorale de trouver autour d'une table, dans la salle à manger, des voltigeurs de la garde impériale.

Les shakos, avec le plumet rouge et jaune, les ceinturons étaient suspendus aux espagnolettes des fenêtres ou posés sur des meubles.

La garde impériale chez Jules Simon, un candidat de l'opposition à l'Empire ! C'était un effarement. La petite pièce avait l'aspect d'un corps de garde. Les braves soldats étaient occupés à plier des professions de foi, toutes brûlantes de colère contre le régime impérial et les mettaient ensuite sous bande à l'adresse des électeurs, sous la conduite de leur sergent, André Bugnot, décoré de la médaille militaire, de la médaille de Crimée et de la médaille d'Italie.

C'était un excellent homme qui devait épouser notre cuisinière, qui avait été la nourrice de l'un de nous, et qui devait être, plus tard, à sa libération, « notre serviteur » comme il s'appelait lui-même. A

force de vivre aux côtés de son maître, il avait fini par se croire son confident et son secrétaire. Il était en tout cas l'homme du dévouement par excellence.

Jules Simon ne pouvait se consacrer exclusivement à son élection de Paris car il avait accepté plusieurs candidatures en province.

Nous l'avons accompagné dans cette laborieuse campagne électorale de 1869 dans les départements. Il dut confier à quelques amis le soin de visiter sa circonscription de Paris et d'organiser des réunions électorales, et il se rendit à Bordeaux, à Montpellier, à Limoges où il était candidat et jusqu'à Apt, dans Vaucluse — où il devait soutenir un de ses amis.

Un homme moins bien trempé, moins vaillant que lui, aurait succombé à cette tâche épuisante.

Il ne dormait guère, ne déjeunait pas toujours, dînait parfois à onze heures du soir, toujours prêt à se mettre en route, toujours prêt à parler.

Ceux qui, à ce moment, l'avaient suivi dans cette immense tournée à la fois terrible et triomphale redoutèrent qu'il laissât dans ce colossal effort ses forces et sa santé.

Et en effet, nous eûmes quelques inquiétudes pendant plusieurs mois. Tant qu'il avait été sous l'influence de cette excitation que donne la bataille, il résistait d'autant plus aisément qu'il empruntait un peu de vigueur à une source artificielle. Mais les ressorts avaient été violemment tendus, et à l'heure de la victoire, il éprouva comme une profonde lassitude de tous les organes.

Ce qui était inquiétant, c'est qu'il s'obstinait à ne pas prendre de repos. « Je ne le peux pas, répondait-il à ceux qui l'exhortaient à s'absenter, il faut que je fasse mon métier ».

Il était le député de la gauche qui avait obtenu le plus de voix dans toute la France, plus de cent mille ; il était élu à Paris et à Bordeaux, la pression officielle lui avait coûté le siège de l'Hérault car l'écart de voix était très minime ; il avait une très forte minorité à Limoges.

Sa popularité était grande, il en jouissait peut-être moins qu'un autre, car la vie était dure, surtout au lendemain des élections où il avait fallu faire de gros sacrifices ; et sa constante préoccupation était de mener de front sa tâche d'écrivain et sa tâche d'orateur.

Il travaillait depuis plusieurs années à une histoire du Stoïcisme qu'il considérait comme devant être son plus beau livre de philosophie.

Il était à son travail à sept heures du matin, et sa plume courait sur le papier. Son écriture était nette et ferme, ses manuscrits étaient sans ratures. Il n'écrivait pas sans avoir, au préalable, longuement pensé. Lorsqu'il se mettait à sa table il avait ses développements merveilleusement disciplinés dans son cerveau et il écrivait sans arrêt, sans la moindre hésitation, comme si quelqu'un lui dictait ce qu'il devait mettre sur le papier.

C'est pour se livrer à ce travail de pensée qu'il arpentait son balcon, les mains derrière le dos,

parlant tout seul. Quand il reprenait sa tâche, il ne fallait pas lui parler ni même entrer dans son cabinet. Il donnait comme consigne formelle de répondre aux importuns qu'il était sorti, mais cette promenade sur le balcon lui a valu bien des visites gênantes.

— Monsieur n'y est pas, disait André le domestique.

— Comment! il n'y est pas?

— Non, monsieur est sorti de très bonne heure et il ne reviendra pas pour déjeuner.

— Mais je l'ai vu d'en bas qui se promenait sur son balcon?

André qui n'était jamais embarrassé répondait :

— C'est que je ne l'ai pas vu rentrer.

Et Jules Simon était condamné à recevoir.

Mais André ne manquait pas de dire au visiteur : « Mon maître est bien occupé. Il ne pourra vous voir que quelques instants — le cher homme, il travaille tout le temps — je vous recommande de ne pas le fatiguer ».

C'est à cette époque qu'il avait reçu Vermorel, qui devait jouer plus tard un rôle sous la Commune. Ce Vermorel lui avait été adressé par un ami, il venait chercher une situation à Paris. Il était misérable et inspirait la pitié.

— Je n'ai pas de place à vous donner, lui dit Jules Simon, mais tant que vous n'aurez rien, vous aurez du moins votre couvert mis ici. Je ne peux pas vous donner autre chose. Vous viendrez quand vous voudrez.

Vermorel ne s'était pas fait prier ; il arrivait

à l'heure du déjeuner, timide, gêné, Jules Simon le mettait à l'aise, et Vermorel ne cessait de lui dire : « J'aurai toujours pour vous la reconnaissance d'un fils pour son père ».

Il devenait plus tard un de ses plus implacables ennemis.

Jules Simon en concevait plus d'étonnement que d'amertume, car il n'avait pas de haine, il avait plus de pitié que de colère, et ne regrettait jamais le bien qu'il avait fait même à son plus cruel ennemi. A-t-on jamais su sa conduite envers Vermorel ? Il ne s'en est jamais prévalu.

Son honnêteté, sa droiture, sa loyauté se refusaient à invoquer les services qu'il avait pu rendre à un adversaire comme une arme de polémique. Il aurait cru se diminuer en exerçant ces petites vengeances ; et il ne cédait jamais à ceux qui lui disaient : « Vous avez des moyens de vous défendre contre un tel, vous avez des papiers, des lettres, vous pouvez les confondre ; si vous ne voulez pas vous en servir, donnez-les nous ».

— Ce ne sont pas mes procédés ; je ne les approuverais pas chez d'autres, trouvez bon que je ne les emploie pas. — Un ingrat ne fait du tort qu'à lui-même, et un bienfaiteur s'en ferait en ayant l'air de reprocher son bienfait.

Ce qui ne l'empêchait pas de dire parfois :

— Un tel m'attaque, et ne le devrait pas après ce que j'ai fait pour lui. Il faut se faire pardonner les services que l'on a rendus.

Et c'était tout. Il y avait dans ses paroles quelque mélancolie, peut-être quelque dégoût et aussi quelque ironie, mais jamais de colère.

Son travail de cabinet était interrompu par les séances du Corps législatif et par les discours qu'il devait prononcer.

Son cerveau était si abondamment pourvu de matériaux que ses discours ne lui imposaient pas un trop lourd travail ; il ne les préparait guère, tant il avait l'habitude de traiter seulement les questions qui lui étaient familières.

Il était toujours surpris de l'aptitude de certains orateurs à monter à la tribune en toute occasion.

— Ernest Picard, disait-il, est vraiment prodigieux ; il est toujours prêt à monter à la tribune avec ou sans préparation, c'est une qualité inappréciable en politique ; il a un zèle infatigable, il improvise d'une façon plaisante et cruelle, et ce qui est merveilleux c'est qu'il parle toujours, à tout moment et jamais pour ne rien dire. C'est une ressource précieuse pour une opposition qui doit être toujours sur la brèche. Il faut avoir une grande confiance en soi. Picard m'étonne.

Quant à lui il se bornait à faire un plan. Il écrivait sur un petit bout de papier ou sur un petit carton les trois ou quatre grandes divisions de son discours. Et il improvisait.

Certes il était parfois préoccupé quand il devait prendre la parole, mais l'attente lui donnait plus de souci que le discours, car le discours, en lui-même,

n'était qu'un jeu ; il n'avait jamais ni portefeuille sous le bras, ni papiers à la main. Il tirait de sa poche son petit carré de papier, le mettait devant lui et ne le consultait presque jamais.

La gauche avait inventé de cantonner les orateurs dans des spécialités. On avait dit : Garnier-Pagès et Magnin auront les finances, Jules Favre la politique extérieure, Picard, la ville de Paris, Jules Simon, l'instruction publique.

Cette sorte de distribution des rôles l'agaçait : « Il semble, disait-il, que je ne connaisse que les questions d'enseignement, sous prétexte que j'ai été professeur, mais cependant, je sais un peu la politique ».

Il avait voulu démolir cette petite combinaison, résolu à prendre la parole dans d'autres questions. Le jour où il prononça sur la nomination des maires un discours qui dura pendant près de deux séances, puis un autre sur la propriété littéraire, on s'aperçut qu'il n'était pas seulement familiarisé avec l'enseignement.

Ce fut un jour de belle bataille parlementaire que celui où Jules Favre et Jules Simon se trouvèrent en lutte à propos de la propriété littéraire. Ce fut la seule et unique fois que les deux amis se rangèrent dans des camps opposés.

Il est vrai que ce n'était pas une question politique. Jules Simon défendait contre Jules Favre la propriété littéraire, il s'instituait le champion des écrivains, des littérateurs, des poètes, avec une

ardeur et une conviction passionnées. Il éprouvait une vive appréhension de se mesurer avec un orateur comme Jules Favre, qui était dans tout l'éclat de son talent, et qui avait une réputation universelle.

Jules Favre avait fanatisé la jeunesse par sa grande éloquence, qui se déroulait en magnifiques et somptueuses périodes, et il avait forcé l'admiration de ses adversaires, qui voyaient en lui un jouteur incomparable. Il exercait une véritable fascination.

Jules Simon avait déjà derrière lui un passé brillant, mais il n'occupait pas au Corps législatif une place aussi éminente que son redoutable contradicteur, quoiqu'il fût considéré comme un des plus habiles, des plus instruits et des plus vigoureux orateurs.

Le duel lui semblait cependant inégal. Il nous confiait ses craintes :

— Jules Favre aura un énorme succès. Ce qui m'inquiète, c'est d'être inférieur à la cause que je vais défendre et qui est juste.

Il avait grande confiance dans la valeur de sa doctrine : « Mais, ajoutait-il, dans une assemblée qui ignore ces questions, la réussite dépend de la façon dont on présente les arguments. Or, Jules Favre a une grande éloquence. Il les entraînera. C'est pour moi une grosse aventure ».

Il ne reculait jamais devant un devoir. La rencontre des deux lutteurs était très attendue. Jules Favre devait prendre le premier la parole, et Jules

Simon considérait que c'était un désavantage pour lui : « Il est bien plus difficile de répondre, disait-il, que d'exposer sa doctrine parce qu'on est moins libre de ses mouvements et de sa pensée ». Aussi était-il soucieux, inquiet.

Jules Favre avait préparé mûrement son discours, et, quand Jules Simon entra en séance, il lui serra la main en lui disant : « Bonjour, mon cher ami, mon ennemi ». — « Un ennemi que vous allez pulvériser » répondait Jules Simon en souriant.

Le discours de Jules Favre était très étudié, très documenté, c'est peut-être pour ce motif qu'il ne produisit pas tout son effet accoutumé : le succès fut cependant très grand ; et Jules Simon qui n'avait pas d'émotion quand il montait à la tribune parce qu'il était trop rompu aux discussions et aux assemblées, et qu'il savait toujours prendre possession de son auditoire même mal disposé, éprouva ce jour-là comme un petit frisson de crainte, et comme un mouvement instinctif de défiance.

Il ripostait et il avait tort de dire que sa situation était désavantageuse... il n'avait jamais plus d'entrain, de verve et de puissance que dans une réplique. Il remporta un de ses plus beaux triomphes oratoires. La partie était gagnée.

Il se produisit dans le Corps législatif ce qu'on appelle, dans les compte-rendus, un mouvement prolongé. On causait beaucoup sur tous les bancs, et on regardait du côté de Jules Favre, on se demandait s'il allait répondre.

Ce fut un bruissement, puis une rumeur confuse, et enfin un silence ému, lorsqu'on entendit Jules Favre demander la parole. La bataille était engagée à fond entre deux orateurs, entre deux adversaires acharnés du gouvernement qui illustraient la tribune du Corps législatif.

Jules Favre qui n'avait jamais eu en face de lui que de médiocres contradicteurs, comprit que la tâche était plus rude, et il y eut dans ses premières paroles quelque solennité et tout d'abord un hommage rendu au talent de celui qu'il combattait. Cette fois il improvisait, et cette improvisation fut merveilleuse, plus belle, plus vibrante, plus passionnée, plus entraînante que le discours, mais Jules Simon l'emporta. Les deux antagonistes se serrèrent la main, car ils étaient liés d'une amitié étroite, comme deux frères d'armes. Ce tournoi compta comme un des plus beaux auprès des dilettantes de l'art oratoire.

Jules Simon, en revenant de cette mémorable séance, éprouva comme une grande détente ; il avait livré bien des batailles, mais il lui avait été pénible d'être en contradiction avec Jules Favre, et il s'était préoccupé longtemps à l'avance des traces que laisserait dans l'esprit de son ami une victoire qu'il aurait remportée contre lui.

— Jules Favre a été parfait, bienveillant, vraiment cordial. Je le pensais bien ; mais cela m'a fait plaisir, car je l'aime beaucoup. Il m'a bien dit que j'avais tort, mais il m'a très vivement félicité.

« C'est votre talent, m'a-t-il dit, qui a gagné cette mauvaise cause ». Moi, je crois que je l'ai gagnée parce qu'elle est bonne. L'important c'est que le brave Jules Favre est le plus excellent cœur. Je le savais.

Jules Simon ne fut pas peu surpris un jour, lorsque le président du Corps législatif, M. Walewski, personnage aimable et de relations courtoises, le fit demander par un huissier à son fauteuil. M. Walewski était un de ces hommes d'esprit assez large, qui aurait voulu, sinon désarmer, du moins, apaiser l'opposition des irréconciliables de la gauche. Et comme il était très bon enfant et très franc, lorsque Jules Simon se trouva accoudé derrière son fauteuil, il alla droit au but :

— Je suis chargé d'une commission par l'impératrice, je me doute bien de la réponse, mais enfin je m'en acquitte. L'impératrice aurait ardemment souhaité de s'entretenir avec vous des questions pénitentiaires qui la passionnent.

Les deux interlocuteurs s'étaient regardés une seconde comme des hommes qui savaient bien ce que pouvait valoir cette démarche, et Jules Simon donna une réponse courtoise à une avance courtoise :

— Vous remercierez l'impératrice d'avoir exprimé un désir qui restera à l'état de désir, car vous comprendrez vous-même que je ne pourrais...

Walewski ne l'avait pas laissé achever.

— Je le savais, mais je devais m'acquitter de la commission.

C'est surtout en 1868, en 1869 et en 1870 que le salon de Jules Simon devint un centre redoutable et redouté d'opposition.

Tous les jeunes avocats venaient les jeudis soirs. C'étaient Charles Floquet, Jules Ferry, Clamageran, Ferdinand Hérold, Emile Durier, Andral. On y rencontrait aussi des journalistes comme Pierre Véron, Castagnary, Jules Claretie, Lavertujon, Hector Pessard, Peyrat et tous les députés de la gauche : Garnier-Pagès l'ancien membre du gouvernement provisoire, le grand avocat Marie, Lanjuinais, Joseph Magnin, Glais-Bizoin, Bancel, puis Jules Grévy, Gambetta, Barthélemy Saint-Hilaire, Adolphe Cochery, Dorian, le futur ministre de la Défense Nationale, et des membres du tiers parti comme Latour du Moulin, Martel ; des légitimistes comme de Larcy ; des orléanistes comme Edouard Bocher.

Nous ne citons que quelques noms car il faudrait mentionner tous ceux qui avaient alors de la célébrité ou simplement de la notoriété.

Gambetta était devenu un des assidus de la maison : il y dînait fréquemment car il préférait être seul avec Jules Simon. Il s'installait près de la cheminée, dans un fauteuil, fumait une demi douzaine de cigares et parlait; sa conversation ressemblait bien à un monologue mais elle était éblouissante de verve et d'esprit, quoique d'allure un peu vagabonde, mais le plus souvent oratoire. C'était comme un bouquet de fusées; il remuait les bras, agitait ses cheveux qui lui retombaient sur la figure

et qu'il rejetait en arrière d'un geste rapide de la main. Sa voix sonore avait, par instants, des éclats de foudre ; parfois il parlait comme s'il était à une tribune, laissant éteindre son cigare ; pour ne pas quitter la parole, dès qu'il avait terminé son discours, il commençait aussitôt un récit, tout en rallumant son cigare, prenait le ton de la causerie, lançait un trait dont il riait lui même, et s'amusait fort, dans ces conversations intimes, où il pouvait se livrer plus complètement. Le temps s'écoulait sans qu'on s'en aperçût : et lorsque minuit sonnait, Gambetta qui n'avait pas entendu sonner l'heure et qui, d'ailleurs, ne s'en préoccupait pas autrement, continuait sans que sa verve se ralentît et sans que la fatigue s'accusât. Mais le maître de la maison interrompait l'orateur et lui disait :

— Il est minuit, mon ami, il faudrait peut-être songer à la retraite.

Gambetta répondait :

— Vous croyez, minuit ? Ce n'est pas possible !

Il se soulevait alors comme s'il allait se lever, regardait la pendule, et se rasseyait :

— Je vais vous raconter encore une histoire, il y en a pour quelques minutes.

Et son récit se prolongeait jusqu'à une heure du matin.

Il fallait souffler les bougies pour le décider à partir.

Ce ne fut pas une mince surprise quand un jeudi soir, des hommes graves entrant, virent dans le

fond de la pièce qu'on jouait une comédie. C'était la première fois que le salon était transformé en une salle de spectacle : et les mines effarées des académiciens, des députés, des illustrations du barreau dénotaient une curiosité mêlée d'un peu d'inquiétude. Ils se demandaient s'ils ne s'étaient pas trompés d'étage, s'ils n'étaient pas montés trop haut.

On jouait le *Secrétaire et le Cuisinier* de Scribe. es artistes n'étaient pas des professionnels, mais bien des artistes de circonstance, des jeunes gens : c'étaient Henry Régnier, le fils du grand artiste de la Comédie Française, Melle Régnier sa fille, qui devait être plus tard madame Alexandre Dumas ; les fils du maître de la maison et quelques camarades.

Régnier, le père, avait dirigé les répétitions et donné des conseils. Il ne se montra pas trop mécontent de ses élèves d'occasion et Scribe ne fut pas trop mal accueilli par l'assistance. Il passait encore à cette époque lointaine pour un homme qui savait agréablement tourner une pièce à couplets.

Tout à la fin de l'Empire, le salon de Jules Simon était devenu de plus en plus militant, et la politique y occupait la plus grande place.

Dans chacune des pièces se tenaient des sortes de petits clubs, et on faisait cercle autour des orateurs.

Bancel, qui arrivait d'exil, était le plus recherché et le plus entouré. Il avait remporté dans les réunions populaires de véritables triomphes oratoires, et avait exercé sur l'esprit des Parisiens

une séduction irrésistible ; les yeux vifs, le teint allumé, la barbe entière coupée court, le geste ample, la voix sonore, il décorait ses phrases d'étincelantes fleurs de rhétorique et enveloppait ses périodes dans la pompe majestueuse d'un style éblouissant. C'était l'orateur romantique par excellence, prodigue d'images colorées, amoureux d'antithèses, un cœur chaud et une âme de poète. Il fallait alors conquérir les foules, les entraîner, et cette mise en scène oratoire, claironnante et comme accompagnée d'un cliquetis d'épées et d'un bruit d'armures venait bien à son heure. On l'aimait parce qu'il était bon, on l'écoutait parce qu'il avait la foi — un mélange de guerrier et d'apôtre.

Ernest Picard était tout l'opposé de Bancel ; face épanouie, semée de favoris grêles, cheveux longs se relevant et se contournant en points d'interrogation, yeux narquois, bouche souriante, il causait avec une bonhomie charmante, semait sa conversation de traits acérés, de mots mordants, de méchancetés d'une ironie exquise, riant de tout comme Figaro, de peur d'être obligé d'en pleurer, démolisseur implacable d'un discours ministériel, ayant une habitude de verve dont il connaissait et dont on appréciait tout le prix.

Eugène Pelletan formait à côté de lui un contraste saisissant, il avait un air farouche, des yeux sombres enfoncés sous des orbites ombragées de sourcils épais, une barbe noire qui enveloppait sa figure d'un grand bonnet à poils, une voix caver-

neuse ; il s'enflammait tout à coup, devenait rouge, partait comme un pétard, lançait des fusées de colère et de révolte.

Jules Favre, qui venait plus rarement parce qu'il était obligé de ménager sa santé, était d'une majesté olympienne. parlait lentement. mais quand il s'animait, sa phrase prenait tout à coup une belle allure et sa conversation se déroulait en périodes d'une magnifique ampleur et d'une superbe envolée.

Jules Grévy s'installait plus volontiers dans un fauteuil, l'air un peu somnolent, insouciant du bruit qui se faisait autour de lui, concentré dans son calme immuable, mais au fond suivant avec ses yeux malicieux de Franc-Comtois tout ce qui se disait, passant la main sur son crâne dénudé, caressant ses larges favoris, prononçant parfois une phrase qu'on écoutait avec respect, la laissant tomber d'une voix éteinte, mais avec une gravité sérieuse et une lenteur qui dénotaient un esprit réfléchi, pondéré.

Nous avions l'occasion de causer souvent avec lui, car il n'aimait guère entamer de conversations avec ceux qu'il ne connaissait pas et décourageait volontiers les gêneurs qui cherchaient à lui faire subir un interrogatoire.

Il se tenait dans une petite chambre du fond transformée en fumoir, aspirait méthodiquement les bouffées d'un cigare, et s'amusait fort d'assister au défilé des hommes ayant une notoriété, —

pressant toutes les mains qui s'offraient, sans connaître souvent ceux qui les lui donnaient.

Carnot était parmi les assidus, et venait avec ses deux fils en polytechniciens, Sadi, le futur président de la République, et Adolphe ; c'était un caractère de pur et austère républicain, droit, modeste ; un ami fidèle et sûr et dont la froideur apparente contrastait avec l'ardeur de toute cette jeunesse enflammée. Sous cette enveloppe de glace il y avait un cœur chaud, généreux et tendre, et une conviction forte.

Un jour, un visiteur s'était introduit : personne ne le connaissait. Nous apprîmes, que c'était un agent de la Sûreté chargé de fournir à son ministre un rapport sur ce qu'il avait entendu.

Qu'apprenait-il d'ailleurs ? Rien qu'il ne sût déjà ; c'est que, dans ce salon, on avait la haine de l'Empire, qu'on ne songeait pas à élever des barricades, mais qu'on glorifiait la justice, le droit, la liberté, qu'on encourageait les tièdes, qu'on exaltait les timides, qu'on faisait patienter les violents et qu'on préparait l'heure où on pourrait saluer l'aurore de la liberté triomphante.

Le maître de la maison se prodiguait dans ces réunions. Il était accueillant, affable ; on venait chez lui comme dans une maison amie, hospitalière aux vieux proscrits, victimes comme lui de leur foi politique, ouverte aux jeunes recrues enthousiasmées par le noble exemple des aînés.

Il allait de l'un à l'autre, disait un mot amical à

chacun, rapprochait ceux qui ne se connaissaient pas, provoquait tel orateur célèbre que les assistants étaient désireux d'entendre et, provoqué lui-même, il racontait les vieilles batailles, animait ses personnages, ressuscitait les scènes du temps passé avec un charme pénétrant, et réussissait par la simplicité du récit à émouvoir, ou même à amuser, car il avait une ironie souriante et à fleur de peau, et la maniait avec une légèreté si souple qu'il décourageait ceux qui auraient voulu y découvrir quelque malveillance. C'est qu'en effet, il était essentiellement bon, et c'était peut-être un de ses mérites, que d'avoir de l'esprit en restant bon et de montrer de la modération en restant ferme. Il était bienveillant pour les jeunes, qu'il considérait comme l'armée active de la liberté ; il racontait des anecdotes, il était un des plus étonnants causeurs ; il n'y en a plus guère aujourd'hui.

Nul ne savait, mieux que lui, mettre en relief une historiette d'apparence insignifiante ; il décrivait le lieu, présentait les personnages, traçait leur silhouette d'un trait, les faisait parler avec esprit, avec plus d'esprit parfois qu'ils n'en avaient ; coupait le récit d'observations piquantes, de remarques parfois profondes ; et, lorsqu'à la fin d'une soirée, il n'y avait plus qu'un petit nombre d'amis, il rappelait de vieux souvenirs, tantôt dramatiques, tantôt divertissants, un incident de la vie d'un vieux camarade, ou des visites à quelque personnage. Il disait volontiers : « Ce que je retrouve dans

mon esprit, c'est la légende. Elle me plait. La légende est souvent plus vraie que l'histoire et surtout que l'histoire documentée, comme on nous la fournit maintenant ; la légende a du recul, on la voit dans le lointain, c'est comme une vérité noyée dans le rêve, elle échappe à la vulgarité ». Et il ajoutait : « La vérité est en haut, elle est dans l'au-delà, monter, ce n'est pas s'éloigner de la réalité, c'est y retourner. C'est la philosophie qui est l'histoire ».

Il développait volontiers cette idée, mais ne s'y appesantissait pas ; car il abordait tous les sujets avec une fécondité de verve, une abondance de détails pittoresques, qui donnait à ses auditeurs comme un avant-goût d'un discours qu'il prononcerait, ou qu'il aurait pu prononcer, ou qu'il aurait voulu entendre prononcer.

Il était alors véhément, chaleureux, éloquent, ce qui arrachait parfois à ses auditeurs cette exclamation : « pourquoi n'est-ce pas vous qui avez fait le discours ? Comme il est saisissant ! » Et il répondait : « La session n'est pas close, il n'est pas dit que je ne le prononcerai pas ». La vérité, c'est qu'il l'avait improvisé en causant, à la fin d'une soirée ; l'orateur avait reparu sous le causeur.

Il n'aimait guère quand on l'appelait le conférencier, quoiqu'il ait fait beaucoup de conférences, un peu partout, en France et à l'étranger. Mais le conférencier était pour lui un professionnel qui

exerçait ce métier pour gagner de l'argent, et le métier ne lui rapportait guère.

Il nous racontait, une fois, à ce sujet, une assez bonne anecdote, je vous demande de ne pas citer le pays : « A mon arrivée, disait-il, j'ai été on ne peut mieux accueilli, mais je n'ai pas eu une minute de liberté, et mes amis, des amis que j'avais là depuis vingt-quatre heures, m'ont littéralement conduit dans la chaire où j'ai prêché. Cela n'a été ni trop mal, ni trop bien, pour moi, pour ce que j'ai dit, mais le succès a dépassé toute attente, à tel point que je ne pouvais plus guère que déchoir ; ce qui a été, par contre, assez bizarre, c'est que mes conférences n'ont pas été payées. On me comblait de dîners, on m'indemnisait de mes frais et c'était tout. Ce n'était pas une bien fameuse spéculation. On m'a demandé de venir tous les ans et dans les mêmes conditions. Il faudrait une raison de père de famille pour retourner à ce prix-là. C'est très fatigant ».

Et c'est ce prix-là que lui rapportaient le plus souvent ses conférences. Il n'osait jamais rien demander, pas même ses frais, la plupart du temps. Il était trop heureux quand on lui envoyait un petit souvenir, qui consistait dans le parchemin de membre honoraire d'une société, ou dans un bronze d'art.

La spéculation, presque toujours, se résumait pour lui dans une conférence, dont le produit remplissait la caisse d'une bonne œuvre et dans

son inscription comme membre, qui lui coûtait une cotisation annuelle.

Il ne s'épargnait pas pour aller au Nord, au Midi, à l'Ouest, à l'Est ; sa valise était toujours prête. C'était pour aller défendre la cause de l'instruction obligatoire, le libre échange, la réforme des logements ouvriers.

Dans ces conférences, la politique était sévèrement proscrite, l'Empire ne l'aurait pas tolérée. On avait organisé, à cette époque, de grandes réunions à Paris, au théâtre du Prince Impérial : On entendait là des orateurs appartenant à l'opinion libérale, des républicains et des orléanistes. C'étaient Jules Favre, le duc de Broglie, Jules Simon, Saint-Marc Girardin. La salle était immense et bondée. On venait là, d'abord pour rendre hommage aux hommes qui étaient les plus ardents adversaires de l'Empire, ensuite pour saisir et acclamer les allusions politiques. Car on ne s'en privait guère, puisque c'était la seule façon de pouvoir parler politique. Les auditeurs, toujours aux aguets, ne manquaient pas de découvrir, dans une phrase d'apparence innocente, quelque trait contre le régime impérial, quand bien même l'orateur n'avait mis aucune intention ; mais on était avide de manifestations en l'honneur de la liberté.

Jules Simon avait l'art d'introduire la politique dans des sujets qui semblaient appartenir exclusivement à la morale. On faisait dans ce temps-là de l'opposition comme on pouvait.

Il fallait déployer un grand effort pour parler dans cette salle si vaste, dont l'acoustique était défectueux, et Jules Simon revenait parfois un peu las, tout heureux de se reposer et de se retrouver seul en famille. Un jour qu'il rentrait vers sept heures et demie, il trouva un ami qui s'était installé dans son cabinet. Jules Simon voyait venir l'heure du dîner, et l'ami ne partant pas, il lui dit : « Si vous dîniez avec nous » ?

— Mais, certainement, je dîne avec vous. J'ai été invité.

— Ah ! j'aurai oublié.

— Non ! c'est André, votre domestique, qui m'a invité : il m'a dit : « Mon maître sera bien aise de vous voir et vous ne le trouverez qu'à cette heure-là ». Voilà comment j'ai accepté l'invitation d'André.

— C'est parfait.

Jules Simon pensait qu'André disposait un peu trop de lui, mais il ne lui en voulait pas.

La maison était ouverte, et bien souvent on devait aller chercher un plat au restaurant Durand pour recevoir un ami sur lequel on ne comptait pas et qu'on retenait.

En revanche, il y avait des dîners tous les jeudis. Emmanuel Arago était un des habitués. Il s'était fait une grande réputation de causeur en racontant des histoires du Palais. Il les jouait avec l'intonation, le geste — car c'était de véritables petites comédies. — Et avec quel brio !

Dans les dîners politiques du jeudi, quand il y

avait Emmanuel Arago, Scudo, Louis Ulbach, Taxile Delord, le général Ulloa, Glais-Bizoin, Bertall, c'était un feu roulant de plaisanteries suivi de violents éclats de rire.

— Allons, Emmanuel, disait Jules Simon, raconte-nous ton histoire : *Je m'appelle Las de vivre.*

— Tu la connais déjà, je te l'ai dite plusieurs fois.

— Cela ne fait rien, tu la racontes si bien ! Et voilà Scudo, je suis sûr, qui ne l'a pas entendue.

Et Arago ne se faisait pas prier. Sa voix dans la petite salle à manger résonnait comme un tambour.

— Oh ! l'histoire est bien simple. Il s'agissait d'un gamin qui avait été ramassé comme vagabond. Il est amené devant la barre. Le président prend un ton solennel, et dit à l'accusé : Comment vous appelez-vous ? Le gamin prend un temps, regarde le président dans le blanc des yeux et s'écrie d'une voix mélodramatique : Je m'appelle Las de vivre.

Nous donnons l'anecdote dans toute sa sécheresse. Mais, ce qui était charmant dans Arago, c'est qu'il avait le ton, le geste, c'est qu'il rajeunissait et enjolivait la même histoire, lui mettant des rallonges. On riait à la troisième et à la quatrième représentation comme à la première ; il riait plus fort que les autres, ce qui lui était facile avec sa grosse voix, et il se penchait vers la maîtresse de la maison à côté de laquelle il était placé presque toujours, il lui poussait le bras : — N'est-ce pas qu'elle est drôle ! et son rire éclatait bruyamment ; mis en goût, il en

sortait une autre de son répertoire, et toujours avec le même succès.

Ulbach faisait des mots et des calembours ; avec sa face ronde, ses trois mentons, ses joues glabres, ses yeux finauds, abrités derrière une paire de lunettes, ses longs cheveux retombant sur le cou, ses mains potelées, il avait l'aspect d'un ecclésiastique; il apportait toujours, dans ces petites réunions, une large provision de bonne humeur. Le mot était souvent mordant; mais l'homme était si foncièrement bon qu'il guérissait, par un rire narquois et bienveillant, les blessures qu'il ne songeait pas d'ailleurs à faire. Il improvisait un mot plutôt en dilettante qu'en satiriste. Il n'y avait jamais chez lui une trace quelconque d'amertume.

Glais-Bizoin, au crâne dénudé, à la figure de chafouin, aux yeux en vrille reluisant au fond d'orbites proéminentes, aux petites pommettes perçant une forêt de poils courts qui lui envahissaient les joues et le menton, restait dans ces diners l'interrupteur acéré qu'il était au Corps législatif. Il jetait son mot négligemment avec le sang-froid imperturbable d'un pince sans rire, le nez plongé dans son assiette.

Scudo, le critique musical, avec son teint rose et sa barbe toute blanche, disposait parfois d'histoires assez lestes. Un jour, il avait commencé un récit assez croustillant; il s'arrêta net en s'écriant : « Je ne peux pas continuer devant Mme Jules Simon »; il se pencha à l'oreille de son voisin, et termina l'anecdote en lui disant : passez-la au voisin ; mais Scudo avait

parlé si bas et si confusément que le voisin n'avait rien entendu, et dit à celui qui était à côté de lui : je n'ai rien compris : et cet aveu dépouillé d'artifice fit le tour de la table. On arrivait à Mme Jules Simon.

Scudo se levant s'écria : « Ah ! non, si on doit le dire à Mme Jules Simon, c'est moi qui le lui dirai. »

Il se trouva que la maîtresse de la maison fut la seule qui connût l'histoire, et lorsqu'on apprit à Scudo que personne, sauf elle, ne l'avait entendue, ce fut un immense éclat de rire.

On était gai à peu de frais dans ce temps-là, les causeries étaient pleines de jeunesse et d'entrain.

La maîtresse de la maison les encourageait avec sa bonté souriante, son tact affiné ; elle faisait les honneurs de son salon avec une grâce affectueuse ; il n'y venait pas toujours seulement des amis, il y venait aussi des solliciteurs ; elle accueillait avec une indulgence compatissante les récits de leurs misères et essayait de les soulager avec ce généreux dévouement dont elle répandait les bienfaits autour d'elle. Elle n'avait pas seulement la douceur et le charme de la femme ; aux heures sombres de la défaite, à l'heure où le Coup d'Etat triomphant frappait celui qui lui était le plus cher, elle ne se laissait pas abattre, elle restait la compagne désintéressée et vaillante qui, aux jours de lutte, — et ils furent nombreux — s'oubliait elle-même pour faire oublier aux siens les déboires de la vie et les amertumes des défaites ; elle n'hésitait pas à supporter tout le poids des soucis, des contrariétés, des chagrins pour

les épargner à ceux qu'elle entourait d'une affection qui allait jusqu'à sa propre immolation.

Elle fut la collaboratrice la plus active, la plus courageuse de celui dont elle avait partagé la vie ; elle le soutint avec une admirable abnégation en lui dérobant toutes les préoccupations, tous les soucis qu'elle se croyait en mesure de lui épargner, assumant pour elle toutes les responsabilités et supportant les souffrances sans le laisser paraître.

SOUVENIRS DE GUERRE
ET DE MISÈRE

Souvenirs de guerre et de misère

Le salon de Jules Simon devint de plus en plus encombré à l'heure où l'Empire déclara la guerre. C'était alors une fièvre intense se traduisant par un concert de malédictions contre le souverain qui s'engageait dans cette criminelle folie.

Jules Simon voyait de sa fenêtre les bandes de blouses blanches qui criaient : A Berlin ! et qui parfois faisaient halte sur la place en accentuant leurs vociférations, en guise de protestation et de provocation. On savait le tarif de ces manifestations. Il éprouvait un profond écœurement suivi d'un amer découragement et d'une violente tristesse.

Nous nous souviendrons toujours — quand il revint de la fameuse séance où M. Thiers fut traité d'allié de la Prusse par la majorité du Corps légis-

latif — de la nausée qu'il ressentit. Ce fut d'abord une indignation méprisante contre ceux qui suspectaient le patriotisme de l'opposition si clairvoyante, puis ce fut un tel dégoût qu'il ne parla pas pendant toute la soirée.

En vain essayions-nous de le tirer de sa torpeur. Il nous répondait à peine tant il était absorbé : « Dieu veuille que nous ne soyons pas battus ! murmurait-il, mais quelle imprévoyance ! Quel crime ! Thiers ne sera pas écouté. C'est la guerre ! nous donnerons tout ce qu'il faudra en hommes et en argent. C'est affreux ! »

Il eut certes bien des douleurs dans sa vie, il n'eut pas de plus poignante angoisse que le jour où la guerre fut déclarée : « Ils se jettent dans cette aventure comme des écervelés et sans motifs sérieux. Ils ne savent pas où ils vont, ils ne savent même pas exactement pourquoi ils font la guerre ! »

Pendant plusieurs jours, lui, qui aimait à livrer ses impressions, qui n'aurait pas pu les garder pour lui seul, qui avait besoin de s'épancher et de chercher autour de lui des encouragements, des consolations, il était muet.

Le dîner se passait sans qu'on échangeât un mot. En tout cas, la politique était sévèrement proscrite, il la fuyait comme un cauchemar, et quand la conversation s'égarait sur les banalités de la vie courante, il la suivait à peine ou la perdait rapidement de vue, ramené sans cesse à sa préoccupation constante qu'il voulait chasser et qui l'obsédait.

Les nouvelles de la guerre étaient rares. La fameuse victoire de Saarbrück l'avait réjoui tout en l'inquiétant, elle avait été trop précipitamment annoncée et suivie pendant trop longtemps de nouvelles confuses. Il trouvait tous les jours en rentrant chez lui trois ou quatre cents personnes devant sa porte qui attendaient son retour du Corps Législatif pour avoir des nouvelles, parfois à une heure fort tardive... et comme il n'avait souvent rien appris, parce que le ministère était avare de communications, on le priait de se rendre au Ministère de l'Intérieur pour avoir des renseignements ; on voulait le suivre, il refusait d'être accompagné par une aussi nombreuse escorte.

Il s'engageait à y aller à la condition qu'on l'attendît dans le plus grand calme ; les quatre cents personnes restaient immobiles devant sa porte, ne se livrant à aucune manifestation, et Jules Simon revenait, répétant ce qu'on lui avait dit : quelquefois rien, parfois des détails assez nuageux sur des mouvements de troupes.

Tous les jours, la foule augmentait devant le numéro 10 de la place de la Madeleine ; et tous les jours, Jules Simon devait aller au Ministère de l'Intérieur pour chercher les dernières nouvelles.

Lorsqu'on apprit la capitulation de Sedan, alors que la consternation et la colère se peignaient sur tous les visages, lorsque le Corps Législatif fut envahi par une foule pacifique mais irritée, Jules Simon était encore dans les couloirs quand la

plupart des députés avaient quitté le Palais.

Il rencontra un de ses amis qui lui dit :

— Mais que faites-vous ici ?

— Je reste pour savoir des nouvelles.

— Comment ! vous restez, mais la République vient d'être proclamée à l'Hôtel de Ville, et vous êtes membre d'un gouvernement de la défense nationale.

Son visage s'assombrit, il entrevoyait la responsabilité écrasante de prendre la succession des fautes de l'Empire, mais il ne discuta pas. Ses collègues avaient assumé la charge du pouvoir sans qu'à ce moment il s'en doutât, ils avaient disposé de son nom, il n'hésitait pas à le leur donner.

Et comme on se pressait autour de lui pour lui serrer les mains, il éprouva comme une indicible angoisse.

— Vous avez tort de me féliciter : Pauvre pays ! sortira-t-il de cette affreuse tourmente ? et aussi pauvre chère République qui naît dans les orages, qui sera victime de sa générosité et qui supportera le poids de bien gros événements.

— Tout le pays se rangera autour de vous.

— Il le faut, puisqu'il n'y a plus rien.

Il s'achemina vers l'Hôtel de ville et trouva ses collègues réunis et occupés à constituer le ministère.

On lui avait attribué le portefeuille de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts. Quelle amère ironie ! l'Instruction publique et les Beaux-Arts en temps de guerre, en pleine invasion !

Il rentra chez lui, rencontrant des bandes joyeuses

de manifestants qui avaient au cœur l'espoir de revanches prochaines, et qui étaient soulagés par la chute de ce régime coupable.

Lui qui aimait passionnément la République, qui aurait salué avec bonheur son avènement, il avait l'âme en deuil, et nous annonça les nouvelles que l'on connaissait déjà :

— Ah ! vous savez, oui : j'ai le ministère de l'Instruction publique, autant dire que je ne suis pas ministre puisque je n'y aurai rien à faire, je tiens la place. Ce qui est plus gros, je suis membre du Gouvernement, on dira que nous sommes des ambitieux.

Et comme nous protestions :

— Si, si, on le dira (et en effet, on l'a dit), singulière ambition ! Eh bien, moi je crois que nous montrons au contraire du courage. Nous nous sacrifions ; et plus j'y pense, plus j'ai la conviction que nous avons bien fait ; nous avons ramassé le pouvoir dont personne ne voulait, et si nous ne l'avions pas pris, c'est le parti révolutionnaire qui s'en emparait, et alors... alors, c'était l'émeute ajoutée à la guerre.

Il ne se trompait pas et pressentait la journée du 31 octobre, car il avait le don de prévoir les événements.

Mais il répétait sans cesse :

— Je crois que nous avons bien fait, que nous montrons du courage civique.

Et il nous demandait de l'approuver, parce qu'il avait besoin d'être soutenu.

— Maintenant, mes enfants, nous avons assez souvent reproché à l'Empire de faire du favoritisme. Vous n'entrerez pas dans mon cabinet, encore moins aujourd'hui où la France est en péril : toi, mon garçon, tu continueras ton service militaire, quant à ton frère, il n'a pas l'âge, il s'engagera dans un bataillon de marche. Cela n'empêchera pas la calomnie. On dira que je vous ai soustrait à vos devoirs, que je vous ai pris dans mon cabinet, car on nous attaquera de toutes les façons.

Il avait raison. Un journal de droite racontait plus tard que les deux fils de Jules Simon ne remplissaient pas leurs devoirs militaires. Il avait été mal inspiré, car la calomnie se produisait alors que l'un avait été à la bataille de Champigny et l'autre à la bataille de Buzenval. La réponse fut victorieuse, et le rédacteur en chef, qui était un homme bien élevé, s'empressa de présenter ses excuses. La vilenie n'avait pas été moins lancée pour atteindre Jules Simon.

Il s'indignait de ces honteux procédés de polémique. Ces mensonges, ces violences, ces délations révoltaient son honnêteté et sa droiture.

Sa loyauté se refusait à croire qu'on pût calomnier avec la volonté expresse de calomnier. Il attribuait ces attaques à l'ignorance ou à la passion dont il admettait la sincérité. Il en était vivement blessé. Nous avons fait du chemin depuis, et de la critique on est bien rapidement passé à l'insulte, à l'outrage et à la diffamation. Nul plus que lui n'en a fait

l'épreuve dans sa laborieuse carrière : s'il a tout d'abord senti des froissements et des blessures, il n'éprouvait plus par une longue habitude que du dédain et du mépris. Il en était arrivé à vouloir ignorer ce qu'on disait de lui : c'était un moyen pour lui de ne pas se troubler, surtout de pouvoir estimer encore l'humanité, et de ne pas altérer la bienveillance de son caractère et l'indulgence de sa nature par une trop mauvaise opinion sur la conduite de ses semblables ; il écartait avec une belle indifférence les importuns qui se plaisaient à lui rapporter ce qu'on disait de lui.

— Voilà une besogne bien inutile, disait-il, puisque je suis résolu à ne pas répondre ; épargnez-moi donc l'ennui de connaître ces billevesées.

Le ministère de l'Instruction publique, quoique n'étant pas un ministère militaire, était encombré de gardes nationaux. Tous les employés et même les chefs de service portaient l'uniforme.

C'était notre domestique André Bugnot, l'ancien sergent des Voltigeurs de la Garde Impériale, qui commandait le bataillon et lui apprenait l'exercice dans la cour. Il était officier, et se présentait comme un chef qui ne plaisantait pas sur les questions de discipline. Il avait comme simples soldats sous ses ordres de gros personnages auxquels il parlait d'un ton sévère, puis, quand il avait quitté l'uniforme, il redevenait le simple serviteur et s'adressait avec le plus grand respect à ceux qu'un moment auparavant il appelait ses hommes.

Il changeait de rôle avec une égale aisance, peut-être parce qu'il ne se considérait pas tout à fait comme un domestique depuis que son maître « avait monté en grade » comme il le disait. Il se croyait probablement autorisé à certaines privautés, car il prenait quelquefois des airs de secrétaire et de majordome, congédiant ou accueillant les visiteurs suivant ses préférences ou ses antipathies.

Il avait réussi à établir une sélection sur leur bonne mine.

Le procédé n'était pas toujours infaillible ; il l'avait emprunté, d'ailleurs, à une de nos vieilles concierges qui crut un jour se montrer fort perspicace en congédiant brutalement comme un importun M. Villemain sous prétexte qu'il n'était pas bien mis.

Cet André qui avait de la vanité surtout pour son maître, et aussi pour lui, puisque quelques années après il ne manquait jamais de dire : « Quand nous étions ministres », cet excellent André avait une fidélité de caniche, une adoration et une admiration pour celui qu'il servait.

Jules Simon recevait peu de personnes, pendant le siège, en dehors de celles qui venaient pour affaires de service. Il n'avait à dîner, de temps à autre, qu'un collègue ou un ami qui apportait son pain et sa boite de conserves, car on était rationné.

C'était Rochefort, son collègue du gouvernement, c'était Dorian, le ministre, qu'il aimait beaucoup comme l'ami le plus sûr et le cœur le plus noble.

C'était Bonnefont, le professeur d'histoire, le

professeur Germain Sée, le docteur Dumesnil.

Ces jours de siège furent, pour Jules Simon, un temps d'affreuses tortures. Que de fois il revenait le soir désespéré !

— Trochu est bien inquiétant, il parle tout le temps et fort bien. Il parle trop ! C'est un véritable orateur, bien séduisant, mais il ne ressemble pas à un homme d'action. Je crois toujours avoir en face de moi un avocat, je lui voudrais plus de décision, plus de volonté.

Mais son impression se modifiait lorsqu'il avait vu d'autres généraux qui tenaient des propos décourageants et qui devaient nécessairement exercer leur influence dissolvante sur le général Trochu.

Quoique Jules Simon fût chargé de l'Instruction publique, son activité se dépensait dans d'autres services concernant plus spécialement la défense nationale.

Il s'occupait de la commission des subsistances ; il assistait à des conseils de généraux et comme il ne trouvait pas dans leur attitude les encouragements qu'il cherchait, il avait eu l'idée, dans les dernières semaines du siège, de convoquer les colonels et de les consulter.

Il avait rencontré chez eux plus d'ardeur et de confiance, peut-être parce qu'ils avaient plus de jeunesse.

Il était, en effet, sans cesse préoccupé des opérations militaires depuis le commencement jusqu'à la

fin du siège. Il lui semblait qu'on pouvait faire un plus grand effort. Ce n'était qu'une impression, mais il se mettait à la place de ceux qui luttaient, qui souffraient et qui considéraient que les chefs n'utilisaient pas avec assez d'empressement leur bonne volonté et leur dévouement ; il répétait sans cesse :

« Sans doute, je ne suis pas militaire, mais je crois qu'on pourrait tirer meilleur parti des éléments qu'on a sous la main ».

Ce qui l'inquiétait, c'est que l'inaction, — alors que nous avions encore des armées assez fortes au dehors — ne déterminât quelque mouvement insurrectionnel et ne favorisât les menées du parti révolutionnaire.

En effet, lorsque la capitulation de Metz fut connue, toutes les précautions prises pour contenir les révoltes des exaltés devinrent inutiles, et nous eûmes une journée.

C'était la journée du 31 octobre.

Nous avions ignoré jusqu'au soir les événements, étant retenus par notre service militaire ; et lorsque nous apprîmes, en rentrant un peu tard, que Jules Simon n'avait pas paru au ministère et n'était pas revenu pour dîner, l'idée d'un malheur nous enleva toute réflexion et nous poussa, dans une sorte d'affolement, vers l'Hôtel de Ville.

Le ciel était obscur et la nuit plus noire encore ; une foule houleuse, mais, ni violente, ni menaçante, emplissait la place. On causait, on discutait, sans agitation fiévreuse, et aux lambeaux de conversa-

tion, on pouvait comprendre que le gouvernement était enfermé.

Impossible de fendre la foule qui était trop compacte et de se frayer un passage jusqu'à la porte du palais. On était cloué sur place, condamné à écouter ce qui se disait, sans pouvoir débrouiller la vérité dans ces propos incohérents et contradictoires.

Cependant, en reconstituant des bribes de conversation, on démêlait qu'une insurrection avait éclaté, que les insurgés avaient envahi l'Hôtel de Ville, et que des membres du gouvernement étaient prisonniers au premier étage à l'endroit où des fenêtres étaient éclairées.

On se doute de notre agitation et de notre angoisse augmentées encore par l'insuffisance des renseignements, par la propagation des bruits plus ou moins lugubres ; et nos yeux restaient attachés à ces fenêtres derrière lesquelles se passait peut-être quelque drame, ou en tout cas quelque redoutable aventure.

Nous étions comme figés à la même place, n'osant pas quitter notre poste dans l'espoir d'avoir des nouvelles plus fraîches et plus rapides ; puis l'énervement de l'attente nous ramenait au Ministère où notre inquiétude était encore avivée par le silence prolongé sur ce qui se passait à l'Hôtel de Ville.

Un ami vint nous avertir enfin que les membres du gouvernement étaient délivrés, et que Jules Simon serait là dans une demi-heure. Le cauchemar atroce se dissipait, mais il avait laissé des traces si

profondes que nous ne songions même plus à savoir comment il avait quitté cette prison dans laquelle il avait été enfermé dans la journée et une partie de la nuit.

Il était revenu. Nous lui fîmes fête, les questions se pressaient rapides, confuses.

Il avait un calme et un sang-froid imperturbables, et avant de satisfaire notre curiosité, il voulut souper; il y avait plus de quinze heures qu'il n'avait rien pris. Il nous raconta alors l'envahissement de l'Hôtel de Ville.

Ce qui l'avait frappé c'était Flourens qui pérorait dans la salle des délibérations, tandis que quelques-uns de ses hommes le couchaient en joue.

— Comprenez-vous Flourens qui nous demandait si nous n'avions besoin de rien. J'ai trouvé la proposition singulière. Il y avait des gens à côté de nous qui me disaient : « Ne craignez rien, citoyen, on ne vous fera pas de mal ». Il suffisait qu'un de ces gaillards-là fît jouer la gâchette de son fusil pour qu'il y eût une tuerie, et on ne sait pas ce qui peut se passer dans une foule : il peut y avoir un fou : nous avons refusé très obstinément la démission qu'on nous demandait. Tout le monde s'est bien tenu.

Il racontait les événements d'une façon hachée mais avec une grande simplicité, sans emportement.

Nous étions surpris de ce calme, nous qui étions indignés surtout à cause des émotions que nous

avions endurées ; il ne songeait pas à lui ; il ne parlait que de ses collègues :

— Julés Favre a été parfait de dignité froide et dédaigneuse... Dorian, le brave et excellent ami qui était glorifié par les insurgés parce qu'il faisait fabriquer des canons, s'est solidarisé avec nous. Sa grande popularité nous a servis. Cet homme est la droiture et la loyauté même. Jules Ferry a été bien courageux. C'est lui qui nous a sauvés en faisant pénétrer la garde nationale dans l'Hôtel de Ville : il a montré une décision qui lui fait beaucoup d'honneur.

Paris soutint encore le siège pendant près de trois mois avec une admirable vaillance. Il dut se rendre pour n'être pas réduit à la famine.

Le premier devoir qui s'imposait au gouvernement était de convoquer une Assemblée, toute résistance devenant impossible et exposant la France à des sacrifices inutiles de vies humaines.

MISSION A BORDEAUX

Mission à Bordeaux

Gambetta avait fait en province des prodiges. Il avait levé des armées, contracté des emprunts, administré le pays, se dépensant avec une activité surprenante, et vivant dans une atmosphère enfiévrée avec la confiance que quelque événement providentiel changerait le cours de la fortune. Il ne se résignait pas à considérer la reddition de Paris comme un dénouement.

Pour ramener l'accord entre le Gouvernement de Paris et la délégation de province, Jules Simon fut envoyé à Bordeaux, investi des pleins pouvoirs de ses collègues, avec la mission d'assurer la libre élection d'une Assemblée nationale.

Il était muni de décrets en blanc, lui permettant de remplacer les ministres qui ne reconnaîtraient

pas l'autorité des décisions du gouvernement. Il partit avec Lavertujon et son fils Gustave, le 31 Janvier 1871 par un train spécial composé de deux wagons.

Ce fut une laborieuse et douloureuse odyssée. La voie était endommagée ; la locomotive nous traînait lentement à travers les champs qui portaient les traces de l'invasion prussienne. Jules Simon qui aimait passionnément son pays, ressentait un malaise inexprimable et se rappelait les épreuves cruelles du siège, la vaillance des soldats, l'admirable énergie des femmes qui avaient supporté toutes les privations ; et son émotion se trahissait sur sa figure, lorsqu'il voyait de loin quelque pan de mur en ruines.

— C'est affreux !

Et il se détournait ; puis il évitait de regarder aux vitres du wagon, tant il redoutait d'apercevoir quelque village en lambeaux. Il était accablé, anéanti, songeant moins alors à la mission qu'il allait remplir qu'à Paris qu'il venait de quitter.

Il était silencieux, laissant seulement de temps à autre échapper une phrase.

— Ce voyage me semble les étapes d'un calvaire, partout nous rencontrerons des troupes allemandes, et combien nous faudra-t-il de temps pour aller à Bordeaux ?

Il interrogeait les ingénieurs qui nous accompagnaient.

— Si nous pouvons être en vingt-cinq ou vingt-six

heures à Bordeaux, lui répondaient-ils, nous n'aurons pas à nous plaindre.

— Vingt-six heures ! alors demain vers midi ?

— Oui.

— Nous allons moins vite qu'un train omnibus ?

— C'est par prudence, plus loin nous pourrons accentuer la vitesse.

La vitesse ! le train avait une allure d'enterrement.

Il gagna Juvisy sans accroc, en avançant péniblement, mais en avançant ; il n'y avait pas de halte causée par le délabrement de la voie, lorsque tout à coup le train stoppa. Nous crûmes que la voie était en mauvais état, les ingénieurs descendirent précipitamment. Ils apprirent que les Prussiens s'opposaient au passage du train. Nous étions à Juvisy.

Jules Simon s'informa.

— Nous n'avons pas d'ordre, lui répondit-on.

— Mais des ordres ont dû être donnés. Je suis envoyé à Bordeaux par le gouvernement français, et on s'est mis hier en règle avec l'autorité allemande.

On fit venir des officiers qui se retranchèrent derrière la consigne.

La situation était assez critique. Outre que la discussion était pénible, nous étions en pleins champs, on ne pouvait guère songer à revenir à Paris.

— Jules Favre m'a dit que tout avait été réglé. Je n'y comprends rien. Je vais envoyer un télé-

gramme à Versailles à M. de Bismarck, pour qu'il donne des ordres.

Nous n'en étions pas moins obligés d'attendre la réponse. Nous entrâmes dans une auberge où nous déjeunâmes d'un morceau de pain blanc et de fromage blanc, nous ne connaissions pas la couleur du pain depuis plusieurs mois, et nous aurions peut-être mieux apprécié ce repas, si l'endroit dans lequel nous nous étions réfugiés ne nous avait inspiré des pensées maussades.

L'auberge était encombrée de bavarois ; notre cœur était serré, et nous avions hâte de partir. Nos idées, nos sentiments étaient d'ailleurs singulièrement dépaysés dans ce milieu bruyant et joyeux On mangeait, on buvait, on fumait, on criait.

Certes, l'hôtelière était pleine de prévenance pour nous qu'elle considérait comme de nobles étrangers. Mais elle avait une figure si épanouie, que nous étions incapables de nous contraindre pour répondre à ses sourires.

Nous avions attendu déjà depuis une heure, et il n'était venu aucune réponse de Versailles.

Jules Simon s'impatientait, redoutant quelque caprice du chancelier, dont il connaissait l'humeur fantasque, et examinait déjà à quelles résolutions il faudrait s'arrêter.

— Nous n'aurons évidemment qu'un parti à prendre, c'est de rentrer à Paris. Ce sera une journée perdue, je suppose cependant que nous aurons en tout cas une réponse.

Nous eûmes l'imprudence, pour occuper le temps, d'interroger l'hôtesse. nous le regrettâmes ensuite, car elle nous fit avec une inconscience qui nous troubla, des aveux en ce genre : « Les Prussiens ont été très polis, très gentils (c'était son expression) nous n'avons pas à nous plaindre : les affaires n'ont pas été mauvaises ».

Cette impression exclusivement commerciale nous attera. Nous avions hâte de nous soustraire à ce milieu. On nous examinait comme des bêtes curieuses. Nous nous éloignâmes dans les champs.

Enfin, au bout d'une heure et demie, M. de Bismarck avait envoyé le laissez-passer qu'il avait oublié la veille.

Notre train put reprendre sa marche lente et nous conduire jusqu'à Arthenay, ou d'Aurelle de Paladines avait livré bataille.

Le spectacle était navrant. Toutes les maisons étaient entièrement défoncées.

Ce fut une minute de violente secousse ; et nos regards, qui se rencontraient, traduisaient, avec une plus amère éloquence que les paroles, la pensée funèbre qui nous obsédait.

A cinq heures du soir, nous arrivions à Orléans. A l'hôtel où nous étions descendus pour dîner étaient attablés des officiers de la garde royale prussienne.

La journée avait été trop fertile en émotions, nous avions demandé à être seuls : « Là, nous dit l'hôtelier, vous serez bien tranquilles, mais ne parlez pas trop haut, vous serez espionnés ».

Les Prussiens avaient laissé là de moins bons souvenirs que les bavarois à Juvisy ; on se plaignait de leur brutalité.

L'hôtelier tournait autour de nous pour lier conversation, il ne rencontra chez nous aucune complaisance.

— Faites atteler une voiture, dit Jules Simon, nous allons partir.

— Partir ? Quitter Orléans ?

— Oui.

— Mais vous ne pourrez pas passer. Personne ne sort d'ici. Il n'y a même plus de train ; le pont d'Orléans est miné.

— Nous savons bien ; c'est précisément parce que le pont est miné que nous ne pouvons pas prendre le chemin de fer. C'est pour cela que nous vous demandons une voiture.

— On va faire atteler, mais vous ne passerez pas ; par précaution je vous garderai des chambres.

Nous avions pris place dans une immense berline, une vieille guimbarde assez délabrée, attelée de deux chevaux d'assez piètre apparence.

Arrivés à la sortie d'Orléans, deux soldats de la garde royale prussienne croisèrent la baïonnette : l'hôtelier aurait-il dit vrai ?

La nuit était très sombre. Jules Simon se pencha à la portière et parlementa. Il sortit des papiers prouvant qu'il était membre du gouvernement. Il paraît que ces documents produisirent leur effet, car on nous laissa passer.

Nous arrivions à minuit à Saint-Cyr dans la Haute-Vienne, broyés, meurtris de toutes les façons.

Un train spécial nous attendait et nous conduisit à Limoges où nous entrions en gare à sept heures du matin.

Encore une étape, et nous étions à Bordeaux où nous nous trouvions sur le quai à midi et demi. Nous avions voyagé pendant vingt-sept heures, et c'est à partir de Vierzon seulement qu'à notre grand soulagement, nous avions trouvé la France occupée par des français !

Bordeaux était pour nous l'inconnu : de même que Gambetta ne connaissait pas bien la situation de Paris, Paris connaissait mal la situation de la province. Il suffisait de se voir, de causer et de s'éclairer ; mais Gambetta avait déjà pris l'offensive, dénonçait la légèreté coupable du gouvernement de Paris et se montrait prêt à résister à son envoyé.

Des affiches collées sur les murs signifiaient cette résolution par la publication du décret sur les inéligibles.

A notre descente de wagon, les mains de quelques amis se tendirent. Jules Simon paraissait soulagé d'avoir terminé ce voyage qui avait mis notre patriotisme à une si cruelle épreuve.

— Eh bien, vous savez ce qui se passe ici ? dit l'un d'eux.

— Je ne sais rien, puisque j'ai été enfermé dans un wagon pendant plus de vingt-six heures.

— Il y a une affiche contre vous.

Et on lui donna le texte de l'affiche.

Il fronça le sourcil.

— Eh bien ! nous espérons que vous allez agir tout de suite.

Jules Simon, avec son ferme bon sens, cette pleine possession de lui-même qui ne l'abandonnait jamais, surtout dans les circonstances les plus critiques, ne voulut pas céder à ces excitations ; et alors qu'il aurait dû être vivement ému, il essayait de calmer les exaltés en leur montrant que Gambetta avait pu être inexactement renseigné, ou même trompé, ou simplement entraîné par un patriotisme irréfléchi. Son calme était admirable au milieu de cette fièvre.

Il n'avait pas franchi la gare qu'il était harcelé encore par cette question : Enfin, qu'allez-vous faire ?

— Je descends à peine du train. Laissez-moi me rendre compte de la situation. et voir Gambetta. Soyez tranquilles, je ferai mon devoir ; mais personne ne m'en voudra, je suppose, si je veux éviter la guerre civile qui serait un grand malheur.

Nous logions chez le recteur de l'Académie, M. Zevort, un homme doux, bienveillant et d'une grande indépendance. Nous avions là un appartement : le recteur nous avait abandonné son salon. J'étais dans une chambre où je recevais les visiteurs qui ne cessaient d'affluer. Je ne raconte pas les péripéties de la lutte qui sont connues : je rap-

porte ici simplement ce qui se passait dans la coulisse, les impressions et les confidences de Jules Simon, car nous causions longuement le soir quand nous n'avions plus à craindre d'être dérangés par des visiteurs.

Jules Simon en vingt-quatre heures avait saisi la situation. Il venait à Bordeaux pour faire exécuter le décret du gouvernement convoquant une assemblée nationale.

Gambetta n'était pas hostile à cette convocation, mais il voulait une assemblée qui fonderait la République et poursuivrait la guerre. Dans ce but il frappait d'inéligibilité tous les bonapartistes qui poseraient leur candidature. Cette restriction risquait de compromettre l'autorité d'une assemblée qui n'aurait pas été la libre expression de la volonté nationale. Il fallait donc obtenir de Gambetta qu'il renonçât à son décret sur les inéligibles et qu'il se ralliât à l'opinion de ses collègues de Paris, qui n'imposaient aucune condition au suffrage universel.

Jules Simon avait déjà eu plusieurs entretiens avec Gambetta, il était dégagé de toute pensée de rivalité et d'animosité personnelles. Comment aurait-il eu un mauvais sentiment ? Ne se souvenait-il pas des longues heures d'intimité sous l'Empire dans le petit appartement de la place de la Madeleine ? N'avait-il pas été, comme tant d'autres, séduit par ce causeur plein de jeunesse et plein d'entrain? N'avait-il pas gardé pieusement cette amitié nouée dans les jours d'épreuve et de tourmente ? Ne

reconnaissait-il pas les services éclatants rendus par son collègue à la Défense Nationale? Il voyait bien plus haut et bien plus loin, il ne se laissait pas guider par le souci d'une préoccupation personnelle, il ne s'attardait pas à une lutte d'influences qui aurait été criminelle dans les circonstances douloureuses que nous traversions ; il était prêt à tous les sacrifices nécessaires, à l'oubli entier de lui-même, à tous les ménagements compatibles avec l'intérêt national, dût sa susceptibilité en être atteinte pourvu qu'il parvînt à son but : la convocation d'une assemblée sans condition d'inéligibilité.

C'est ce qui ressortait de ses propos:

— Gambetta, disait-il, subit les entraînements de son tempérament. Il a l'impétuosité de la jeunesse, il se laisse dominer par l'influence du milieu. On ne peut guère s'en étonner quand on a vécu comme lui dans la fièvre, investi d'une autorité et d'une toute puissance qui ne vous laissent pas toujours votre sang-froid. Je l'excuse parce que je le comprends.

Il n'y avait pas trace d'aigreur dans ses paroles, il expliquait l'état d'esprit de son antagoniste, et il en arrivait à penser qu'avec de la patience, de la bonne volonté, un appel amical à sa raison, il parviendrait à le ramener lorsque la première irritation aurait été passée.

Il était peut-être au moins aussi préoccupé des obstacles que pourraient lui créer ceux qui avaient essayé, d'ailleurs sans succès, de le confisquer, dès son arrivée à Bordeaux.

— Ma situation est difficile, je ne veux pas me laisser circonvenir par les réactionnaires. Il ne me quittent pas, et parfois ils me gênent, ils sont très ardents. Si je les écoutais, j'entrerais en lutte violente avec Gambetta. Ils ne rêvent que le conflit : c'est bien facile d'être violent, et le rôle de conciliateur est ingrat. Mais je suis ici comme une sorte de prisonnier, ne pouvant correspondre avec les préfets qui d'ailleurs obéissent à Gambetta, ne pouvant correspondre avec le gouvernement, puisque Sténackers (il était alors directeur des Postes), refuse d'envoyer des pigeons s'il n'a pas un ordre de Gambetta. Je suis seul — réduit à mes propres forces.

Et poursuivant sa conversation un peu à bâtons rompus :

— Regarde à quel point il faut être prudent. Un tel que tu as vu ce matin chez moi m'a demandé si réellement j'avais les pleins pouvoirs du gouvernement : et, sur mon affirmation, il m'a dit : « Qu'attendez-vous pour agir? l'armée vous suivra. Avez-vous tâté un peu les officiers? » C'était évidemment un piège. Il y a des gens qui sont surprenants : ils s'imaginent que je vais leur faire mes confidences, tu sais bien que j'ai consulté des officiers, et que le général Foltz, qui commande la place de Bordeaux, s'est mis à ma disposition. Mais je n'ai pas besoin de le leur dire. Ils sont vraiment étonnants, les donneurs de conseils, qui n'ont pas de responsabilité, ils ne reculeraient pas devant une bataille dans les rues.

Puis il réfléchissait :

— Eh bien moi j'avoue que je ne peux pas envisager une pareille perspective sans trembler. Ah ! il est bien facile de passer pour un homme courageux en usant de la violence. Mais à quel prix ! Je crois montrer plus de courage en essayant de dénouer la crise pacifiquement, et j'espère y arriver.

Il se promenait dans sa chambre.

— Je sais bien que je peux donner un ordre au général Foltz, qui l'exécuterait immédiatement. Je ne dis pas que je n'y serai pas contraint, mais je n'y aurai recours qu'à la dernière extrémité, lorsque j'aurai épuisé tous les moyens de conciliation. Ces gaillards ne savent pas que si l'émeute est à Bordeaux, elle se propagera dans d'autres grandes villes. Ils ne voient que leurs petites rancunes contre Gambetta. Je ne me placerai jamais à ce point de vue. Mais enfin j'ai encore quelques jours avant d'employer les grands moyens.

Et dans ces conversations du soir il concluait toujours :

— Je ne cèderai pas à une pression de la réaction qui s'inspire d'un intérêt politique, et je ne ferai appel à la force que si l'intérêt national l'exige.

Puis, au moment où il allait se coucher, il revenait à la préoccupation qui l'obsédait :

— Tu verras qu'on m'accusera de faiblesse. Ce serait bien révoltant et bien injuste, car tu sais bien toi-même que toutes mes mesures sont prises pour avoir le dernier mot.

En effet, tous les décrets avaient été préparés par Jules Simon pour nommer un Ministre de la Guerre, un Commandant de la Place de Bordeaux, en vertu des pleins pouvoirs qui lui avaient été conférés.

Il fallait avoir vécu toutes les minutes auprès de lui pour comprendre tout ce qu'il y avait de grandeur morale dans ce noble esprit envisageant sans défaillance son devoir, dût-il le contraindre à quelque douloureuse détermination ; mais montrant, en dépit des excitations de toutes sortes, cette ténacité dans la patience, cette foi dans la raison plus forte que la colère qui lui laissait l'espoir d'un dénouement heureux sans effusion de sang.

Il fallait être doué d'un bien grand empire sur soi-même pour résister à la tentation de faire quelque éclat, ayant entre les mains les moyens d'exécution et de succès, mais à un prix peut-être bien coûteux.

Le Général Billot, qui était un des assidus de l'hôtel du recteur, connaissait les déclarations du Général Foltz, mais il approuvait la conduite prudente et adroite de Jules Simon.

Des bandes de gamins se promenaient dans Bordeaux criant : « Guerre à outrance, pas d'élections. » Nous en avions croisé quelques-unes ; on les regardait avec indifférence.

L'hôtel du recteur était fréquenté par des hommes de tous les partis. On y voyait des républicains, des orléanistes, des légitimistes, et aussi des généraux.

Jules Simon entretenait les relations les meilleures avec les membres de la délégation.

Il était lié avec tous, et il allait régulièrement au Conseil. Les séances étaient singulièrement mouvementées.

C'était un duel oratoire entre Gambetta et Jules Simon.

— Crémieux, Fourichon, Glais-Bizoin ne disent rien. Ils m'approuvent souvent quand je parle, surtout Fourichon; mais quand nous causons en particulier, ils me répètent toujours : nous ne pouvons pas nous séparer d'un collègue avec lequel nous avons toujours été d'accord. Je les exhorte à voter avec moi pour terminer le conflit, ils reconnaissent que je peux avoir raison. Mais ils sont retenus par une question de camaraderie.

L'excellent amiral Fourichon venait souvent le soir chez Jules Simon.

— Vous avez mille fois raison, mon cher Simon, disait-il. Vous savez bien que je suis avec vous du fond du cœur.

— Oui, amiral, je le sais, et ce qui me fait de la peine, c'est que vous ne le disiez pas.

— Je suis votre ami. J'espère que vous n'en doutez pas.

— Oui, un vieil ami.

— Mais je voterais avec vous que nous n'aurions pas à nous deux la majorité, car Crémieux et Glais-Bizoin n'abandonneront jamais Gambetta; et puis,

vous avez dû vous en apercevoir, Gambetta a de nombreux partisans ici.

— Alors c'est une impasse?

— Non! patientez; un incident favorable peut surgir.

Le brave amiral s'en allait toujours attristé.

M. Thiers venait aussi, et de sa voix fluette il disait :

— Faites exécuter le décret de suite, publiez-le partout, remplacez Gambetta à l'Intérieur.

Il était très violent, il dramatisait volontiers la situation, montrant une grande acrimonie contre Gambetta.

— Il nous fera arrêter.

Jules Simon souriait de ces exagérations.

— Je vous dis qu'il nous fera arrêter.

Thiers était entouré de monarchistes qui lui répétaient sur tous les tons qu'il devait se protéger, qu'il n'était pas en sécurité et qui lui avaient persuadé de transformer sa maison en forteresse.

Ces détails montrent à quel diapason étaient montés les esprits.

Il n'y avait guère que Jules Simon qui conservât du sang-froid dans la tourmente. Il réagissait contre les idées extravagantes attribuées à Gambetta par des adversaires, qui avaient perdu toute notion de l'équité, et qui stupidement en arrivaient à lui contester ses admirables efforts, son dévouement ardent à la défense nationale.

Il avait réussi à convertir M. Thiers à ses idées de

temporisation. Les événements justifiaient chaque jour sa conduite; des défections se produisaient dans la population favorable à la délégation. Bordeaux était animé d'intentions plus pacifiques. Jules Simon rencontrait de plus nombreux appuis dans le parti républicain; ce qu'il recherchait surtout. Il avait obtenu ce résultat de modifier l'état des esprits, il avait éloigné la crainte d'un mouvement dans la rue, au cas où il devrait s'appuyer sur l'armée. Sa patience obstinée était récompensée, lorsqu'on vint lui annoncer que Gambetta voulait le faire arrêter.

Je dois dire qu'il haussa les épaules et qu'il vit là une simple manœuvre d'adversaires politiques.

— C'est un piège, disait-il, pour me forcer la main et me pousser au conflit armé. Je connais Gambetta : il est incapable de commettre une pareille action pour les mêmes raisons qui me poussent à ne pas me servir de l'armée.

Il avait, en effet, une droiture trop tenace pour ne pas savoir rendre justice même à ceux dont il ne partageait pas les sentiments et, à plus forte raison à Gambetta, dont il n'était pas séparé par des principes politiques, et, pour lequel, malgré ce désaccord sur une question de tactique, il conservait de l'amitié. Il en voulait si peu à l'homme, qu'il lui trouvait des excuses dans l'affolement légitime que produit toujours la défaite, dans les dévouements aveugles, dans les flatteries ardentes qu'il avait rencontrés. Et s'il avait compris que Gambetta eût

un premier mouvement de révolte, il s'affligeait d'un entêtement qui pouvait être dangereux à l'heure où l'union était une nécessité patriotique.

C'est à ce souci jaloux de l'union en face de l'étranger, guetteur de nos fautes, qu'il avait fait le sacrifice d'un rôle plus facile et plus retentissant.

Il ne crut donc pas une minute à son arrestation, lorsque Fourichon arriva un soir, fort tard, au moment où il allait se coucher, et vint lui apprendre qu'en effet Gambetta avait songé à l'arrêter.

Jules Simon fit une moue ironique témoignant qu'il n'ajoutait pas grande foi à ce récit.

Mais Fourichon prit un ton sérieux.

— Je vous répète que Gambetta voulait vous faire arrêter, mais je m'y suis opposé énergiquement. Il n'a pas persisté. J'ai cru devoir néanmoins vous avertir.

Quand Fourichon fut parti, Jules Simon ne put s'empêcher de dire en souriant :

— C'est un excellent homme, ce Fourichon, il est évidemment très sincère, il croit ce qu'il m'a dit avec une entière bonne foi, il a voulu me donner un témoignage d'amitié, mais son histoire ne tient pas debout.

Et en effet, nous sûmes par Glais-Bizoin que Gambetta n'avait nullement songé à confisquer la liberté de son collègue.

Jules Simon était d'ailleurs de ces hommes qui ne reculent jamais devant un péril. On ne joue pas une aussi grosse partie sans courir des risques.

Il la gagna, car il avait combiné depuis quelques jours un plan dont la réussite lui paraissait assurée ; il avait envoyé à Paris M. Cochery avec la mission de ramener plusieurs membres du gouvernement, ce qui lui assurait une majorité dans le Conseil.

Gambetta, en apprenant cette nouvelle, n'avait plus qu'à se retirer. C'est ce qu'il fit.

On pensait que Jules Simon prendrait le portefeuille de l'Intérieur devenu vacant. C'était le vœu du gouvernement et surtout de Jules Favre.

On sait que, lorsque les membres du gouvernement arrivèrent à Bordeaux, leur premier soin fut, après avoir remercié leur collègue de sa fermeté et de son habileté, d'examiner la situation.

La lutte avait revêtu un caractère si aigu qu'il paraissait plus sage de remplacer Gambetta par un homme qui avait été tenu en dehors du débat.

Emmanuel Arago fut désigné, et avec sa rondeur toute cordiale, il dit aussitôt à Jules Simon :

— Oh ! ce n'est que pour quelques jours. C'est d'ailleurs toi qui seras ministre ; j'arrive ici ne connaissant pas le personnel et ignorant ce qui se passe dans les départements. Tu es mieux renseigné que moi.

En effet, Jules Simon passait ses journées à la Préfecture qui était devenue le siège du Ministère de l'Intérieur ; il occupait le cabinet d'Emmanuel Arago. Tous deux étaient liés par une amitié déjà longue et traitaient les affaires ensemble.

Jules Simon ne recueillait pas le bénéfice de sa

vaillante campagne. Il le constatait sans aucun dépit, car il me disait :

— On a bien fait de choisir Arago ; j'ai été moi-même de cet avis-là, je souhaite seulement qu'on reconnaisse que j'ai rendu un grand service à mon pays. Gambetta lui-même, qui est fort intelligent, s'apercevra plus tard que j'avais raison. Les bonapartistes ne sont pas à craindre aujourd'hui... Un pays n'est pas assez fou pour se livrer à ceux qui l'ont ruiné !... Qu'importe ! Il fallait être bien sûr de soi pour résister à tant de conseils. Dieu sait si j'en ai reçu ? Je n'en ai écouté aucun. Cela m'a valu bien des injures de tous les côtés. Tu ne te doutes pas à quel point Gambetta a été dur pour moi. Il était poussé par une conviction ardente. Je n'en veux pas à ceux qui ont une foi. Je ne lui en veux pas. On peut être, il est vrai, plus modéré. Je l'ai été. C'est une question de tempérament.

Les journées qui suivirent nous ménageaient des tristesses et des surprises. Les résultats des élections nous arrivaient par des dépêches assez rapides. L'écrasement des bonapartistes était complet, contrairement aux prévisions de Gambetta, mais les royalistes étaient élus en grand nombre à l'Assemblée.

Jules Simon était consterné. Chaque fois qu'il me montrait une dépêche annonçant le succès des monarchistes, il avait un mouvement de découragement et de lassitude.

— Ah ! notre pauvre, notre chère République !

voilà ce que je redoutais ; elle est née dans les jours de désastres, à l'heure où tout était désespéré et où on pouvait sauver seulement l'honneur; l'honneur c'était beaucoup, mais on lui demandait plus encore, on lui demandait l'impossible.

Et il apportait de nouvelles dépêches, toujours avec des succès de la droite :

— Le pays veut évidemment la paix. Il a voté contre les républicains qu'il soupçonnait d'être favorables à la guerre.

Jules Simon avait échoué partout, à Paris, à Bordeaux, à Montpellier.

— C'était à prévoir disait-il, à droite on m'accusait de vouloir la guerre, à gauche on me présentait comme le partisan d'une paix humiliante ; j'ai été écrasé entre les deux partis. C'est un petit malheur. Ce que je peux dire c'est que j'ai rempli mon devoir et obéi à ma conscience. C'est une consolation.

Il avait pris son parti de sa mésaventure électorale, mais comme toujours il pensait au lendemain :

— Ce qui est ennuyeux, c'est d'être obligé de rester ici, j'ai hâte d'en partir : mais je ne le peux pas. Nous devons auparavant rendre nos pouvoirs ; il faut réfléchir aussi à ce que je vais faire. Je ne suis plus député, j'écrirai des livres ; je pourrai aussi écrire dans les journaux. La vie sera plus rude. On trouve moins facilement à s'employer quand on est un homme tombé.

Les dépêches annonçaient le triomphe de M. Thiers dans un grand nombre de départements ainsi que

celui de Trochu, de Dufaure. Les républicains avaient une minorité encore assez forte, mais ils étaient en minorité.

Quand le bruit se répandit que Jules Simon n'avait été élu nulle part, on vint de tous les côtés.

Cette procession de visiteurs lui était particulièrement pénible.

— Je n'aime pas les condoléances.

Et cependant ces démarches étaient très amicales et très flatteuses.

Evidemment la chose la plus désagréable était de subir le premier assaut :

« Comment ! vous n'êtes pas élu ! C'est bien regrettable, c'est bien injuste, etc... »

Puis ces récriminations se terminaient par des offres de candidatures dans des collèges qui deviendraient vacants à la suite d'options.

Jules Simon remerciait :

— Croyez-vous que la politique soit bien séduisante ? Elle ne m'a pas donné beaucoup de satisfaction. J'y ai bien réfléchi. J'organiserai autrement ma vie.

M. Thiers, en raison de son immense succès électoral, était assailli par les visiteurs et surtout par les quémandeurs qui l'avaient déjà sacré comme chef du futur Gouvernement.

On venait le consulter, l'interroger, surprendre ses idées et ses intentions, et comme il était toujours bien inspiré par sa merveilleuse clairvoyance, il ne se refusait pas à dire très nettement son sentiment.

Son premier mouvement fut qu'il fallait conserver

la forme du gouvernement, et ne pas compliquer les difficultés de l'heure présente par une tentative de restauration monarchique, qui pourrait provoquer des émeutes dans les grandes villes. Son avis formel était d'ailleurs que le pays n'avait entendu régler, par son vote, que la question de paix ou de guerre.

C'est, animé de ces sentiments, qu'il avait prié Jules Simon de venir le voir, pensant non sans raison qu'une démarche de lui au Ministère de l'Intérieur, risquerait de provoquer des commentaires et des polémiques.

Après l'avoir félicité de sa conduite, il ne lui cacha pas son très vif regret de le voir éloigné d'une Assemblée dont il aurait été une des forces et une des autorités.

Il lui dit même très formellement que, dans les nombreux collèges qui l'avaient élu, il serait aisé d'en trouver un qui lui ouvrirait les portes de l'Assemblée.

Jules Simon remercia M. Thiers, déclina ses ouvertures, laissant clairement entendre que les électeurs lui ayant accordé des loisirs, il n'était pas disposé à un nouvel effort.

M. Thiers laissa percer un peu de mauvaise humeur, mais n'insista pas dans l'espoir de ramener Jules Simon à d'autres sentiments, lorsque la situation se serait plus éclaircie.

Les dernières dépêches arrivaient au Ministère de l'Intérieur, lorsque Jules Simon apprit qu'il était élu député de la Marne.

Il reçut la nouvelle sans enthousiasme, de même qu'il avait accepté son échec sans amertume. Il était obligé dès lors de rester à Bordeaux et de s'occuper de son installation.

De vives intrigues s'agitaient autour de M. Thiers, car il devenait chaque jour plus évident pour tous qu'il serait le chef du pouvoir exécutif. Le parti républicain n'était pas sans inquiétude sur la tournure que prendraient les événements. Cette poussée de monarchistes lui inspirait quelques craintes pour le présent et encore plus pour l'avenir.

M. Thiers avait été satisfait du succès de Jules Simon, et le mandait fréquemment auprès de lui.

Un jour qu'il revint d'une de ses visites il me dit :

— Tu ne te douterais pas de ce que Thiers m'a offert ?

— D'entrer dans son ministère ?

— Oui, cela ne t'étonne pas ?

— Pas trop.

— J'aurais pensé qu'il voudrait s'entourer d'orléanistes, mais enfin la proposition est très amicale Je l'ai trouvé d'ailleurs dans de très bonnes et très sages idées. Il est d'avis qu'on ne doit pas toucher à la forme du Gouvernement et que, si on gouverne avec habileté c'est la République qui en profitera. Ce serait une faute de le décourager, quoique je n'incline guère à entrer dans son cabinet : d'ailleurs je n'ai rien répondu ; il faut que j'en connaisse la composition et que je consulte mes amis ; et puis, je n'entrerai qu'à certaines conditions.

Thiers m'a d'ailleurs dit tout de suite : il va de soi que vous ne serez pas le seul républicain dans le ministère, que vous aurez avec vous plusieurs de vos amis.

Nous passâmes deux soirées à peser les avantages et les inconvénients de l'entrée des républicains dans un cabinet. C'était une discussion un peu platonique mais qui aboutissait toujours au même résultat, c'est que si les républicains refusaient le concours qui leur était demandé, les monarchistes occuperaient la place, et que la seule chance de sauver encore la République aurait été sacrifiée à des susceptibilités, à des convenances ou à des scrupules condamnables.

Il n'y eut pas d'ailleurs l'ombre d'une hésitation dans le parti républicain. Il fallait tirer le meilleur parti d'une situation qui n'était pas favorable, et, M. Thiers ayant accepté, conformément à l'avis de Jules Simon, que les républicains auraient les portefeuilles les plus importants, un ministère de conciliation fut constitué ; Jules Simon conserva le portefeuille de l'Instruction publique après s'être assuré que Jules Favre faisait partie de la combinaison.

JOURS D'ÉPREUVES

Jours d'Epreuves

Nous passons sur les faits connus, le traité de paix, les déclarations de M. Thiers.

L'assemblée s'était transportée à Versailles. Le gouvernement s'était installé à Paris lorsqu'il fut surpris par le mouvement du 18 mars.

Nous n'avons pas à parler ici des origines et des causes de l'insurrection. Ce sont des événements qui ont été déjà maintes fois racontés. Nous n'apportons ici que des souvenirs intimes et inédits.

Nous nous trouvions, le 18 mars avec M. Thiers et les ministres, au ministère des affaires étrangères quai d'Orsay; des régiments gardaient le gouvernement, pendant que l'émeute grondait dans Paris. On reconnut, après une longue délibération, que le chef du pouvoir exécutif et les ministres devaient sans

délai se transporter à Versailles, car ils pouvaient risquer d'être faits prisonniers par l'insurrection triomphante, et on avait des doutes sérieux sur la fidélité de l'armée, ou, en tout cas, sur sa solidité pour réprimer la révolte.

Tandis que M. Thiers quittait Paris avec certains ministres, seuls Dufaure, Jules Simon, le général Le Flô, l'amiral Pothuau s'étaient réfugiés à l'Ecole Militaire où ils s'occupaient de concentrer l'armée. Les régiments, disséminés dans Paris, arrivaient pour se grouper autour de l'Ecole Militaire. Jules Simon avait fait venir ses deux fils et avertissait sa femme d'aller le retrouver à Versailles.

Ce fut une impression lugubre lorsque nous pénétrâmes dans ces salles à peine éclairées ; les officiers les traversaient comme des ombres, les visages étaient défaits, on parlait à voix basse comme si on eût craint d'être espionné, on se demandait avec inquiétude si on avait pris le plus sage parti, et si on n'aurait pas pu tenter un effort de résistance, mais les renseignements qui arrivaient de toutes parts, décourageaient même les plus intrépides. Les officiers pressentis ne répondaient pas de leurs troupes.

Il n'y avait plus à hésiter à soustraire l'armée au contact de la population, pour la reconstituer, refaire son esprit et ramener sa discipline.

A minuit, le départ fut ordonné, un grand mouvement se produisit dans ces masses. On n'entendait que le bruit du commandement, et encore les voix

étaient-elles assourdies. La terre était recouverte de neige ; les lumières falotes des réverbères tremblotaient dans une nuit obscurcie encore par un ciel chargé. C'était un aspect de désolation et comme une retraite de Russie.

Des troupes marchaient en avant, débraillées, sans ordre, comme des masses en désarroi. Les voitures des ministres étaient entre des lignes de soldats avec l'allure d'un cortège funèbre, et, derrière elles, encore des masses d'hommes dans la plus inexprimable confusion. Le général Vinoy dirigeait les opérations, et avait placé à l'arrière-garde les régiments les plus sûrs. Car il fallait à chaque instant rallier les traînards.

Nous étions avec l'amiral Pothuau, mais nous descendions à chaque instant de voiture, tant nous éprouvions de malaise de cette marche lente comme un convoi de prisonniers.

Nous ne parlions pas, nous examinions les soldats, et nous avions quelque peine à reconnaître l'armée française dans le désordre de ces hommes harassés, affaissés, mornes, marchant à l'aventure. On n'osait pas échanger ses impressions.

L'amiral Pothuau laissait échapper de loin en loin une phrase :

— Nous avons bien fait de partir, sinon nous n'aurions plus d'armée.

Ses yeux devenaient rouges, et le silence n'était troublé que par le bruit des pàs désordonnés de cette masse d'hommes. On se sentait pris aux en-

trailles ; nous nous retournions par instants pour jeter un dernier regard sur Paris, où se jouaient peut-être des tragédies, nous éprouvions comme une sorte de remords de le quitter. Nous écoutions s'il ne se passait rien, car nous avions toujours à craindre une attaque des insurgés. Ils n'avaient songé ni au gouvernement ni à l'armée, ils les avaient laissés partir sans les inquiéter.

Nous arrivions à Versailles, le jour était déjà venu.

Jules Simon était installé avec ses bureaux du ministère dans une des ailes du palais, en face de l'Orangerie. Ces grandes salles avaient l'aspect d'un campement : des sommiers et des matelas avaient été étendus par terre, c'était la chambre à coucher. Une table et quelques chaises formaient la salle à manger. Le cabinet du ministre consistait en un bureau et une ou deux chaises. Il est vrai qu'on n'y restait guère.

Jules Simon assistait le matin au Conseil et dans la journée à l'Assemblée, qui siégeait dans le théâtre ; le soir, il s'occupait des affaires de son ministère.

C'était une existence assez mouvementée. Parfois on venait au ministère pour demander des renseignements sur des prisonniers qui s'autorisaient du nom de Jules Simon pour réclamer leur liberté, et qui n'avaient pas de peine à démontrer d'ailleurs leur parfaite innocence.

On arrêtait à cette époque un peu à l'aveuglette ;

et des malheureux étaient conduits dans la prison de l'Orangerie sans que leur incarcération fut justifiée.

N'est-ce pas à Emile Zola qu'il arriva cette aventure d'être conduit à Versailles, d'invoquer son titre de confrère d'un des fils de Jules Simon à *la Cloche* et d'être relâché sur notre attestation ?

Jules Simon n'était pas suspect d'indulgence pour la Commune, mais il ne pouvait s'empêcher de déplorer la brutalité de la répression.

— Je sais bien qu'il est difficile d'éviter des erreurs, mais je ne m'accoutumerai jamais à ces exécutions sommaires.

Certains procédés d'un général, dont il nous citait le nom, l'irritaient à tel point qu'il avait dû s'en ouvrir à M. Thiers :

— Il y a certains de vos généraux qui ont la main trop lourde. Vous pourriez leur recommander un peu plus de modération.

— C'est commode à dire, répondait M. Thiers, quand on n'est pas dans la mêlée, mais allez donc demander du sang-froid à des gens qui sont attaqués et qui après tout se défendent ?

— Je comprends que ce n'est pas facile, je ne leur demande pas de ne pas se défendre, mais quand ils prennent des insurgés même les armes à la main, ils n'ont pas à se faire justice. Vous avez des conseils de guerre.

— Oui, je crois qu'ils vont un peu loin, je le leur dirai, répondait M. Thiers.

Plus d'une fois, Jules Simon demanda des adoucissements à la captivité de quelques révolutionnaires célèbres, sur les prières instantes de députés.

M. Thiers lui reprochait bien parfois sa sensibilité : C'est un mauvais exemple.

— C'est une question d'humanité, leur santé est compromise par le régime de la prison. Il ne s'agit pas d'une faveur, mais nous n'avons pas le droit d'ajouter une peine à une autre, et si nous pouvons apporter un adoucissement sans que la justice en souffre, je ne vois pas que nous encourrions le moindre reproche. Au contraire. Si on ne nous sait pas gré de notre indulgence, on nous blâmerait sévérement d'avoir été rigoureux sans nécessité.

— Vous avez raison, mon cher Simon, on donnera des ordres, nous aurons peut-être une interpellation.

Mais cette menace ne le troublait pas.

Quand la Commune fut vaincue, le premier soin de Jules Simon fut de se rendre à son appartement de la place de la Madeleine. Il ne l'avait jamais quitté, même quand il était ministre, ayant conscience de la fragilité d'un pouvoir qu'il était toujours prêt à abandonner.

Dans la circonstance, il avait de vives inquiétudes. Il avait été averti par la concierge que les hommes de la Commune étaient venus chez lui, avaient fait des perquisitions et avaient tiré des fenêtres des maisons voisines sur la maison. « Mes pauvres livres ! » Ce fut son seul cri ; arrivé à la place de la Madeleine, il interrogea rapidement le concierge qui

ne put que lui dire : « Ils sont restés ici plusieurs fois très longtemps ».

Il n'avait pas obtenu une parole qui pût le rassurer. Il grimpa rapidement les cinq étages, enjambant deux marches à la fois, très ému, très agité. Il parcourut à la hâte l'appartement. « Tout me paraît en place ».

Puis il commença plus attentivement ses investigations ; il courut à son cabinet, et vit dans la cheminée des feuilles presque entièrement consumées. Il ne restait que des petits morceaux sur lesquels il reconnut son écriture. Il en prit un : « C'est mon livre de philosophie, l'*Histoire du stoïcisme*, auquel j'avais travaillé depuis dix ans ! Ils ont allumé le feu avec mon manuscrit ! »

Il eut un moment de désespoir. « Il m'avait coûté tant de recherches. Je comptais un peu sur ce livre ». Puis il chercha sur son bureau pour voir si, par hasard, ils n'en auraient brûlé que quelques feuillets. « Mais non, il était là avant notre départ pour Versailles, j'avais jeté un coup d'œil sur le manuscrit ; tu sais comment nous sommes partis de l'Ecole militaire, nous ne nous y attendions pas ».

Avec sa bonté coutumière, il ne se résignait pas à voir là un acte de vandalisme. « Ils ont pris ce qu'ils avaient sous la main comme si c'était un papier insignifiant. Ils ne connaissent rien à la philosophie et puis ils n'ont même pas lu. Enfin !!... ».

Et ce qui le confirmait dans son opinion c'est que tous les objets étaient à leur place.

Il avait examiné sa bibliothèque en détail, faisant l'inventaire de ses livres les plus précieux. « Tiens, ils auraient pu aussi bien prendre un Alde, ils ne l'ont pas fait ».

Il retrouva cependant dans un volume une balle qui en avait labouré la tranche, il la jeta dans la cheminée.

Nous voulions la garder : « Non, non, ce sont de trop tristes souvenirs ».

Les livres avaient été respectés. Il eut un soupir de soulagement. Mais on avait fait main basse sur ses paires de bottes. « Je comprends mieux çà ».

Par une fantaisie singulière, on avait pris les couverts de ruoltz ; on n'avait pas touché aux couverts d'argent. « Ils ne savaient pas », et il poursuivait son enquête. Il vit dans le petit salon d'angle, une potiche italienne qui était perforée d'un trou, et trouva dans le pot une balle qui avait achevé là sa course et qui avait été tirée, sans doute, des balcons des maisons voisines.

— Enfin, nous aurions pu avoir de plus grands désastres. Ma bibliothèque est sauvée, mes paires de bottes et quelques couverts ce n'est rien, mais mon livre... mon pauvre livre... Je ne pourrai pas le refaire. Il m'avait pris trop de temps et je n'en aurai plus le loisir... ni le goût.

Et il regardait longuement ses livres dans leurs rayons ; il découvrit encore un volume abimé par une balle. C'était tout ; de menus souvenirs auxquels il tenait étaient à leur place.

— Ils n'en auraient rien fait mais ils pouvaient me les prendre. Je suis bien aise de les retrouver, j'y étais attaché.

Après la défaite de la Commune, la majorité réactionnaire de l'Assemblée nationale, qui jusqu'alors hésitait à créer des difficultés au Gouvernement, mais qui avait conservé ses espérances de restauration monarchique jugea le moment venu de manifester son hostilité contre M. Thiers.

Elle dirigea tout d'abord ses coups contre Jules Simon qu'elle regardait comme le lieutenant préféré de M. Thiers et comme l'homme qui entraînait plus avant le cabinet dans la voie républicaine ; c'était chaque jour un nouvel assaut ; l'évêque d'Orléans, M. Dupanloup, était un des promoteurs les plus ardents de cette campagne. Il montait sans cesse à la tribune, soit à l'occasion d'un projet de loi, soit à l'occasion d'une interpellation, et il poursuivait avec une âpreté de révolté et une violence d'énergumène la chute du ministre.

Jules Simon revenait de la séance avec un nouveau succès, mais il ne conservait guère d'illusions sur la durée du cabinet.

— J'ai encore eu une attaque de Dupanloup. Il y met un acharnement ! Vous l'avez vu à la tribune, il était ponceau. Ah ! il me déteste cordialement.

M. Thiers ne manquait jamais, après chaque séance de conseil, de lui dire :

— Qu'avez-vous donc fait à l'Evêque d'Orléans ?

Il ne vous aime pas. Il n'est pas bien dangereux, parce qu'il ne sait pas se contenir, mais il est haineux.

Il était clair que la droite, sans s'attaquer encore directement à M. Thiers, tâtait son terrain, et cherchait à démolir d'abord un ministre, celui qu'elle redoutait le plus.

Elle guettait toutes les occasions, et elle en trouva une lorsque Jules Simon prononça son fameux discours à la Sorbonne, à l'occasion de la réunion des Sociétés Savantes. Il avait eu la hardiesse de reporter à M. Thiers l'honneur de la libération du territoire, il devançait seulement le jugement de l'histoire, puisque Gambetta pouvait, quelques années plus tard, dire à M. de Fourtou, qui était à la tribune : « le voilà le libérateur du territoire » et désignait M. Thiers aux applaudissements de la Chambre frémissante. C'était une hérésie quelques années plus tôt.

Une belle indignation s'empara de la droite. M. de Goulard, qui était le collèguè de Jules Simon dans le cabinet, prenait de belles attitudes, levant les bras au ciel et protestant contre ce manque de respect à l'Assemblée. Pouvait-on, disait-il, attribuer à un seul homme un honneur qui revenait à l'Assemblée toute entière ?

Cet excellent M. de Goulard, qui était un instrument entre les mains des habiles, commençait à jouer un rôle, lui qui avait toujours été un ministre effacé. Il désavouait Jules Simon, espérant ainsi l'exclure, peut-être confisquer M. Thiers ou, en tout cas, provoquer une crise.

Jules Simon nous rapportait les belles exclamations de M. de Goulard.

— Il faudra évidemment qu'un de nous deux s'en aille, ou peut-être tous les deux ; il me paraît, en effet, difficile que je sois congédié, et que M. de Goulard reste. Son rôle n'a rien de très flatteur pour M. Thiers.

Cet antagonisme s'envenimait en se prolongeant.

M. Thiers ne dissimula pas à Jules Simon, qu'en présence de l'hostilité de l'assemblée, afin d'enlever tout prétexte à ses adversaires, il était obligé, à son grand regret, de se séparer de lui, mais il lui annonça aussitôt le départ de M. de Goulard.

Jules Simon nous conta cette entrevue avec une pointe d'ironie :

« C'était à prévoir, mais il est tout de même singulier que je quitte le cabinet de M. Thiers pour avoir rendu justice à M. Thiers. Ce sont là les fantaisies de la politique. Quand on racontera cela plus tard, on en sera un peu surpris. Thiers m'a accablé d'amitiés, il m'a dit son chagrin de se séparer de moi, son dégoût de la politique. Il croit bien que l'Assemblée ne cherche qu'à se débarrasser de lui, mais il pense prolonger l'agonie, je crois qu'il se trompe. On n'apaise pas une Assemblée en s'inclinant. Il eût mieux valu engager la bataille sans paraître céder. C'est mon sentiment. Il a peut-être bien fait, après tout, parce qu'on lui aurait reproché son entêtement et s'il doit y avoir un échec, j'en aurais reçu le contre-coup, et je me le serais

reproché à mon tour. C'est mieux comme cela, mais c'est étrange. Thiers m'a parlé de ses choix, ils sont excellents : Casimir-Périer, Bérenger, Waddington. Je ne vois pas en quoi il se fortifie, vis-à-vis de ses ennemis. Il me sacrifie, c'est bien quelque chose, mais il sacrifie Goulard, qui représente la droite et il remplace les ministres sortants par des républicains. Il a l'air de faire une première concession et de la retirer ensuite. Je n'aperçois pas bien la profondeur de cette combinaison ».

Sans avoir de grandes illusions, M. Thiers ne pouvait pas cependant s'imaginer que l'Assemblée congédierait brutalement un ministère reconstitué.

Huit jours après, il était renversé, et Jules Simon reprenait, avec la gauche, la campagne contre le cabinet de Broglie, contre les tentatives de restauration monarchique, en même temps qu'il écrivait des livres, ses souvenirs du 4 septembre, et des articles.

DINERS LITTÉRAIRES

Dîners littéraires

Il avait conservé avec M. Thiers des relations d'une intimité cordiale. Son salon de la place de la Madeleine, clos pendant son passage au ministère de l'Instruction publique, était de nouveau ouvert. On y faisait de la politique moins militante. C'est qu'autrefois, il s'agissait d'abattre un régime et qu'il n'était plus question alors que d'abattre un ministère, le ministère de Broglie. Le morceau était moins gros, et les résistances d'une Assemblée agonisante et impopulaire ne passionnaient qu'un monde spécial. On sentait que le pays triompherait aisément de la coalition des partis monarchiques et de leurs intrigues, et si, parfois, dans son cabinet, on s'agitait beaucoup (car c'est là qu'il recevait ses collègues de la gauche, et dans une pièce à côté, les

délégués de l'extrême droite pour la formation de la liste des sénateurs inamovibles), son salon, du moins, était enveloppé d'une atmosphère plus sereine. Ce n'était plus, comme autrefois, la grande bataille, c'était la petite. Les harangues tenaient moins de place que les causeries. On n'y faisait peut-être pas des académiciens comme ailleurs, mais on en recevait beaucoup, et si la politique y avait toujours ses entrées, la littérature et l'art s'installaient un peu en souverains.

Il y a eu des dîners célèbres, lorsque les convives étaient Emile Augier, Alexandre Dumas fils, Camille Doucet, Denormandie, Edouard Pailleron, Meilhac...

Le duel de mots et de traits s'engageait dès le potage, entre Alexandre Dumas fils et Pailleron.

Dumas, plein de verve, de bonne humeur narquoise, d'ironie parfois amère, d'esprit hautain et méprisant; Edouard Pailleron pince sans rire, doucereux et mordant, d'allures plus discrètes et de verbe moins bruyant, plus caressant dans les satires, mais plus précieux, plus recherché dans la critique.

Dumas prenait-il l'offensive, avait-il conquis ses auditeurs par son entrain, que Pailleron était tout d'abord atteint par cette artillerie pétillante, craquante, fulminante, mais, comme le chat guettant la souris, il hasardait une interruption malicieuse pour tâter son terrain, et s'il se sentait soutenu, il mettait ses mots en batterie, dirigeait ses feux avec

une grande adresse de pointeur. et réduisait Dumas au silence. C'était charmant

Camille Doucet, tout fluet, de sa petite voix enrouée, et sans avoir l'air d'y toucher. avec une bonhomie exquise et une rouerie délicate, se glissait entre les deux antagonistes pour raconter de vieilles et amusantes confidences qu'on lui avait faites, quand il était directeur des Beaux-Arts ou même comme secrétaire perpétuel. Il égratignait si gentiment qu'on ne voyait pas le sang mais qu'on distinguait la marque.

Denormandie (je le vois encore près du maître de la maison) écoutait comme un spectateur qui n'aurait pas cédé à prix d'or son fauteuil d'orchestre. Il ne disait rien, comme un homme fourvoyé dans un cénacle de dramaturges. Mais comme il n'avait pas tout à fait oublié qu'il était un de nos plus séduisants causeurs, il nous donna un si joli échantillon des grâces de son esprit et de sa verve aiguisée et plaisante que Dumas et Pailleron croyaient bien retrouver un confrère.

Meilhac ne disait rien, il s'amusait, mais ne le laissait pas voir ; lui si étincelant, si fin dans ses pièces, n'était pas un causeur. De loin en loin. pour faire honneur à ses hôtes, il risquait un mot de situation avec un sérieux imperturbable qui en doublait l'effet. C'était un timide.

Après le dîner, les visiteurs arrivaient en foule, et on leur offrait quelques spectacles coupés qu'organisait, avec beaucoup d'intelligence et de dévoue-

ment, Mlle Delaporte qui fut une de nos grandes artistes du Gymnase. On entendait Mmes Bartet, Brandès, Segond-Weber, Pasca, Duminil, M. Coquelin Cadet et combien d'autres ! Les dames qui n'étaient pas admises sous l'Empire, sauf à de rares exceptions, étaient très nombreuses, et le logement devenait trop petit.

Il est bien difficile de citer les noms de tant d'hommes illustres, et peut-être vaudrait-il mieux n'en citer aucun pour ne pas commettre de trop gros oublis ; j'en note seulement quelques-uns pour donner une idée de la diversité des talents : Pasteur, Charles Gounod, Ambroise Thomas, Gréard, Emile Deschanel, Chaplain, Carnot, Carolus Duran, Léon Say, Gaston Boissier, Eugène Manuel, Mézières, Méline, Jules Claretie, Georges Picot.

Les conversations étaient charmantes. On se groupait suivant ses affinités, on avait là comme un journal parlé. Et quel journal ! On connaissait le sort d'un livre, d'une pièce, d'une découverte ou d'une crise politique. Et quels commentateurs ! Il y avait une pénétration de tous les grands et petits mondes spéciaux qui se frôlent dans la vie sans se parler. Ce n'était pas la réunion mondaine banale ; on emportait toujours d'une de ces soirées quelque précieux souvenir, une poignée de main donnée à un homme illustre, une conversation instructive, quelque récit amusant et toujours une satisfaction intellectuelle. On avait causé, mais on avait pensé.

Jules Simon était un maître de maison merveil-

leux. Il pouvait parler sur tout, sur la politique, sur la littérature, sur la philosophie, sur l'économie sociale, sur les arts, sur le théâtre. Il avait d'ailleurs emmagasiné tant de souvenirs, et lu tant de livres ! Il était intarissable sur Cousin. Quand on le mettait sur ce chapitre, il nous jouait de véritables scènes de comédie. Il n'en avait pas conservé une impression très agréable, quoiqu'il ne laissât jamais percer de rancune, mais on comprenait bien que son maître, qu'il admirait profondément, l'avait fait souffrir ; et s'il le griffait de temps à autre, c'était si gentiment et avec tant de malice qu'on n'aurait pu l'accuser de rechercher la moindre revanche.

Il en profitait pour faire la guerre aux jeunes gens qui étaient moroses, pessimistes et qui n'avaient plus le culte des talents. Cousin avait été dur souvent pour lui, et cependant il le glorifiait, et il partait de là pour comparer les enthousiasmes d'autrefois avec l'indifférence d'aujourd'hui.

— Ah ! nous en avions jadis des trésors d'admiration, nous avions nos dieux dont nous nous étions constitués les prêtres, et le dédain que nous avions pour le reste du monde faisait partie du culte que nous rendions à nos idoles. Sans doute, nous étions des excessifs, des naïfs, nous improvisions des génies qui n'étaient pas viables, mais, vous autres, nos successeurs, vous êtes ingrats à l'excès en dénigrant comme vous le faites vos nouveaux grands hommes. Combien je me félicite d'avoir admiré les miens à l'excès ! Voyez-vous, mes amis, il faut voir

tout en rose pour être heureux, il faut voir tout en grand pour être grand.

Il aimait donner de petites semonces à ces désillusionnés, à ces désabusés.

On peut dire que tout ce que Paris a compté de personnages dans la politique, la littérature, la science et l'art de 1862 à 1892 a passé par ce salon, la plupart aujourd'hui disparus, tous dispersés, mais alors dans tout l'éclat du talent. Les jeunes gens de cette époque ont acquis de la notoriété, les hommes mûrs ont joué depuis un grand rôle. Car ce salon fut le petit temple de beaucoup de gloires consacrées, la pépinière d'illustrations naissantes, le berceau de célébrités futures.

LES RAPPORTS AVEC LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON

Les Rapports avec le Maréchal de Mac-Mahon

Quoiqu'il ne fût plus au pouvoir, Jules Simon continuait à jouer un grand rôle à l'Assemblée. Le jour où il fut élu sénateur inamovible par l'Assemblée Nationale, il apprit en même temps par le télégraphe son élection à l'Académie française. Ce furent pendant quelques semaines des plaisanteries : « Inamovible et immortel le même jour ». Cette inamovibilité et cette immortalité inspirèrent plusieurs poètes qui lui adressèrent des vers de mirliton, et il ne pensait guère à ce moment-là, en 1876, à entrer dans quelque ministère.

Cependant le bruit circulait que l'intention du maréchal était de lui confier un portefeuille.

Lorsqu'on le lui rapporta, il prit la chose en plaisantant, et il écarta de suite une semblable supposition.

— Comment voulez-vous que le maréchal songe à moi, mon discours sur le Septennat n'a pas dû lui plaire. Et puis, nous ne nous entendrons jamais ensemble. Il est de la droite, je suis de la gauche. Pourquoi irait-il me chercher ? C'est invraisemblable.

Il nous rapportait ces rumeurs, en haussant les épaules, parfaitement résolu à repousser une offre qu'il se refusait d'ailleurs à envisager comme possible.

Nous l'encouragions dans une résistance éventuelle avec la plus grande énergie, tant elle nous paraissait sage.

Cependant la résolution du maréchal de pressentir Jules Simon prit de la consistance à la suite d'un Conseil des Ministres tenu à l'Elysée. Il n'y avait plus à en douter.

Ce fut alors un pélerinage des bureaux des gauches et des chefs du parti à la place de la Madeleine avec de bruyantes démonstrations, de grands serrements de mains suivis d'un vif désappointement.

Jules Simon déclara en effet, tout net, qu'il refuserait.

On eut recours alors aux petits moyens : Vous ne le pouvez pas, vous vous devez à votre parti, à vos amis qui vous demandent d'accepter.

Jules Simon persistait dans son refus.

On employa les grands moyens : Songez à l'intérêt de la République qui doit passer avant les convenances personnelles.

— Et si je ne peux pas faire ce que je veux, si je ne suis pas libre, comme c'est probable; quels services pourrais-je vous rendre? Nous nous compromettrons sans profit.

Mais les députés républicains ripostaient : « Allons donc! avec votre talent, avec votre habileté il n'y a que vous et vous seul capable de mâter le maréchal (c'était l'expression dont on se servait). Vous aurez peut-être d'abord des difficultés, mais vous le séduirez; en quelques semaines vous l'aurez conquis.

— Vous voyez bien que Dufaure n'a pas réussi.

— Mais Dufaure, ce n'est pas vous, il était plus hargneux, plus cassant.

— Oui, mais il entrait plus dans les vues du maréchal.

— C'est possible, mais il n'avait pas l'oreille de la Chambre.

— Et moi ?

— Vous? Ah! vous, nous vous soutiendrons énergiquement, nous ferons tous les sacrifices nécessaires pour vous maintenir.

Cette déclaration le laissait un peu incrédule, car il avait la pratique des Assemblées. Il connaissait leur enthousiasme suivi trop rapidement de leur inconstance, et il bataillait.

Alors un dernier argument était invoqué :

— Le maréchal veut faire un pas à gauche, et, en refusant, vous lui fournissez des armes contre nous, vous lui donnez une grande force, vous favorisez sa

volte-face à droite, vous compromettez la République. Assumerez-vous une pareille responsabilité qui pèsera lourdement sur vous? Oh! certes, la situation n'est pas enviable. Elle ne saurait tenter, même des ambitieux. Il s'agit de faire un sacrifice, vos amis vous demandent de ne pas hésiter, vous le devez à vos idées, à votre parti, à la République que vous aimez et que vous avez toujours servie.

Nous les entendons encore tous ces propos que tenaient MM. Leblond, Albert Grévy, Bernard Lavergne et d'autres. Ils étaient pressants, éloquents.

Il y avait quelque solennité dans leur démarche et quelque émotion dans leurs adjurations.

Jules Simon ne savait pas résister à des instances, quand il y avait un devoir à remplir, dûssent son intérêt et sa popularité en souffrir. Il se résignait.

On ne l'a pas racontée, cette lutte qu'il soutint alors contre ses meilleurs amis, aujourd'hui disparus pour la plupart. Mais, s'il y a un survivant, il doit se souvenir que Jules Simon, avec sa clairvoyance habituelle, leur avait confié ses craintes, et ne consentit à donner son nom que contraint et forcé, par dévouement, par abnégation.

— Par exemple, ajoutait-il, je n'entrerai dans un cabinet qu'avec la présidence du Conseil.

Il y eut un petit mouvement parmi ses amis.

— La Présidence! C'est bien gros. Le maréchal ne voudra peut-être pas aller si loin. Il vous acceptera bien comme ministre, mais il ne consentira

peut-être pas à former un cabinet Jules Simon. Il faut tenir compte de ses scrupules, de ses répugnances. Que vous importe, d'ailleurs, s'il garde M. Dufaure, ou si même il prend pour président un homme effacé ?

— Oh ! cette fois, je vous le déclare net, je n'accepterai qu'avec la présidence du Conseil. Je ne crois pas que M. Dufaure, dont j'honore le talent et le caractère, puisse remonter le courant défavorable qui s'est manifesté contre lui dans la Chambre, et quant à un autre président, fut-il très effacé, je ne pourrais pas assumer une responsabilité sous un nom d'emprunt.

Je dois dire que la plupart de ses amis partageaient cet avis, mais ils doutèrent alors du succès des négociations.

Nous dînions en ville au moment de la crise. Jules Simon avait laissé chez lui l'adresse de la maison où nous allions, pensant qu'il pourrait recevoir quelque communication.

En effet, on vint lui annoncer, comme c'était prévu, que le maréchal lui offrait le portefeuille de l'Intérieur à la place de M. de Marcère. Il n'était pas question de la présidence du Conseil.

Ce fut un soulagement. Il comprenait très bien cette répugnance, mais il était dégagé.

— J'ai fait ce qu'on me demandait, on ne peut rien exiger de plus ; me voilà bien débarrassé. C'était pour moi une aventure.

Nous nous souvenons de ce mot, et nous étions

d'autant plus satisfaits de ce dénouement que nous avions fait tous nos efforts pour qu'il n'entrât pas dans un ministère à cette heure critique et douteuse.

Les rares amis qui avaient appris la nouvelle étaient consternés. Ils n'osaient pas blâmer leur collègue qui avait subi toutes leurs exigences, mais ils s'attendaient à la constitution d'un cabinet de combat.

On ne tarda pas à apprendre que le maréchal, voulant donner une preuve éclatante de son esprit de conciliation, consentait enfin à confier la Présidence du Conseil à Jules Simon et l'appelait à l'Elysée.

La visite fut plutôt cordiale.

— Il a été très poli, nous dit Jules Simon, il a même eu un mot assez drôle : « Ah ! monsieur Jules Simon, si on m'avait dit que je vous prendrais comme premier ministre, on m'aurait bien étonné ». Il n'y a pas que lui qui l'était. Je l'étais plus encore. Cette entrevue s'est bien passée, mais je fais une sottise. Je n'aurai que des ennuis, je m'embarque sur une galère.

Il avait tenu à consulter M. Thiers qui, malgré sa malveillance pour le maréchal, lui avait dit très nettement: « Vous n'avez pas le droit de refuser ».

Quand il revit ses amis après son acceptation, il eut à subir une série de questions.

Puis toujours le même refrain.

— Ce qu'il faut, c'est durer.

— Durer ! Il faut pouvoir durer.

— Vous le pourrez, vous ferez des concessions afin d'empêcher un ministère de réaction de prendre la place. Soyez patient, prudent, surtout au début.

Les premières relations avec le maréchal, furent courtoises. Elles manquaient évidemment de cordialité, mais elles étaient respectueuses. Il était clair qu'on s'observait.

Le maréchal ne parlait guère dans les conseils. Il écoutait très attentivement, et s'il glissait parfois un mot dans la discussion, il ne semblait pas y attacher d'importance et se ralliait volontiers à l'opinion de la majorité.

Jules Simon lui apporta un matin la révocation de plusieurs préfets, notamment du préfet de Saône-et-Loire. Il maugréa un peu: « C'est mon département, c'est de plus un de mes meilleurs amis». Il avait l'air de réfléchir, et il ajoutait : « c'est fâcheux, mais c'est de la politique ». La politique lui semblait parfaitement méprisable. Il gardait le décret et finissait par le signer, mais il n'était pas satisfait.

Jules Simon sentait le mécontentement, et, en revenant du conseil, il avait toujours la même impression.

« La droite doit le conseiller, lui reprocher de sacrifier ses amis, je n'aurai pas d'agrément ».

Le maréchal affectait une grande correction, mais son tempérament prenait parfois le dessus, et il ne témoignait pas beaucoup de bienveillance pour la gauche. Il lançait parfois, moitié riant, moitié sérieux des phrases comme celle-ci : « quel malheur, monsieur Jules Simon, que vous vouliez gouverner avec

la Chambre : si vous consentiez à vous en passer, les affaires marcheraient mieux et je vous garderais pendant toute la durée de ma présidence.

— Je suis républicain, répondait Jules Simon, je gouverne avec le parlement et mon parti, sinon, je ne serais pas ici.

— Je le sais bien, c'est malheureux.

Jules Simon ne prenait cette phrase que comme une boutade, parce que le maréchal en laissait échapper dans ce goût, et cependant comme il sentait que ces sortes de fantaisies pouvaient cacher quelque arrière-pensée, il avait pris la précaution d'instituer tous les vendredis au ministère de l'intérieur des réunions où venaient les membres des bureaux des gauches. Il leur parlait librement, leur communiquait ses impressions, ses idées, prenait leurs conseils, leur racontait même les boutades du maréchal. Il insistait surtout sur un point lorsqu'on lui demandait s'il avait quelque sujet de plainte :

— Le Maréchal, au fond ne m'aime pas, ou du moins n'aime pas ma politique, il me supporte ; ses goûts, ses aspirations, sont du côté de MM. de Broglie et de Fourtou, il faut donc que la majorité me soutienne très résolument pour me donner de l'autorité et de la force.

— Elle vous soutient.

— Il faut qu'elle n'ait pas l'air de m'abandonner en me marchandant son concours, sinon il cherchera un prétexte, le premier venu, pour prendre un cabinet suivant ses idées.

MM. Leblond, Albert Grévy, Bernard-Lavergne, d'autres étaient là quand Jules Simon tenait ce langage.

Combien de fois ne nous a-t-il pas répété :

— Ce qui enhardit le maréchal, c'est que la majorité m'appuie très mollement. Il le voit, il le dit, je le désabuse, mais au fond je le pense.

Et comme il mettait en garde ses amis contre une fantaisie du président, ils haussaient les épaules.

— Allons donc, vous êtes tout-puissant, le maréchal ne vous abandonnera pas, et quant à la Chambre...

— Je ne crois pas qu'elle me renverse, mais elle n'est pas ce qu'elle devrait être dans la situation difficile où je me trouve.

Jules Simon comprenait très exactement l'état d'esprit du maréchal ; il entrevoyait l'heure où les rapports deviendraient plus tendus. Mais cette heure ne lui semblait pas encore très rapprochée. Au contraire, il y avait un peu plus d'abandon de la part du Président qui montrait une rondeur naïve, une sorte de familiarité et de bonne humeur assez rassurantes pour le présent.

On peut affirmer que le 16 Mai, Jules Simon fut surpris par l'aventure. Le coup était imprévu.

Il revenait du théâtre, il ne trouva la lettre que le lendemain matin à la première heure, lorsqu'il descendit à son cabinet. Ce fut une stupéfaction. Il avait l'avant-veille vu le maréchal qui était bien

disposé, et rien dans son attitude, dans ses propos, ne faisait présager ce brutal éclat.

C'était peut-être une boutade. Jules Simon eut d'abord la pensée qu'il était en présence d'un accès de mauvaise humeur, puis il fut convaincu que l'entourage du maréchal avait inspiré ce coup d'état parlementaire.

On connaît la lettre du maréchal, elle était un peu puérile, elle reprochait au président du Conseil de n'avoir pas combattu l'abrogation d'une loi sur la presse et se terminait ainsi : « cette attitude du chef du cabinet fait demander s'il a conservé sur la Chambre l'influence nécessaire pour faire prévaloir ses vues. Une explication à cet égard est indispensable, car, si je ne suis pas responsable comme vous envers le Parlement, j'ai ma responsabilité envers la France dont aujourd'hui plus que jamais je dois me préoccuper ».

Ne retrouve-t-on pas dans cette lettre l'écho des conversations que Jules Simon avait avec les membres des bureaux des gauches. « Le maréchal cherchera pour me renvoyer un prétexte dans la mollesse de la gauche à me défendre ». On pensait seulement qu'il aurait la patience d'attendre que le cabinet fût renversé.

Comme l'heure tardait, il n'hésita pas à se lancer dans cette équipée.

Jules Simon répondit par une lettre fort calme, qui fut jugée par ses amis simple et digne ; ce qui n'empêcha pas les journaux, quelques jours après, de

la trouver timide et humiliée. Ses amis vinrent le voir pour protester avec indignation contre ce qu'ils appelaient « le coup de folie du maréchal ». Jules Simon leur répondait : « On ne devait pas, évidemment, s'y attendre aussi rapidement, et surtout sous cette forme et pour des motifs aussi futiles, mais vous saviez bien que le maréchal n'était pas un très fort politique... je vous ai raconté bien des fois ce singulier propos, entre tant d'autres, qu'il m'a tenu et qui vous prouve son ignorance : « Si vous vouliez ne pas vous occuper de l'opinion de la Chambre des Députés, la laisser dire, la laisser faire et passer outre, vous seriez toujours mon ministre jusqu'à l'expiration de mon septennat, nous gouvernerions avec le Sénat... et le Conseil d'Etat.

« Et comme je m'étonnais de son langage, essayant de lui faire comprendre ses hérésies constitutionnelles, il répondait avec une parfaite ingénuité : « On m'avait pourtant dit que cela se pouvait. » Puis il n'insistait pas. Ce n'est pas lui qui a eu l'idée d'écrire cette lettre. On la lui aura dictée en lui disant qu'il devait l'écrire. C'est un homme faible qui n'était pas libre. Il a subi l'influence de la camarilla. »

C'était le mot dont il se servait volontiers.

Jules Simon qui avait entrepris cette lourde tâche, à une période obscure, sous la pression de son parti, et qui aurait pu se réserver pour l'avenir, à l'heure où la situation aurait été moins troublée, emporta dans sa retraite une grande ingratitude.

L'injure du maréchal atteignait le parti républicain tout entier. Il en porta à lui seul toute la peine. C'était une injustice. Quoiqu'il fût familiarisé avec les surprises de la politique et accoutumé aux petites faiblesses des partis, il en fut attristé. Ce qui le chagrinait, c'était moins cet abandon, qui est le salaire habituel des services rendus par les hommes d'Etat, que le travestissement de son rôle par ceux qui l'avaient poussé en avant.

— Je n'ai pas de chance, disait-il, tout tourne contre moi, et cependant j'ai la conscience d'avoir rempli mon devoir. J'ai toujours marché d'accord avec mes amis. Il faut bien que, dans les crises, on prenne un bouc émissaire. On m'a choisi. Il me semble que ce rôle revenait plutôt au maréchal... Enfin !

Jules Simon quitta le jour même le ministère. Il reçut une lettre du maréchal lui annonçant la constitution du nouveau cabinet.

Il vécut ensuite un peu à l'écart. Ce qui lui valut de vives remontrances. On pensait qu'il aurait dû prendre la tête du mouvement de résistance et faire une campagne de discours.

Le rôle était plus facile et plus avantageux surtout pour un homme comme lui qui était orateur, qui ne reculait devant aucune responsabilité ni devant aucune fatigue, fût-elle un peu rude, et qui avait donné les preuves de son activité inlassable, lors des élections de 1869, quand il parcourait toute la France pour défendre ses candidatures et celles de ses amis.

Il pouvait tirer un profit personnel de la situation en se mettant en avant, en se prodiguant, en occupant la scène.

Il ne le voulut pas, il comprit peut-être mal son intérêt. Il jugea qu'il était plus noble et plus fier de garder le silence, plus conforme à sa dignité de ne pas se livrer à des démonstrations retentissantes qui auraient été interprétées comme un acte de dépit, il eut trop de confiance peut-être dans l'heure prochaine des revanches dont il aurait légitimement sa part.

Il ne comptait pas suffisamment avec les passions, les petites lâchetés, les égoïsmes et surtout les jalousies, avec le goût des foules pour le bruit, la parade, la mise en scène.

Il avait la confiance qu'on saisirait ses intentions, que son effacement serait considéré non comme une faiblesse mais comme un acte de fermeté civique, d'abnégation patriotique. Il oubliait trop que certains scrupules, certaines délicatesses échappent à la clairvoyance des foules, s'ils ne sont pas expliqués et soulignés.

On l'avait sollicité, flatté, fêté, quand il avait pris la présidence du conseil, on l'abandonnait, on le dédaignait, on l'injuriait à l'heure où il la quittait, alors qu'on aurait dû au contraire le défendre contre une insulte qui était surtout dirigée contre le parti tout entier.

Il éprouva un grand écœurement pour la politique. Il reprit la plume pour écrire des livres : « *Le gou-*

vernement de M. Thiers » en deux volumes et des articles, où son esprit gardait toute son activité. Il se partageait entre les séances du Sénat et de l'Institut, faisait des lectures à l'Académie, se consacrait à quelque belle œuvre, car il avait une facilité prodigieuse, une puissance de travail surprenante, accomplissant dans une journée le tour de force d'écrire avant son déjeuner vingt pages d'un ouvrage, et un article, d'aller prononcer un discours dans quelque réunion, de présider une conférence, de répondre à une douzaine de lettres, de dîner en ville et de se rendre ensuite dans une soirée et de recevoir par surcroit des visiteurs et le plus souvent des solliciteurs. On venait lui demander une place, une croix, un ruban violet : « Mais je n'ai plus d'influence, ma recommandation vous serait plutôt nuisible ». Allons donc, on n'osera pas refuser à un homme comme vous.

Et il donnait une apostille ou faisait une démarche, dût-elle lui coûter.

POUR LA LIBERTÉ

Pour la liberté

Sa rentrée dans la politique se produisit à propos de l'article 7, présenté par Jules Ferry, qui était dirigé contre la liberté d'enseignement et qui refusait aux congrégations religieuses non autorisées le droit d'enseigner.

Les passions étaient à ce moment violemment excitées, et la lutte qui paraissait circonscrite entre les partisans et les adversaires de la liberté d'enseigner fut tout à coup faussée, dénaturée et prit l'allure d'un conflit entre le cléricalisme et l'esprit laïque. C'est le jeu habituel des querelles de défigurer les idées et les doctrines au profit des intérêts de partis ou plutôt de leurs convenances. On perdait de vue la signification réelle de l'article 7. Son caractère d'hostilité contre la liberté s'effaçait, il n'était

plus qu'une machine de guerre contre le cléricalisme; on n'essayait même plus d'en examiner la portée ni même de savoir s'il avait une portée quelconque, il restait pour beaucoup une démonstration destinée à forcer les partis à prendre position.

Le jour où Jules Simon lut cet article, il éprouva un mouvement de surprise.

— Ferry commet une faute ; certes je ne suis pas plus clérical que lui, mais il détruit la liberté d'enseignement sans profit pour la cause qu'il veut servir, il croit atteindre les congrégations ; elles n'auront pas de peine à tourner sa loi, et elles seront aussi puissantes demain qu'aujourd'hui. Ce qu'il faut empêcher c'est le développement de la mainmorte. Là est le danger. Il y a des mesures à prendre. Il peut aussi à la rigueur appliquer les lois existantes. Il en a. Mais son article est une menace contre la liberté, et ce n'est pas là ce qu'il cherche.

Il nous rapportait à ce propos un vieux souvenir:

« Duruy me racontait autrefois qu'un moine dominicain se présenta un jour dans son cabinet, en robe blanche, et lui demanda l'autorisation de fonder l'école secondaire d'Arcueil. C'était le père Captier, homme éminent dont on connait la tragique aventure.

« J'en suis très fâché, mon révérend Père, répondit le ministre, mais comme les dominicains sont une congrégation non reconnue, je ne leur accorderai aucune autorisation. »

Le père Captier n'insista pas. Il continua la con-

versation avec aisance et bonhomie, et on se quitta au bout d'un quart d'heure avec la plus grande politesse.

Il s'était écoulé quinze jours depuis cette visite, quand on remit au ministre la carte de M. l'abbé Captier. prêtre du diocèse de Paris, c'était bien le même visiteur que l'autre fois. Mais il s'avançait alors tout souriant, vêtu d'une soutane noire toute neuve avec le manteau et le petit collet. Pour compléter la métamorphose, je crois bien qu'il s'était fait nommer, dans l'intervalle, chanoine honoraire de Notre-Dame de Paris. Il fallait bien donner, à M. l'abbé l'autorisation qu'on avait refusé quelques jours avant, au Révérend Père. Le Révérend Père et toute sa congrégation en furent fort aises. M. Captier s'était donné le plaisir de passer en personne à travers nos fils d'araignée. S'il avait été moins sûr du succès, il aurait envoyé à sa place un sacristain, un ami ou même un pénitent laïque de la congrégation. Mais le tour aurait été moins joli. Eh bien l'article 7 est un fil d'araignée ».

Et comme nous lui demandions ce qu'il comptait faire :

« Je le combattrai, j'ai défendu la liberté toute ma vie, je la défendrai encore. Je sais bien qu'on m'accusera d'être un clérical, on ne peut rien contre la mauvaise foi ». Et il garda pendant quelques instants le silence.

« Clérical ? ce serait absurde, je n'étais pas clérical, je suppose, en 1848, pas plus que ceux qui siégeaient

avec moi, eh bien, nous avons défendu la liberté d'enseignement ».

Il se leva de son fauteuil, il alla chercher un livre dans lequel se trouvait sa circulaire de 1848 aux électeurs des Côtes-du-Nord, il nous la montra et ajouta :

« Je n'ai pas un mot à changer, et si je votais l'article 7, c'est alors qu'on pourrait m'accuser de versatilité ».

Et comme il rendait toujours justice à ses adversaires, à plus forte raison quand ils étaient ses amis politiques :

« Je comprends très bien, disait-il, le sentiment auquel a obéi Ferry ; le clergé est en effet souvent très envahissant ; il s'occupe de ce qui ne le regarde pas ; il fait trop de politique ; mais Ferry prend le mauvais moyen pour le contenir, il le reconnaîtra plus tard, il n'en aura pas moins fait une sottise ».

Qui aurait pu se douter qu'en l'an 1900 on parlerait de ressusciter l'article 7 dont l'inefficacité semblait jadis suffisamment éclatante aux esprits clairvoyants et réfléchis, puisque l'application des décrets, mesure autrement rigoureuse, n'avait donné que des résultats négatifs et les apparences d'une persécution ? Comme il voyait juste, quand, dans des articles, il insistait surtout sur la nécessité d'enrayer le développement de la main-morte dont on finit par se préoccuper aujourd'hui avec juste raison !

C'est qu'il était l'ennemi des improvisations et des

lois de circonstances qui ne sont en général que des entorses données à la liberté.

Il avait toujours été le partisan de la liberté totale, et il avait retrouvé à cette heure toute sa jeunesse, toute sa verdeur, toute sa conviction vivace de lutteur. Mais lorsqu'on apprit qu'il devait prendre la parole contre l'article 7, ce fut chez lui un défilé de ses collègues de la gauche.

Nous nous souvenons de la démarche très solennelle que fit auprès de lui Carnot, le père de l'ancien président de la République. Carnot était un cœur d'or et une nature tendre et sensible, malgré son apparente froideur ; il avait une affection profonde pour Jules Simon qui l'avait soutenu dans quelques dures épreuves de sa vie, il s'en était toujours souvenu.

Il entra dans le cabinet de travail.

Jules Simon alla au devant de lui, lui prit les mains tout heureux de le voir.

— On dit que vous allez combattre l'article 7 ?

— C'est mon intention formelle.

— Je vous en supplie, mon cher Simon, vous savez à quel point je suis votre ami, je vous demande en grâce de renoncer à votre projet.

Jules Simon le regarda pendant quelques instants sans répondre.

— C'est impossible, reprit-il, vous ne venez pas me proposer cela, mon cher Carnot.

— Je vous le demande au nom de notre amitié, au nom de nos amis les plus chers qui sont attristés

de penser que vous entrerez en lutte avec eux.

— Vous savez combien je vous aime, Carnot, demandez-moi tout ce que vous voudrez, je le ferai, mais ne me demandez rien contre ma conscience. Sur ce chapitre je suis intraitable.

— Mais songez que vous avez encore un brillant avenir devant vous, que le parti républicain compte sur vous. Vous risquez de vous perdre.

Carnot avait un tremblement dans la voix ; Jules Simon était touché de cette démarche inspirée par le plus noble sentiment, par le sentiment de l'amitié poussée jusqu'à l'aveuglement. Il eut un violent chagrin d'opposer à tant d'insistance une si inflexible résolution.

— Mais au moins, contentez-vous de voter, abstenez-vous de prendre la parole.

— Je me déshonorerais. Je ne le ferai pas.

Et Carnot répondait :

— Je suis désolé, vous vous perdez.

— Ce n'est pas la première fois que je brise ma carrière pour mes convictions.

Carnot avait des larmes dans les yeux. Il avait fait ce qu'il croyait être son devoir ; il souffrait ; il pressa les mains de son ami avec effusion. Il l'en aimait peut-être davantage.

Ce que Carnot voyait, c'était moins la guerre à la liberté de l'enseignement que la lutte contre le cléricalisme. L'article 7 ne lui apparaissait que comme une manifestation de parti, dégagée de la signification anti-libérale que Jules Simon lui attribuait.

Jules Simon avait été ému par cet entretien qu'il nous raconta aussitôt :

— Ce qui me chagrine, c'est d'avoir contrarié Carnot, un si excellent ami. Mais comprend-on pareil conseil ?... Il est évidemment très désagréable d'avoir toute la droite derrière soi, seulement avec un petit groupe de républicains ; ce qui me donne une situation fausse et gênante vis-à-vis de l'opinion ; car, pour moi je ne regarde pas qui me soutient, je m'inquiète seulement de la cause que je défends ; celle-là est bonne, je l'ai défendue depuis trente ans. Il n'y a pas d'homme qui ait été plus attaqué par les cléricaux que moi sous l'Empire et sous l'Assemblée nationale, je n'ai jamais changé d'opinion et je n'en changerai pas.

La bataille fut longue et ardente. Ce fut un duel entre Jules Ferry et Jules Simon.

A son retour des séances, Jules Simon donnait ses impressions :

— Ferry a bien parlé, il a beaucoup de talent, il a eu beaucoup de succès ! A la gauche, ils me regardaient avec des airs farouches, comme si j'étais un traître. Des hommes courageux qui, cependant, ne votent pas avec moi, m'ont parlé, et même m'ont donné la main ; d'autres, moins courageux, me serraient la main quand on ne les regardait pas. C'est étrange, j'ai été applaudi par la droite quand je faisais l'éloge de l'enseignement de l'Etat ; en 1848, j'étais combattu par Montalembert et appuyé par les républicains en soutenant la même cause. Tout

cela est assez drôle ; il faut avoir le diable au corps pour aimer encore la politique, surtout quand on a longtemps vécu. Il est vrai que je ne l'aime plus. Il ne faut pas la voir de trop près, on l'aime quand on est très jeune, parce qu'on ne la connaît pas.

C'est dans ces conversations du soir qu'il se livrait aux siens avec le plus d'abandon, il reprenait un à un les griefs formulés contre lui :

— Si on voulait relever toutes les sottises qu'on dit sur moi, ce serait trop long ; il n'y a pas d'homme moins connu que moi, et cependant il n'y en a pas qu'il soit plus aisé de connaître. On m'appelle « le doux philosophe », on dit que je suis souple, que je manque de caractère, que je n'ai pas de décision, que je suis flottant, que je n'ai pas de fixité dans les idées, c'est absurde. Pas de décision ! je n'avais pas de décision lorsque j'allais à Bordeaux, lorsque j'assumais la responsabilité du pouvoir sous le maréchal, lorsque je combattais l'article 7 comme aujourd'hui ; pas de fixité dans les opinions, alors que j'ai tout sacrifié, mon avenir, ma popularité à une idée : la liberté. J'ai accepté les tâches les plus pénibles, dûssent-elles me compromettre et me faire mal juger. Comprendra-t-on seulement l'unité de ma vie en me voyant soutenir la liberté contre mes adversaires d'abord, contre mes amis ensuite ? J'ai souffert ; on ne saura jamais à quel point. Vous le savez, vous, et peut-être le direz-vous plus tard si vous racontez ma vie. Ma carrière est terminée, j'en ai fait le sacrifice : je savais ce que je faisais

Je voudrais seulement avoir été bien compris par quelques amis. Je n'ambitionne pas d'autre récompense. C'est peu pour un ambitieux : car on m'a appelé ambitieux, un ambitieux qui sert d'une singulière façon son ambition. Mais je vous attriste. Il faut pardonner cette sottise aux vieillards.

Il avait une mélancolie profonde.

Nous essayions de le distraire de sa tristesse, de chasser les idées moroses.

— J'ai tort, je suis absurde, mais il y en a auxquels tout réussit. Je n'ai pas réussi dans la vie. C'est peut-être ma faute. Voilà que je recommence mes lamentations. Heureusement, je vous ai, et vous, du moins, vous ne m'abandonnerez pas.

Après la bataille de l'article 7, qu'il gagna, le Sénat ne lui offrait pas beaucoup d'attraits. Il assistait régulièrement aux séances, mais les rapports avec ses collègues de la gauche étaient tendus ; les plus modérés le boudaient, les plus violents le regardaient avec colère. Ces rancunes durèrent pendant plusieurs années.

Il était toujours journaliste, car il avait sans cesse aimé la presse, quoiqu'elle fût souvent cruelle pour lui. Il la défendait non seulement dans sa liberté, mais dans ses hommes.

Il disait toujours : « Il y a beaucoup de talent dans la presse, mais il n'y a pas beaucoup de journalistes ».

Il citait volontiers ceux qu'il considérait comme de véritables journalistes : Prévost-Paradol, Edmond

About, Weiss, Emile de Girardin, Sarcey, Edouard Hervé, Fouquier, Cornély, Ranc. Il aimait le métier. Il lui était agréable de s'adresser au public dans des articles clairs, substantiels, parfois d'une ironie charmante ou d'une émotion vibrante. Il attaquait les doctrines qui ne lui plaisaient pas, souvent avec vivacité, mais il ne combattait les personnes qu'avec la plus parfaite courtoisie. Et s'il était volontiers satirique, ce n'était jamais avec aigreur ; il conservait les traditions de politesse du vieux journalisme.

Il croyait qu'on était beaucoup plus fort en n'injuriant pas et beaucoup plus redoutable en discutant; que le journaliste pouvait tout dire, même aux époques de dictature, quand il savait le dire; ce n'étaient pas, d'après lui, les lois sur la presse qui pouvaient le gêner, surtout quand il avait du talent; mais comme il était un fervent partisan de la liberté, il ne manquait jamais l'occasion de monter à la tribune quand un ministère apportait des articles de loi restrictifs, il les combattait même contre son parti. Il avait d'autant plus d'autorité dans ce rôle, que nul plus que lui n'avait été insulté, outragé, diffamé, et qu'à cette époque les injures n'étaient pas émoussées comme aujourd'hui par une longue habitude de la violence.

Il vivait un peu en dehors des luttes quotidiennes, et sa joie la plus grande était quand il pouvait partir en vacances et s'installer pendant deux mois à Villers-sur-Mer.

— Quel soulagement, mes amis, nous n'entendrons plus parler de rien ; on ne nous rebattra plus les oreilles avec des crises ministérielles. Nous ne songerons qu'à nous distraire un peu. Moi j'écrirai mon discours pour l'Académie des Sciences morales (une notice sur Henri Martin, sur Louis Reybaud ou sur Duruy), je corrigerai les épreuves de tel volume, je ferai mes articles de la *Revue de Famille* et mes autres articles.

C'est ce qu'il appelait se reposer ; et, en réalité, il se reposait. Il arpentait la digue avant le déjeûner, causait avec nous de l'article qu'il songeait à écrire, se promenait une heure ou deux dans la campagne avant le dîner, jouait avec sa petite-fille Marguerite qu'il adorait, l'enveloppait de caresses qu'il recevait d'ailleurs avec usure, s'ingéniait à chercher ce qui pouvait être agréable à ceux qui l'entouraient, à rapporter ce qu'il appelait quelques petites bêtises d'un de ses voyages.

S'il était l'homme de la famille, il n'oubliait pas non plus qu'il avait des amis en Bretagne et qu'il y avait toujours, dans quelque coin, quelque statue à « bénir », ce qui lui faisait dire :

— Je n'aurais jamais cru que nous avions tant de grands hommes dans mon cher pays breton.

Lorsque la journée de travail était terminée, il aimait à sentir les siens autour de lui, à causer avec eux, à s'épancher, et parfois à lire ce qu'il avait écrit pour avoir leur avis, car il se défiait de lui. Il prenait ensuite sa petite-fille par la main, la con-

duisait au village pour lui acheter quelque jouet.

Quel ne fut pas un jour son désespoir lorsqu'il revint à Villers d'une de ses « tournées de statues » les mains vides. Il envoya une dépêche pour qu'on allât chercher à Trouville le petit cadeau qu'il devait offrir à sa Marguerite comme un souvenir du crû d'où il venait.

Il avait appris l'art d'être grand-père en étant un excellent père.

Pendant les années où il fixa sa villégiature à Villers, il recevait quelques amis, des confrères de l'Institut, M. Georges Picot, M. Levasseur, M. Zeller, M. Camille Doucet, M. Chaplain, M. Meilhac, et d'autres encore.

M. Gréard, qui était notre voisin, était un des visiteurs les plus assidus. Jules Simon avait une solide amitié pour lui et une grande confiance dans son jugement et sa sagacité. Il causait avec lui des histoires du temps passé, des personnages qu'ils avaient connus tous les deux, de l'Académie, des élections futures, et lui lisait parfois des passages de sa notice.

Car il avait le culte de ses académies. Il se rattachait aux lettres pour oublier les misères de la vie publique.

C'était l'époque où Charles Gounod venait s'installer tous les ans dans notre petite villa. Il y avait la chambre de Gounod, comme il y a eu aussi celle de Chaplain, car c'étaient bien les deux amis les plus affectueux et les plus charmants.

Le jour où on annonçait l'arrivée de Gounod c'était fête pour tout le monde : la maison était remplie de fleurs pour honorer cet esprit séduisant, exubérant et enveloppant.

Avec son chapeau mou, sa petite jaquette de drap moucheté, sa cravate rouge nouée négligemment, Gounod sautait hors de la voiture comme un jeune homme, embrassait tout le monde, et se faisait embrasser.

Il était à peine installé dans sa chambre qu'il causait. Songez qu'il venait de se taire pendant le voyage, et c'était un causeur intarissable. Il n'était silencieux que lorsqu'il jouait aux dominos, au matador, tout comme s'il songeait à quelque oratorio.

On avait quelque peine à l'arracher à sa partie ; c'était alors pour le mettre au piano, et il chantait. De ce filet de voix qui lui restait, il tirait des effets prodigieux ; il chantait du Mozart en levant les yeux au ciel, en redressant la tête.

Quand il avait fini, il disait :

« Un homme devant lequel on doit se mettre à genoux ». Il joignait les mains dans l'attitude de l'extase, car il avait une nature mystique.

Quand il sortait de ses rêveries il laissait volontiers gambader son imagination comme une petite folle à travers les dissertations philosophiques.

« Jules me méprise, disait-il, il croit que je n'entends rien à la philosophie ». Et il repartait de plus belle.

Ses phrases colorées, imagées, s'allongeaient en périodes indéfinies sur le ton d'une cantilène ou

d'une berceuse. Car sa parole était musicale, harmonieuse. C'était une très grosse difficulté de lui faire exécuter *Faust*, *Roméo* ou *Philémon*, il ne voulait pas quitter son Mozart. Il ne cédait aux supplications que pour nous montrer comment tel artiste interprétait telle phrase, comment il l'avait écrite et comment dès lors il fallait la chanter. Ce n'était plus du tout la même chose.

— Les artistes travestissent notre pensée et veulent lui substituer la leur qu'ils croient supérieure. Vous voyez la différence. Mais ils cherchent l'effet là où nous avons mis la simplicité.

Les heures s'écoulaient rapides, exquises sur la terrasse ou sur la plage.

Gounod parlait toujours, ce qui était une joie, fumait sa pipe aussi indispensable pour lui que sa partie de domino.

Quelle exubérance ! Quelle gaîté ! Quelle joie de vivre ! Il s'amusa un jour à fabriquer lui-même avec de la toile et des baguettes d'osier, un cerf-volant monumental qu'on baptisa *le Gounod* et qui était devenu célèbre dans la contrée.

On allait voir aussi d'Ennery qui avait sa villa au bord de la mer et où on rencontrait Duquesnel qui eut une part active dans la collaboration de ses romans.

Jules Simon avait déjà publié de petits récits dans divers journaux et revues qui devaient être réunis plus tard sous le titre de *Mémoires des Autres*.

D'Ennery avait été charmé par la simplicité, le

naturel, la finesse et l'émotion de ces historiettes, et lui avait dit :

— Vous auriez fait un fameux romancier.

— J'ai peut-être manqué ma vocation, reprenait Jules Simon en riant.

C'étaient des plaisanteries interminables lorsqu'il était affranchi des préoccupations et qu'il pouvait tout entier se livrer à sa nature qui était essentiellement gaie.

C'est ce qu'il répétait toujours, surtout quand il voulait oublier :

— Il faut être gai, c'est le soutien de la vie.

Il prenait sa petite-fille Marguerite sur ses genoux :

— Il faut dire des bêtises, ma chérie, que serait la vie si on ne disait pas de bètises ?

Et il se tournait vers Gounod :

— Vous me trouvez bête ?

— Comme je vous comprends !

On reprenait bien à regret le chemin de Paris pour retrouver les figures qu'on avait eu le plaisir d'oublier.

Jules Simon se consolait aisément dans la vue de ses chers livres, vieilles connaissances qui ne l'avaient jamais trahi, il revenait à ses académies et aussi à la politique.

Il s'y mêlait moins activement. Elle ne l'intéressait plus parce qu'elle l'avait trop fait souffrir. Il nous demandait de lui rendre compte de ce qui se passait. Il se considérait comme une sorte de proscrit dans son parti, et vivait dans une demi-retraite au milieu de quelques amis fidèles qu'il avait plaisir à voir.

Tout à coup survint l'aventure boulangiste. Il eut alors un regain d'activité, d'ardeur, de jeunesse. Il voyait là comme une préface parodique de l'Empire et la menace d'une dictature avilissante.

Il n'était pas de ceux qui crussent aux succès. « Mais, disait-il, il faut lutter comme si on y croyait. On ne sait pas à quelles fantaisies peut s'abandonner l'opinion. On ne croyait pas non plus à l'Empire, on se moquait de moi quand je l'annonçais, on sait ce qui est arrivé; il manque cette fois un empereur. L'armée est fidèle : mais il suffit d'un régiment ; la police n'est pas sûre ; nous avons pour nous que Boulanger n'a pas l'étoffe d'un conspirateur, mais le danger est de paraître rassuré. C'est par des propos semblables : il n'osera pas; il ne réussira pas, que les gens se désintéressent par un excès de sécurité; le lendemain on peut se réveiller à Mazas, l'histoire se recommence sans cesse ».

Il avait une verve, une impétuosité, une fougue ! Le vieux libéral se réveillait, prêt à livrer une nouvelle bataille contre la dictature qui se dressait.

Il avait oublié toutes les vilenies, si toutefois il y avait pris garde un moment, et il menait, dans le *Matin*, une campagne si admirable, si alerte, si vibrante, si vengeresse, avec une foi si ardente, une vigueur si juvénile, qu'il retrouva auprès du parti républicain une bienveillance qu'il n'avait pas connue depuis plusieurs années.

Alors qu'on l'avait attaqué, désavoué, renié, qu'on lui contestait presque le titre de républicain, il

reparaissait au premier plan de la scène comme le républicain toujours fidèle au poste à l'heure du péril, à l'heure où la République subissait le plus formidable assaut.

On revoyait à la place de la Madeleine les vieux camarades des anciennes luttes, des revenants qui n'avaient pas oublié le chemin.

Et comme on disait à Jules Simon :

— Mais, n'est-ce pas un tel que je viens de voir dans votre cabinet et un tel, et tant d'autres encore?

— Mais oui, ce sont eux, eh bien, qu'avez-vous à dire ?

— Mais ne vous ont-ils pas abandonné, ne vous ont-ils pas renié ?

— Peut-être.

— Et ils reviennent, et vous les recevez comme si vos relations n'avaient jamais été interrompues?

— Ce n'est pas moi qui ai fait le premier pas, et ce n'est pas pour moi qu'il peut y avoir de la gêne. On perd beaucoup de temps à se quereller, s'il fallait encore en perdre pour se réconcilier, la vie serait bien ennuyeuse. Je n'ai pas de rancune. On m'en a fait un grief, mais quand on a de la rancune, il ne faut pas se mettre dans la politique. Je considère que ceux qui m'ont combattu se sont trompés... ils ont pu se tromper très honnêtement ; ils ont cru me faire du mal, ils m'en ont peut-être fait, ils en ont fait surtout à eux-mêmes. Ils me reviennent, je ne vais pas les mettre à la porte, je serais dans mon tort. On n'a jamais le droit de répondre à une poli-

tesse par une grossièreté et à une avance par une colère. A quoi cela m'aurait-il avancé? Vous me trouvez trop philosophe, j'ai la prétention d'être un philosophe; et à quoi me servirait aujourd'hui ma philosophie si je ne l'appliquais pas dans ces circonstances? Croyez-moi, il est dur d'être fâché avec un ami, il est agréable de se réconcilier avec lui. Nous avons toujours assez d'ennemis sans vouloir en accroître le nombre, en repoussant ceux qui reviennent à nous. C'est la morale de l'Evangile; et ce n'est pas la plus mauvaise. C'est celle que j'ai pratiquée. Vous me direz qu'elle ne m'a pas toujours réussi, elle m'a mis en tout cas la conscience en repos, et c'est bien quelque chose, et quand je m'en irai, je pourrai dire que je n'ai jamais fait de mal à personne, en le voulant ou en le sachant.

Jules Simon tenait ce petit discours avec une parfaite placidité au grand ébahissement de son interlocuteur, et il ajoutait en souriant :

— Je n'étais pas bon, n'est-ce pas, pour faire de la politique, évidemment je suis mal tombé, j'avais horreur des querelles.

Pendant la période boulangiste, les républicains, qui avaient mené la bataille de l'article 7, redevenaient des assidus de la place de la Madeleine. Jules Simon recevait leurs compliments et leurs encouragements pour ses articles dont on attendait la publication avec impatience!

Ces petits chefs-d'œuvre de polémique se succédaient sans une trace de lassitude et de défaillance

et traduisaient avec un vif éclat les sentiments de l'immense majorité des républicains.

Jules Simon devenait tout à coup un des porte-paroles autorisés et écoutés du parti. Il n'avait rien fait pour reconquérir cette popularité qui lui revenait lentement mais progressivement. Il s'était borné à être ce qu'il avait toujours été : un libéral impénitent, et comme il était un rude joûteur, ses coups portaient, et lui ramenaient la faveur des vieux amis d'autrefois.

En même temps qu'il livrait cette grande bataille, il poursuivait l'œuvre sociale qu'il avait entreprise avec ses livres sur *le Travail, l'Ouvrière. l'Ouvrier de huit ans*, en donnant. non seulement son nom, mais son temps à tous les comités et à toutes les œuvres : comité du travail, comité des habitations ouvrières, conseil de l'assistance publique, sauvetage de l'enfance, ambulances urbaines, jeunes aveugles, encouragement au bien. Il n'y avait pas une œuvre humanitaire à laquelle il n'apportât son activité, son éloquence et son argent, sans souci de sa fatigue, uniquement par bonté, par dévouement, par esprit de solidarité. Il était l'avocat des humbles, des malheureux, des souffrants, des abandonnés, des maltraités, et il remplissait son apostolat sans ostentation.

Il ne se fondait pas une œuvre sans qu'il fût appelé. Il était difficile de faire le dénombrement de toutes ses présidences.

« Il n'y a pas d'hommes qui aient autant présidé

que moi. On s'en moque dans les journaux. Je crois cependant que je fais un peu de bien, je crée une petite agitation autour des œuvres connues et inconnues, je leur attire des adhérents. C'est quelque chose, ce n'est pas tout. Si je pouvais mettre un peu d'ordre dans toute cette confusion ! Chacun fait le bien de son côté un peu à l'aveuglette. Il faudrait essayer des groupements. Lefébure agit beaucoup en ce sens, il rend de très grands services ; je pourrais l'aider. Si j'ai le temps, je ferai un livre sur l'assistance publique et les œuvres de bienfaisance, nous le ferons ensemble, on arriverait je crois, à régler tous ces efforts et à rendre la bienfaisance plus utile et plus efficace. Mais je suis vieux. En aurai-je le loisir ? C'est une bien grosse tâche, elle m'a toujours tenté ».

Il l'avait rêvée cette tâche, il n'a pas pu l'accomplir. Pendant les dix dernières années de sa vie, il n'avait jamais prononcé plus de discours au Sénat, à l'Académie, dans les œuvres, dans les Conseils supérieurs du travail, de l'Assistance publique, et de l'Instruction publique.

Son cabinet était chaque jour envahi par des délégations qui lui demandaient de présider une séance d'ouverture, une assemblée générale d'une œuvre humanitaire, une cérémonie de distribution de récompenses. C'était le rendez-vous de tous les hommes animés de la passion du bien. Il ne s'appartenait presque plus, il parvenait à voir difficilement les siens, et son plus grand délassement était de se retrouver un peu seul avec sa famille, et de jouir

à l'aise de ce cabinet qu'il avait arrangé à sa fantaisie et qu'il avait peuplé de souvenirs.

« Il n'est pas banal ce cabinet, ce n'est pas, je crois, le cabinet de tout le monde. Il n'est pas somptueux ; mais il a son caractère ».

Les murs étaient tapissés de livres, tous bien reliés, alignés dans des rayons et dans deux grandes armoires qui lui venaient de la grand'mère de sa femme. C'étaient ses amis, et quand il fut atteint plus tard de la cataracte, il prenait de temps en temps un livre qu'il ne voyait pas, qu'il reconnaissait en le touchant, qu'il aimait à caresser de la main, en se demandant tristement si c'était un adieu définitif. Ces livres étaient venus là un à un.

Un petit rayon contenait une centaine de petits volumes, la collection des classiques de Tauchnitz qui furent longtemps toute sa bibliothèque. Puis apparurent les éditions savantes, les livres d'histoire et de littérature ; quelques années plus tard, c'est la jurisprudence et le droit administratif, puis l'économie politique, les volumes d'histoire et de controverses religieuses, et c'est ainsi qu'il pouvait parcourir sa vie en parcourant sa bibliothèque.

Ses livres se transformaient en même temps que lui-même ; plus tard, la politique, la pédagogie envahirent les rayons et il chargeait de notes beaucoup de volumes.

« Une science, disait-il, qui m'a coûté beaucoup de peine et ne laissera d'autres traces que ces feuilles jaunies que je ne relirai jamais ».

Sur la cheminée se dressait une grande Vénus de Milo en bronze, offerte par souscription par les Dames de l'île de la Réunion à l'occasion d'un discours prononcé au Corps Législatif en 1869. Au sommet de la glace se trouvait un triptyque en terre cuite qu'avait sculpté pour lui Carrier-Beleuse, quand il était ministre, et figurant des amours avec des livres (l'Instruction publique), des pinceaux, une palette et un chevalet (les Beaux-Arts), et un encensoir et des livres sacrés (les Cultes).

Une petite miniature de sa mère qui lui était précieuse était suspendue à un des portants de la glace ; il le regardait souvent, ce médaillon, et lorsqu'il partait en vacances, il le cachait dans un coin bien secret pour être sûr de le retrouver.

Quand il revenait, son premier mot était : « Et mon médaillon ! ».

Il le cachait si bien qu'il ne savait plus où il l'avait logé, et alors il était inquiet. « Je ne sortirai pas avant de l'avoir retrouvé », et après de nombreuses recherches, on découvrait le médaillon derrière une rangée de livres.

Sur une bibliothèque entre les deux fenêtres étaient placés un groupe en bronze : les deux lutteurs, qui lui avaient été offerts par souscription par les hommes de l'île de la Réunion, à l'occasion du même discours au corps législatif, et deux grands vases bleus de Sèvres qui lui avaient été donnés en 1872 et en 1873 à l'occasion de l'Exposition des Beaux-Arts et de la réunion de la Commission Inter-

nationale du mètre ; puis un Platon et un Aristote en terre cuite.

Au-dessus d'une autre bibliothèque était suspendue une grande gravure de la dispute du Saint-Sacrement ; et sur la bibliothèque elle-même était posé un encrier en laque donné par le ministre de l'instruction publique du Japon, et une multitude de médailles personnelles qu'il avait reçues comme sénateur, député, membre de Conseils et de Comités ou à l'occasion de telle ou telle fête ou de telle ou telle inauguration, un biscuit de Sèvres représentant Frédéric-le-Grand ; sur un panneau de porte, un bois inédit de Gustave Doré figurant l'appel aux armes, et sur un autre panneau, un vieux bas-relief en bois sculpté qu'il avait rapporté de Bretagne.

Au milieu de la pièce, une immense table recouverte de papiers. de livres, avec une figure en bronze donnée par la polyclinique de l'hôpital international, un vieux Platon en bronze qu'il avait dans sa jeunesse ; un fauteuil de bureau en bois sur lequel il s'installait pour travailler ; de chaque côté de la cheminée, un fauteuil Voltaire qui lui venait de son ménage de garçon et qu'il trouvait inhospitalier et un fauteuil plus confortable où il se reposait... quand il pouvait se reposer... ce qui n'était pas fréquent.

Son cabinet était son refuge de prédilection, il en faisait le tour, ce qui n'était pas bien long, pour examiner les titres de ses livres, car lorsqu'on lui disait :

« Les avez-vous tous lus ? » Il répondait : « Je sais ce qu'il y a dedans ».

Il avait vu bien des gens dans ce cabinet, comme il avait vu bien des révolutions et des émeutes du haut de son balcon, il vivait là en vrai philosophe au haut des airs, en homme toujours prêt « *expéditus homo* », comme il disait.

L'EMPEREUR GUILLAUME
ET M. DE BISMARCK

L'Empereur Guillaume et M. de Bismarck

Il était un jour dans une de ses rares heures de flânerie après le déjeûner, lorsqu'on vint lui annoncer la visite de M. Spuller, alors ministre des Affaires étrangères. Il y avait bien longtemps qu'il n'avait reçu un ministre, se considérant un peu comme un proscrit à l'intérieur. Mais il avait reconquis de la faveur après sa belle lutte contre le boulangisme, et il y avait parfois dans les étreintes des républicains comme une sorte de remords. Il était dans de bonnes relations avec Spuller, qui l'accueillait toujours avec déférence, mais qui venait chez lui pour la première fois, tout au moins comme ministre.

— Je viens, mon cher maître, vous demander un service.

— J'en suis très heureux.

— Il ne s'agit pas de moi.

— Je le regrette !

— Je viens vous demander de rendre un service au pays et de le représenter à la conférence ouvrière de Berlin.

— Je vous remercie de votre démarche, mais vous en trouverez certainement d'autres qui rempliront mieux cette tâche.

— Le Conseil ne l'a pas pensé. Il faut un homme de tact, un hòmme qui ait derrière lui un grand passé, qui puisse figurer avec honneur à côté des délégués étrangers, qui connaisse à fond les questions ouvrières, qui soit à la fois un orateur, un diplomate et un homme d'Etat. Le Conseil vous a choisi.

Jules Simon était confus de tant de compliments, et très flatté de ce témoignage de confiance, il reprit :

— Entreprendre ce voyage, à mon âge ?

— Vous n'avez jamais été aussi jeune.

— Et puis vous aurez d'autres délégués avec moi ?

— Bien entendu et nous vous soumettrons les noms... Et si vous voyez des objections...

— Vous me ferez des ennemis s'ils savent que je les ai écartés, et j'en ai bien assez.

— Je peux vous les dire de suite : C'est M. Burdeau, M. Tolain, M. Linder et un ouvrier qui n'est pas désigné.

— Je n'ai aucune objection à ces noms-là, mais

laissez-moi réfléchir, et si vous pouvez trouver quelqu'un d'autre, je n'en resterai pas moins flatté de votre démarche.

— Nous tenons à vous.

L'insistance était très sincère et très amicale. Jules Simon était très embarrassé de répondre par un refus, d'autant plus que Spuller y avait joint avec beaucoup d'affabilité sa sollicitation personnelle.

Il nous confia ses hésitations, ses scrupules, son désir de rester à l'écart. Nous n'invoquâmes pour le décourager que la question de santé, la fatigue, mais il disait : « Evidemment, je ne suis plus jeune, j'ai soixante-quinze ans, mais il n'y aurait pas mon acte de naissance que je ne le croirais pas. Je ne me suis jamais aussi bien porté.

Il n'y avait plus dès lors d'hésitation.

— Vous croyez que je ne fais pas une sottise ? Et d'autre part il est difficile de répondre à un bon procédé par un refus. Spuller a été vraiment très cordial.

Jules Simon partait donc le 13 mars 1890 avec la délégation; l'ouvrier qui avait été désigné était Delahaye, un doux entêté, qui avait du reste une affection particulière pour Jules Simon, parce qu'il lui était reconnaissant, disait-il, des services rendus jadis à la cause ouvrière.

Ce voyage nous rappelait un autre voyage accompli dans des circonstances douloureuses vingt ans avant,quand nous nous rendions à Bordeaux lors de l'occupation allemande. Alors que nous étions jadis arrêtés par les soldats de la garde royale prussienne,

nous trouvions maintenant à la frontière et à Cologne un accueil empressé, une foule respectueuse; tout un personnel de fonctionnaires bien stylé.

Nos souvenirs nous revenaient à l'esprit et provoquaient un malaise pénible, comme une surprise de ces coups de bascule de la politique qui nous conduisait en ce moment à Berlin. Nous eûmes plus d'une fois pendant la route un sentiment d'amertume que Burdeau dissipait. Car c'était un causeur charmant, spirituel, d'une intelligence supérieure. Après vingt-quatre heures de chemin de fer nous entrions à Berlin à la gare de Friedrichstrasse. Nous errions à l'aventure. L'entrée manquait évidemment de préparation et de solennité.

Burdeau et Tolain faisaient grise mine. Ils pensaient rencontrer notre ambassadeur. Mais Jules Simon, plus accommodant, n'était préoccupé que de trouver une voiture, lorsque M. Dumaine, un homme très aimable, se présenta en apportant les excuses de M. Herbette. retenu à un dîner à l'ambassade de Turquie.

Le coupé de l'ambassadeur fut avancé, Jules Simon y monta. On offrit aux délégués un omnibus, mais ce genre de locomotion leur semblait dépourvu de prestige, et ils préférèrent gagner l'hôtel à pied, maugréant un peu. Leur mauvaise humeur se dissipa bien vite lorsque notre ambassadeur vint nous retrouver et annonça que le cabinet avait été renversé par le Sénat et qu'on était en pleine crise ministérielle.

Lorsque M. Herbette fut parti, on s'entretint de la crise. Jules Simon, qui avait de la répugnance pour ces changements perpétuels, pensa que celui-là venait à un moment assez inopportun, et Burdeau s'écria en riant : « Pas de chance, pour une fois que je pouvais devenir ministre, je ne suis pas là ».

On soupa. Burdeau et Tolain étaient las, harassés, M. Linder faisait bonne figure, et Jules Simon tenait la conversation, alerte, gai, racontant des histoires comme s'il était dans son cabinet, et comme il reprochait à ses collègues leur silence :

— En voilà des jeunes gens !

— Des jeunes gens ! disait Tolain, parlez pour Burdeau... et pour vous.

On faisait bon ménage dans la délégation ; pendant les premiers jours, les déjeuners et les dîners étaient pris en commun, parce qu'il n'y avait pas encore de cérémonies officielles. C'étaient alors de bonnes causeries. Tolain était très amusant, il avait de l'entrain et de l'originalité. Burdeau était prodigue de traits et de mots. Jules Simon nous charmait par ses récits et ses souvenirs. L'entente était absolue et cordiale.

Il n'y avait qu'un point noir ou gris, c'était Delahaye, le délégué ouvrier. Il prenait ses repas en dehors de l'hôtel, et avait manifesté l'intention de se livrer à une petite démonstration socialiste à la conférence.

Tolain avait essayé de le raisonner, mais sans aucun succès, et avait éprouvé une rebuffade.

— Laissez-moi le voir, disait Jules Simon.

— Vous n'en viendrez pas à bout, répondait Tolain, c'est un entêté.

— J'essaierai.

— Vous ne savez pas ce qu'il veut dire, il m'a donné un aperçu de son discours, c'est extravagant.

— Je pourrai le faire renoncer, ou tout au moins obtenir qu'il modifie son discours.

Delahaye venait tous les matins dans la chambre de Jules Simon, à sept heures, au moment où il faisait sa barbe ; il était très doux, très cordial.

— Eh bien ! Delahaye, vous avez quelque chose à me dire ?

— Oui, vous savez que j'ai grande confiance en vous, que je n'écoute que vous.

— Je le sais ; vous voulez me parler de votre discours ?

— Oui.

— Eh bien ! je crois qu'il vaut mieux ne pas le prononcer.

— Mais je m'en vais vous le lire.

Et il le lisait.

— Il est très intéressant, votre discours, mais trop long, on ne l'écouterait pas, et puis, il y a des déclarations fâcheuses.

— Vous voulez m'empêcher de parler ?

— Nullement, vous pouvez prendre la parole sur toutes les questions à l'ordre du jour de la conférence, mais vous en soulevez quantité d'autres, et vous dépasseriez le mandat que nous avons reçu.

— Vous croyez ?

— J'en suis certain.

— Eh bien ! j'y renoncerai.

Et il revenait le lendemain, puis le surlendemain, toujours avec la même douceur et le même entêtement, et, finalement, la même résignation. Mais, poussé par les socialistes qu'il rencontrait dans les brasseries et qui lui reprochaient sa faiblesse, il revenait à la charge. Enfin, par déférence pour Jules Simon, il consentit à ne pas prononcer son discours et à ne lire qu'une courte déclaration en son nom personnel et avec toutes les réserves de la délégation.

— C'est bien pour vous, disait-il, que je fais ce sacrifice.

Jules Simon avait été brillamment accueilli à Berlin ; tous les délégués étrangers avaient tenu à lui être présentés et l'avaient fêté. Burdeau, qui était la bienveillance même, lui disait : « Je suis bien heureux, cher maître, des honneurs qu'on rend au plus illustre représentant de la délégation française ; la France, grâce à vous, occupe une place prédominante, nous ne pouvons qu'en être fiers ».

La vérité, c'est que Burdeau, Tolain, Linder avaient remporté dans les commissions de grands succès, dont l'écho nous était revenu.

Un jour, M. de Bismarck vint au buffet de la conférence ; il avait déjà donné sa démission de chancelier, sans que personne s'en doutât encore. Il était gai, souriant, d'allure dégagée, et dissimu-

lait si complètement son impression qu'on l'aurait cru toujours tout-puissant. Il s'approcha de Jules Simon et dit en plaisantant : « On m'a pris tous mes appartements pour installer la conférence. Il ne me reste qu'une petite salle à manger où je ne peux recevoir que peu d'invités, il faudra vous en contenter. Je ne peux inviter les délégations que séparément. J'ai déjà eu les Anglais, vous viendrez après-demain ». Il avait l'aspect de l'homme qui est toujours chez lui, car il causait avec l'un, avec l'autre, avec beaucoup de bonne humeur.

Les fêtes se succédaient sans interruption, la plus belle fut le dîner de gala chez l'Empereur.

On montait par un escalier assez étroit et assez obscur jusqu'au cinquième ; Jules Simon avait été assez surpris de voir un roi presque sous les toits, mais quand on entrait dans les salons c'était un éblouissement de lumières, une forêt de plantes vertes, un ruissellement d'uniformes brillants, de costumes brodés d'or, un étincellement de décorations, de plaques, un miroitement de rubans multicolores. Il n'y avait que des culottes courtes, car on ne pouvait venir à la cour qu'en culotte courte.

Jules Simon et Tolain étaient les seuls personnages en habit noir et sans aucune décoration. L'impératrice donna la main à Jules Simon, ce qui n'était pas, paraît-il, conforme à l'étiquette, et l'incident fit quelque bruit.

L'empereur l'avait mis à la place d'honneur, ce qui fut très remarqué et très approuvé, et avec une

bonne grâce parfaite il s'entretint avec lui pendant la plus grande partie du dîner.

Naturellement on voulut savoir ce que l'empereur lui avait dit, mais Jules Simon ne répondait pas ou répondait par une banalité.

« Je n'ai rien dit de notre conversation qui a été cependant fort intéressante, car l'empereur est un homme très intelligent, très instruit, qui parle merveilleusement le français et qui a infiniment de bon sens et de clairvoyance. Je suis sûr qu'on prêtera à lui et à moi toutes sortes de propos. Je ne serais pas étonné si je les retrouvais demain dans quelque journal, et cependant il n'y avait pas de témoin ; et ce n'est ni l'empereur ni moi qui aurons fait ces récits. D'ailleurs la conversation a été très simple ».

Il me la rapporta, étant bien assuré que je la garderais jusqu'au jour où elle pourrait être publiée sans inconvénient. Elle était d'ailleurs, en effet, très simple, et Jules Simon n'aurait pas voulu lui attribuer une importance et une portée qu'elle n'avait pas.

« L'empereur, nous racontait-il, s'est vivement félicité d'avoir pris l'initiative de cette conférence, il a ajouté très aimablement : « j'étais sûr que du moment où vous étiez désigné pour représenter la France, la conférence aurait un résultat ; j'ai lu l'*Ouvrière*. » Sa mémoire était si précise qu'il en rappela plusieurs passages avec des chiffres.

« J'ai voulu mettre à l'ordre du jour la question sociale pour diminuer les progrès du socialisme. Ici le socialisme est solidement organisé.

« Imaginez qu'à l'occasion d'un enterrement, sur un simple mot d'ordre, des milliers d'hommes étaient réunis. C'est une force redoutable contre laquelle je peux me briser. Là est le véritable danger ».

Il insista sur son désir ardent d'apaisement, laissant entendre qu'il voudrait se montrer un souverain réformateur, ami des progrès et des initiatives hardies.

Il passait rapidement d'un sujet à un autre, gai, aimant la plaisanterie, ne s'embarrassant pas de la haute dignité dont il était revêtu, manifestant un esprit un peu agité, un peu inquiet, impatient de se produire, mais réagissant contre la réputation qu'on lui faisait d'obéir à une humeur brouillonne. »

J'étais, je l'avoue, très curieux de savoir si les délicates questions qui divisaient les deux pays avaient été sinon abordées, du moins effleurées, s'il avait été fait quelque allusion à l'Alsace-Lorraine.

Jules Simon aurait peut-être souhaité que la conversation eût un caractère politique et lui permît de faire entendre les paroles que lui inspirait son patriotisme. Mais en dehors des questions qui concernaient le congrès et des banalités mondaines, l'empereur observa une réserve absolue sur la politique européenne. « Il admire M. Georges Ohnet, il lit ses romans en compagnie de l'impératrice, il n'aime pas la littérature d'Emile Zola — c'est tout ce que j'appris ».

Je ne fus pas peu surpris de lire plus tard dans

des journaux que l'empereur avait agité avec Jules Simon les grosses questions qui nous touchent au cœur. On a pu le supposer; il n'en était rien. Il n'était pas vraisemblable que dans un dîner de gala, alors que les voisins pouvaient entendre, d'aussi délicats problèmes eussent été abordés. L'empereur semblait d'ailleurs avoir voulu laisser la conversation dans les généralités, et si Jules Simon put faire quelques allusions à la situation de l'Europe pour amener son interlocuteur sur un autre terrain, il ne recueillit que des déclarations pacifiques qui étaient aussitôt noyées dans des considérations étrangères à la politique.

A cette époque, on prêtait au jeune empereur des projets guerriers. Ce qui fit dire à Jules Simon lorsqu'il revint de ce dîner : « Je crois qu'il ne cherche pas, comme on l'a dit, des querelles. Il m'a paru plus réfléchi, plus mûri qu'on ne le suppose ».

Jules Simon, qui ne péchait pas par excès d'orgueil et qui ne voyait, dans les éloges qu'on lui prodiguait, qu'une marque de correction et de politesse, ne cessait de rapporter à la France les honneurs dont on l'entourait. C'est qu'il avait l'amour ardent de son pays, et il nous répétait chaque soir : « Je suis bien heureux de la place que la France occupe dans la conférence ; on a voulu l'honorer dans ses délégués, qui tous ont été l'objet d'attentions spéciales. On cherche un rapprochement avec elle. Ce n'est pas douteux. Mais il y a toujours l'Alsace-Lorraine qui creuse l'abîme entre les

deux nations. Si Guillaume II voulait être un grand empereur.... »

Il n'achevait pas sa phrase que nous comprenions. On sentait que s'il avait pu trouver l'occasion de faire entendre une parole décisive, qui aurait soulagé son cœur, il aurait été heureux de la dire. Mais il était trop avisé pour s'engager sur un terrain aussi brûlant s'il n'y avait pas été convié.

Quelques jours après le dîner de gala, il rendait visite à l'impératrice Frédéric, la mère de l'empereur. Elle lui avait fait dire qu'elle se souvenait de Mme Jules Simon, qu'elle l'avait vue à Paris. Elle lui avait fixé une audience. C'est une femme d'une haute intelligence, d'un esprit élevé.

Avec une grande simplicité et un certain abandon, elle confia à Jules Simon qu'elle craignait un peu la témérité de son fils, qu'il s'était peut-être trop engagé au point de vue de la question ouvrière; elle ajouta que l'empereur Frédéric était un ami de la France, qu'on ne le croyait peut-être pas, mais qu'on l'aurait bien vite reconnu; et comme Jules Simon lui répondait que l'avènement de l'empereur Frédéric avait été favorablement accueilli et que sa mort avait laissé des regrets : « Je le sais et j'en ai été très touchée ».

La démission de M. de Bismarck était un fait accompli; l'impératrice laissa comprendre qu'elle était satisfaite de la disgrâce de son plus cruel ennemi.

Cette démission, qui fut un véritable coup de

théâtre pour les délégués de la conférence, ne causa aucune émotion à Berlin qui, paraît-il, s'y attendait. La nouvelle fut accueillie avec une sorte d'indifférence.

Ce calme nous surprenait: « Ah ! nous disait Jules Simon, si, chez nous, un homme encore populaire, ayant occupé une place si considérable dans l'histoire, avait été renvoyé, car c'est bien en réalité une révocation, quel tumulte ! Quelles manifestations ! Ici, rien ! »

Et, en effet, il n'y avait pas de rassemblements sur la grande promenade de la ville « Sous les Tilleuls », pas de bandes dans les rues, pas de groupes devant la chancellerie : les camelots ne parvenaient pas à vendre leurs journaux. Nous nous informions des causes de cette étrange insouciance, on nous répondait : « Berlin n'était pas favorable à M. de Bismarck. Sa popularité n'était très grande que dans les provinces ».

— C'est égal, disait Jules Simon, c'est ennuyeux, nous dînons ce soir chez M. de Bismarck. Il est vrai que c'est encore plus ennuyeux pour lui, un homme tombé de si haut. L'empereur a une rude énergie, pour avoir porté la main sur une telle puissance.

La délégation fut donc reçue chez le prince de Bismarck ; hospitalité très bourgeoise. Jules Simon était à la droite de la princesse, très prévenante, mais un peu mélancolique. Le prince ne laissait percer aucune amertume. Il avait un prodigieux

empire sur lui-même ; il attira Jules Simon auprès de lui après le dîner et la conversation s'engagea familière :

— Ah ! je ne suis pas fâché de revoir mes terres, mes 200.000 hectares que j'avais trop négligés ; je me suis retiré volontairement parce que je ne voulais pas accepter la responsabilité d'actes dont l'initiative ne m'aurait pas appartenu. L'empereur fait trop de concessions aux socialistes. Je n'avais plus rien à gagner à rester aux affaires ; je suis riche, j'ai un passé bien rempli, à quoi bon le compromettre ! Mon fils Herbert n'aime pas la politique, il se retirera avec moi, il vivra comme un gentilhomme campagnard, c'est ce qu'il aime ; il m'aidera à administrer mes biens.

Et comme Jules Simon lui parlait du général de Caprivi, son successeur :

— C'est un homme instruit, intelligent, capable ; mais vous savez, avec les militaires qui n'ont pas de passé de gloire, il faut toujours craindre qu'ils ne cherchent à cueillir des lauriers. Et cependant, jamais les assurances de paix n'ont été plus grandes.

Ce mot avait une grande signification dans la bouche de M. de Bismarck, à l'affût de toutes les aventures.

Un jour où la commission des mines achevait ses travaux, on aperçût, par les vitres de la salle, M. de Bismarck se promenant dans le jardin, solitaire, toujours escorté de ses deux lévriers.

C'était sa dernière promenade ; il pénétra dans la salle, accompagné de M. le général de Caprivi : « Je vous demande pardon, messieurs, de vous déranger, mais je montre les appartements de la chancellerie à mon successeur ».

M. le général de Caprivi, en effet, appelé en toute hâte, logeait à notre hôtel, où il prenait chaque soir ses repas tout seul et en uniforme.

Jules Simon était toujours le favori du Congrès. Il avait remporté plusieurs triomphes oratoires. On connaissait l'accueil particulièrement bienveillant du souverain, et recevait du dehors des félicitations.

Il écrivait à sa famille : « Ce soir, je dîne avec la princesse de Radziwill et lundi avec la duchesse de Valençay, c'est sans doute ce que vous appelez mes grands succès ». Et comme on insistait, il écrivait : « Vous êtes amusants, en France, avec mes succès ici, il n'y a aucun succès. Si on avait fait moins, j'aurais été un peu blessé. En fait, j'ai accepté une mission au-dessous de moi, mais les allemands s'en sont aperçus et voilà tout ».

En effet, sa situation en Europe avait été toujours plus considérable que dans son propre pays. Il l'avait constaté maintes fois dans ses voyages en Italie, en Espagne, à Berlin et ailleurs, où on le fêtait, où on lui donnait la première place, où on le considérait enfin comme un des premiers citoyens de son pays, où ses ouvrages étaient lus, son éloquence admirée, son caractère hautement apprécié.

Certes, il avait hâte que ce voyage à Berlin fût terminé, cependant, le grand événement de la retraite de M. de Bismarck, qui avait fait tant de bruit en Europe et si peu à Berlin, l'avait vivement intéressé. Il en suivait les phases attentivement, comme un des signes de l'ingratitude des foules, et de la faiblesse, de la fragilité des hommes qui paraissaient des maîtres tout-puissants.

Comme il allait tous les jours à la chancellerie pour les réunions de la conférence, il s'inquiétait de ce qui se passait chez le chancelier ; il nous en apportait fidèlement le bulletin ; le voici tel qu'il nous le donnait. Le premier jour, pas de défilé de visiteurs, à peine quelques cartes d'amis.

Cinq jours après, seulement, les couronnes et les bouquets affluent. On sent comme un petit réveil de la population, c'est que l'empereur a nommé le prince duc de Lauenbourg. On l'a su, on y a vu un témoignage de grande sympathie et on n'a plus craint de déplaire au souverain en manifestant. Deux jours plus tard, le 26 mars, c'est-à-dire huit jours après sa démission, M. de Bismarck était l'objet d'une ovation, d'ailleurs très pacifique en sortant de la chancellerie. Le 28 seulement, elles deviennent plus accentuées et plus nombreuses.

C'est que l'heure du départ va sonner. Jules Simon nous avait demandé de suivre le dernier acte de ce petit drame et de lui en rendre compte ; nous

étions donc en faction sous les tilleuls, la grande promenade de la ville.

A cinq heures vingt, M. de Bismarck passa pour se rendre à la gare, les ovations furent alors très retentissantes. Nous n'aurions pas manqué chez nous de leur donner une signification de blâme à l'empereur. Un allemand nous expliqua que c'était simplement un témoignage de reconnaissance donné à l'ancien chancelier et nous dit : « Attendez quelques instants, le spectacle va changer, l'empereur va passer à cheval, revenant de sa promenade ».

En effet, à six heures moins vingt, l'empereur, en petite tenue, avec deux piqueurs, traversa la foule sans même être protégé par la police et fut acclamé : « Allez-vous dire maintenant que l'acte de l'empereur est approuvé ? cela ne serait pas plus exact : on l'acclame par respect, pour le principe d'autorité ».

Nous courûmes à la gare pour ne pas manquer l'heure du départ du train. Nous pensions trouver une foule immense. On circulait assez aisément. Les ovations se reproduisirent. M. de Bismarck monta en wagon, se mit à la portière, serrant les mains qui s'offraient. Le signal fut donné. Il pleura. C'était fini.

La veille un grand dîner avait été offert au Kaiserhof par le Ministre du Commerce M. de Berlepsch aux membres de la conférence. Jules Simon était à droite du ministre. La table, disposée en fer à cheval étincelait de feux électriques multicolores

dissimulés dans des massifs de plantes vertes.

On venait de commencer le potage. M. de Magdebourg, le vice-président de la conférence, se leva. C'était le premier toast, une véritable innovation, puisqu'on ne l'attendait qu'au dessert. La truite au bleu était à peine servie et les conversations avaient à peine recommencé que M. de Berlepsch se leva. Nouveau silence, nouveau toast, cette fois aux puissances, aux souverains, aux chefs d'Etat des nations représentées à la conférence, et, spectacle inoubliable, tous les convives se lèvent ; les Allemands crient trois fois : Hoch ! Hoch ! Hoch !, les Anglais poussent des hurrahs, les Espagnols des olle !..., et ces cris internationaux répétés se mêlent dans une confusion à la fois étrange et pittoresque. On quittait sa place, on choquait ses verres, on reprenait les conversations, et à la selle d'agneau au jambon d'York, au homard, à la poularde, à chaque plat, nouveaux toasts, nouvelles acclamations, nouvelles promenades, nouveaux chocs de verres. On ne dinait guère, on parlait, on discutait, on applaudissait, on trinquait ; c'était un dîner oratoire, cordial, sans apprèt, sans allure guindée, très fraternel, très gai. On aurait cru réalisé le rêve des Etats-Unis d'Europe.

Enfin l'évêque de Breslau porta un toast à Jules Simon dans les termes les plus élogieux et provoqua une démonstration de sympathie des plus chaleureuses et des plus flatteuses pour le représentant de la France.

Au dessert, Jules Simon se leva.

Tous les délégués s'étaient groupés autour de la table d'honneur pour mieux l'entendre.

Jamais sa voix ne fut plus ferme, plus ample. Il avait débuté par un remerciement au nom des puissances pour l'accueil si bienveillant qui avait été fait à leurs représentants.

On n'osait pas bouger, ni interrompre pour applaudir, tant l'orateur avait séduit et conquis son auditoire, et lorsque, dans un superbe mouvement oratoire, secoué par une émotion profonde, il s'écria d'une voix retentissante : « Je bois à mon pays, je bois aussi aux absents, à l'amélioration du sort de ceux qui travaillent, je bois à ceux qui luttent, à ceux qui souffrent, en demandant pour eux plus de justice », lorsqu'il développa cette idée avec une chaleur et une foi de moraliste, ce fut un frémissement dans toute la salle, et on lui coupa la parole pour l'acclamer, alors qu'il continuait à développer sa pensée. Il avait terminé sa brillante improvisation, les délégués l'entourèrent, lui pressèrent les mains pour lui souhaiter de mettre encore pendant longtemps au service de la cause ouvrière une éloquence qui avait de si beaux éclats.

A la fin de la soirée M. de Berlepsch s'adressa en particulier à Jules Simon :

« L'empereur m'a prié de vous demander si vous aviez été satisfait de l'accueil qui avait été fait à la délégation française ? »

Jules Simon le pria de remercier l'empereur en

son nom et au nom de ses collègues ajoutant que d'ailleurs il le remercierait lui-même le lendemain.

Quand il regagna sa chambre, car le banquet avait eu lieu dans notre hôtel, il me dit en souriant :

— Sais-tu ce qui a le plus surpris les délégués, c'est mon âge ; il y en a un qui m'a dit : — « Je vous savais grand orateur, mais à soixante-quinze ans pas une fêlure dans la voix, pas une défaillance dans l'improvisation, c'est merveilleux, je ne pouvais pas croire que vous aviez soixante-quinze ans ».

Je lui ai répondu :

« J'aimerais mieux ne pas les avoir ».

Il a cru me consoler en me disant :

« Vous les portez si bien ».

Ce n'est pas une consolation.

Il s'imaginait évidemment que j'étais un impotent.

Un autre m'a dit :

« Vous êtes toujours jeune » : Ce qui signifiait évidemment : vous êtes un décrépit, mais vous marchez sans béquilles.

Au moins ces étrangers étaient polis, plus polis que nos jeunes gens d'aujourd'hui, qui ne sont plus, comme étaient les anciens, respectueux pour la vieillesse. Du temps de la famille, les vieillards avaient bien leur place dans le monde. Il y avait alors de l'union, de l'intimité... Il y avait des traditions. On mettait un peu d'éternité dans sa vie. On n'y met plus que du mouvement. »

Le séjour à Berlin se termina par une soirée

intime chez l'empereur, à laquelle étaient invités les chefs des délégations. Cravate noire et habit noir. Devant chaque invité un bock, un verre de champagne et un cigare.

— Vous ne fumez pas de cigare, dit l'empereur à Jules Simon, voici une cigarette, permettez-moi de vous l'allumer.

L'Empereur était gai, plaisantait, puis s'adressant à Jules Simon :

« C'est ce que nous appelons des séances de tabac, on boit ainsi jusqu'à une heure du matin en causant. On dit que je réunis dans ces séances mes officiers, pour les entretenir des plus grosses affaires de l'Etat. C'est une erreur. Nous nous réunissons pour nous amuser, pour rire ».

Puis l'empereur félicita Jules Simon des résultats de la conférence :

« C'est à vous qu'ils sont dûs ».

La conversation se poursuivit ainsi amicale, familière. A dix heures et demie, l'empereur lui dit :

« M. de Berlepsch m'a averti que vous partiez demain, vous pouvez être fatigué, je vous prie d'aller vous reposer, car je tiens à ce que vous reveniez bien portant chez vous. M. de Berlepsch vous accompagnera jusqu'à votre voiture ».

Nous quittâmes Berlin le lendemain. Le retour à Paris s'effectua sans que nous fussions accompagnés par les délégués français, qui avaient voulu profiter de leur venue à la Conférence, pour faire une petite tournée en Allemagne.

DERNIÈRES ANNÉES

Dernières Années

A son arrivée à Paris, Jules Simon trouvait à sa porte des visiteurs, des amis, des reporters, qui venaient le féliciter, mais surtout l'interroger, et au Sénat il était entouré par ses collègues : « Vous avez dignement représenté la France ». Le succès d'un des leurs les flattait. Il ne s'en prévalut pas. Il se félicitait simplement de ce : « Que la chose eût bien tourné ». C'était son expression ; et à ceux qui voulaient voir dans cette mission une sorte de revanche, il répondait : « Cela ne vaut pas tant de compliments.... on a fait plus de bruit que cela n'en méritait. J'ai fait à d'autres époques des choses plus difficiles dont on ne m'a pas su le moindre gré. Ce sont les bizarreries du temps... et de la politique ».

Il prenait néanmoins quelque plaisir à nous

raconter les démonstrations chaleureuses de ses collègues, et nous citait leurs noms, un peu étonné d'avoir provoqué tant d'ardentes sympathies et tant de bruyants dithyrambes.

C'était pour lui une matière inépuisable d'observations sur les caprices de l'opinion, qui distribue l'éloge ou la critique, sans souci de l'effort tenté ou de la difficulté vaincue mais sur de simples apparences ou par une sorte d'entraînement moutonnier.

On peut dire cependant qu'à dater de cette époque, il avait désarmé toutes les hostilités. Il s'élevait bien au-dessus de toutes les petites querelles politiques.

A l'heure où les passions s'étaient éteintes, et où son rôle pouvait être jugé avec plus d'impartialité et de justice, il apparaissait dans une atmosphère plus apaisée et plus sereine, comme l'homme de la liberté, grâce à ses campagnes contre l'Empire et contre le boulangisme, comme l'homme des réformes ouvrières, grâce à ses livres et à ses discours, et à sa participation à la Conférence de Berlin, et comme l'homme de la philanthropie généreuse, grâce à son infatigable apostolat en faveur des œuvres.

Il avait vécu assez longtemps pour assister encore à un retour favorable de l'opinion, et surtout à une revanche contre les injustes coups du sort. Toutes les vieilles animosités, toutes les misérables calomnies, tous les jugements acerbes, toutes les rivalités mesquines se dissipaient comme des nuées d'ora-

ge, et l'homme tel qu'il était, apparaissait alors avec sa personnalité dégagée de toutes les misères de la polémique courante, comme un républicain foncièrement honnête ayant sacrifié sa popularité à son opinion, son intérêt à l'amour du droit et de la liberté, son repos à la défense des opprimés.

Il avait une situation pour ainsi dire au-dessus et en dehors des partis ; et c'était le philosophe, le moraliste qui, au déclin de sa carrière, retrouvait de nouvelles forces, mettait au service des petits qu'il fallait sauver et des malheureux qu'il fallait soulager une éloquence qui n'avait jamais été plus enflammée et plus émouvante. et se dressait comme le ministre de la bienfaisance, le ministre de la bonté et de la pitié.

Il était devenu ainsi le protecteur, le patron et le parrain de toutes les œuvres, et il donnait à sa chère Société du sauvetage de l'Enfance son cœur tout entier. Car il aimait les petits ; il les aimait parce qu'ils étaient faibles et désarmés, il les aimait parce qu'il aimait son pays, et qu'il voyait en eux l'armée de l'avenir. S'il détesta la guerre, si jusqu'à sa dernière heure il lutta pour la paix dans les congrès, dans les journaux, dans les revues, il ne pouvait pas non plus penser sans frémir que les armées du dehors grandissaient, tandis que la nôtre s'appauvrissait. Il y avait dès lors de jeunes existences à protéger, à défendre et à sauver.

Jusqu'à quatre-vingts ans il n'eût pas une minute de défaillance, il restait sur la brèche comme écri-

vain et comme orateur, exerçant avec éclat ce protectorat des œuvres qu'on ne lui disputait pas, et répétant volontiers à ceux qui lui disaient : « Quel beau rôle » !

— Un beau rôle oui, mais c'est une retraite.

Une retraite peut-être, mais entourée du respect et des applaudissements de ceux qui le suivaient dans toutes les salles où il mettait au service des plus nobles causes une parole qui avait du retentissement.

Il ne sentit le découragement que lorsque la cataracte lui obscurcit la vue. Il écrivait encore difficilement, mais il ne pouvait plus lire. Ce fut une heure cruelle, une épreuve douloureuse que l'affection des siens essaya d'allèger.

Nous lui lisions les documents qu'il avait besoin de connaître, avec son petit-gendre, Emile Delorme, qui lui servait de secrétaire ; nous écrivions les articles sous sa dictée.

Mme Jules Simon s'était consacrée à lui tout entière, habitant avec lui son cabinet, lui masquant par son encouragement et sa tendresse, les craintes qu'il manifestait d'être privé de la vue.

« Je ne pourrai pas gagner ma vie, si je n'ai plus mes yeux. C'est affreux à penser ».

Puis, quand il avait terminé sa journée, il retrouvait sa bonne humeur ou, du moins, il en avait l'air, faisant même un effort pour ne pas attrister ceux qui l'entouraient, et pour leur dissimuler sa souffrance intérieure. Car il souffrait cruellement,

lui qui avait toujours eu la plume à la main, et qui vivait au milieu de livres qu'il ne pouvait plus lire.

Une opération admirablement pratiquée, par un de nos ophtalmologistes les plus éminents, M. Landolt, lui permit de reprendre la plume, de se remettre à son travail. Ce fut comme un éclair de joie, qui ne fut pas de longue durée, car la vue était fatiguée et comme épuisée.

Il pouvait voir les objets, il pouvait encore écrire, il ne pouvait plus lire que péniblement, et parfois il avait comme une sorte de voile devant les yeux et était contraint de s'interrompre.

C'est ce qui lui arriva lorsqu'il dut lire sa notice sur Victor Duruy, à l'Académie des sciences morales et politiques, l'année qui précéda sa mort.

Il avait à peine tourné les premiers feuillets, qu'il se fit sur ses paupières comme une grande nuit.

Tout autre que lui aurait été dérouté, mais il poursuivit sans s'arrêter, et il improvisa tout son discours sans qu'on s'en aperçût. Il avait alors le ton, le geste, la voix de l'improvisateur, et il remporta peut-être un de ses plus grands succès oratoires. Il avait même eu une coquetterie. Il continuait à tourner les feuillets qu'il ne lisait pas.

Quand il sortit de la séance et qu'on apprit la vérité, ce fut un mouvement d'étonnement.

Ce succès lui redonna la confiance de l'homme qui parvient à triompher des infirmités de la nature.

Il se donnait tout entier à son infatigable labeur mais il goûtait peut-être encore avec plus d'abandon que jamais, les joies du foyer.

Son grand bonheur était la venue du jour de l'an. Il aimait à se trouver seul avec sa femme et ses enfants. Il enfermait ses petits cadeaux, que souvent il avait achetés lui-même, pour faire des surprises, puis il les apportait à chacun, à tour de rôle, n'étant jamais plus satisfait que quand il voyait les siens satisfaits ; et avec un bon sourire, il disait : « Je n'ai pu mieux faire cette année ». Et il faisait toujours bien.

Quand nous lui apportions notre cadeau, il répondait : « Cela me fait bien plaisir ! » Il n'en avait généralement pas la surprise. Son désir avait toujours été pressenti, et ce modeste présent consistait le plus souvent dans des livres. Il s'adressait alors à sa petite Marguerite :

« Est-ce qu'on ne souhaite pas la bonne année à son grand-père ? Bonne année, grand-père ; bonne année, ma chérie ! Comme nous sommes enfants : c'est bon d'être enfant ».

Puis il ajoutait tout heureux :

« Un bien beau jour, mes amis, on a le cœur plein et la caisse vide ».

Et il glorifiait ce beau jour.

« Je sais bien, ajoutait-il, que les souhaits du jour de l'an ne rendent pas l'année meilleure, mais ils rendent meilleurs ceux qui les font, et ceux qui les reçoivent, et puis c'est l'occasion d'oublier

de petites rancunes et de raviver de chaudes amitiés ».

Il était intarissable sur ses souvenirs du jour de l'an :

« On a bien simplifié maintenant le cérémonial ; autrefois les plus petits poussaient des cris de joie, escaladaient le lit maternel, et c'étaient des baisers, des caresses et encore des baisers. Les plus grands s'avançaient alors et récitaient un compliment. Quel compliment ! Jamais il n'y eut sur la terre un amalgame de phrases plus dénuées de sens commun. La maman en entendant ce galimatias pleurait à chaudes larmes, et il était bien rare que le papa n'eût pas une larme au coin de l'œil. Il y avait un repas. Les parents entraient en scène à leur tour pendant l'entr'acte, c'était le moment, l'heureux moment des cadeaux...

« Je me souviens d'un de nos jours de l'an ; mon frère et moi nous donnions un fauteuil à notre chère mère. J'en avais fourni les matériaux qui étaient d'une simplicité primitive. Mon frère l'avait fabriqué de ses propres mains. Il était parfaitement laid et encore plus incommode, mais on le mettait en évidence, on l'admirait, on s'y trouvait à l'aise. Il est vrai qu'il n'y avait pas d'autre fauteuil dans la maison et notre mére avait caressé longtemps cette pensée comme l'idéal du luxe et du confortable : « S'asseoir dans un fauteuil ! »

S'il y avait un jour de joie dans sa vie, c'était bien le jour de l'an, qui le rendait même optimiste

et encore plus sentimental, car il allait jusqu'à s'écrier à cette occasion :

« La vie est bonne et riante pourvu qu'on sache la prendre comme il faut. Nous portons en nous la source de nos joies et de nos peines. Le secret d'être aimé, c'est d'aimer ».

Et son secret d'être aimé c'est qu'il aimait tendrement.

Nous lui souhaitâmes la dernière bonne année en 1896. Il devait nous quitter cinq mois plus tard.

Il avait travaillé jusqu'à la dernière heure ; et un article de lui paraissait dans la *Petite Gironde* à l'heure où on apprenait qu'il n'était plus.

Il est mort debout, en vaillant, laissant dans le cœur de ceux qui l'avaient adoré une douleur inconsolable, une plaie saignante que la fuite des années n'a jamais pu guérir, car dans leurs âmes meurtries se levait comme une moisson de souvenirs, souvenirs parfois cuisants, souvenirs de souffrance pour toutes les épreuves qu'il avait endurées pour toutes les injustices qu'il avait subies, pour toutes les ingratitudes dont il avait été la victime et parfois le martyr, souvenirs de reconnaissance pour le père qui avait été si bon, si tendre, si généreux.

Il laissait derrière lui sa courageuse femme. Elle s'enferma tout entière dans le passé de celui qu'elle avait soutenu de son affection et de son énergie. Elle vécut au milieu de ses livres, des objets qu'il avait aimés et touchés. Elle reprit la direction des œuvres auxquelles il s'était dévoué pendant une partie de sa

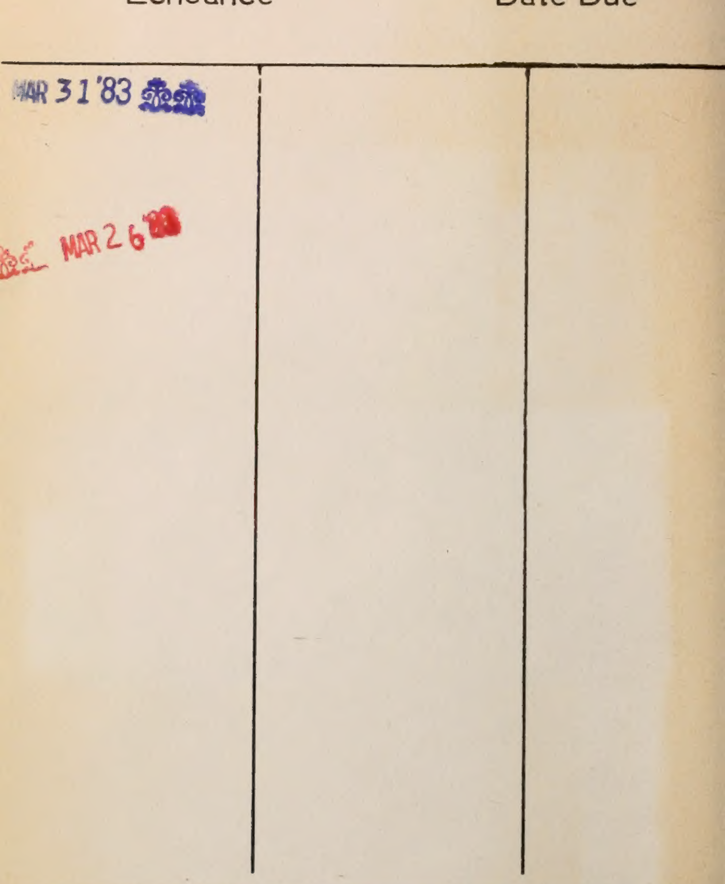
vie, sortant pour déposer sur sa tombe les fleurs qu'il aimait, et dont elle ornait autrefois son bureau à son jour de fête.

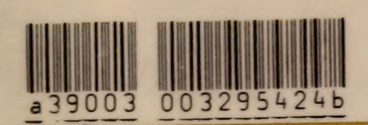
Elle n'est plus celle qui fut une femme admirable et une incomparable mère. Quatre ans après, elle allait rejoindre celui dont elle avait été la noble compagne, laissant derrière elle des cœurs brisés et des yeux en larmes.

C'est désormais vers cette tombe que se reportent toutes nos pensées et toutes nos tendresses. C'est dans la rosée de nos pleurs que s'épanouiront au printemps et à l'automne, les fleurs qu'ils aimaient tous deux. C'est sur cette tombe que dans notre désespérance et notre détresse, nous irons puiser des encouragements et des exemples, sur cette tombe où est inscrite la devise qui résume leur vie tout entière : Dieu ! Patrie ! Liberté !

Gustave SIMON.

AUXERRE. — IMPRIMERIE ALBERT LANIER, RUE DE PARIS, 43


MAR 31 '83
MAR 26 '83


a39003 003295424b

